



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LI^e Année

Tome II N^{os} 1-2 - Juillet -Août 1976

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1975.**
- 37 Monnaies utilisées dans les règlements d'importations et d'exportations de marchandises de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.**
- 49 Mesures de politique monétaire.**
- 73 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats du mois de juin 1976.**
- 1 Statistiques.**
- 137 Législation économique.**
- 147 Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1975

La présente chronique comprend quatre sections.

La section I « Aperçu d'ensemble des opérations avec l'étranger de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » retrace les développements les plus importants qui se sont produits dans les opérations avec l'étranger en 1975.

Afin de mettre en évidence l'ensemble des opérations qui ont pu avoir, directement ou indirectement, une incidence sur les marchés des changes et qui ont, de ce fait, éventuellement amené la Banque Nationale à intervenir, les données retraçant l'évolution générale des paiements entre l'Union Economique Belgo-luxembourgeoise et l'étranger ont été, dans la section I considérée, présentées suivant le schéma du tableau IX-4 de la partie « Statistiques » du *Bulletin de la Banque* ⁽¹⁾.

Ce schéma recense à la fois les opérations entre résidents et non-résidents — seules recensées dans la présentation habituelle de la balance des paiements —, les opérations en monnaies étrangères entre organismes monétaires nationaux et résidents et les opérations de change à terme et il comptabilise « au-dessous de la ligne », comme seuls postes de contrepartie de toutes les autres transactions (y compris donc celles des banques privées), le mouvement des réserves de change de la Banque (définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux) et celui de ses avoirs et engagements résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie ⁽²⁾.

⁽¹⁾ La « philosophie » du tableau précité, les principes de sa construction, l'articulation des différentes rubriques, le sens exact des opérations qu'elles recouvrent, ont été exposés dans une information publiée dans le numéro de janvier 1973 du présent *Bulletin* : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (Tableau IX-4) ».

⁽²⁾ La prise en considération de ces dernières opérations se justifie par le fait que les opérations de change à terme des autres agents économiques sont recensés « au-dessus de la ligne » avec les autres transactions; certaines des opérations en cause sont conclues entre ces agents et la Banque.

La présentation traditionnelle de la balance des paiements reste utilisée dans la suite de l'article. Elle apparaît à la section 2 qui contient, outre un tableau d'ensemble de la balance générale des paiements sous sa forme habituelle, divers tableaux de détail et des notes précisant les types d'opérations qui sont inclus dans les rubriques et commentant les évolutions marquantes survenues entre 1974 et 1975.

La section 3 groupe les tableaux et notes techniques relatifs à la balance géographique des paiements.

Enfin, à la section 4, en vue de répondre aux desiderata des organisations internationales et de faciliter ainsi les comparaisons de balances des paiements entre pays, on a regroupé sous l'intitulé « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I. » les données contenues dans les tableaux des sections 2 et 3, selon le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques lors de la réunion d'experts nationaux en matière de balance des paiements, qui s'est tenue en février 1964 sous l'égide du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'O.C.D.E.

SECTION 1

APERÇU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS AVEC L'ETRANGER DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

L'excédent des *opérations courantes* a diminué en 1975; il est revenu de 35,8 milliards en 1974 à 24,9 milliards.

D'une année à l'autre, le gonflement de l'excédent au titre des services a été compensé, et au-delà, par la réduction du boni des opérations sur marchandises et par l'accroissement du déficit des transferts.

La réduction de 16,5 milliards du boni des opérations sur marchandises a été due à la détérioration du solde des règlements d'exportations et d'importations proprement dites. D'excédentaire au premier semestre, ce solde est devenu déficitaire au second semestre sous l'effet d'un fléchissement plus rapide des recettes d'exportations que des dépenses d'importations.

Le surplus des paiements de services s'est accru de 12,5 milliards, par suite, notamment, de l'augmentation des recettes nettes afférentes aux revenus de placements et d'investissements, aux frets et aux transactions des pouvoirs publics. Cette dernière augmentation a reflété principalement la progression des dépenses courantes des institutions internationales établies en U.E.B.L.

Le déficit laissé par les transferts s'est accru de 6,9 milliards, en raison essentiellement de la croissance des ressources mises par l'État à la disposition des institutions européennes.

Tableau I.

**Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents
avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme ***
(milliards de francs)

	1974	1975
I. Opérations courantes ¹	+ 35,8	+ 24,9
II. Opérations en capital :		
1. Opérations des pouvoirs publics :		
1.1 avec l'étranger ²	- 3,9	- 4,2
1.2 en monnaies étrangères avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois :		
1.21 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères en- vers les banques belges et luxembour- geoises	+ 0,1	+ 0,3
1.22 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la Banque Natio- nale de Belgique .....	...	...
Total 1 ...	- 3,8	- 3,9
2. Opérations des entreprises et particuliers :		
2.1 avec l'étranger ³	- 5,1	- 6,8
2.2 en monnaies étrangères avec les banques belges et luxembourgeoises :		
2.21 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant	- 7,6	- 4,5
2.22 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme	- 1,4	- 8,2
Total 2 ...	- 14,1	- 19,5
3. Opérations des non-résidents en francs belges et luxembourgeois avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois :		
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commer- ciaux financés à leur origine par les banques belges	- 10,7	- 4,8
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engage- ments au comptant	+ 6,5	+ 10,1
3.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'en- cours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	- 10,0	+ 9,8
Total 3 ...	- 14,2	+ 15,1
4. Mouvement de la position en monnaies étran- gères des banques belges et luxembourgeoises :		
4.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant	- 7,9	- 6,9
4.2 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme	+ 12,4	- 1,2
Total 4 ...	+ 4,5	- 8,1
Total II ...	- 27,6	- 16,4
III. Erreurs et omissions	+ 5,2	+ 10,3
Total I à III ...	+ 13,4	+ 18,8
<i>Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [augmentation (+) ou diminution (-)] :</i>		
1. Réserves de change	+ 12,4	+ 18,4
dont :		
1.1 Encaisse en or	(...)	(...)
1.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	(- 1,3)	(+ 5,1)
1.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopé- ration Monétaire	(- 3,5)	(...)
1.4 Monnaies étrangères au comptant	(+ 17,7)	(+ 13,9)
1.5 Francs belges au comptant ⁴	(- 0,5)	(- 0,6)
2. Position à terme ⁵	+ 1,0	+ 0,4
dont :		
2.1 Monnaies étrangères	(+ 15,3)	(+ 1,2)
2.2 Francs belges	(- 14,3)	(- 0,8)
p.m. Position en monnaies étrangères (1.4 + 2.1)	+ 33,0	+ 15,1
Position en francs belges (1.5 + 2.2)	- 14,8	- 1,4

¹ Cf. rubriques 1 et 2 du tableau II. — ² Cf. rubrique 3 du tableau II. — ³ Cf. rubrique 4 du tableau II. — ⁴ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 3.1. — ⁵ Le signe + indique une augmentation des monnaies étrangères ou des francs belges à recevoir, ou une diminution des monnaies étrangères ou des francs belges à livrer par la Banque Nationale de Belgique; le signe - indique une diminution des monnaies étrangères ou des francs belges à recevoir, ou une augmentation des monnaies étrangères ou des francs belges à livrer par la Banque.

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères. Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

En ce qui concerne les *opérations en capital*, celles des pouvoirs publics ont donné lieu à une sortie nette de quelque 4 milliards, tout comme en 1974. Ces opérations ont consisté, notamment, en amortissements contractuels d'emprunts consolidés extérieurs et en prêts à divers pays en voie de développement.

Le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers avec l'étranger s'est soldé par un déficit de 6,8 milliards, contre 5,1 milliards l'année précédente.

Les investissements directs des étrangers en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont diminué de 7,9 milliards d'une année à l'autre : en 1974, il est vrai, le chiffre de ces investissements avait été gonflé par des prêts à des entreprises résidentes qui éprouvaient des difficultés, en raison de l'encadrement du crédit, à se financer en Belgique, de même que par des dotations à des banques luxembourgeoises de la part de maisons mères étrangères en vue de permettre l'extension des activités de leurs filiales. De leur côté, les achats nets par des résidents de valeurs mobilières étrangères, principalement d'obligations, ont plus que doublé, passant de 15,4 à 36,1 milliards à la suite, notamment, du développement des émissions d'euro-obligations. Par contre, les investissements directs des résidents à l'étranger se sont réduits. Il en a été de même pour les placements nets de résidents sous forme de constitutions de dépôts à l'étranger en francs belges particulièrement; en 1974, certains taux d'intérêt à court terme avaient été nettement plus élevés à l'étranger qu'en Belgique, ce qui avait stimulé les placements de l'espèce; ces écarts ont disparu en 1975.

Dans leurs opérations avec les banques belges et luxembourgeoises, les entreprises et particuliers ont continué à augmenter l'ensemble de leurs avoirs nets, au comptant et à terme, en monnaies étrangères.

En ce qui concerne les non-résidents, leurs opérations en francs, au comptant et à terme, avec les organismes monétaires, ont donné lieu à des entrées de fonds s'élevant à 15,1 milliards, au lieu de sorties de 14,2 milliards l'année précédente. D'une part, l'encours des crédits commerciaux en francs belges consentis à l'étranger par les banques a augmenté dans une mesure beaucoup moindre qu'en 1974, sous l'effet de la contraction du commerce extérieur. D'autre part, les non-résidents ont fortement accru leurs avoirs nets en francs, au comptant et à terme, auprès des organismes monétaires, alors qu'ils avaient réduit ces avoirs l'année précédente. Cet accroissement d'avoirs a témoigné sans doute, outre du besoin éprouvé par les non-résidents de couvrir des règlements à venir, d'une confiance certaine dans le franc.

Les avoirs nets, comptant et terme réunis, en monnaies étrangères des banques, qui, en courte période, peuvent enregistrer des mouvements importants de nature temporaire, ont augmenté, alors qu'ils avaient diminué en 1974.

Au total, les opérations courantes et en capital décrites ci-avant se sont soldées, compte tenu des erreurs et omissions, par un excédent de 18,8 milliards, contre 13,4 milliards en 1974. Cet excédent a été dû aux opérations du premier

semestre, qui ont laissé un boni de 22,5 milliards, alors que celles des troisième et quatrième trimestres se sont soldées par des déficits de 2,2 milliards et 1,5 milliard respectivement. Il a eu pour contrepartie un accroissement correspondant de l'ensemble formé par les *réserves de change* et la *position à terme de la Banque*.

Les avoirs au comptant en monnaies étrangères ont augmenté de 13,9 milliards. Cette augmentation a résulté essentiellement des achats de dollars au marché et à des banques centrales étrangères ayant besoin de francs, des règlements effectués dans le cadre des accords sur le rétrécissement des marges et de l'encaissement du produit des placements des avoirs en monnaies étrangères.

Les avoirs détenus auprès du Fonds Monétaire International ont progressé de 5,1 milliards à la suite, principalement, de l'augmentation de la créance de la Banque sur le Fonds résultant de tirages nets en francs belges par divers pays et de l'octroi d'une avance au Fonds au titre du « mécanisme pétrolier ».

SECTION 2

BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. NOTES ET TABLEAUX DE DETAIL

Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises » : Tableau III

Les opérations sur marchandises ont laissé un solde positif de 18,3 milliards, contre 34,8 milliards en 1974.

Cette diminution résulte de la détérioration du solde des opérations d'exportations et d'importations, qui est devenu déficitaire. En effet, l'excédent laissé par les autres opérations sur marchandises s'est accru.

Rubrique 1.11. « *Exportations et importations* ».

Ces opérations sont obtenues en apportant aux règlements bancaires y relatifs recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre d'ajustements. Ces ajustements sont effectués afin de corriger, dans une certaine mesure, ce que le recensement des seuls règlements financiers a d'incomplet quant au champ des opérations qu'il couvre.

L'un des ajustements les plus importants est le suivant : aux (des) montants des règlements d'exportations et d'importations est ajouté (soustraite) l'accroissement (la diminution) des exportations et des importations effectuées à crédit qui peuvent être recensées.

En fait, les opérations d'achat ou de vente assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à une modification du montant des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises

Tableau II.

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1974			1975		
	Année	Année	Année	Année	1er semestre	2e semestre	Année	1er semestre	2e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	+23,9	+20,8	+29,3	+27,4	- 1,3	+12,6	+11,3	+ 3,8	-19,1	-15,3
1.12 Travail à façon	+ 9,7	+13,9	+13,7	+17,0	+ 7,9	+ 9,0	+16,9	+ 8,6	+ 7,2	+15,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 5,4	+ 8,5	+13,9	+ 9,3	+ 7,5	+16,8
1.14 Or non monétaire .....	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 0,5	- 6,8	- 7,3	+ 0,6	+ 0,4	+ 1,0
1.2 Frets ²	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 1,3	+ 2,4	+ 3,7	+ 3,3	+ 3,4	+ 6,7
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,1	- 0,5
1.4 Autres frais de transport	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,4	- 0,1	- 0,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,7
1.5 Déplacements à l'étranger	- 7,2	-10,2	-12,4	-16,6	- 7,9	-10,0	-17,9	- 8,9	-11,2	-20,1
1.6 Revenus d'investissements	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 3,3	+ 8,8	+12,1	+ 5,1	+11,3	+16,4
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 5,9	+ 7,3	+13,2	+ 7,2	+ 7,9	+15,1
1.8 Autres	+ 5,7	+ 6,5	+ 5,4	+ 8,4	+ 2,2	+ 3,3	+ 5,5	+ 4,9	+ 4,9	+ 9,8
Total 1 ...	+43,5	+49,3	+60,0	+57,1	+15,8	+34,6	+50,4	+34,0	+12,4	+46,4
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+11,5	+ 4,5	+ 2,3	+ 6,8	+ 1,7	+ 5,4	+ 7,1
2.2 Transferts de l'Etat	-14,4	-14,8	-16,9	-23,6	-10,9	-10,5	-21,4	-13,6	-15,0	-28,6
Total 2 ...	- 7,8	- 8,0	- 8,8	-12,1	- 6,4	- 8,2	-14,6	-11,9	- 9,6	-21,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat ⁴ :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,1	- 0,4	- 1,5	- 1,0	- 0,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,6
3.12 Avoirs	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 0,4	- 1,1	- 1,5	- 1,3	- 2,0	- 3,3
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 0,7	-11,0	-10,7	- 4,4	- 1,9	- 2,0	- 3,9	- 2,0	- 2,2	- 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,5	+ 1,0	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 1,4	- 0,7	- 2,1	- 0,7	- 1,0	- 1,7
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières	-15,7	-23,6	-36,0	-31,4	- 7,9	- 7,5	-15,4	-19,9	-16,2	-36,1
4.312 Investissements directs	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 2,9	-11,6	-14,5	- 4,9	- 0,6	- 5,5
4.313 Immeubles	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 2,0	- 1,8	- 3,8	- 1,6	- 1,4	- 3,0
4.314 Autres	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 5,9	- 6,7	-12,6	- 1,6	- 1,6	- 3,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 1,8	- 1,1	- 2,9	+ 0,8	+ 0,8	+ 1,6
4.322 Investissements directs	+15,9	+21,8	+17,7	+27,5	+21,2	+20,6	+41,8	+15,0	+18,9	+33,9
4.323 Immeubles .....	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,4
4.324 Autres	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 2,4	+ 1,9	+ 4,3
Total 4 ...	-13,8	- 9,3	-20,2	-13,1	+ 4,1	- 9,2	- 5,1	- 9,4	+ 2,6	- 6,8
5. Erreurs et omissions	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 4,5	- 0,8	+ 3,7	+ 9,6	+ 1,6	+11,2
Total 1 à 5 ...	+20,0	+20,4	+19,8	+34,3	+16,1	+14,4	+30,5	+20,3	+ 4,8	+25,1
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 2,8	+ 3,1	+ 5,9	+ 3,8	- 3,1	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	-13,8	+ 5,7	- 3,1	+ 2,6	+ 4,9	-11,1	- 6,2
6.212 Monnaies étrangères ⁶	- 0,7	+10,6	+ 1,3	+10,9	+25,5	-11,6	+13,9	+ 1,1	+10,9	+12,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	...	+ 0,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,7	+ 0,4
6.23 Banque Nationale ^{6 7}	+11,4	+17,5	+26,4	+36,4	-17,9	+25,4	+ 7,5	+10,8	+ 7,4	+18,2
<i>p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations</i>	<i>(+ 3,5)</i>	<i>(+ 3,5)</i>	<i>(+ 3,4)</i>	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968, p. 188).

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁷ Réserves de change et crédits commerciaux (acceptations représentatives d'exportations).

Tableau III.

Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	1.14 Or non monétaire			Total		
	Recettes ₁	Dépenses _{1 2}	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes ₃	Dépenses	Solde
1970 Année	466,6	442,7	+23,9	13,4	3,7	+ 9,7	+ 5,0	0,5	0,5	...	485,5	446,9	+38,6
1971 Année	502,0	481,2	+20,8	18,6	4,7	+13,9	+ 6,4	0,9	0,8	+ 0,1	527,9	486,7	+41,2
1972 Année	561,8	532,5	+29,3	19,9	6,2	+13,7	+ 3,1	1,7	1,4	+ 0,3	586,5	540,1	+46,4
1973 Année	700,6	673,2	+27,4	23,3	6,3	+17,0	+ 5,3	3,6	5,0	- 1,4	732,8	684,5	+48,3
1974 1 ^{er} semestre	444,4	445,7	- 1,3	11,9	4,0	+ 7,9	+ 5,4	5,7	6,2	- 0,5	467,4	455,9	+11,5
2 ^e semestre	488,6	476,0	+12,6	13,9	4,9	+ 9,0	+ 8,5	4,9	11,7	- 6,8	515,9	492,6	+23,3
Année	933,0	921,7	+11,3	25,8	8,9	+16,9	+13,9	10,6	17,9	- 7,3	983,3	948,5	+34,8
1975 1 ^{er} semestre	445,5	441,7	+ 3,8	13,8	5,2	+ 8,6	+ 9,3	11,4	10,8	+ 0,6	480,0	457,7	+22,3
2 ^e semestre	427,0	446,1	-19,1	12,5	5,3	+ 7,2	+ 7,5	5,3	4,9	+ 0,4	452,3	456,3	- 4,0
Année	872,5	887,8	-15,3	26,3	10,5	+15,8	+16,8	16,7	15,7	+ 1,0	932,3	914,0	+18,3

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

³ Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

envers l'étranger ou de l'encours des crédits d'escompte et d'acceptation à l'exportation octroyés par des banques belges.

En contrepartie du montant de ces transactions extérieures assorties de crédits commerciaux comprises dans la rubrique « Exportations et importations », une variation de même importance est enregistrée, soit à la rubrique 4.324 « Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L. » (à concurrence de la variation de l'encours des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises envers l'étranger), soit à la rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits des banques belges à l'exportation financés par des ressources du système monétaire), soit à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger » [à concurrence de la variation de l'encours des crédits des banques belges à l'exportation financés en dehors des organismes monétaires ⁽¹⁾].

Un autre ajustement concerne les dons en nature. Ceux-ci sont ajoutés aux montants des règlements, pour autant qu'ils revêtent une certaine importance et qu'ils sont connus. Il s'agit essentiellement, en l'occurrence, des fournitures effectuées par le Gouvernement belge dans le cadre de l'aide aux pays en voie de développement. En contrepartie de la valeur de ces fournitures, un montant équivalent est inscrit, en dépenses, à la rubrique 2.2. « Transferts de l'Etat ».

On notera, par ailleurs, que la rubrique 1.11. considérée, comprend, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire : avant cette date, ces dépenses figuraient à la rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Rubrique 1.12 « Travail à façon ».

Sont comptabilisés sous cette rubrique, tous les règlements financiers relatifs à la transformation — en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

Comme le critère de transfert de propriété n'est pas toujours aisé à appliquer, surtout dans le cas des transactions entre une maison mère et ses filiales, le *Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I.* (troisième édition) recommande de considérer comme des achats et des ventes de marchandises, et non pas comme du travail à façon, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison-mère et ses filiales en vue de la transformation; le coût desdites opérations de transformation doit donc être exclu de la présente rubrique et les

(¹) C'est-à-dire soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger (y compris le Luxembourg); en effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie financée par les banques luxembourgeoises des crédits à l'exportation accordés à leur origine par les banques belges.

marchandises ayant fait l'objet de la transformation doivent être reprises pour leur valeur brute sous la rubrique « Exportations et importations ».

Ce principe n'est toutefois pas appliqué uniformément dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Un certain nombre de marchandises expédiées entre maisons-mères et filiales sont considérées, en l'absence de statistiques qui permettraient de les identifier, comme donnant lieu à des opérations de transformation; le coût de ces dernières est dès lors enregistré sous la rubrique « Travail à façon ».

Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger par des résidents, sans considération du fait que ces marchandises passent ou non par le territoire de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

Rubrique 1.14 « *Or non monétaire* ».

Par or non monétaire, il faut entendre les avoirs en ce métal qui ne sont pas détenus par la Banque Nationale. En particulier, l'or que les banques commerciales résidentes conservent pour compte propre est considéré comme de l'or non monétaire et non comme un élément de leurs avoirs extérieurs. Cette rubrique couvre donc toutes les transactions sur or qui interviennent entre un non-résident et un résident autre que la Banque Nationale, pour autant que ces transactions aient fait l'objet d'un règlement financier.

Il convient de rappeler ici que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en U.E.B.L. et importé ou exporté par toutes voies et sans limitation à l'initiative de toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissent pas de la même liberté dans certains pays étranger, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes de rubriques de la balance des paiements autres que celle de l'or non monétaire. De ce fait, un déficit au titre de cette dernière rubrique peut être déterminé, pour une part du moins, par le transit destiné à alimenter la thésaurisation privée de l'or à l'étranger.

Rubriques 1.2 à 1.8 « Transactions sur services » : Tableau IV

Dans une balance des paiements basée principalement sur les règlements financiers, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées et ne figurent donc dans les rubriques que pour leur solde net. Ces compensations

Tableau IV.

Rubriques 1.2 à 1.8 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

Périodes	1.2 Frets 1			1.3 Assurances pour le transport de marchandises 1			1.4 Autres frais de transport			1.5 Déplacements à l'étranger			1.6 Revenus d'investissements			1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs			1.8 Autres			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses 2	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1970 Année	20,3	18,8	+1,5	0,8	0,8	...	9,3	8,4	+0,9	17,4	24,6	-7,2	43,1	39,7	+3,4	10,5	9,9	+0,6	51,4	45,7	+5,7	152,8	147,9	+4,9
1971 Année	24,9	21,1	+3,8	0,8	1,0	-0,2	10,0	9,4	+0,6	18,5	28,7	-10,2	49,1	44,9	+4,2	13,4	10,0	+3,4	50,8	44,3	+6,5	167,5	159,4	+8,1
1972 Année	27,2	22,4	+4,8	0,9	1,1	-0,2	9,6	9,5	+0,1	19,5	31,9	-12,4	52,9	45,5	+7,4	15,6	7,1	+8,5	52,0	46,6	+5,4	177,7	164,1	+13,6
1973 Année	32,7	29,5	+3,2	0,9	1,4	-0,5	10,6	10,8	-0,2	25,1	41,7	-16,6	79,8	72,6	+7,2	16,7	9,4	+7,3	61,1	52,7	+8,4	226,9	218,1	+8,8
1974 1 ^{er} semestre	23,6	22,3	+1,3	0,6	0,7	-0,1	6,6	7,0	-0,4	12,3	20,2	-7,9	65,3	62,0	+3,3	11,1	5,2	+5,9	35,1	32,9	+2,2	154,6	150,3	+4,3
2 ^e semestre	29,2	26,8	+2,4	0,5	0,9	-0,4	8,7	8,8	-0,1	15,5	25,5	-10,0	85,1	76,3	+8,8	11,8	4,5	+7,3	39,0	35,7	+3,3	189,8	178,5	+11,3
Année	52,8	49,1	+3,7	1,1	1,6	-0,5	15,3	15,8	-0,5	27,8	45,7	-17,9	150,4	138,3	+12,1	22,9	9,7	+13,2	74,1	68,6	+5,5	344,4	328,8	+15,6
1975 1 ^{er} semestre	25,5	22,2	+3,3	0,6	1,0	-0,4	8,5	8,0	+0,5	14,3	23,2	-8,9	78,0	72,9	+5,1	11,8	4,6	+7,2	43,3	38,4	+4,9	182,0	170,3	+11,7
2 ^e semestre	23,4	20,0	+3,4	0,6	0,7	-0,1	9,2	9,0	+0,2	17,5	28,7	-11,2	72,2	60,9	+11,3	12,7	4,8	+7,9	47,5	42,6	+4,9	183,1	166,7	+16,4
Année	48,9	42,2	+6,7	1,2	1,7	-0,5	17,7	17,0	+0,7	31,8	51,9	-20,1	150,2	133,8	+16,4	24,5	9,4	+15,1	90,8	81,0	+9,8	365,1	337,0	+28,1

1 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1 du tableau II).

2 Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

qui affectent les opérations sur marchandises sont également fréquentes dans le domaine des services : elles peuvent s'opérer aussi bien entre les transactions relevant d'une même rubrique qu'entre des opérations qui devraient être recensées sous des rubriques différentes. De ce fait, il convient de faire preuve de prudence dans l'interprétation des données brutes recensées au tableau IV.

Le surplus laissé par les transactions sur services s'est accru de 15,6 à 28,1 milliards sous l'effet, principalement, de l'augmentation de l'excédent laissé par les rubriques « Frets », « Revenus d'investissements » et « Transactions des pouvoirs publics ».

Rubriques 1.2 « Frets » et 1.3 « Assurances pour le transport de marchandises ».

Les recettes et les dépenses au titre de ces rubriques ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport de marchandises; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Par ailleurs, ces rubriques comprennent, en recettes, certains frets et assurances payés à des résidents à l'occasion d'importations (qui auraient dû normalement être déduits des dépenses de la rubrique 1.11 précitée) ⁽¹⁾ et, en dépenses, certains frets et assurances payés à des étrangers à l'occasion d'exportations (qui auraient dû pareillement être déduits des recettes de la rubrique 1.11) ⁽²⁾.

La diminution, tant des recettes que des dépenses au titre de la rubrique « Frets » en 1975, s'explique par la baisse des taux des frets et par la contraction du volume du commerce extérieur de l'U.E.B.L.

Rubriques 1.4 « Autres frais de transports ».

Cette rubrique comprend tous les règlements financiers afférents à des activités de transport autres que celle de transport de marchandises : transports de personnes, frais de douane, d'entrepôt, de port, de remorquage, etc.; locations de navires et avions; provisions de bord; frais d'entretien et de réparation de navires et avions.

⁽¹⁾ Les dépenses d'importations, en effet, peuvent comprendre, le remboursement par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importations est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques « frets » et « assurances » comprennent, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

⁽²⁾ Les recettes d'exportations, en effet, peuvent comprendre le remboursement par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que les rubriques « frets » et « assurances » comprennent, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs, pour le compte des importateurs étrangers, en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

Rubrique 1.5 « Déplacements à l'étranger ».

Cette rubrique retrace l'évolution des recettes et des dépenses de tourisme. Ces chiffres comprennent des frais de voyage, de séjour, de cure, d'études (à l'exclusion des frais de transport, comptabilisés sous la rubrique 1.4) et des opérations réglées en billets. Ces dernières opérations sont ajustées de façon à éliminer dans la mesure du possible les utilisations de billets liées à des achats de marchandises, des rapatriements de revenus d'ouvriers frontaliers, des encaissements de revenus de placements et d'investissements et des transferts de capitaux.

L'augmentation des dépenses de tourisme a continué d'être supérieure à celle des recettes; en conséquence, le solde déficitaire de la balance touristique s'est élargi de 17,9 milliards en 1974 à 20,1 milliards en 1975.

Une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée au tableau V.

Tableau V.

Nombre de nuitées des étrangers en Belgique ¹ (milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total ²
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	République fédérale d'Allemagne	Suisse	Etats-Unis	Autres pays ²	
1970	1.268	1.086	1.573	1.034	79	505	1.055	6.600
1971	1.203	1.205	1.759	1.193	71	525	1.136	7.092
1972	1.041	1.164	1.701	1.120	74	489	1.056	6.645
1973	1.079	1.092	1.715	1.264	78	518	1.293	7.039
1974	1.096	1.057	1.810	1.333	84	579	1.489	7.448
1975	1.284	1.098	2.073	1.444	83	498	1.560	8.040

¹ Y compris les nuitées de camping.

² Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

Rubrique 1.6 « Revenus d'investissements ».

Sont comptabilisés sous cette rubrique, les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en U.E.B.L.

Il convient de souligner que les recettes et les dépenses à ce titre sont affectées par des mouvements de fonds qui ne sont pas nécessairement liés directement à ceux des revenus de placements ou d'investissements. Les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de

la transaction. Les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L. et ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger ne sont pas comptabilisés, faute de données statistiques.

En 1975, les revenus nets de placements et d'investissements, y compris ceux de la Banque Nationale elle-même, se sont accrus de 4,3 milliards en raison de l'excédent plus élevé des intérêts que les banques ont reçus des non-résidents sur ceux qu'elles leur ont versés.

Rubrique 1.7 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Cette rubrique comprend notamment, en recettes, les dépenses courantes (de fonctionnement) des institutions européennes et internationales dont le siège se trouve en U.E.B.L. et, en dépenses, les dépenses militaires.

L'augmentation de 1,9 milliard du boni global est due, principalement, à l'accroissement des dépenses courantes en U.E.B.L. des institutions internationales précitées.

Rubrique 1.8 « Autres ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau VI. Parmi les sous-rubriques distinguées, les courtages et commissions ont laissé un excédent accru et les redevances pour films, brevets et droits d'auteur ont vu leur déficit diminuer.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VII

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations unilatérales (c'est-à-dire sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements : ressources réelles (biens, services) et avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers; c'est le cas, par exemple, des dons en nature ou en espèces.

Les chiffres des transferts, tant privés que publics, ont fait l'objet de corrections à la suite de la mise en vigueur, le 1^{er} janvier 1971, de la nouvelle organisation du financement des Communautés Européennes ⁽¹⁾. Pour éviter une solution de continuité, les corrections effectuées ont porté à l'époque non seulement sur les chiffres de l'année 1971, mais également sur ceux des années antérieures depuis 1966. De ce fait, et malgré le caractère parfois approximatif des ajustements opérés, la comparabilité des séries statistiques a pu être, pour l'essentiel, assurée.

⁽¹⁾ Ce nouveau régime de financement consiste, en substance, en l'attribution de ressources propres aux Communautés Européennes, à l'aide desquelles celles-ci financent directement, entre autres, les dépenses résultant de la politique agricole commune. Jusqu'au 1^{er} janvier 1971, ces dépenses étaient préfinancées par les Etats membres et faisaient ultérieurement l'objet de décomptes avec les institutions communautaires.

Tableau VI.

Rubrique 1.8 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances 1			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1970 Année	7,0	3,1	+ 3,9	5,9	8,8	- 2,9	19,0	15,1	+ 3,9	3,8	4,8	- 1,0	15,7	13,9	+ 1,8	51,4	45,7	+ 5,7
1971 Année	7,8	3,6	+ 4,2	6,3	8,2	- 1,9	20,7	17,4	+ 3,3	4,4	5,5	- 1,1	11,6	9,6	+ 2,0	50,8	44,3	+ 6,5
1972 Année	9,2	4,2	+ 5,0	6,7	9,5	- 2,8	22,9	19,8	+ 3,1	4,9	5,9	- 1,0	8,3	7,2	+ 1,1	52,0	46,6	+ 5,4
1973 Année	9,8	4,9	+ 4,9	8,0	9,6	- 1,6	23,9	23,6	+ 5,3	5,7	6,3	- 0,6	8,7	8,3	+ 0,4	61,1	52,7	+ 8,4
1974 1 ^{er} semestre ...	5,7	3,0	+ 2,7	4,2	6,4	- 2,2	17,4	14,6	+ 2,8	3,1	3,5	- 0,4	4,7	5,4	- 0,7	35,1	32,9	+ 2,2
2 ^e semestre ...	5,9	3,5	+ 2,4	4,5	6,9	- 2,4	20,2	16,0	+ 4,2	3,6	3,9	- 0,3	4,8	5,4	- 0,6	39,0	35,7	+ 3,3
Année	11,6	6,5	+ 5,1	8,7	13,3	- 4,6	37,6	30,6	+ 7,0	6,7	7,4	- 0,7	9,5	10,8	- 1,3	74,1	68,6	+ 5,5
1975 1 ^{er} semestre ...	7,0	3,9	+ 3,1	5,7	7,2	- 1,5	21,5	16,9	+ 4,6	3,7	4,3	- 0,6	5,4	6,1	- 0,7	43,3	38,4	+ 4,9
2 ^e semestre ...	6,8	4,4	+ 2,4	6,4	7,1	- 0,7	23,3	19,1	+ 4,2	4,5	4,8	- 0,3	6,5	7,2	- 0,7	47,5	42,6	+ 4,9
Année	13,8	8,3	+ 5,5	12,1	14,3	- 2,2	44,8	36,0	+ 8,8	8,2	9,1	- 0,9	11,9	13,3	- 1,4	90,8	81,0	+ 9,8

1 A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises (incluses dans la rubrique 1.3), des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit (incluses dans les rubriques 4.314 et 4.324).

Tableau VII.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

Périodes	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1970 Année	15,4	8,8	+ 6,6	0,7	15,1	-14,4	16,1	23,9	- 7,8
1971 Année	16,8	10,0	+ 6,8	1,3	16,1	-14,8	18,1	26,1	- 8,0
1972 Année	18,5	10,4	+ 8,1	2,2	19,1	-16,9	20,7	29,5	- 8,8
1973 Année	23,7	12,2	+11,5	2,5	26,1	-23,6	26,2	38,3	-12,1
1974 1 ^{er} semestre	11,6	7,1	+ 4,5	1,3	12,2	-10,9	12,9	19,3	- 6,4
2 ^e semestre	10,3	8,0	+ 2,3	1,5	12,0	-10,5	11,8	20,0	- 8,2
Année	21,9	15,1	+ 6,8	2,8	24,2	-21,4	24,7	39,3	-14,6
1975 1 ^{er} semestre	10,8	9,1	+ 1,7	1,6	15,2	-13,6	12,4	24,3	-11,9
2 ^e semestre	14,5	9,1	+ 5,4	1,8	16,8	-15,0	16,3	25,9	- 9,6
Année	25,3	18,2	+ 7,1	3,4	32,0	-28,6	28,7	50,2	-21,5

Rubrique 2.1 « Transferts privés ».

Cette rubrique comprend essentiellement les dons, salaires et pensions versés à — ou transférés de — l'étranger ainsi que les versements du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole aux agriculteurs résidents.

Rubrique 2.2 « Transferts de l'Etat ».

Sous cette rubrique sont recensées principalement les ressources mises par l'Etat à la disposition des différentes institutions européennes et internationales ainsi que l'assistance technique aux pays en voie de développement.

L'élargissement du solde déficitaire de la rubrique a reflété principalement l'augmentation des dépenses de transfert aux institutions européennes précitées.

Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics » : Tableau VIII

Ces capitaux comprennent essentiellement les prêts, participations et emprunts de l'Etat.

Rubrique 3.1 « Etat ».

Les opérations en capital de l'Etat se sont soldées par un déficit de 4,2 milliards, contre 3,9 milliards en 1974.

Tableau VIII.

Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »

(milliards de francs)

	1970			1971			1972			1973			1974			1975		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
3.1 Etat :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions	0,4	—	+ 0,4	0,4	—	+ 0,4	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...
Remboursements	—	3,3	- 3,3	—	5,0	- 5,0	—	3,7	- 3,7	—	1,4	- 1,4	—	1,5	- 1,5	—	1,5	- 1,5
A court terme ¹	3,1	0,1	+ 3,0	1,4	6,6	- 5,2	...	5,3	- 5,3	0,4	1,9	- 1,5	...	0,9	- 0,9	1,6	1,0	+ 0,6
Avoirs sur l'étranger :																		
Prêts à long terme à des Etats étrangers et des organismes internationaux .....	...	0,3	- 0,3	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,4	- 0,3	0,1	1,1	- 1,0	0,1	1,5	- 1,4	0,1	1,4	- 1,3
Participations .....	...	0,3	- 0,3	...	0,5	- 0,5	...	1,3	- 1,3	0,2	0,7	- 0,5	...	0,1	- 0,1	...	2,0	- 2,0
Créances à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...
Remboursements	—	0,2	- 0,2	—	...	...	—	0,1	- 0,1	—	...	...	—	...	...	—	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs sur l'étranger :																		
A plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

¹ Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.

Tableau IX.

Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger

(milliards de francs)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975
<i>Dette à plus d'un an :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères	— 2,9	— 10,1 ^{1,2}	— 4,9	— 1,4 ³	— 1,5	— 1,5
Moins : Dette logée dans les banques belges	— (...)	— (- 5,5)	— (- 1,2)	— (...)	— (...)	— (...)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	— 2,9	— 4,6	— 3,7	— 1,4	— 1,5	— 1,5
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger .....	...	...	...	...	...	...
Divers .....	...	...	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	— 2,9	— 4,6	— 3,7	— 1,4	— 1,5	— 1,5
<i>Dette à un an au plus :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères	— 8,3	— 17,9 ²	— 9,5	— 1,9	...	...
Moins : Dette logée dans les banques belges	— (-11,4)	— (-12,1)	— (- 5,7)	— (...)	— (...)	— (...)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	+ 3,1	— 5,8	— 3,8	— 1,9	...	...
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger	— 0,1	+ 0,6	— 1,5	+ 0,4	— 0,9	+ 0,6
Divers .....	...	...	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	+ 3,0	— 5,2	— 5,3	— 1,5	— 0,9	+ 0,6

1 Après élimination de l'incidence de la réévaluation du franc suisse qui a entraîné une augmentation de 0,3 milliard de la dette à plus d'un an.

2 Après élimination de l'incidence de la dévaluation de fait du dollar des Etats-Unis et du franc suisse qui a entraîné une diminution de 0,7 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,2 milliard de la dette à un an au plus (accord du 18 décembre 1971 du Groupe des Dix à Washington).

3 Après élimination de l'incidence de la dévaluation du dollar des Etats-Unis et des réévaluations du mark allemand et du florin des Pays-Bas qui a entraîné, par solde, une diminution de 0,2 milliard de la dette à plus d'un an.

Les engagements à plus d'un an de l'Etat envers l'étranger ont diminué de 1,5 milliard, tout comme en 1974, à la suite des amortissements contractuels sur emprunts extérieurs qui ont été effectués. L'évolution des engagements à court terme a donné lieu à un excédent de 0,6 milliard, contre un déficit de 0,9 milliard en 1974.

En ce qui concerne l'évolution des avoirs de l'Etat sur l'étranger, celle-ci couvre, en dépenses, des prêts d'un montant total de 1,4 milliard à divers pays en voie de développement et une contribution de 2 milliards au capital de l'Association Internationale de Développement et du Fonds Asiatique de Développement; en recettes, figurent des remboursements de prêts pour 0,1 milliard accordés à des pays en voie de développement.

Il convient de rappeler que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques en Belgique. Le tableau IX donne les montants qu'il faut ôter du — ou ajouter au — mouvement de la dette publique en monnaies étrangères pour obtenir le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger.

Rubriques 4.1 et 4.2 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public » : Tableau X.

Rubrique 4.1 « Organismes publics d'exploitation ».

Les recettes de 1,8 milliard au titre de cette rubrique représentent le produit d'emprunts contractés par la Sabena et par la Société Nationale des Chemins de Fer belges.

Les dépenses de 0,3 milliard correspondent à des remboursements d'emprunts effectués par les deux sociétés précitées.

Rubrique 4.2 « Intermédiaires financiers du secteur public ».

Les dépenses de 1,2 milliard au titre des engagements à plus d'un an représentent des remboursements d'emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

De leur côté, les engagements à court terme ont diminué, par solde, de 0,5 milliard : d'une part, des remboursements de prêts de call money, à concurrence de 0,6 milliard, ont été effectués par l'Institut de Réescompte et de Garantie à la Banque Mondiale, la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi; d'autre part, des prêts de même nature, d'un montant de 0,1 milliard, ont été accordés au Fonds des Rentes par la Banque Mondiale, la République du Zaïre et le Burundi.

Rubrique 4.3 « Mouvement des capitaux du secteur privé ».

Ces capitaux ont été répartis entre les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — rubrique 4.31 — et les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. — rubrique 4.32.

On notera, par ailleurs, que les rentrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pu être établie. Par contre, ne sont pas recensés dans la présente rubrique, faute de données statistiques, les flux de capitaux au titre d'opérations imputées d'investissement direct correspondant aux bénéfices non distribués des sociétés (cf. Section 2, rubrique 1.6 « Revenus d'investissements », p. 12).

Rubrique 4.311 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières* » et rubrique 4.321 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières* ».

Ces rubriques regroupent, suivant l'expression consacrée, les investissements de portefeuille. Cette catégorie d'investissements comprend tous les achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres (actions et obligations) étrangers (rubrique 4.311) et belges et luxembourgeois (rubrique 4.321), mentionnés comme tels par le résident qui est partie à la transaction. Si des opérations en valeurs mobilières sont déclarées être une acquisition ou une cession de participation, elles sont incluses dans les rubriques 4.312 et 4.322 « Investissements directs ».

Rubrique 4.312 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs* » et rubrique 4.322 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs* ».

Ces rubriques comprennent les transferts nets de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du *Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I.* (3^e édition), tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le schéma unique de la balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques considère comme investissements directs ceux de

ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites « associées ». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont, dès lors, été considérés comme des investissements directs.

Rubrique 4.313 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : immeubles* » et rubrique 4.323 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : immeubles* ».

Sont comptabilisés sous ces rubriques tous les achats et ventes d'immeubles sis à l'étranger (rubrique 4.313) et en U.E.B.L. (rubrique 4.323), sans distinction quant au caractère commercial ou non commercial de ces immeubles.

Rubrique 4.314 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : autres* » et rubrique 4.324 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : autres* ».

Les autres mouvements de capitaux du secteur privé recensés sous ces rubriques comprennent essentiellement les opérations suivantes : les constitutions et rapatriements de dépôts (à l'exclusion de dépôts auprès de banques en U.E.B.L.); les souscriptions d'assurances-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurances-crédits et les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances; les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital; en outre, la rubrique 4.324 comprend le solde des opérations de transit de capitaux effectuées par le canal des sociétés holdings établies au Grand-Duché de Luxembourg.

Rubrique 5 « Erreurs et omissions ».

Il s'agit d'une rubrique d'ajustement qui assure l'équilibre comptable entre, d'une part, le total des transactions recensées « au-dessus de la ligne » (opérations courantes et mouvements de capitaux des secteurs non monétaires) et, d'autre part, les postes de financement de ce total (opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois). Cette rubrique recouvre, à côté des écarts comptables et erreurs et omissions proprement dites, diverses opérations qui, faute de pouvoir être identifiées d'une manière suffisamment précise, n'ont pu être ventilées entre les rubriques appropriées de la balance des paiements.

Rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ».

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger ⁽¹⁾ (cf. Section 2, rubrique 1.11 « Exportations et Importations », p. 5).

⁽¹⁾ Y compris le Luxembourg. En effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie, financée par les banques luxembourgeoises, des crédits commerciaux à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges.

Les avoirs en droits de tirage spéciaux ont augmenté de 1,4 milliard en 1975, à la suite de l'acquisition de droits en règlement partiel de dettes intra-communautaires au titre des accords sur le rétrécissement des marges de cotation et du versement de droits par le F.M.I. au titre d'intérêts dus sur l'avoir en compte de tirage spécial de la Belgique pour l'exercice clôturé le 30 avril 1975.

A.1.23 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Avance au Fonds Monétaire International* ».

Aux termes d'un accord conclu avec le Fonds Monétaire International et approuvé par le Gouvernement, la Banque s'est engagée à participer au financement de l'aide dite « oil facility » que le Fonds a créée en faveur de ses membres éprouvant des difficultés de financement de leurs importations de pétrole. La participation de la Banque prend la forme d'avances octroyées pour son compte propre au Fonds.

A.1.3 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Fonds Européen de Coopération Monétaire* ».

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés Européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1^{er} juin 1973.

La Banque fait figurer séparément dans ses situations ses créances sur, et ses engagements envers, le Fonds Européen de Coopération Monétaire, nés de l'application des dispositions sur le rétrécissement des marges de fluctuation des monnaies des pays membres, dans la mesure où, faute d'avoir la même échéance, les créances et engagements en cause ne sont pas compensables, sauf accord entre les parties.

A la date du 31 décembre 1975, la Banque n'avait ni créance ni engagement à l'égard dudit Fonds.

A.1.4 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* ».

Cette rubrique a enregistré en 1975 une diminution de 0,2 milliard correspondant à la réduction du portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par la Banque.

A.1.51 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : en monnaies étrangères* ».

Les avoirs de la Banque en monnaies étrangères ont augmenté de 13,9 milliards en 1975. Cette augmentation a résulté essentiellement des achats de dollars au marché et à des banques centrales étrangères ayant besoin de francs, des règle-

ments effectués dans le cadre des accords sur le rétrécissement des marges et de l'encaissement du produit des placements des avoirs en monnaies étrangères.

On notera qu'est comptabilisé sous cette rubrique le concours financier à moyen terme que l'Etat belge a accordé à l'Italie en vertu de la directive du Conseil des Communautés Européennes adoptée le 17 décembre 1974 et dont la Banque assure le financement pour le compte de l'Etat conformément à la convention intervenue à la même date entre celui-ci et la Banque.

B.1.3 « Engagements de la Banque Nationale de Belgique : Envers d'autres institutions officielles ».

La variation de cette rubrique, en 1975, reflète essentiellement le mouvement des avoirs en francs belges des institutions de pays avec lesquels l'Etat belge a conclu des accords d'aide financière.

A.2 « Créances des organismes publics belges : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ».

Ces créances comprennent le portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par l'Institut de Réescompte et de Garantie au moyen de ressources monétaires.

A.3.1 « Créances des banques belges et luxembourgeoises : Obligations »; A.3.2 Créances des banques belges et luxembourgeoises : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation »; A.3.3 « Autres créances des banques belges et luxembourgeoises : en monnaies étrangères et en francs »; B.3 « Engagements des banques belges et luxembourgeoises : en monnaies étrangères et en francs ».

Les obligations comprennent essentiellement des fonds publics, libellés pour la plus grosse part en monnaies étrangères, détenus dans les portefeuilles des banques. Celles-ci n'ont que légèrement accru leurs avoirs de ce type.

Par contre, les crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ont fortement augmenté, en raison, principalement, d'une accélération de la progression des crédits d'avances en monnaies étrangères, qui constituent la majeure partie des crédits considérés.

La progression des autres créances en monnaies étrangères ainsi que celle des engagements en ces monnaies se sont également accélérées d'une année à l'autre.

L'expansion considérable des créances et engagements extérieurs en monnaies étrangères des banques montre le degré et la rapidité de l'internationalisation des opérations du secteur bancaire.

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.

Le choix des zones géographiques est basé essentiellement sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I., mais on a isolé, en outre, certains pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier : la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance et les opérations en billets de banques étrangers et en chèques de voyage étrangers, selon le pays de la banque débitrice finale. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds.

C'est ainsi que le déficit enregistré en 1975 vis-à-vis des Etats-Unis au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières » ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs américaines à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure aux tableaux XII et XIII doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine et la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparentes et l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zones géographiques. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Rubrique 3.1 « Mouvement des capitaux de l'Etat ».

Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an ont été ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

Rubrique 5 « Règlements multilatéraux, erreurs et omissions ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre, d'une part, le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger (rubrique 6) et, d'autre part, le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des entreprises et particuliers (rubriques 1 à 4).

Rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs nets en francs et en toutes devises étrangères sur cette zone.

Le solde figurant à la colonne XII « Institutions européennes et internationales » comprend notamment la variation des avoirs nets de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International et sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

*
**

Tableau XII.

(milliards de francs)

Balance géographique des paiements de l'Union

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Pays membres de la C.E.E. 5			IV. Espagne, Grèce, Turquie			V. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.			VI. Japon		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations ¹ .	52,0	67,4	-15,4	5,8	7,7	-1,9	632,6	633,7	- 1,1	22,2	10,3	+11,9	62,0	47,5	+14,5	8,1	13,6	- 5,5
1.12 Travail à façon	0,9	0,5	+ 0,4	...	...	...	23,5	7,7	+15,8	0,1	...	+ 0,1	0,7	0,5	+ 0,2	...	...	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.14 Or non monétaire	0,3	0,8	- 0,5	...	...	...	1,9	8,0	- 6,1	...	...	...	7,7	7,9	- 0,2	...	...	...
1.2 Frets ²	7,4	8,0	- 0,6	0,3	0,5	- 0,2	33,4	29,2	+ 4,2	0,4	0,9	- 0,5	4,7	5,4	- 0,7	0,7	0,5	+ 0,2
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,4	0,3	+ 0,1	...	...	...	0,5	1,0	- 0,5	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
1.4 Autres frais de transport	3,0	2,5	+ 0,5	0,1	...	+0,1	8,0	9,9	- 1,9	0,3	0,6	- 0,3	1,5	1,7	- 0,2	0,1	0,1	...
1.5 Déplacements à l'étranger	3,7	3,2	+ 0,5	0,2	0,3	- 0,1	15,7	22,3	- 6,6	0,7	5,2	- 4,5	4,1	10,4	- 6,3	0,1	0,1	...
1.6 Revenus d'investissements	27,9	17,7	+10,2	1,5	1,7	- 0,2	74,8	66,1	+ 8,7	1,9	2,2	- 0,3	12,2	28,8	-16,6	1,3	0,3	+ 1,0
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,3	0,8	- 0,5	0,2	0,1	+0,1	1,8	6,9	- 5,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,3	...	...	...	...
1.8 Autres :																		
1.81 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	11,6	6,5	+ 5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.82 Autres	11,0	9,3	+ 1,7	0,4	0,5	- 0,1	33,9	37,4	- 3,5	0,8	1,4	- 0,6	6,0	8,6	- 2,6	0,8	0,3	+ 0,5
Total 1 ...	106,9	110,5	- 3,6	8,5	10,8	- 2,3	837,7	828,7	+ 9,0	26,6	20,7	+ 5,9	99,3	111,2	-11,9	11,1	14,9	- 3,8
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	1,5	1,2	+ 0,3	0,1	0,2	- 0,1	2,6	5,5	- 2,9	0,2	2,6	- 2,4	1,0	2,2	- 1,2	...	...	...
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	1,5	0,9	+ 0,6	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...
Total 2 ...	1,6	1,2	+ 0,4	0,1	0,2	- 0,1	4,1	6,4	- 2,3	0,2	2,6	- 2,4	1,1	2,2	- 1,1	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat ³ :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. .	—	0,4	- 0,4	—	0,1	- 0,1	—	0,5	- 0,5	—	...	...	—	0,2	- 0,2	—	...	...
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	0,4	- 0,4	...	0,1	- 0,1	...	0,5	- 0,5	0,1	0,2	- 0,1	...	0,2	- 0,2	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	1,2	0,2	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	- 0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes)	—	1,4	- 1,4	—	0,3	- 0,3	—	11,1	-11,1	—	0,1	- 0,1	—	1,3	- 1,3	—	...	...
4.312 Investissements directs ...	1,7	4,7	- 3,0	0,1	...	+0,1	2,0	10,5	- 8,5	...	1,1	- 1,1	0,1	0,7	- 0,6	...	0,2	- 0,2
4.313 Immeubles	0,2	0,3	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	1,3	3,4	- 2,1	...	1,1	- 1,1	0,2	0,5	- 0,3	...	...	...
4.314 Autres (nets)	—	0,1	- 0,1	—	...	...	—	7,8	- 7,8	—	0,6	- 0,6	—	3,3	- 3,3	...	—	...
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes)	0,3	—	+ 0,3	—	...	...	—	1,3	- 1,3	0,1	—	+ 0,1	—	2,2	- 2,2	...	—	...
4.322 Investissements directs ...	12,4	0,5	+11,9	0,2	...	+0,2	20,3	0,9	+19,4	0,1	...	+ 0,1	0,7	...	+ 0,7	2,1	...	+ 2,1
4.323 Immeubles	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...	2,4	0,6	+ 1,8	...	...	...	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...
4.324 Autres (nets) .....	—	...	...	...	...	...	—	0,2	- 0,2	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	0,1	—	+ 0,1
Total 4 ...	16,0	7,3	+ 8,7	0,4	0,5	- 0,1	26,0	36,5	-10,5	0,2	3,0	- 2,8	1,8	8,7	- 6,9	2,2	0,2	+ 2,0
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets)	49,2	—	+49,2	2,8	—	+2,8	—	58,6	-58,6	7,7	—	+ 7,7	—	38,2	-38,2	21,6	—	+21,6
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	173,7	119,4	+54,3	11,8	11,6	+ 0,2	867,8	930,7	- 62,9	34,8	26,5	+ 8,3	102,2	160,5	- 58,3	34,9	15,1	+ 19,8

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, p. 188).

VII. Australie, Nouvelle-Zélande			VIII. République sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total		
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
4,5	6,6	-2,1	5,2	6,6	-1,4	35,3	21,7	+13,6	10,8	24,4	-13,6	93,9	82,2	+11,7	...	...	...	0,6	...	+ 0,6	933,0	921,7	+11,3
...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,1	...	+ 0,1	0,4	0,1	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	25,8	8,9	+16,9
...	...	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	0,6	- 0,6	0,7	0,5	+ 0,2	...	...	...	13,9	...	+13,9	13,9	...	+13,9
0,1	0,1	...	0,3	...	+0,3	0,8	1,2	- 0,4	2,8	0,5	+ 2,3	1,9	2,8	- 0,9	...	...	...	...	...	...	10,6	17,9	- 7,3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	52,8	49,1	+ 3,7
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	1,1	1,6	- 0,5
0,1	...	+0,1	0,4	0,2	+0,2	0,8	0,1	+ 0,7	0,3	...	+ 0,3	0,7	0,7	...	...	...	...	...	...	...	15,3	15,8	- 0,5
...	...	...	0,1	0,1	...	0,1	0,3	- 0,2	0,9	0,1	+ 0,8	1,6	2,6	- 1,0	...	...	...	0,6	1,1	- 0,5	27,8	45,7	-17,9
0,3	...	+0,3	1,9	0,6	+1,3	3,3	1,4	+ 1,9	0,4	0,6	- 0,2	14,1	15,5	- 1,4	2,9	2,1	+ 0,8	7,9	1,3	+ 6,6	150,4	138,3	+12,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	+ 0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	22,9	9,7	+13,2
0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,2	0,1	+ 0,1	0,2	0,2	...	0,8	0,5	+ 0,3	18,7	0,5	+18,2	...	...	...	11,6	6,5	+ 5,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	62,5	62,1	+ 0,4
0,2	0,1	+0,1	0,2	0,2	...	0,8	0,3	+ 0,5	5,6	1,1	+ 4,5	2,7	2,8	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5,3	6,9	-1,6	8,2	7,9	+0,3	41,4	25,2	+16,2	21,2	27,6	- 6,4	116,8	107,8	+ 9,0	21,6	2,6	+19,0	23,1	2,5	+20,6	1.327,7	1.277,3	+50,4
...	...	...	...	0,1	-0,1	...	0,2	- 0,2	7,1	0,4	+ 6,7	1,4	1,6	- 0,2	8,0	1,1	+ 6,9	...	...	...	21,9	15,1	+ 6,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,4	- 3,4	...	1,5	- 1,5	1,1	18,4	-17,3	...	...	...	2,8	24,2	-21,4
...	...	...	...	0,1	-0,1	...	0,2	- 0,2	7,1	3,8	+ 3,3	1,4	3,1	- 1,7	9,1	19,5	-10,4	...	...	...	24,7	39,3	-14,6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	...	1,5	- 1,5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,9	- 0,9	...	...	...	...	0,9	- 0,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	1,0	- 1,0	...	0,1	- 0,1	...	...	...	0,1	1,6	- 1,5
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	1,0	- 1,0	...	1,3	- 1,3	...	...	...	0,1	4,0	- 3,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	0,4	+ 1,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	1,1	- 0,9	...	...	...	0,3	0,8	- 0,5	...	...	...	0,5	2,6	- 2,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	1,2	- 1,2	0,1	...	+ 0,1	0,3	15,7	-15,4
...	0,1	-0,1	0,2	...	+0,2	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	1,9	2,1	- 0,2	...	...	...	...	1,3	- 1,3	6,1	20,6	-14,5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	1,8	5,6	- 3,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	0,5	- 0,5	...	12,6	-12,6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	0,6	3,5	- 2,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,2	0,9	+ 4,3	2,9	0,1	+ 2,8	0,3	...	+ 0,3	44,2	2,4	+41,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,1	1,0	+ 2,1
...	...	...	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	1,2	...	+ 1,2	1,7	0,5	+ 1,2
...	0,1	-0,1	0,3	...	+0,3	0,1	...	+ 0,1	0,4	1,2	- 0,8	7,6	3,5	+ 4,1	3,2	2,1	+ 1,1	1,6	1,8	- 0,2	59,8	64,9	- 5,1
2,9	...	+2,9	3,1	...	+3,1	...	9,4	- 9,4	5,8	...	+ 5,8	50,8	...	+50,8	...	...	...	...	...	...	143,9	140,2	+ 3,7
...
8,2	7,0	+1,2	11,6	8,0	+3,6	41,5	34,8	+ 6,7	34,5	32,9	+ 1,6	176,6	115,4	+61,2	33,9	37,8	- 3,9	24,7	26,0	- 1,3	1.556,2	1.525,7	+30,5

4 Autres que les organismes monétaires.

5 République Fédérale d'Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Danemark.

Tableau XIII.

Balance géographique des paiements de l'Union

(milliards de francs)

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Pays membres de la C.E.E. ⁵			IV. Espagne, Grèce, Turquie			V. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.			VI. Japon		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations ¹ .	35,5	62,2	-26,7	3,9	7,4	-3,5	595,1	615,4	-20,3	21,6	11,4	+ 10,2	57,7	45,4	+12,3	5,3	14,7	- 9,4
1.12 Travail à façon	0,9	0,4	+ 0,5	...	...	...	23,7	9,1	+14,6	0,1	...	+ 0,1	0,9	0,6	+ 0,3	...	...	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.14 Or non monétaire	0,1	0,4	- 0,3	...	...	...	8,8	7,8	+ 1,0	...	...	...	7,0	6,5	+ 0,5	...	...	...
1.2 Frets ²	5,8	5,4	+ 0,4	0,3	0,2	+0,1	31,1	25,1	+ 6,0	0,4	1,3	- 0,9	4,8	5,1	- 0,3	0,4	0,5	- 0,1
1.3 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,4	0,4	...	...	...	...	0,7	1,0	- 0,3	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...
1.4 Autres frais de transport	4,1	2,9	+ 1,2	0,1	0,1	...	9,3	10,6	- 1,3	0,3	0,7	- 0,4	1,4	1,7	- 0,3	0,3	0,1	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger	4,1	3,6	+ 0,5	0,2	0,2	...	18,5	26,4	- 7,9	0,8	5,8	- 5,0	4,5	10,2	- 5,7	0,1	0,1	...
1.6 Revenus d'investissements	23,8	16,1	+ 7,7	1,0	1,0	...	72,8	64,5	+ 8,3	2,6	2,2	+ 0,4	11,1	27,9	-16,8	2,7	0,5	+ 2,2
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,3	0,7	- 0,4	0,2	0,1	+0,1	2,0	7,1	- 5,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...
1.8 Autres :																		
1.81 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	13,8	8,3	+ 5,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.82 Autres	14,0	9,7	+ 4,3	0,4	0,4	...	42,1	46,0	- 3,9	0,8	1,7	- 0,9	8,0	9,0	- 1,0	1,1	0,4	+ 0,7
Total 1 ...	89,0	101,8	-12,8	6,1	9,4	-3,3	817,9	821,3	- 3,4	26,8	23,2	+ 3,6	95,8	106,8	-11,0	9,9	16,3	- 6,4
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	1,6	1,7	- 0,1	0,1	0,2	-0,1	2,9	6,8	- 3,9	0,2	3,1	- 2,9	1,1	2,2	- 1,1	...	...	...
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	1,8	0,7	+ 1,1	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	...	...	...
Total 2 ...	1,7	1,7	...	0,1	0,2	-0,1	4,7	7,5	- 2,8	0,2	3,1	- 2,9	1,3	2,2	- 0,9	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat ³ :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. .	—	0,4	- 0,4	—	0,1	-0,1	—	0,5	- 0,5	—	...	...	—	0,2	- 0,2	—	...	...
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	0,4	- 0,4	...	0,1	-0,1	...	0,5	- 0,5	0,1	0,2	- 0,1	...	0,2	- 0,2	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	1,2	0,1	+ 1,1	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	+ 0,3	...	...	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	...	1,3	- 1,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes)	—	5,7	- 5,7	—	4,4	-4,4	—	18,0	-18,0	—	...	...	—	1,4	- 1,4	—	0,3	- 0,3
4.312 Investissements directs ...	2,5	1,2	+ 1,3	0,2	0,1	+0,1	3,3	6,3	- 3,0	0,4	0,5	- 0,1	...	1,1	- 1,1	...	0,3	- 0,3
4.313 Immeubles	0,1	0,3	- 0,2	...	0,2	-0,2	1,2	2,8	- 1,6	...	0,7	- 0,7	0,1	0,5	- 0,4	...	...	...
4.314 Autres (nets)	—	1,8	- 1,8	—	0,3	-0,3	—	0,4	- 0,4	—	0,4	- 0,4	0,3	—	+ 0,3	—	0,5	- 0,5
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes)	0,1	—	+ 0,1	—	...	...	1,3	—	+ 1,3	—	...	...	—	...	...	—	...	...
4.322 Investissements directs ...	8,6	0,7	+ 7,9	0,4	...	+0,4	20,5	1,2	+19,3	0,1	...	+ 0,1	0,2	...	+ 0,2	0,2	0,2	...
4.323 Immeubles	0,1	0,1	...	...	...	...	1,9	0,8	+ 1,1	...	...	...	0,4	0,1	+ 0,3	...	...	...
4.324 Autres (nets)	0,1	—	+ 0,1	...	—	—	—	—	—	—	...	...	—	0,2	- 0,2	—	0,1	- 0,1
Total 4 ...	12,7	9,9	+ 2,8	0,7	5,0	-4,3	28,2	30,8	- 2,6	0,5	1,6	- 1,1	1,5	3,5	- 2,0	0,2	1,4	- 1,2
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets)	18,4	—	+18,4	3,9	—	+3,9	—	8,5	- 8,5	10,4	—	+ 10,4	—	41,6	-41,6	16,7	—	+16,7
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	121,8	113,8	+ 8,0	10,8	14,7	-3,9	850,8	868,6	-17,8	38,0	28,1	+ 9,9	98,6	154,3	-55,7	26,8	17,7	+ 9,1

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).³ Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique, XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, p. 188).

VII. Australie, Nouvelle-Zélande			VIII. République sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total		
Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
3,7	4,9	-1,2	6,0	5,6	+ 0,4	31,2	19,4	+11,8	7,7	14,0	-6,3	104,8	87,4	+17,4	...	...	...	...	...	...	872,5	887,8	-15,3
...	...	...	...	...	...	0,2	0,1	+ 0,1	0,1	...	+0,1	0,4	0,3	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	26,3	10,5	+15,8
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	-0,5	0,8	0,5	+ 0,3	...	...	...	16,8	...	+16,8	16,8	...	+16,8
0,1	...	+0,1	0,3	...	+ 0,3	1,0	1,3	- 0,3	2,3	0,7	+1,6	2,4	2,6	- 0,2	...	...	...	...	...	...	16,7	15,7	+ 1,0
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	48,9	42,2	+ 6,7
0,1	...	+0,1	0,4	0,1	+ 0,3	0,7	0,1	+ 0,6	0,1	...	+0,1	0,9	0,7	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	1,2	1,7	- 0,5
0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,5	- 0,4	0,8	0,1	+0,7	2,0	3,4	- 1,4	...	...	...	0,5	1,4	- 0,9	17,7	17,0	+ 0,7
0,8	0,1	+0,7	2,0	0,6	+ 1,4	4,8	1,5	+ 3,3	0,3	0,3	...	17,4	15,4	+ 2,0	3,8	2,2	+ 1,6	7,1	1,5	+ 5,6	31,8	51,9	-20,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	150,2	133,8	+16,4
0,1	...	+0,1	0,1	...	+ 0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,2	0,3	-0,1	1,0	0,5	+ 0,5	19,9	0,3	+19,6	...	...	...	24,5	9,4	+15,1
...
0,3	0,1	+0,2	0,3	0,2	+ 0,1	0,9	0,3	+ 0,6	4,6	0,8	+3,8	4,2	4,0	+ 0,2	...	...	...	0,3	0,1	+ 0,2	13,8	8,3	+ 5,5
5,2	5,2	...	9,2	6,6	+ 2,6	39,1	23,3	+15,8	16,1	16,7	-0,6	133,9	114,9	+19,0	23,7	2,5	+21,2	24,7	3,0	+21,7	77,0	72,7	+ 4,3
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1.297,4	1.251,0	+46,4
...	0,1	-0,1	...	0,1	- 0,1	...	0,2	- 0,2	6,7	0,5	+6,2	1,8	2,3	- 0,5	10,9	1,0	+ 9,9	...	...	...	25,3	18,2	+ 7,1
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,1	-4,1	...	2,1	- 2,1	1,3	25,1	-23,8	...	...	...	3,4	32,0	-28,6
...	0,1	-0,1	...	0,1	- 0,1	...	0,2	- 0,2	6,7	4,6	+2,1	1,8	4,4	- 2,6	12,2	26,1	-13,9	...	...	...	28,7	50,2	-21,5
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	...	1,5	- 1,5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2	- 1,2	1,6	1,0	+ 0,6	...	...	...	1,6	1,0	+ 0,6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,0	- 2,0	...	...	...	0,1	3,4	- 3,3
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2	- 1,2	1,6	3,3	- 1,7	...	...	...	1,7	5,9	- 4,2
...
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,8	0,3	+ 1,5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	-0,1	...	...	...	...	0,3	- 0,3	...	...	...	0,1	1,8	- 1,7
...	0,1	-0,1	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	...	...	0,4	...	+ 0,4	...	5,9	- 5,9	...	0,3	- 0,3	0,4	36,5	-36,1
...	...	...	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	0,3	1,5	- 1,2	...	...	...	0,9	2,3	- 1,4	7,8	13,3	- 5,5
...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	4,5	- 3,0
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	0,4	3,6	- 3,2
...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	1,7	0,1	+ 1,6
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,1	1,0	+ 3,1	3,5	0,4	+ 3,1	0,1	0,3	- 0,2	37,7	3,8	+33,9
...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,4	1,0	+ 1,4
...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	4,6	+ 4,6	...	...	...	4,7	0,4	+ 4,3
...	0,1	-0,1	...	0,6	- 0,6	0,2	...	+ 0,2	0,2	0,3	-0,1	5,1	2,6	+ 2,5	3,5	6,6	- 3,1	5,7	2,9	+ 2,8	58,5	65,3	- 6,8
0,6	...	+0,6	5,3	...	+ 5,3	4,5	...	+ 4,5	...	0,7	-0,7	23,5	...	+23,5	1,7	...	+ 1,7	...	23,0	-23,0	85,0	73,8	+11,2
...
5,8	5,4	+ 0,4	14,5	7,3	+ 7,2	43,8	23,5	+20,3	23,0	22,3	+ 0,7	164,3	123,1	+41,2	42,7	38,5	+ 4,2	30,4	28,9	+ 1,5	1.471,3	1.446,2	+25,1

4 Autres que les organismes monétaires.

5 République Fédérale d'Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Danemark.

SECTION 4

PRESENTATION DES DONNEES SUIVANT LE SCHEMA UNIFIE O.C.D.E.-F.M.I.

(milliards de francs)

	1970		1971		1972		1973		1974		1975		Réconciliation avec les tableaux précédents												
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit													
A. Biens et services (1 à 8)																									
1. Marchandises :																									
1.1 Exportations et importations	466,6	442,7	502,0	481,2	561,8	532,5	700,6	673,2	933,0	921,7	872,5	887,8	III 1.11												
1.2 Autres opérat. sur marchand. (solde)	14,7	—	20,3	—	16,8	—	22,3	—	30,8	—	32,6	—	III 1.12 et 1.13												
2. Or non monétaire	0,5	0,5	0,9	0,8	1,7	1,4	3,6	5,0	10,6	17,9	16,7	15,7	III 1.14												
3. Fret et assurances sur les transports internationaux de marchandises :																									
3.1 Fret	20,3	18,8	24,9	21,1	27,2	22,4	32,7	29,5	52,8	49,1	48,9	42,2	IV 1.2												
3.2 Assurances	0,8	0,8	0,8	1,0	0,9	1,1	0,9	1,4	1,1	1,6	1,2	1,7	IV 1.3												
4. Autres transports :																									
4.1 Transports de voyageurs	9,3	8,4	10,0	9,4	9,6	9,5	10,6	10,8	15,3	15,8	17,7	17,0	IV 1.4												
4.2 Transports divers																									
5. Tourisme et voyages	17,4	24,6	18,5	28,7	19,5	31,9	25,1	41,7	27,8	45,7	31,8	51,9	IV 1.5												
6. Revenus d'investissements :																									
6.1 Revenus d'investissements directs ...	43,1	39,7	49,1	44,9	52,9	45,5	79,8	72,6	150,4	138,3	150,2	133,8	IV 1.6												
6.2 Autres investissements privés																									
6.3 Autres investissements publics																									
7. Transactions gouvernement. non compri- ses ailleurs :																									
7.1 Militaires	10,5	9,9	13,4	10,0	15,6	7,1	16,7	9,4	22,9	9,7	24,5	9,4	IV 1.7												
7.2 Autres																									
8. Autres services :																									
8.1 Assurances autres que sur marchand.	3,8	4,8	4,4	5,5	4,9	5,9	5,7	6,3	6,7	7,4	8,2	9,1	VI												
8.2 Revenus du travail	7,0	3,1	7,8	3,6	9,2	4,2	9,8	4,9	11,6	6,5	13,8	8,3	VI												
8.3 Services divers	40,6	37,8	38,6	35,2	37,9	36,5	45,6	41,5	55,8	54,7	68,8	63,6	VI												
B. Transferts (9 et 10)																									
9. Secteur privé :																									
9.1 Remises d'émigrants	15,4	8,8	16,8	10,0	18,5	10,4	23,7	12,2	21,9	15,1	25,3	18,2	VII 2.1												
9.2 Autres transferts privés																									
10. Etat	0,7	15,1	1,3	16,1	2,2	19,1	2,5	26,1	2,8	24,2	3,4	32,0	VII 2.2												
	Avoirs		Enga- gements		Avoirs		Enga- gements		Avoirs		Enga- gements		Avoirs		Enga- gements		Avoirs		Enga- gements		Avoirs		Enga- gements		Réconciliation avec les tableaux précédents
	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	
C. Capitaux et or monétaire (11 à 16)																									
11. Capitaux privés à long terme (y compris la totalité des investissements directs) :																									
11.1 Investissements directs	1,0	8,8	17,8	1,9	3,9	12,7	23,8	2,0	3,6	10,1	18,9	1,2	4,9	11,6	28,6	1,1	6,1	20,6	44,2	2,4	7,8	13,3	37,7	3,8	II 4.312 et 4.322
11.2 Autres actions ordinaires	15,7	1,3	23,6	5,1	36,0	4,1	31,4	3,4	15,4	2,9	36,1	1,6	II 4.311 et 4.321												
11.3 Autres valeurs mobilières																									
11.4 Autres crédits commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11.5 Autres avoirs et engagements ...	0,7	4,3	1,4	4,8	0,9	3,4	1,1	2,4	1,2	4,2	6,5	3,2	1,6	11,8	8,5	5,3	1,8	18,2	5,8	2,1	1,5	7,7	8,5	2,5	II 4.313-14-23-

MONNAIES UTILISEES DANS LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Dans un article précédent du *Bulletin* ⁽¹⁾, l'utilisation des monnaies dans les règlements d'importations et d'exportations de marchandises de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (U.E.B.L.) a été analysée pour la période 1968-1973. Nous nous attacherons, dans le présent article, à compléter, pour la période 1974-1975, les informations statistiques disponibles de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (I.B.L.C.), à indiquer les modifications les plus récentes qui se sont produites dans l'utilisation des différentes monnaies pour les règlements d'importations et d'exportations de marchandises et à en déterminer les causes ⁽²⁾.

Pour l'ensemble de la période 1968-1975, on analysera successivement : la ventilation des règlements par principales monnaies utilisées, la ventilation géographique des règlements et la ventilation combinée des règlements par pays et par monnaie utilisée. L'accent sera mis sur l'évolution au cours de la période 1974-1975, comparée à la période 1968-1973 déjà analysée ⁽¹⁾. Enfin, les chiffres ayant trait au premier trimestre de 1976 seront commentés brièvement.

1. Ventilation des règlements par principales monnaies utilisées (tableau I).

Un quart environ des paiements d'*importations* s'effectue en francs belges. Cette part du franc belge dans l'ensemble des paiements d'importations s'est relativement peu modifiée entre le début et la fin de la période 1968-1975, bien que des fluctuations soient apparues d'une année à l'autre.

⁽¹⁾ Cf. « Monnaies utilisées dans les règlements d'importations et d'exportations de marchandises de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ». *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX, tome II, n° 4, octobre 1974, pp. 3-14.

⁽²⁾ Il s'agit uniquement des règlements d'importations et d'exportations proprement dites de marchandises, à l'exclusion donc des autres opérations sur marchandises, c.à.d. du travail à façon et des opérations d'arbitrage.

Tableau I.

Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations

Monnaies	Paiements d'importations (En p.c. du total)					Recettes d'exportations (En p.c. du total)				
	1968	1970	1973	1974	1975	1968	1970	1973	1974	1975
Franc belge	25,8	23,8	26,0	25,1	25,3	45,1	45,7	48,9	52,1	50,4
Franc français	9,2	9,4	12,1	11,0	11,5	9,4	7,7	11,3	10,5	10,9
Livre sterling	9,7	8,1	7,1	5,8	6,0	4,2	2,6	2,0	2,2	2,5
Florin des Pays-Bas	5,9	6,0	7,0	7,8	8,0	6,3	6,7	6,7	6,7	6,5
Deutsche Mark	16,2	18,3	19,6	20,1	19,7	15,2	17,7	17,4	16,4	16,3
Lire	2,8	3,1	2,5	2,2	2,3	0,7	0,7	1,1	1,0	1,0
Couronne danoise	0,2	0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	—	0,2	0,3	0,1
Total monnaies des pays de la C.E.E.	69,8	68,8	74,6	72,1	73,0	81,0	81,1	87,6	89,2	87,7
Dollar E.U.	21,0	21,5	18,8	21,0	20,8	15,1	14,9	9,7	8,2	10,0
Autres monnaies	9,2	9,7	6,6	6,9	6,2	3,9	4,0	2,7	2,6	2,3

En deuxième lieu, on trouve toujours le dollar américain, qui est utilisé pour environ 20 p.c. des règlements d'importations, suivi de près par le Deutsche Mark. Viennent ensuite, par ordre d'importance, en 1975, le franc français, le florin hollandais et la livre sterling. Après avoir atteint un point culminant en 1973, l'utilisation des monnaies des pays de la C.E.E. s'est quelque peu réduite au cours des dernières années. Si l'on exclut le franc belge, la part des monnaies du « mini-serpent » ⁽¹⁾ européen — c'est-à-dire le Deutsche Mark, le florin, la couronne danoise — atteignait presque 30 p.c. en 1974-1975.

A l'exportation, la moitié des recettes sont perçues en francs belges. La part des règlements en francs belges s'est accrue jusqu'en 1974, mais a diminué quelque peu en 1975. La part du Deutsche Mark a légèrement régressé depuis 1973, de même que, dans une moindre mesure, celle du franc français. L'utilisation des monnaies des pays de la C.E.E. a un peu diminué en 1975, après une augmentation continue jusqu'en 1974. Cette évolution trouve sa contrepartie dans celle de l'importance relative du dollar : jusqu'en 1974, régression importante de la part des paiements en dollars et en 1975, légère augmentation de cette part. Les recettes en monnaies des pays qui font partie du « mini-serpent » ⁽¹⁾ représentaient presque 25 p.c. du total des recettes en 1974-1975.

2. Ventilation géographique des règlements (tableau II).

Les règlements d'importations et d'exportations peuvent être répartis géographiquement selon deux critères : d'une part, selon le pays de résidence de l'acheteur ou du vendeur; d'autre part, selon le pays de provenance ou de destination des marchandises. En ce qui concerne les exportations, les deux critères se recoupent souvent, de sorte que la répartition géographique des recettes d'exportations se présente à peu près de la même façon, que l'on prenne l'un ou l'autre critère. Pour les importations, la répartition géographique des paiements est différente selon le critère retenu. La cause principale réside dans le fait que des achats de certaines matières premières, telles que le pétrole brut, par exemple, sont réglés à des vendeurs qui résident en dehors du pays de provenance ⁽²⁾.

Sauf en ce qui concerne les paiements d'importations de pétrole, les différences restent cependant limitées, de sorte que pour ce qui est de la répartition géographique, un seul critère a été retenu dans cet article, à savoir le pays de résidence de l'acheteur et du vendeur des marchandises. Ce critère se justifie, en outre, par le fait que ce sont souvent le vendeur et l'acheteur qui, parmi

⁽¹⁾ Il s'agit ici du « mini-serpent » à l'exception des monnaies qui participent au fonctionnement du serpent monétaire en vertu d'accords d'association, à savoir les couronnes suédoise et norvégienne.

⁽²⁾ Cette différence apparaît, en effet, surtout dans les paiements d'importations de pétrole; ceux-ci sont enregistrés essentiellement vis-à-vis des pays industrialisés selon le critère du pays du vendeur, et vis-à-vis des pays de l'O.P.E.P. selon le critère du pays de provenance.

Tableau II.

**Répartition des règlements d'importations et d'exportations par pays de résidence
du vendeur ou de l'acheteur de la marchandise**

Pays de résidence du vendeur ou de l'acheteur	Paiements d'importations (En p.c. du total)					Recettes d'exportations (En p.c. du total)				
	1968	1970	1973	1974	1975	1968	1970	1973	1974	1975
France ¹	16,4	18,4	20,3	18,8	19,2	20,3	21,5	22,4	21,3	21,7
Royaume-Uni	11,1	9,6	9,6	10,1	8,9	5,1	4,1	4,4	5,0	5,5
Pays-Bas ²	13,6	13,6	13,6	14,9	15,6	17,5	16,6	16,1	14,8	14,6
République Fédérale d'Allemagne	20,7	22,6	23,9	23,9	23,2	22,2	24,9	24,6	23,1	22,4
Italie	4,8	4,5	4,1	3,8	4,2	3,9	4,6	4,5	4,4	4,0
Danemark	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,9	1,0	0,8	1,0	0,9
Irlande	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
Total pays C.E.E. ...	67,4	69,3	72,2	72,2	72,0	70,1	72,8	73,0	69,8	69,3
Etats-Unis	9,5	8,3	7,4	8,1	8,4	9,5	6,4	5,4	5,4	4,4
Suède	2,6	2,6	2,0	2,1	2,1	1,7	1,8	1,5	2,0	2,1
Norvège	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,7	0,9	0,6	0,6	0,7
Japon	0,8	0,9	1,4	1,4	1,6	0,6	0,7	0,8	0,8	0,5
Autres pays industrialisés	7,9	7,7	8,0	7,8	7,7	7,8	8,5	9,3	9,8	9,8
Pays à commerce d'Etat	1,9	1,6	2,0	2,2	2,1	2,3	1,9	2,6	3,6	3,7
Pays de la zone sterling, sauf Royaume-Uni et pays de l'O.P.E.P.	1,6	1,1	1,0	0,8	0,7	1,5	1,4	1,4	1,5	1,5
Pays de la zone franc, sauf la France	0,7	0,5	0,5	0,6	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7
Pays de l'O.P.E.P.	0,4	0,3	0,4	0,5	0,8	1,6	1,5	1,9	2,5	3,7
Autres pays	6,8	7,3	4,8	3,9	3,6	3,8	3,7	3,1	3,6	3,6

¹ Y compris la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, la Guadeloupe, la Guyane française et la Nouvelle Calédonie.

² Y compris les Antilles Néerlandaises et Suriname.

les clauses du contrat commercial qu'ils négocient, fixent le choix de la monnaie du contrat, du moins lorsque celle-ci n'est pas imposée par d'autres pratiques commerciales.

En ce qui concerne les importations, les paiements aux pays de la C.E.E. ont accusé proportionnellement une augmentation jusqu'en 1973; ils sont restés à ce niveau par la suite. Les règlements d'importations aux Etats-Unis ont relativement diminué jusqu'en 1973; ils ont augmenté ensuite.

La part des recettes d'exportations en provenance des pays de la C.E.E. a augmenté jusqu'en 1973 et a ensuite baissé, surtout sous l'influence de recettes proportionnellement réduites en provenance de la République Fédérale d'Allemagne et des Pays-Bas. Les recettes d'exportations en provenance des Etats-Unis ont diminué proportionnellement, tandis que celles en provenance des pays à commerce d'Etat et plus encore des pays de l'O.P.E.P. ont augmenté.

3. Ventilation des règlements par pays et par monnaie utilisée.

Les modifications constatées au paragraphe 1 dans la répartition des règlements par monnaie s'expliquent donc en partie par des glissements de même direction, constatés au paragraphe 2 dans la structure géographique de ces règlements. Ces glissements n'expliquent toutefois pas toutes les modifications survenues dans la répartition des règlements par monnaie.

Aux tableaux III et IV, on a éliminé l'incidence, sur les monnaies utilisées, des modifications survenues dans la répartition géographique des règlements d'importations et d'exportations, en exprimant les différentes monnaies employées dans les règlements vis-à-vis d'un pays (ou groupe de pays) en pour cent du total de ces règlements.

La ventilation a été limitée à trois catégories de monnaies, qui englobent environ 95 p.c. de tous les règlements : le franc belge, la monnaie du partenaire commercial concerné et le dollar des Etats-Unis.

A l'importation, il apparaît qu'environ 90 p.c. de nos paiements aux pays de la C.E.E. s'effectuent en francs belges ou dans une monnaie des pays de la C.E.E. Il s'agit ici presque exclusivement du franc belge ou de la monnaie du partenaire commercial concerné, puisque l'usage de monnaies tierces reste pratiquement limité au dollar américain, qui est encore fortement utilisé dans les relations commerciales avec le Royaume-Uni, entre autres pour des paiements de matières premières importées, à des courtiers établis à Londres.

L'utilisation du franc belge a augmenté dans les paiements de l'U.E.B.L. à l'Italie, au Danemark et à l'Irlande au moment où ce pays est devenu membre de la C.E.E., mais il a régressé dans les règlements à la France, aux Pays-Bas et à la République Fédérale d'Allemagne.

Tableau III.

Monnaies utilisées pour les règlements d'importations de l'U.E.B.L.

(En pourcentage du total des paiements par pays ou groupe de pays de résidence du vendeur de la marchandise)

Pays de destination	Franc belge					Monnaie du pays intéressé					Dollar des Etats-Unis				
	1968	1970	1973	1974	1975	1968	1970	1973	1974	1975	1968	1970	1973	1974	1975
France	43,7	43,3	39,7	39,7	38,3	54,3	50,1	58,2	57,1	57,8	1,2	5,7	1,3	1,8	2,3
Royaume-Uni	9,8	9,3	11,7	10,6	10,5	59,5	64,7	54,5	45,3	52,9	30,3	25,6	33,0	43,5	35,9
Pays-Bas	48,9	45,9	40,7	36,8	37,0	42,0	43,3	49,0	50,4	49,7	7,3	8,9	8,0	10,0	10,9
République Fédérale d'Allemagne	21,5	17,5	17,8	15,6	16,5	76,4	79,5	78,8	80,2	80,1	1,4	2,5	2,4	3,3	2,6
Italie	26,6	17,0	36,1	38,7	41,3	57,9	68,5	61,2	55,2	52,9	14,3	14,0	0,9	3,4	3,5
Danemark	27,9	27,2	37,6	38,6	42,7	56,5	65,0	50,8	48,3	48,9	8,2	4,6	4,1	6,0	2,2
Irlande	0,6	1,8	24,5	28,3	23,6	29,6	29,6	60,1	46,5	54,3	69,6	68,5	14,7	24,7	20,7
Total des pays de la C.E.E. ...	30,8	28,8	28,7	27,0	27,7	60,6 ¹	62,3 ¹	64,0 ¹	62,9 ¹	63,5 ¹	8,5	8,8	7,2	10,0	8,6
Etats-Unis	5,5	2,3	2,8	7,2	9,3	92,7	96,8	96,3	92,3	89,9	—	—	—	—	—
Suède	12,8	7,0	17,7	26,7	21,6	82,5	80,6	66,6	60,9	57,7	2,0	11,6	8,6	4,1	6,5
Norvège	40,4	33,0	42,5	37,6	32,1	48,4	50,3	42,8	48,0	53,2	7,9	14,1	10,1	1,4	10,2
Japon	18,4	6,0	21,2	18,9	11,5	—	—	14,9	31,5	44,6	79,9	93,1	61,6	45,4	41,1
Autres pays industrialisés	27,5	21,8	28,0	26,2	25,5	—	—	—	—	—	31,8	37,8	34,9	36,8	35,5
Pays à commerce d'Etat	51,6	50,9	71,4	68,1	61,9	—	—	—	—	—	13,6	19,9	16,5	24,0	29,1
Pays de la zone sterling, sauf Royaume-Uni et pays de l'O.P.E.P.	8,8	35,7	14,1	11,4	8,4	61,7 ²	30,4 ²	37,2 ²	27,5 ²	19,4 ²	28,5	33,7	46,3	57,2	64,0
Pays de la zone franc, sauf la France	40,9	42,3	44,7	14,6	12,7	17,7 ³	5,2 ³	29,4 ³	16,5 ³	11,7 ³	37,7	51,3	22,1	66,1	74,4
Pays de l'O.P.E.P.	19,2	25,3	8,2	25,8	10,7	44,5 ²	13,3 ²	36,7 ²	6,9 ²	17,8 ²	28,7	54,9	48,6	64,3	69,6
Autres pays	2,3	1,1	6,3	5,0	8,5	—	—	—	—	—	31,4	29,9	31,3	25,8	40,4
Total général ...	25,8	23,8	26,0	25,1	25,3	—	—	—	—	—	21,0	21,5	18,8	21,0	20,8

¹ Pourcentage des importations de l'U.E.B.L. en provenance des sept autres pays de la C.E.E., qui a été payé en monnaies de la C.E.E. autres que le franc belge.² Paiements en livres sterling.³ Paiements en francs français.

Tableau IV.

Monnaies utilisées pour les règlements d'exportations de l'U.E.B.L.

(En pourcentage du total des paiements par pays ou groupe de pays de résidence de l'acheteur de la marchandise)

Pays de destination	Franc belge					Monnaie du pays intéressé					Dollar des Etats-Unis				
	1968	1970	1973	1974	1975	1968	1970	1973	1974	1975	1968	1970	1973	1974	1975
France	49,9	60,0	50,3	50,8	48,9	45,4	35,0	48,2	47,1	48,1	2,3	4,2	1,1	1,0	1,8
Royaume-Uni	41,9	40,5	58,1	61,0	56,6	45,2	39,8	33,4	31,1	32,0	10,7	19,2	6,6	5,8	9,4
Pays-Bas	60,9	55,9	55,3	52,9	51,9	35,7	39,6	40,7	43,4	41,3	2,2	4,0	2,1	1,7	2,9
République Fédérale d'Allemagne	27,2	23,7	29,2	30,5	28,3	67,0	70,3	67,4	65,9	66,8	4,8	4,9	2,2	2,3	3,9
Italie	76,5	75,8	69,0	71,3	67,4	16,9	15,0	24,5	21,2	23,4	5,6	8,2	4,8	5,5	7,1
Danemark	75,1	62,7	62,7	64,5	64,6	8,2	8,6	13,9	15,4	16,3	14,9	26,2	14,9	3,7	5,0
Irlande	53,5	64,8	74,5	73,3	69,7	39,0	28,4	20,2	20,2	18,1	7,3	6,0	4,1	3,5	9,2
Total des pays de la C.E.E. ...	46,7	46,6	46,1	46,8	44,8	49,0 ¹	47,5 ¹	51,4 ¹	50,8 ¹	51,4 ¹	4,1	5,8	2,4	2,3	3,7
Etats-Unis	21,7	20,3	24,6	31,0	30,3	77,9	78,8	74,6	68,3	68,8	—	—	—	—	—
Suède	57,9	56,6	63,9	69,2	69,3	23,9	23,3	22,4	18,8	17,8	17,1	19,5	11,8	4,5	4,2
Norvège	47,6	52,0	60,2	62,4	61,3	28,0	20,9	22,2	20,0	19,1	18,1	25,7	13,3	2,3	3,3
Japon	47,7	51,5	47,4	66,2	52,9	—	—	2,2	3,4	6,2	51,8	48,1	47,3	27,8	39,6
Autres pays industrialisés	62,7	58,7	65,8	69,9	66,0	—	—	—	—	—	18,0	22,1	14,6	11,8	16,2
Pays à commerce d'Etat	65,7	68,9	80,9	90,5	87,0	—	—	—	—	—	6,4	11,7	15,7	7,1	10,9
Pays de la zone sterling, sauf Royaume-Uni et pays de l'O.P.E.P.	38,5	39,8	62,7	71,6	59,1	32,9 ²	18,6 ²	5,0 ²	4,6 ²	2,2 ²	28,0	38,0	30,2	20,7	33,9
Pays de la zone franc, sauf la France	79,2	81,2	78,3	85,0	82,1	13,4 ³	4,8 ³	9,2 ³	9,9 ³	8,7 ³	6,3	12,8	10,4	2,8	6,0
Pays de l'O.P.E.P.	32,5	40,5	72,2	83,1	72,9	14,5 ²	4,4 ²	2,3 ²	1,9 ²	2,9 ²	49,0	54,0	21,0	10,8	21,1
Autres pays	23,3	23,1	46,6	52,3	53,8	—	—	—	—	—	35,8	33,6	21,6	17,2	22,7
Total général ...	45,1	45,7	48,9	52,1	50,4	—	—	—	—	—	15,1	14,9	9,7	8,2	10,0

¹ Pourcentage des exportations de l'U.E.B.L. vers les sept autres pays de la C.E.E., qui a été payé en monnaies de la C.E.E. autres que le franc belge.² Recettes en livres sterling.³ Recettes en francs français.

Tableau V.

Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations

Monnaies	Paiements d'importations (En p.c. du total)		Recettes d'exportations (En p.c. du total)	
	1975 année	1976 1er trimestre	1975 année	1976 1er trimestre
Franc belge	25,3	24,6	50,4	48,4
Franc français	11,5	9,9	10,9	11,5
Livre sterling	6,0	6,5	2,5	1,9
Florin des Pays-Bas	8,0	9,1	6,5	6,5
Deutsche mark	19,7	18,8	16,3	17,5
Lire	2,3	1,9	1,0	1,2
Couronne danoise	0,2	0,3	0,1	0,2
Total monnaies des pays de la C.E.E.	73,0	71,1	87,7	87,2
Dollar E.U.	20,8	23,5	10,0	10,7
Autres monnaies	6,2	5,4	2,3	2,1

En dehors de la C.E.E., la part du franc belge a augmenté surtout dans les paiements aux Etats-Unis et à la Suède.

En ce qui concerne l'*exportation*, environ 95 p.c. des recettes en provenance des pays de la C.E.E. sont perçues en francs belges ou dans la monnaie d'un pays de la C.E.E. Ici aussi, c'est surtout le dollar américain qui est utilisé comme monnaie tierce.

La part du franc belge dans les recettes d'exportations en provenance des pays de la C.E.E., qui avait augmenté de 1968 à 1974, s'est légèrement contractée en 1975. Vue sur l'ensemble de la période, l'importance du franc belge a augmenté sensiblement dans les recettes d'exportations en provenance du Royaume-Uni et de l'Irlande, mais a diminué dans celles en provenance des Pays-Bas, de l'Italie et du Danemark.

La part du franc belge a aussi augmenté dans les recettes en provenance des Etats-Unis, de la Suède, de la Norvège et du Japon.

4. Evolution au cours du premier trimestre de 1976.

Il convient d'observer une certaine prudence dans la comparaison des données du premier trimestre de 1976 avec celles de 1975, puisque l'on a affaire à des chiffres trimestriels, d'une part, et à des chiffres annuels, d'autre part. Il convient de relever, en outre, qu'en raison des délais de paiement en vigueur, une partie importante des paiements enregistrés au cours du premier trimestre de 1976, concerne des transactions qui s'étaient encore effectuées au cours d'une période précédente, c'est-à-dire avant la crise de change du premier trimestre de 1976.

A l'*importation* (tableau VI), l'utilisation du franc belge s'est réduite tant dans les paiements aux pays de la C.E.E. que dans les paiements aux autres pays. Celle des monnaies des pays partenaires a diminué dans les paiements au Royaume-Uni et à l'Italie où elle a été remplacée par le dollar américain.

La part du dollar dans les paiements d'importations augmente, surtout dans le commerce hors de la C.E.E. tandis qu'on note, par ailleurs, une baisse des paiements en livres sterling aux pays de l'O.P.E.P.

A l'*exportation*, la diminution de l'utilisation du franc belge apparaît surtout dans le commerce avec d'autres pays de la C.E.E. et principalement avec le Royaume-Uni, l'Irlande et l'Italie. Les monnaies des pays de la C.E.E., auxquels nos exportations étaient destinées, ont toutes été utilisées dans une proportion accrue, à l'exception de la livre sterling dans le commerce avec le Royaume-Uni.

Quant à la part du dollar, elle s'est accrue principalement dans le commerce avec les pays n'appartenant pas à la C.E.E.

Tableau VI.

**Répartition des règlements d'importations et d'exportations par pays de résidence de l'acheteur
ou du vendeur et monnaies utilisées pour les règlements**

1^{er} trimestre 1976

	Répartition des règlements en pourcentage du total		Monnaies utilisées pour les règlements 1					
	Importation	Exportation	Importation			Exportation		
			FB	Monnaie du pays intéressé	Dollar E.-U.	FB	Monnaie du pays intéressé	Dollar E.-U.
France ²	17,4	22,2	41,6	54,2	1,9	47,5	49,7	1,4
Royaume-Uni	10,3	5,2	8,1	46,9	44,2	49,9	26,2	22,0
Pays-Bas ³	16,8	14,2	34,5	52,7	10,5	52,0	42,8	2,9
République Fédérale d'Allemagne	22,0	23,3	16,8	80,0	2,3	26,1	70,4	2,3
Italie	3,8	4,2	42,2	49,6	4,3	63,7	27,9	5,9
Danemark	0,5	1,0	40,8	50,0	2,9	67,4	17,2	3,9
Irlande	0,4	0,2	22,4	49,3	25,0	57,7	31,4	7,7
Total des pays de la C.E.E. ...	71,2	70,3	27,3	62,0 ⁴	10,4	42,8	53,2 ⁴	3,9
Etats-Unis	9,9	3,7	9,9	84,2	—	23,3	71,5	—
Suède	1,6	1,5	15,6	52,8	14,4	69,4	18,8	5,0
Norvège	0,3	0,6	28,4	62,6	4,4	60,3	26,5	2,7
Japon	1,9	0,5	9,3	56,8	32,1	41,8	6,4	48,8
Autres pays industrialisés	8,1	9,4	26,1	—	36,8	64,6	—	19,6
Pays à commerce d'Etat	1,8	3,6	53,6	—	38,5	69,0	—	29,1
Pays de la zone sterling, sauf Royaume-Uni et pays de l'O.P.E.P.	0,9	1,8	6,7	19,3 ⁵	64,1	58,8	1,6 ⁵	37,8
Pays de la zone franc, sauf la France	0,6	0,9	22,0	17,4 ⁶	57,7	89,9	4,7 ⁶	4,7
Pays de l'O.P.E.P.	0,6	4,5	30,9	1,8 ⁵	65,5	76,0	0,6 ⁵	12,7
Autres pays	3,1	3,2	7,5	—	61,6	56,5	—	24,2
Total général ...	100,0	100,0	24,6	—	23,5	48,4	—	10,7

1 En pourcentage du total des paiements par pays ou groupe de pays de résidence de l'acheteur ou du vendeur des marchandises.

2 Y compris la Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, la Guadeloupe, la Guyane française et la Nouvelle Calédonie

3 Y compris les Antilles Néerlandaises et Suriname.

4 Pourcentage des opérations commerciales de l'U.E.B.L. avec les sept autres pays de la C.E.E., qui a été payé en monnaies de la C.E.E. autres que le franc belge.

5 Paiements en livres sterling.

6 Paiements en francs français.

Conclusions.

L'utilisation du franc belge dans les exportations de l'U.E.B.L. semble avoir atteint son maximum en 1974 pour se réduire progressivement par la suite. De façon générale, la répartition par monnaie des recettes d'exportations du premier trimestre de 1976 correspond d'ailleurs assez bien à celle de 1973.

La répartition des monnaies utilisées pour les paiements d'importations depuis 1973 se caractérise par une reprise en importance du dollar, liée sans aucun doute à l'augmentation des paiements d'importations de matières premières telles que le pétrole brut. Ce rétablissement du dollar s'est accompagné d'une diminution de la part de la livre sterling et du franc français, et au cours du premier trimestre de 1976, du franc belge et du Deutsche Mark.

Dans les paiements avec les pays de la C.E.E., plus de 90 p.c. de l'ensemble des règlements d'importations et d'exportations s'effectuent encore dans la monnaie de l'un des deux pays concernés, l'exception importante à cette règle étant constituée par les paiements d'achats au Royaume-Uni, qui s'effectuent pour une partie non négligeable en dollars. L'importance du risque de change pour le partenaire est donc surtout déterminée par les fluctuations de change potentielles entre les monnaies de la C.E.E. L'intérêt de zones de stabilité des cours de change aussi grandes que possible, au niveau de la C.E.E., est ainsi une nouvelle fois illustré. Les monnaies des pays qui, avec l'U.E.B.L., forment l'actuel « mini-serpent » interviennent pour près de 25 p.c. dans les recettes d'exportations et pour environ 30 p.c. dans les paiements d'importations de l'U.E.B.L. Compte tenu des paiements en francs belges, les monnaies du « mini-serpent » sont utilisées pour environ 75 p.c. des recettes d'exportations et quelque 55 p.c. des paiements d'importations.

Des glissements à court terme dans la structure par monnaie des règlements relatifs au commerce extérieur sont indéniablement limités par certaines rigidités ou certains usages propres au commerce international. En outre, l'utilisation des monnaies n'est qu'un des éléments de la convention de transaction finale, de sorte que les causes de modifications dans la structure générale des monnaies ne peuvent pas toujours être expliquées par des données macro-économiques. L'analyse de l'utilisation des monnaies doit en tout cas s'effectuer avec prudence et se rapporter à des périodes suffisamment longues.

MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Communiqué du 23 juillet 1976

La Banque Nationale de Belgique met en application ce jour un certain nombre de mesures de politique monétaire pour faire face à la situation régnant sur le marché monétaire et le marché des changes et maintenir l'équilibre interne et externe du franc belge :

a) hausse du taux officiel d'escompte et des avances en compte courant de 7 à 8 p.c.,

b) subdivision des plafonds de réescompte ouverts aux banques ⁽¹⁾ et des facultés d'avances en compte courant en deux tranches; à la première s'appliquera le taux d'escompte officiel, à la seconde un taux variable fixé ce jour à 9,50 p.c.,

c) réduction des plafonds de réescompte ouverts aux banques d'environ 10 p.c.,

d) maintien jusqu'à nouvel ordre du portefeuille des intermédiaires financiers en effets et fonds publics à leur niveau actuel ⁽²⁾.

Communiqué du 13 août 1976

Depuis le 23 juillet 1976, la Banque Nationale de Belgique a pris diverses mesures en vue d'assurer l'équilibre interne et externe du franc belge. En présence de la tension sur le marché des changes, elle a décidé de renforcer ces mesures en majorant de 1 p.c., à partir de ce jour, ses taux officiels et spéciaux; en particulier, les taux officiels d'escompte et des avances en compte courant sont portés de 8 à 9 p.c.

⁽¹⁾ La subdivision des plafonds de réescompte en un sous-plafond A et en un sous-plafond B, introduite à partir du 12 février 1976 (voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 2, février 1976, p. 25) et supprimée le 16 juin 1976, a donc été réintroduite.

⁽²⁾ Cette dernière mesure a fait l'objet de recommandations qui ont été adressées par la Banque aux principaux intermédiaires financiers et dont on trouvera le texte complet ci-après.

Recommandations de politique monétaire
du 26 juillet 1976 adressées
par la Banque Nationale de Belgique
aux principaux intermédiaires financiers

A la suite de remous observés récemment sur les marchés de change, la Banque a décidé de réintroduire temporairement un dispositif de sauvegarde destiné à contrecarrer les déplacements spéculatifs de trésoreries. Les mesures décidées consistent à rendre les financements plus onéreux par le relèvement des taux d'escompte et d'avances et à surveiller plus étroitement la création de fonds à court terme par la réduction des facilités de recours du marché monétaire auprès de la Banque, que ce soit par l'utilisation des plafonds de réescompte et/ou par les prélèvements en avances sur nantissement de fonds publics.

Afin de renforcer l'action de la Banque touchant à la création interne de liquidités, les intermédiaires financiers sont invités à maintenir un montant d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges qui soit au moins égal à un montant de référence défini dans la recommandation. Le principe est donc le même que celui qui avait été retenu dans la recommandation antérieure du 30 avril dernier. Une diminution de ces avoirs pourrait cependant intervenir dans le cas où le passif exigible serait inférieur à celui existant au 22 juillet 1976; dans ce cas, l'établissement en cause devrait simplement respecter une proportion égale à celle entre le montant de référence et le passif exigible au 22 juillet 1976. Un dispositif est ainsi mis en place, qui évitera le cas échéant que des intermédiaires financiers se procurent d'importantes ressources en liquidant une large fraction de leur portefeuille d'effets et fonds publics ⁽¹⁾.

Le principe et la teneur de ce dispositif de sauvegarde ont fait l'objet d'une consultation avec les intermédiaires financiers et leurs organes représentatifs.

En conséquence, la Banque Nationale de Belgique adresse les recommandations suivantes :

⁽¹⁾ Dans le cas particulier du Crédit Communal de Belgique, qui peut difficilement être astreint à de telles dispositions en raison de la structure de son bilan, il est possible d'obtenir un résultat analogue en fixant une limite maximum à l'encours des placements provisoires qui constituent une contribution au financement des autres intermédiaires financiers.

RECOMMANDATION AUX BANQUES

Article 1. — a) Chaque banque maintient un montant d'avoires en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal à son montant de référence, défini ci-après.

b) Si le passif exigible d'une banque diminue par rapport au montant au 22 juillet 1976, cette banque maintient entre ses avoires en effets et fonds publics, dont question ci-avant, et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport entre, d'une part, son montant de référence et, d'autre part, son passif exigible au 22 juillet 1976.

Art. 2. — Pour l'application de l'article 1, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : le montant calculé comme il est indiqué à l'annexe I;

b) passif exigible : le montant des engagements en francs belges envers la Belgique indiqué à l'annexe II;

c) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats du Trésor et du Fonds des Rentes durant la période du 12 au 22 juillet 1976 inclus, augmenté du montant au 22 juillet 1976 des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus.

Art. 3. — Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si l'obligation définie à l'article 1 a été respectée, sont ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 1 à 3 de l'annexe III.

Art. 4. — a) Chaque banque communiquera à la Banque Nationale au plus tard le 30 juillet 1976, les montants au 22 juillet 1976, du portefeuille d'effets et de fonds publics autres que les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes, d'une part, et du passif exigible, d'autre part.

b) Chaque banque communiquera à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le sixième jour ouvrable après la date à laquelle ils se rapportent, les montants dont il est question respectivement à la colonne 1 et à la colonne 3 de l'annexe III.

c) L'exactitude de chacune de ces communications sera certifiée par un réviseur de la banque.

Art. 5. — Si lors d'une vérification effectuée conformément à l'article 3 et à l'annexe III, il apparaît que les avoires en fonds et effets publics d'une banque accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 1, cette banque

devra, à la date qui lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant. Toute réserve monétaire ainsi déterminée devra être maintenue pendant la période indiquée dans la colonne 4 de l'annexe III.

Art. 6. — La présente recommandation entre en application le 27 juillet 1976 et vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1976 au plus tard, sauf en ce qui concerne l'exécution ultérieure des dispositions de l'article 5.

**Effets et fonds publics belges en francs belges
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

(Article 2, a)

<i>N° rubrique - Schéma A</i>	<i>Intitulé</i>
1700	Effets publics
2110	Emprunts émis par l'Etat
2121	Obligations ou actions garanties par l'Etat
2132	Autres fonds publics belges

Passif exigible*(Article 2, b)*

Engagements en francs belges envers la Belgique (uniquement)

<i>N° rubrique - Schéma A</i>	<i>Intitulé</i>
4790-4890	Dépôts et comptes courants
4900	Carnets de dépôts
5000	Autres dépôts reçus en carnets ou livrets
5190	Sociétés financières
5200	Obligations et bons de caisse

	Montants qui seront utilisés pour les vérifications (article 3)			Périodes de constitution d'une réserve monétaire (article 5) (colonne 4)
	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)	
<i>I. Banques dont le passif exigible au 31-1-1976 dépasse le montant de 8 milliards :</i>				
1 ^e vérification	28 juill. 1976	30 juillet- 12 août 1976	11 août 1976	14 jours-calendr.
2 ^e vérification	11 août 1976	13-26 août 1976	25 août 1976	14 jours-calendr.
3 ^e vérification	25 août 1976	27 août- 9 septembre 1976	8 sept. 1976	14 jours-calendr.
4 ^e vérification	8 sept. 1976	10-23 sept. 1976	22 sept. 1976	14 jours-calendr.
5 ^e vérification	22 sept. 1976	24-30 sept. 1976	30 sept. 1976	8 jours-calendr.
<i>II. Autres banques :</i>				
1 ^e vérification	31 juill. 1976	mois d'août 1976	31 août 1976	1 mois
2 ^e vérification	31 août 1976	mois de sept. 1976	30 sept. 1976	1 mois

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

RECOMMANDATION AUX CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

Article 1. — a) Chaque caisse d'épargne privée maintient un montant d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal à son montant de référence, défini ci-après.

b) Si le passif exigible d'une caisse d'épargne privée diminue par rapport au montant au 22 juillet 1976, cette caisse d'épargne privée maintient entre ses avoirs en effets et fonds publics, dont question ci-avant, et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport entre, d'une part, son montant de référence et, d'autre part, son passif exigible au 22 juillet 1976.

Art. 2. — Pour l'application de l'article 1, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : le montant des avoirs figurant sous les rubriques 1.08.1 et 1.08.2 de la situation active et passive, schéma A;

b) passif exigible : le montant des fonds d'épargne repris aux rubriques 6 et 7 de la situation active et passive, schéma A;

c) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats du Trésor et du Fonds des Rentes durant la période du 12 au 22 juillet 1976 inclus, augmenté du montant au 22 juillet 1976 des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus.

Art. 3. — Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si l'obligation définie à l'article 1 a été respectée, sont ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 1 à 3 de l'annexe I.

Art. 4. — a) Chaque caisse d'épargne privée communiquera à la Banque Nationale de Belgique au plus tard le 30 juillet 1976, les montants au 22 juillet 1976, du portefeuille d'effets et de fonds publics autres que les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes, d'une part, et du passif exigible, d'autre part.

b) Chaque caisse d'épargne privée communiquera à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le sixième jour ouvrable après la date à laquelle ils se rapportent, les montants dont il est question respectivement à la colonne 1 et à la colonne 3 de l'annexe I.

c) L'exactitude de chacune de ces communications sera certifiée par un réviseur de la caisse d'épargne privée.

Art. 5. — Si lors d'une vérification effectuée conformément à l'article 3 et à l'annexe I, il apparaît que les avoirs en fonds et effets publics d'une caisse d'épar-

gne privée accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 1, cette caisse d'épargne privée devra, à la date qui lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant. Toute réserve monétaire ainsi déterminée devra être maintenue pendant la période indiquée dans la colonne 4 de l'annexe I.

Art. 6. — La présente recommandation entre en application le 27 juillet 1976 et vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1976 au plus tard, sauf en ce qui concerne l'exécution ultérieure des dispositions de l'article 5.

	Montants qui seront utilisés pour les vérifications (article 3)			Périodes de constitution d'une réserve monétaire (article 5) (colonne 4)
	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)	
<i>I. Caisses d'épargne privées dont le passif exigible au 31-1-1976 dépasse le montant de 8 milliards :</i>				
1 ^e vérification	30 juill. 1976	31 juillet- 13 août 1976	13 août 1976	14 jours-calendr.
2 ^e vérification	13 août 1976	14-27 août 1976	27 août 1976	14 jours-calendr.
3 ^e vérification	27 août 1976	28 août- 10 septembre 1976	10 sept. 1976	14 jours-calendr.
4 ^e vérification	10 sept. 1976	11-24 sept. 1976	24 sept. 1976	14 jours-calendr.
5 ^e vérification	24 sept. 1976	25-30 sept. 1976	30 sept. 1976	6 jours-calendr.
<i>II. Autres caisses d'épargne privées :</i>				
1 ^e vérification	31 juill. 1976	mois d'août 1976	31 août 1976	1 mois
2 ^e vérification	31 août 1976	mois de sept. 1976	30 sept. 1976	1 mois

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

RECOMMANDATION A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Article 1. — a) La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite maintient un montant d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal à son montant de référence, défini ci-après.

b) Si le passif exigible de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite diminue par rapport au montant au 22 juillet 1976, elle maintient entre ses avoirs en effets et fonds publics, dont question ci-avant, et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport entre, d'une part, son montant de référence et, d'autre part, son passif exigible au 22 juillet 1976.

Art. 2. — Pour l'application de l'article 1, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : le montant calculé comme il est indiqué à l'annexe I;

b) passif exigible : le total du montant des engagements sous la forme de dépôts, de bons d'épargne et de capitalisation;

c) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats du Trésor et du Fonds des Rentes durant la période du 12 au 22 juillet 1976 inclus, augmenté du montant au 22 juillet 1976 des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus.

Art. 3. — Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si l'obligation définie à l'article 1 a été respectée, sont ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 1 à 3 de l'annexe II.

Art. 4. — a) La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite communiquera à la Banque Nationale de Belgique au plus tard le 30 juillet 1976, les montants au 22 juillet 1976, du portefeuille d'effets et de fonds publics autres que les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes, d'une part, et du passif exigible, d'autre part.

b) La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite communiquera à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le sixième jour ouvrable après la date à laquelle ils se rapportent, les montants dont il est question respectivement à la colonne 1 et à la colonne 3 de l'annexe II.

Art. 5. — Si lors d'une vérification effectuée conformément à l'article 3 et à l'annexe II, il apparaît que les avoirs en fonds et effets publics de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite accusent un manquant par rapport à l'obligation

imposée à l'article 1, la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite devra, à la date qui lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant. Toute réserve monétaire ainsi déterminée devra être maintenue pendant la période indiquée dans la colonne 4 de l'annexe II.

Art. 6. — La présente recommandation entre en application le 27 juillet 1976 et vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1976 au plus tard, sauf en ce qui concerne l'exécution ultérieure des dispositions de l'article 5.

**Effets et fonds publics belges en francs belges
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

(Article 2, a)

1) *Fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes*

1.1 La valeur nominale des éléments suivants des placements définitifs en portefeuille-titres :

— dette directe de l'Etat, y compris les primes pour la construction à consolider;

— dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat, les provinces ou les communes, y compris la consolidation du Fonds de dotation des pensions de guerre et les crédits à l'Office de la Navigation intérieure.

1.2 La valeur comptable des créances acquises pour compte propre en vertu des conventions postérieures au 15 juillet 1971 relatives au financement du Fonds de développement des Universités libres.

2) *Effets publics belges en francs belges*

La valeur nominale des certificats en francs belges émis par le Trésor et le Fonds des Rentes.

ANNEXE II

	Montants qui seront utilisés pour les vérifications (article 3)			Périodes de constitution d'une réserve monétaire (article 5) (colonne 4)
	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)	
1 ^e vérification	30 juill. 1976	31 juillet- 13 août 1976	13 août 1976	14 jours-calendr.
2 ^e vérification	13 août 1976	14-27 août 1976	27 août 1976	14 jours-calendr.
3 ^e vérification	27 août 1976	28 août- 10 septembre 1976	10 sept. 1976	14 jours-calendr.
4 ^e vérification	10 sept. 1976	11-24 sept. 1976	24 sept. 1976	14 jours-calendr.
5 ^e vérification	24 sept. 1976	25-30 sept. 1976	30 sept. 1976	6 jours-calendr.

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

RECOMMANDATION AU CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

Article 1. — Pendant aucune des périodes indiquées à la colonne 1 de l'annexe I, le Crédit Communal de Belgique ne laissera croître le montant journalier moyen de ses placements provisoires sous la forme d'effets commerciaux acquis auprès d'autres intermédiaires financiers, sous la forme de dépôts à terme auprès des banques, des caisses d'épargne privées, de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, ou suivant d'autres modalités constituant une contribution directe ou indirecte au financement des intermédiaires financiers cités, au-delà du montant journalier moyen que les placements provisoires en question ont atteint au cours de la période de référence s'étendant du 12 au 22 juillet 1976. Les montants journaliers moyens sont calculés sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

Art. 2. — Le Crédit Communal de Belgique communiquera à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le sixième jour ouvrable après la fin de la période à laquelle ils se rapportent, les montants moyens des placements provisoires dont il est question à l'article 1, pour la période de référence et pour chaque période indiquée à la colonne 1 de l'annexe I.

Art. 3. — S'il apparaît que les placements provisoires pris en considération à l'article 1 dépassent, pour une des périodes indiquées à la colonne 1 de l'annexe I, le montant de la période de référence, le Crédit Communal de Belgique devra, à la date qui lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce dépassement. Toute réserve monétaire ainsi déterminée sera maintenue pendant la période indiquée à la colonne 2 de l'annexe I.

Art. 4. — La présente recommandation entre en application le 27 juillet 1976 et vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1976 au plus tard, sauf en ce qui concerne l'exécution ultérieure des dispositions de l'article 3.

ANNEXE I

	Périodes qui seront utilisées pour les vérifications (article 2) (colonne 1)	Périodes de constitution de réserve monétaire (article 3) (colonne 2)
1 ^e vérification	2-15 août 1976	14 jours-calendrier
2 ^e vérification	16-29 août 1976	14 jours-calendrier
3 ^e vérification	30 août-12 septembre 1976	14 jours-calendrier
4 ^e vérification	13-30 septembre 1976	18 jours-calendrier

RECOMMANDATION A LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Article 1. — a) La Société Nationale de Crédit à l'Industrie maintient un montant d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal à son montant de référence, défini ci-après.

b) Si le passif exigible de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie diminue par rapport au montant au 22 juillet 1976, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie maintient entre ses avoirs en effets et fonds publics, dont question ci-avant, et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport entre, d'une part, son montant de référence et, d'autre part, son passif exigible au 22 juillet 1976.

Art. 2. — Pour l'application de l'article 1, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : le montant calculé comme il est indiqué à l'annexe I;

b) passif exigible : le montant des engagements en francs belges sous la forme de dépôts, d'obligations, de bons de caisse et de capitalisation;

c) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats du Trésor et du Fonds des Rentes durant la période du 12 au 22 juillet 1976 inclus, augmenté du montant au 22 juillet 1976 des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus.

Art. 3. — Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si l'obligation définie à l'article 1 a été respectée, sont ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 1 à 3 de l'annexe II.

Art. 4. — a) La Société Nationale de Crédit à l'Industrie communiquera à la Banque Nationale de Belgique au plus tard le 30 juillet 1976, les montants au 22 juillet 1976, du portefeuille d'effets et de fonds publics autres que les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes, d'une part, et du passif exigible, d'autre part.

b) La Société Nationale de Crédit à l'Industrie communiquera à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le sixième jour ouvrable après la date à laquelle ils se rapportent, les montants dont il est question respectivement à la colonne 1 et à la colonne 3 de l'annexe II.

Art. 5. — Si lors d'une vérification effectuée conformément à l'article 3 et à l'annexe II, il apparaît que les avoirs en fonds et effets publics de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée à l'article 1, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie devra, à la date qui

lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant. Toute réserve monétaire ainsi déterminée devra être maintenue pendant la période indiquée dans la colonne 4 de l'annexe II.

Art. 6. — La présente recommandation entre en application le 27 juillet 1976 et vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1976 au plus tard, sauf en ce qui concerne l'exécution ultérieure des dispositions de l'article 5.

**Effets et fonds publics belges en francs belges
émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes**

(Article 2, a)

- 1) Le montant des fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui sont inclus dans le portefeuille « Fonds publics et participations ».
- 2) Le montant des placements provisoires en effets et fonds publics.

	Montants qui seront utilisés pour les vérifications (article 3)			Périodes de constitution d'une réserve monétaire (article 5) (colonne 4)
	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)	
1 ^e vérification	28 juill. 1976	30 juillet- 12 août 1976	11 août 1976	14 jours-calendr.
2 ^e vérification	11 août 1976	13-26 août 1976	25 août 1976	14 jours-calendr.
3 ^e vérification	25 août 1976	27 août- 9 septembre 1976	8 sept. 1976	14 jours-calendr.
4 ^e vérification	8 sept. 1976	10-23 sept. 1976	22 sept. 1976	14 jours-calendr.
5 ^e vérification	22 sept. 1976	24-30 sept. 1976	30 sept. 1976	8 jours-calendr.

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

RECOMMANDATION A LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL

Article 1. — a) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel maintient un montant d'avoirs en effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes, qui est au moins égal à son montant de référence, défini ci-après.

b) Si le passif exigible de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel diminue par rapport au montant au 22 juillet 1976, elle maintient entre ses avoirs en effets et fonds publics, dont question ci-avant, et son passif exigible, un rapport au moins égal au rapport entre, d'une part, son montant de référence et, d'autre part, son passif exigible au 22 juillet 1976.

Art. 2. — Pour l'application de l'article 1, il y a lieu d'entendre par :

a) effets et fonds publics belges en francs belges émis ou garantis par l'Etat, les provinces ou les communes : le montant des avoirs recensés dans le portefeuille « Fonds publics » (y compris les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes);

b) passif exigible : le montant des engagements sous la forme de dépôts, d'obligations, de bons de caisse et de capitalisation;

c) montant de référence : le montant journalier moyen, calculé sur la base des jours-calendrier, des certificats du Trésor et du Fonds des Rentes durant la période du 12 au 22 juillet 1976 inclus, augmenté du montant au 22 juillet 1976 des autres effets et fonds publics, qui répondent à la définition donnée au a) ci-dessus.

Art. 3. — Les montants qui seront pris en considération pour vérifier si l'obligation définie à l'article 1 a été respectée, sont ceux se rapportant aux dates ou aux périodes indiquées dans les colonnes 1 à 3 de l'annexe I.

Art. 4. — a) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel communiquera à la Banque Nationale de Belgique au plus tard le 30 juillet 1976, les montants au 22 juillet 1976, du portefeuille d'effets et de fonds publics autres que les certificats du Trésor et du Fonds des Rentes, d'une part, et du passif exigible, d'autre part.

b) La Caisse Nationale de Crédit Professionnel communiquera à la Banque Nationale de Belgique, au plus tard le sixième jour ouvrable après la date à laquelle ils se rapportent, les montants dont il est question respectivement à la colonne 1 et à la colonne 3 de l'annexe I.

Art. 5. — Si lors d'une vérification effectuée conformément à l'article 3 et à l'annexe I, il apparaît que les avoirs en fonds et effets publics de la Caisse

Nationale de Crédit Professionnel accusent un manquant par rapport à l'obligation imposée par l'article 1, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel devra, à la date qui lui sera indiquée par la Banque Nationale de Belgique, constituer auprès de cette dernière, en compte spécial non productif d'intérêt, une réserve monétaire d'un montant égal à ce manquant. Toute réserve monétaire ainsi déterminée devra être maintenue pendant la période indiquée dans la colonne 4 de l'annexe I.

Art. 6. — La présente recommandation entre en application le 27 juillet 1976 et vaut pour la période allant jusqu'au 30 septembre 1976 au plus tard, sauf en ce qui concerne l'exécution ultérieure des dispositions de l'article 5.

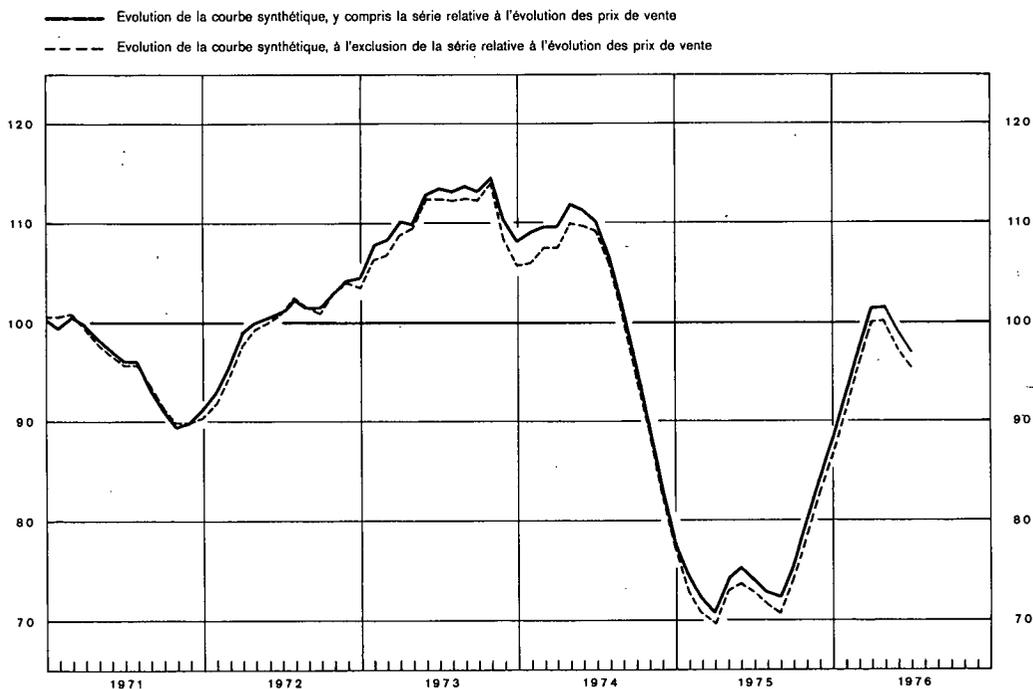
ANNEXE I

	Montants qui seront utilisés pour les vérifications (article 3)			Périodes de constitution d'une réserve monétaire (article 5) (colonne 4)
	Passif exigible (colonne 1)	Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes (montant journalier moyen) (a) (colonne 2)	Autres effets et fonds publics (colonne 3)	
1 ^e vérification	30 juill. 1976	31 juillet- 13 août 1976	13 août 1976	14 jours-calendr.
2 ^e vérification	13 août 1976	14-27 août 1976	27 août 1976	14 jours-calendr.
3 ^e vérification	27 août 1976	28 août- 10 septembre 1976	10 sept. 1976	14 jours-calendr.
4 ^e vérification	10 sept. 1976	11-24 sept. 1976	24 sept. 1976	14 jours-calendr.
5 ^e vérification	24 sept. 1976	25-30 sept. 1976	30 sept. 1976	6 jours-calendr.

(a) Le montant journalier moyen est calculé sur la base de jours-calendrier; le montant d'un jour non ouvrable est considéré comme étant celui du dernier jour ouvrable précédent.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DE JUIN 1976



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'indicateur de prix a baissé, passant de 98,96 points en mai 1976 à 96,90 points en juin.

Ce recul résulte de la diminution de la valeur chiffrée aussi bien de la plupart des indicateurs concernant le climat conjoncturel dans l'industrie manufacturière, que des indicateurs concernant le secteur de la construction et le commerce de gros. Dans l'industrie manufacturière, on relèvera toutefois un certain déstockage au niveau des produits finis ainsi que des appréciations plus encourageantes quant à l'état du carnet de commandes total.

La courbe synthétique, dans laquelle l'indicateur concernant les prix n'est pas inclus (trait interrompu), a baissé un peu moins (de 97,20 à 95,34 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b		
II. — Emploi et chômage.		X. — Marché des changes.	
Demandes et offres d'emploi	II	1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2		
IV. — Industrie.		XI. — Finances publiques.	
1. Indices de la production industrielle	IV - 1	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Indices de la product. manufact.-industr. par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6		
V. — Services.		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
1. Transports :		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1973	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme. — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1973 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1973 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a		
b) Ventes à tempérament	V - 3b	XIII. — Organismes monétaires.	
4. Activité des chambres de compensation	V - 4	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VII. — Indices de prix.		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	4. Stock monétaire	XIII - 4
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Base 1971 = 100	VII - 4a	— Destination économique apparente	XIII - 6
b) Base 2 ^e semestre 1974 - 1 ^{er} semestre 1975 = 100	VII - 4b et c	— Forme et localisation	XIII - 7
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9	XVIII. — Marché monétaire.	
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10	2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11	3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3
12. Situation globale des banques	XIII - 12	XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.	
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13	1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.		2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a	5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b	6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c	7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d	XX. — Banques d'émission étrangères.	
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6	1. Taux d'escompte	XX - 1
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7	2. Banque de France	XX - 2
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	3. Bank of England	XX - 3
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...	XV	5. Nederlandsche Bank	XX - 5
XVI. — Emissions et dettes du secteur public.		6. Banca d'Italia	XX - 6
1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
3. Dettes de l'Etat :		9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9
a) Situation officielle	XVI - 3a	Listes des graphiques.	
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b	P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :		Demandes et offres d'emploi	II
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a	Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b	Indices de la production industrielle	IV - 2
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.		Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3	Indices des prix à la consommation en Belgique	VII-4a-b-c
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	Recettes fiscales par année civile	XI - 4
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6	Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7	Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
		CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
		Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agriculture Organization.
F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
F.E.C.O.M.	Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
	(à fin d'année)							
Population totale	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757	9.788	9.813
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.071	6.088	6.081 ³	6.116	6.151	6.183		
dont : Hommes	3.023	3.032	3.028 ³	3.049	3.069	3.088		
Femmes	3.048	3.056	3.053 ³	3.067	3.082	3.095		
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.715	3.761	3.732	3.767	3.778	3.831	3.892	
dont : Agriculture	201	191	173	162	151	144	139	
Industries extractives et manufacturières	1.269	1.296	1.239	1.237	1.219	1.227	1.233	
Bâtiments et construction	304	307	298	299	287	285	292	
Transports	268	272	237	245	252	260	266	
Commerce, banques, assurances et services	1.510	1.554	1.661	1.704	1.733	1.777	1.819	
Chômeurs complets ²	110	88	69	67	84	87	94	
Ouvriers frontaliers	53	53	55	53	52	51	49	

¹ Non compris les forces armées. Nouvelle série depuis 1970.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	543,0	660,8
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,8	20,7	22,6	22,4	23,6	24,9	29,5	34,4
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	132,1	157,6
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	114,3	121,9	132,3	139,3	159,8	189,6	213,7	258,0
5. Corrections et compléments	18,9	23,2	25,5	25,9	28,9	33,3	36,6	43,8
Ajustement statistique	1,0	- 2,8	- 1,7	- 4,5	- 6,1	1,4	3,5	- 6,1
Total ...	482,0	512,0	567,5	635,6	722,5	831,7	958,4	1.148,5
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	26,5	30,2	34,6	29,6	32,0	45,1	49,1	38,5
2. Professions libérales ¹	24,0	26,3	28,7	32,3	35,2	39,7	45,4	50,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	114,4	122,3	130,5	139,5	141,6	148,5	158,2	169,1
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,9	10,1	10,8	10,8	11,6	13,1	14,0
Ajustement statistique	0,4	- 1,0	- 0,6	- 1,5	- 1,9	0,4	0,9	- 1,5
Total ...	173,6	186,7	203,3	210,7	217,7	245,3	266,7	270,1
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	72,9	86,3	114,5
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	48,7	51,4
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	43,1	58,8	82,0
Total ...	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	163,1	193,8	247,9
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	15,7	21,4	26,6	31,2	25,3	30,6	37,4	40,8
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,6	54,6	65,2
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,2	10,6
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	4,7	3,9	4,0	6,3	1,7	- 3,6	- 6,3	- 5,0
Total ...	9,2	8,7	9,1	12,1	8,5	3,8	1,9	5,6
G. Intérêts de la dette publique	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-58,9	-72,3
Revenu national net au coût des facteurs	767,0	824,1	916,5	1.019,0	1.117,2	1.264,4	1.453,9	1.705,8
H. Amortissements	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,6	161,5	185,5
Revenu national brut au coût des facteurs	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.255,3	1.414,0	1.615,4	1.891,3
I. Impôts indirects	130,6	138,9	153,1	165,2	177,2	185,6	206,3	238,8
J. Subventions	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-25,4	-24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

1 - 3. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

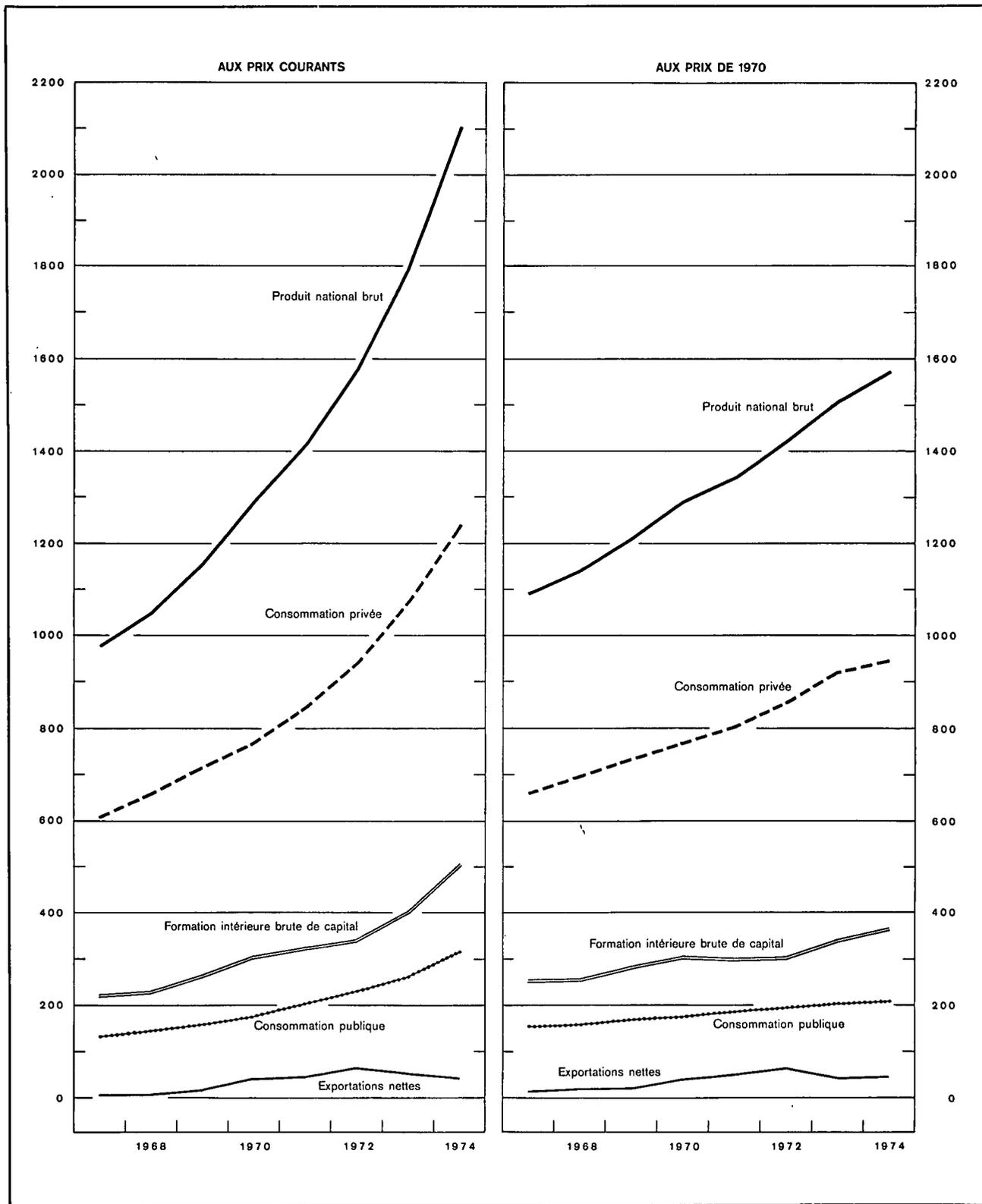
Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
1. Agriculture, sylviculture et pêche	42,5	46,7	51,2	46,0	48,8	63,0	68,6	58,1
2. Industries extractives	12,2	11,2	11,0	12,0	13,4	13,1	12,2	13,7
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	59,1	64,2	69,8	75,7	79,5	88,6	97,3	111,1
b) Textiles	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	32,1	35,6	38,2
c) Vêtements et chaussures	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	21,8	21,6	24,3
d) Bois et meubles	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,4	28,5	33,6
e) Papier, impression, édition	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	24,0	28,0	35,1
f) Industrie chimique et activités connexes	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	48,3	55,8	66,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	24,0	27,2	31,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux	25,1	26,8	38,6	43,4	35,4	39,1	56,5	75,6
i) Fabrications métalliques et constructions navales	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	125,4	137,5	161,6
j) Industries non dénommées ailleurs	28,1	31,4	36,3	38,9	39,7	46,5	56,1	65,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>423,6</i>	<i>473,2</i>	<i>544,1</i>	<i>643,1</i>
4. Construction	69,0	67,0	71,8	88,6	94,9	102,8	119,6	145,4
5. Electricité, gaz et eau	23,4	25,1	27,9	29,4	36,0	40,0	46,2	58,2
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	171,5	181,7	201,5	222,9	265,2	288,3	324,3	375,8
b) Services financiers et assurances	29,8	33,2	37,6	41,1	43,9	50,0	61,0	73,5
c) Immeubles d'habitation	51,8	54,6	58,0	61,3	64,2	68,8	74,1	82,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>373,3</i>	<i>407,1</i>	<i>459,4</i>	<i>532,1</i>
7. Transports et communications	67,6	76,1	83,3	92,6	104,9	119,2	137,2	172,7
8. Services	216,9	234,9	256,6	285,0	322,5	369,6	426,1	500,1
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,3	4,2
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-14,8	-18,0	-22,2
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	-10,4	-14,9	-22,1	-27,8
Ajustement statistique	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	5,0	0,3	1,4	3,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.402,7	1.561,8	1.778,0	2.081,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3	24,5
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	154,5	161,5	173,4	185,4	195,0	210,8	233,9	265,6
2. Boissons	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8	59,2
3. Tabac	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,3	22,8
4. Vêtements et effets personnels ...	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	82,3	92,5	106,7
5. Loyers, taxes, eau	64,8	68,3	72,6	77,7	83,5	89,8	98,1	112,2
6. Chauffage et éclairage	30,3	33,7	35,4	39,5	41,4	46,5	52,5	61,3
7. Articles ménagers durables	52,8	58,7	65,6	72,1	87,2	99,7	122,6	146,4
8. Entretien de la maison	28,1	30,6	33,3	35,5	39,1	42,3	49,7	60,0
9. Soins personnels et hygiène	44,8	49,6	53,6	60,4	67,4	77,4	90,6	105,3
10. Transports	58,1	64,0	70,5	73,9	80,6	95,1	107,5	123,6
11. Communications P.T.T.	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2	8,9
12. Loisirs	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	85,4	98,2	109,4
13. Enseignement et recherches	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1	2,5
14. Services financiers	14,9	16,4	18,8	20,0	21,2	24,4	30,6	36,0
15. Services divers	4,3	4,5	4,9	5,2	5,9	6,9	8,1	8,7
16. Dépenses personnelles à l'étranger	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,5	34,5	37,8
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8	- 29,7
Austement statistique	- 0,8	5,2	7,3	2,0	2,1	- 1,6	- 4,2	2,9
Total ...	611,5	662,8	718,4	769,0	846,9	941,3	1.075,2	1.239,6
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,9	233,7
2. Achats courants de biens et services	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	56,1	62,8
3. Loyer imputé des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,5	4,8	5,2	5,8	6,7	7,4	8,2	10,6
4. Loyer payé	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6	2,0
5. Amortissement des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,1	2,8
6. Amortissement mobilier et matériel	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8	2,2
Total ...	133,4	144,0	159,8	175,3	201,8	232,4	263,7	314,1
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	10,9	12,9
2. Industries extractives	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,3	2,7
3. Industries manufacturières	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	80,7	105,9
4. Construction	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,4	9,3
5. Electricité, gaz et eau	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	19,4	22,2
6. Commerce, banques, assurances ...	18,0	19,3	22,0	26,3	33,1	35,8	42,2	48,7
7. Immeubles d'habitation	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,6	97,6	129,0
8. Transports et communications ...	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	35,5	42,5	48,7
9. Pouvoirs publics et enseignement .	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,4	59,6	67,6
10. Autres services	5,4	5,5	7,0	8,8	10,9	11,6	13,4	17,8
11. Variations de stocks	5,3	8,9	20,1	19,6	18,4	10,4	27,9	42,3
Ajustement statistique	- 0,3	1,8	2,7	0,8	0,8	- 0,6	- 1,6	1,2
Total ...	223,6	229,5	264,0	307,5	324,6	339,9	403,3	508,3
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3	170,0
2. Exportations de biens et services ...	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5	1.132,0
Exportations totales ...	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8	1.302,0
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0	145,5
4. Importations de biens et services ...	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7	1.112,9
Importations totales ...	368,0	420,5	503,4	576,0	623,9	683,7	888,7	1.258,4
Exportations nettes ...	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1	+ 43,6
Produit national brut aux prix du marché	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.415,0	1.579,2	1.796,3	2.105,6

I. - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	92	94	96	100	103	104	107	111
2. Boissons	81	85	92	100	106	112	122	120
3. Tabac	94	95	98	100	104	108	112	111
4. Vêtements et effets personnels ...	90	96	99	100	108	114	120	125
5. Loyers, taxes, eau	93	95	98	100	103	106	109	111
6. Chauffage et éclairage	82	90	94	100	100	115	126	121
7. Articles ménagers durables	78	85	94	100	112	124	146	160
8. Entretien de la maison	92	95	98	100	104	107	112	118
9. Soins personnels et hygiène	83	89	94	100	106	114	125	131
10. Transports	83	90	98	100	101	113	118	121
11. Communications P.T.T.	84	90	96	100	105	108	110	115
12. Loisirs	87	88	94	100	105	110	119	121
13. Enseignement et recherches	92	95	97	100	103	105	108	111
14. Services financiers	85	93	98	100	103	114	133	137
15. Services divers	92	94	98	100	109	122	135	132
16. Dépenses personnelles à l'étranger	81	84	96	100	105	109	134	136
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	75	83	95	100	96	95	113	116
<i>Total ...</i>	<i>86</i>	<i>91</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>112</i>	<i>120</i>	<i>123</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	89	90	95	100	104	112	119	123
2. Achats courants de biens et services	87	95	103	100	109	112	113	108
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amor- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	81	87	92	100	110	116	121	141
<i>Total ...</i>	<i>88</i>	<i>91</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>117</i>	<i>121</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	89	96	99	100	74	95	115	120
2. Industries extractives	81	96	105	100	110	117	93	97
3. Industries manufacturières	85	77	87	100	98	91	97	112
4. Construction	93	86	83	100	68	70	89	88
5. Electricité, gaz et eau	111	98	96	100	116	136	106	105
6. Commerce, banques, assurances ...	80	84	92	100	117	124	139	139
7. Immeubles d'habitation	93	89	92	100	79	85	109	120
8. Transports et communications ...	103	102	101	100	110	118	135	136
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	73	87	91	100	115	120	100	93
10. Enseignement	90	97	97	100	100	104	103	108
11. Autres services	71	72	88	100	114	116	127	144
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>84</i>	<i>93</i>	<i>100</i>	<i>98</i>	<i>99</i>	<i>111</i>	<i>120</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	51	57	74	100	108	113	149	235
2. Exportations de biens et services ...	70	79	91	100	107	117	134	145
Exportations totales ...	68	77	89	100	107	117	135	153
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	44	51	72	100	108	105	151	252
4. Importations de biens et services ...	72	81	93	100	105	114	136	148
Importations totales ...	70	79	92	100	105	114	137	155
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	84,6	88,2	93,9	100,0	104,1	110,3	117,1	121,8

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1974 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	en cours ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus							
1968			44,1	102,7	7,0			13,4	4,9
1969	11,0	28,0	46,3	85,3	6,5	3,1	2,8	16,0	11,6
1970	8,9	17,2	45,2	71,3	6,3	2,7	2,4	Nouvelle série ³	
1971	10,5	15,9	44,5	70,9	6,8	3,2	2,5	17,8	23,9
1972	15,9	24,4	46,5	86,8	6,9	3,9	2,9	14,9	13,4
1973	17,4	26,1	48,2	91,7	8,2	3,6	2,8	14,8	8,5
1974	24,4	30,8	49,5	104,7	8,5	3,2	2,3	14,9	14,2
1975	57,3	64,6	55,5	177,4	10,8	5,0	3,8	13,0	13,5
1974 2 ^e trimestre	17,0	26,3	48,6	91,9	8,7	1,9	1,8	10,6	4,1
3 ^e trimestre	21,4	29,4	48,6	99,4	9,0	3,9	2,3	14,4	17,6
4 ^e trimestre	37,3	39,1	50,9	127,3	8,5	4,5	3,0	10,9	14,9
1975 1 ^{er} trimestre	47,0	51,4	54,0	152,4	8,3	3,9	3,2	11,0	7,2
2 ^e trimestre	47,5	58,5	55,2	161,2	10,5	3,3	3,2	11,2	5,0
3 ^e trimestre	54,5	67,5	55,6	177,6	12,1	6,2	4,1	11,9	4,2
4 ^e trimestre	80,2	81,0	57,2	218,4	12,4	6,5	4,8	8,4	3,7
1976 1 ^{er} trimestre	78,8	89,7	57,1	225,6	13,0	5,4	4,7	11,0	3,3
2 ^e trimestre	68,2	92,4	56,8	217,4	16,0	4,6	4,5	13,3	3,9
1975 Juillet	51,5	65,1	55,7	172,3	11,8	4,9	3,5	12,9	4,3
Août	52,3	66,8	55,3	174,4	12,1	6,2	4,0	6,4	3,4
Septembre	59,7	70,6	55,7	186,0	12,3	7,6	4,7	8,2	4,0
Octobre	77,0	75,6	56,3	208,9	12,5	7,0	4,9	10,6	3,8
Novembre	79,0	81,0	57,2	217,2	12,6	6,5	4,8	13,4	3,5
Décembre	84,7	86,3	58,0	229,0	12,2	6,0	4,8	9,5	3,2
1976 Janvier	82,7	89,0	57,5	229,2	12,2	5,7	4,8	10,0	3,2
Février	79,1	90,0	57,2	226,3	12,7	5,4	4,8	11,7	3,6
Mars	74,6	90,0	56,8	221,4	14,0	5,2	4,5	12,1	3,8
Avril	71,8	91,7	56,7	220,2	15,1	4,9	4,5	16,1	4,3
Mai	67,8	92,3	56,8	216,9	16,1	4,4	4,4	13,5	4,0
Juin	65,0	93,4	56,7	215,1	16,8	4,6	4,5	12,5	4,4
Juillet	68,7	98,7	57,1	224,5	17,1	5,7	4,8	12,8	4,4

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

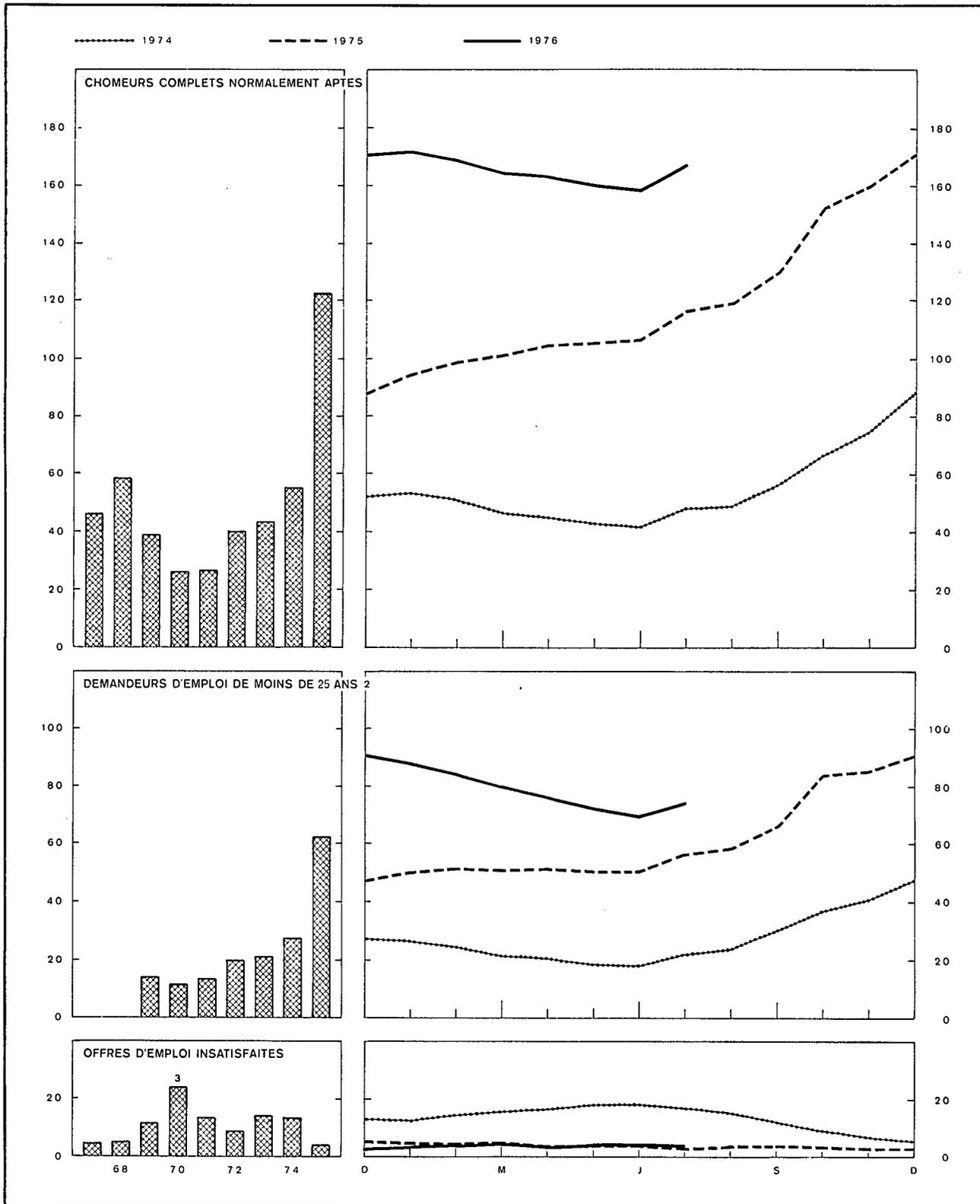
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel de l'ONEM.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain.*

Informations statistiques (C.E.C.A.). — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976 p
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	197	181	193	204	193	190	176	204
Autres céréales panifiables	27	26	32	30	25	22	15	21
Céréales non panifiables	249	255	229	228	230	224	210	219
Betteraves sucrières	90	90	93	101	104	105	120	94
Autres plantes industrielles	19	11	16	11	11	12	13	
Pommes de terre	43	46	42	37	43	40	36	36
Autres plantes et racines tuberculifères ...	34	34	31	28	27	27	27	25
Prés et prairies	788	795	782	768	762	753	742	736
Cultures maraichères	23	25	25	24	27	29	30	
Cultures fruitières	26	20	19	18	17	16	16	
Divers	57	57	64	72	73	79	95	
Total ...	1.553	1.540	1.529	1.521	1.512	1.497	1.480	1.468
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	754	708	878	916	976	1.004	677	
Avoine	281	194	278	244	246	222	228	
Orge	555	525	588	637	716	699	426	
Autres céréales	132	123	168	149	156	142	113	
Betteraves sucrières	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465	4.913	
Pommes de terre	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460	1.049	
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	2.839	997	967	964	994	1.003	994	989
Autres bovidés		1.890	1.873	1.801	1.968	2.041	2.005	1.991
Porcs	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026	4.647	4.965
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581	2.579	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	599	695	729	753	798	884	848	

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	24,0	p 23,5
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7	2,3
Poissons ronds	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0	18,8
Poissons plats	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1	8,2
Autres	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5	3,3
Crustacés et mollusques	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9	3,4

¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Statistiques agricoles (I.N.S.). — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *

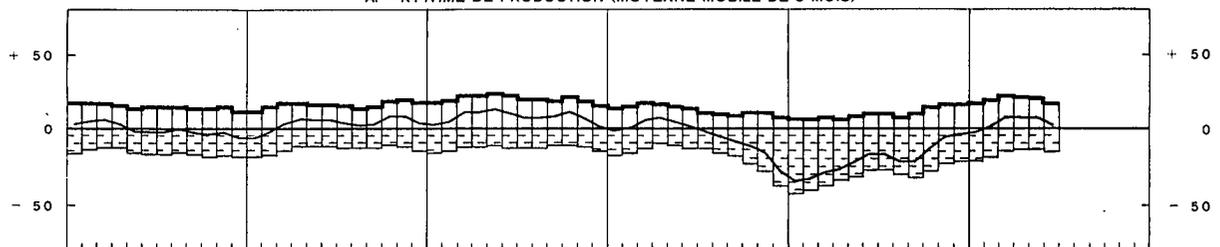


Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C

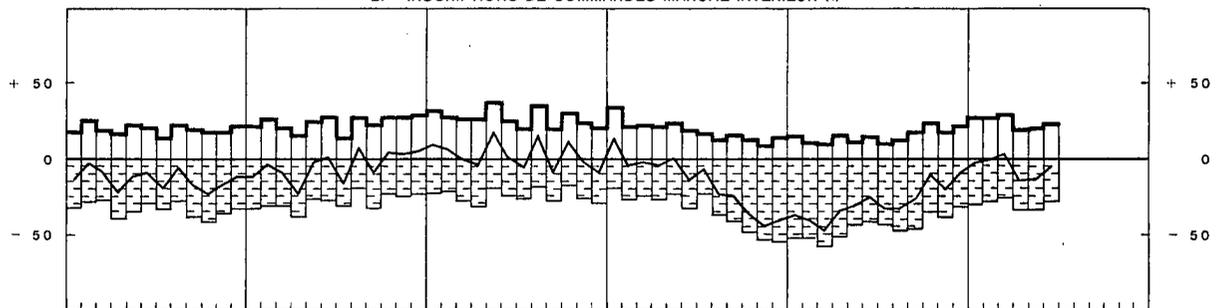
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C

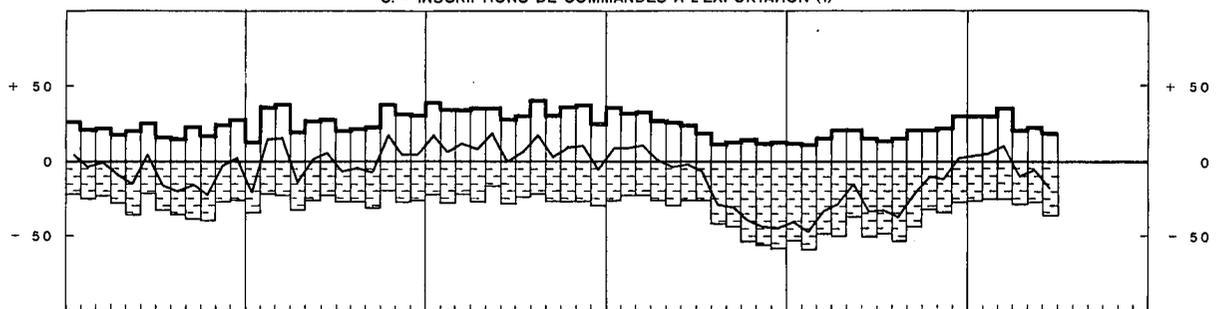
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



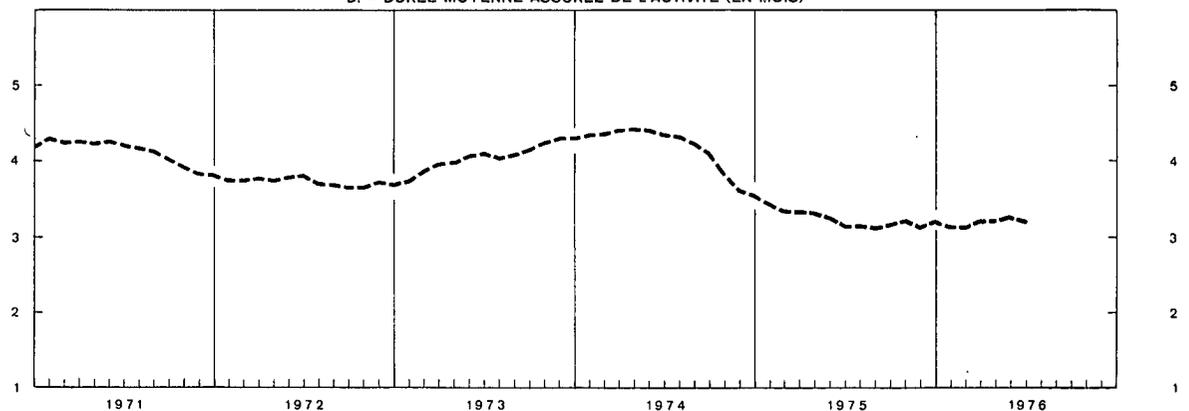
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHE INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

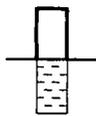


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

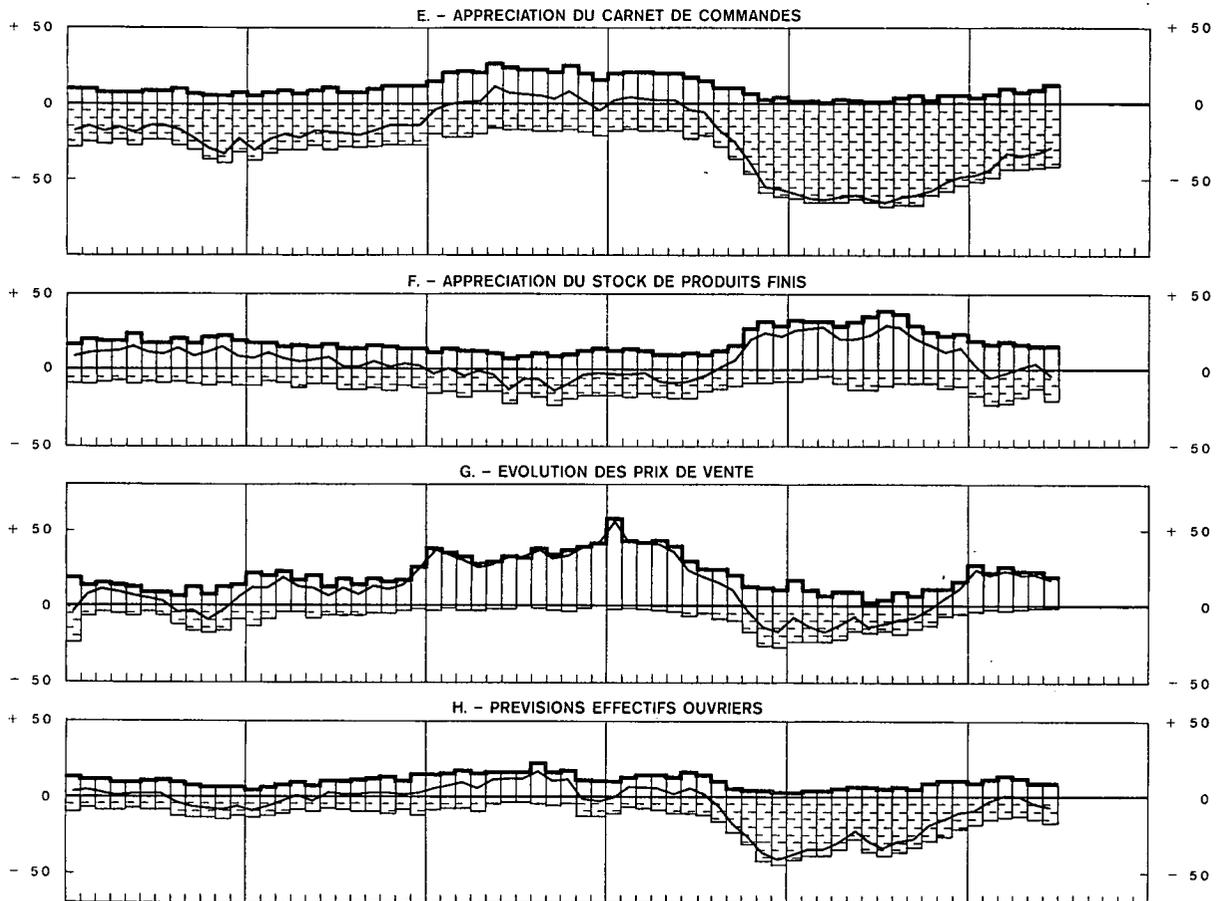
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I

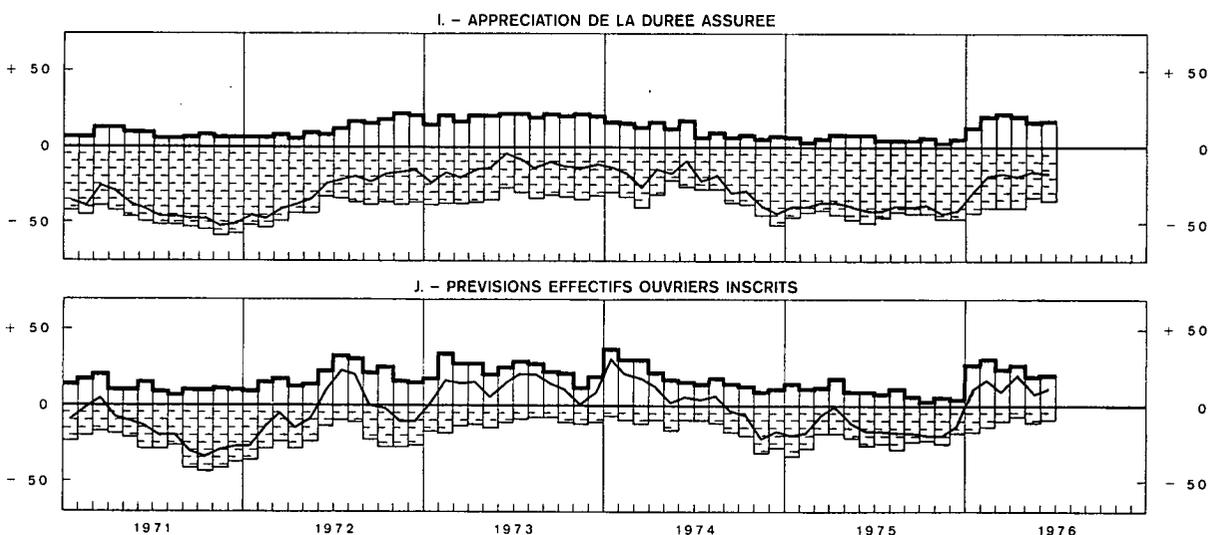
Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

— Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 — Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I



RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

urgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source : Agéfi
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice général
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1976	100,0	96,3	3,7	57,3	16,1	15,3	11,3	
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	120	123	75	119	119	124	123	108
1975	<i>p</i> 108	<i>p</i> 111	70	<i>p</i> 103	<i>p</i> 112	<i>p</i> 117	<i>p</i> 119	95
1974 2 ^e trimestre	124	127	79	123	123	127	121	110
3 ^e trimestre	112	115	67	110	117	112	116	109
4 ^e trimestre	120	123	76	119	118	126	130	107
1975 1 ^{er} trimestre	113	115	72	109	112	122	122	96
2 ^e trimestre	<i>p</i> 110	<i>p</i> 112	73	105	114	<i>p</i> 116	<i>p</i> 121	97
3 ^e trimestre	<i>p</i> 96	<i>p</i> 98	61	<i>p</i> 90	109	<i>p</i> 106	<i>p</i> 108	89
4 ^e trimestre	<i>p</i> 114	<i>p</i> 116	72	<i>p</i> 109	<i>p</i> 114	<i>p</i> 122	<i>p</i> 126	99
1976 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 118	<i>p</i> 121	<i>p</i> 74	<i>p</i> 114	<i>p</i> 116	<i>p</i> 132	<i>p</i> 129	92
2 ^e trimestre								<i>p</i> 103
1975 Juillet	<i>p</i> 81	<i>p</i> 83	49	77	101	<i>p</i> 79	<i>p</i> 86	86
Août	<i>p</i> 93	<i>p</i> 95	59	86	108	<i>p</i> 106	<i>p</i> 111	84
Septembre	<i>p</i> 114	<i>p</i> 117	75	<i>p</i> 107	117	<i>p</i> 133	<i>p</i> 127	95
Octobre	<i>p</i> 123	<i>p</i> 125	82	<i>p</i> 116	124	<i>p</i> 139	<i>p</i> 135	101
Novembre	<i>p</i> 109	<i>p</i> 112	69	<i>p</i> 105	112	<i>p</i> 112	<i>p</i> 121	98
Décembre	<i>p</i> 110	<i>p</i> 112	65	<i>p</i> 106	<i>p</i> 106	<i>p</i> 116	<i>p</i> 122	98
1976 Janvier	<i>p</i> 112	<i>p</i> 115	<i>p</i> 68	<i>p</i> 109	<i>p</i> 111	<i>p</i> 117	<i>p</i> 122	97
Février	<i>p</i> 113	<i>p</i> 116	<i>p</i> 65	<i>p</i> 108	<i>p</i> 112	<i>p</i> 129	<i>p</i> 125	90
Mars	<i>p</i> 130	<i>p</i> 132	<i>p</i> 88	<i>p</i> 124	<i>p</i> 125	<i>p</i> 149	<i>p</i> 139	88
Avril	<i>p</i> 126	<i>p</i> 129	<i>p</i> 83	<i>p</i> 122	<i>p</i> 121	<i>p</i> 138	<i>p</i> 136	<i>p</i> 98
Mai	<i>p</i> 115	<i>p</i> 118	<i>p</i> 73	<i>p</i> 114	<i>p</i> 107	<i>p</i> 121	<i>p</i> 128	<i>p</i> 104
Juin								<i>p</i> 108
Juillet								<i>p</i> 100

¹ Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

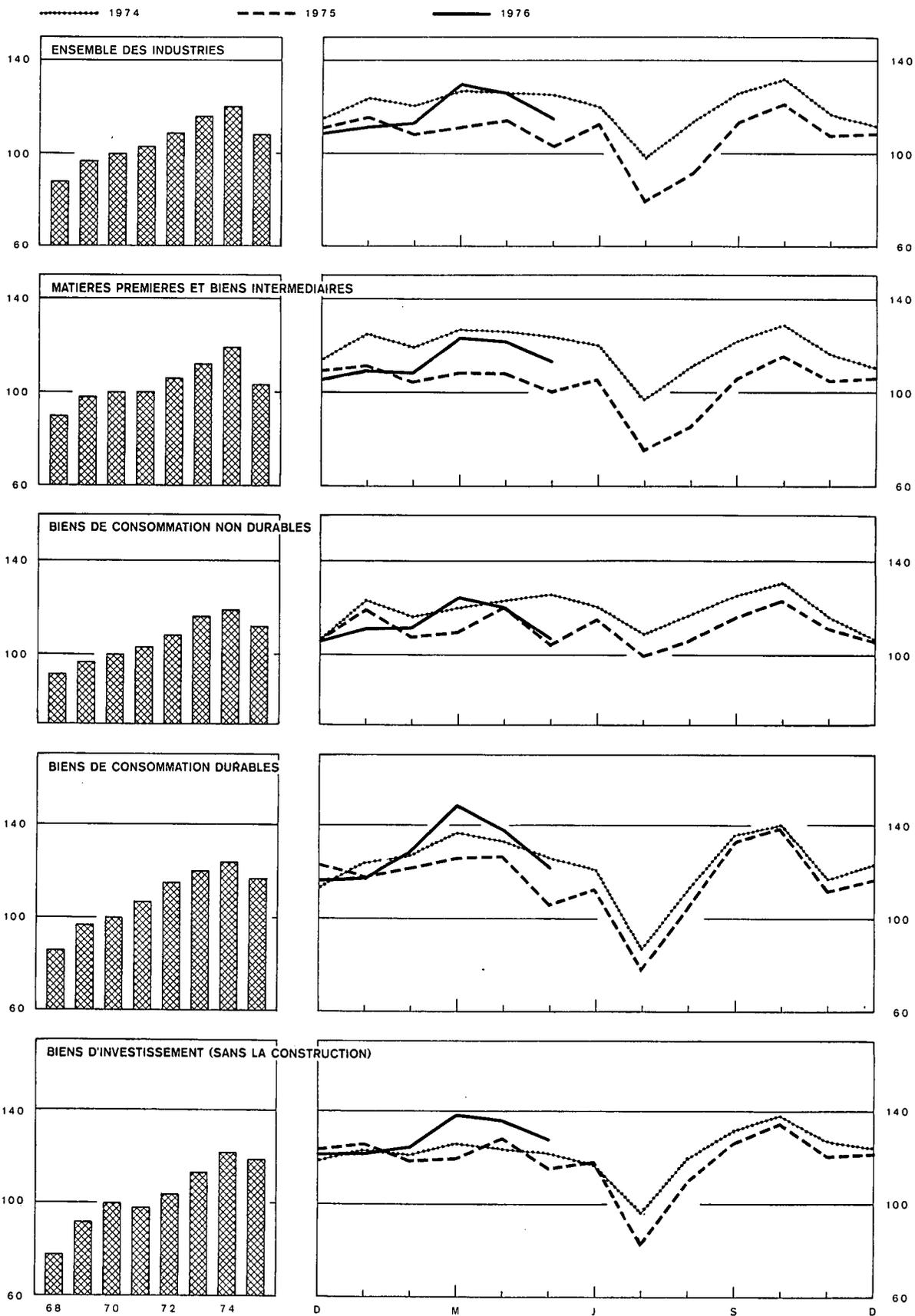
Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distribution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étréage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1976 ¹	27,9	8,1	2,8	1,9	13,5	9,5	7,6	5,9	6,3	5,5	5,1	2,5	0,6	1,2
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	118	127	106	117	142	121	101	108	141	162	116	122	101	119
1975	<i>p</i> 113	88	<i>p</i> 83	105	121	<i>p</i> 119	86	95	135	154	111	103	95	121
1974 1 ^{er} trimestre	120	134	110	127	152	114	114	109	147	169	121	131	84	115
2 ^e trimestre	117	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	111	117	97	106	131	124	84	102	131	147	110	114	113	121
4 ^e trimestre	125	118	110	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	117	104	94	106	127	111	90	96	141	157	124	107	82	119
2 ^e trimestre	<i>p</i> 114	95	81	114	123	118	85	100	126	159	108	106	92	121
3 ^e trimestre	<i>p</i> 101	63	<i>p</i> 74	94	111	120	74	88	114	131	104	93	94	123
4 ^e trimestre	<i>p</i> 120	88	<i>p</i> 85	107	124	<i>p</i> 128	94	96	158	169	108	107	111	121
1976 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 123	96			136	110	108	83	166	173	128	112	54	123
1975 Mai	<i>p</i> 107	97	82	107	114	110	79	100	119	141	92	95	102	121
Juin	<i>p</i> 115	101	71	116	125	121	80	104	123	166	107	117	108	124
Juillet	<i>p</i> 78	63	57	89	100	115	61	76	104	99	72	72	99	119
Août	<i>p</i> 101	43	74	88	108	122	68	85	110	124	101	92	90	128
Septembre	<i>p</i> 123	82	<i>p</i> 91	106	125	123	94	104	127	171	139	115	94	123
Octobre	<i>p</i> 130	88	<i>p</i> 94	110	131	139	103	108	153	186	138	114	102	126
Novembre	<i>p</i> 115	82	<i>p</i> 84	101	119	131	88	94	160	150	94	105	118	119
Décembre	<i>p</i> 115	92	<i>p</i> 78	111	123	<i>p</i> 114	92	87	163	171	90	102	111	119
1976 Janvier	<i>p</i> 118	92	88	103	133	101	100	78	167	155	103	111	94	125
Février	<i>p</i> 120	88	87	116	127	108	103	73	160	165	130	103	63	120
Mars	<i>p</i> 132	107			148	121	120	99	171	201	150	122	4	123
Avril	<i>p</i> 131				143	117	108	108	152	190	131	115	55	127
Mai	<i>p</i> 122				122	104	96	110	156	172	103	106	98	136

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,6 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

⊙



IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)]. — M.A.E., Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz Importations de gaz naturel (millions de m ³)	Coke		Houille		Electricité Production (millions kWh)
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Production	Consom- mation intérieure	Produ- ction	Consom- mation intérieure	
		Total 1	Dont :								
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel						
(milliers de tonnes)					(milliers de tonnes)						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	604	656	1.234	1.661	2.088
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397
1975	2.358	1.632	230	690	536	904	477	513	623	1.002	3.248
1974 2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	686	799	684	1.278	3.223
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631	996	584	648	687	1.284	3.393
2 ^e trimestre	2.294	1.559	242	651	459	956	521	534	639	1.042	3.035
3 ^e trimestre	2.346	1.286	231	493	405	751	374	365	525	710	2.740
4 ^e trimestre	2.746	1.835	237	781	650	912	430	503	642	965	3.821
1976 1 ^{er} trimestre	1.348	1.960	230	963	627	1.167	490	p 511	680	p 1.144	3.955
2 ^e trimestre									669		
1975 Juin	2.670	1.400	233	471	500	889	497	514	611	1.034	2.974
Juillet	2.468	1.135	227	375	391	704	357	364	467	708	2.519
Août	2.224	1.302	239	545	375	699	333	284	491	667	2.647
Septembre	2.346	1.421	228	559	448	851	432	448	617	756	3.054
Octobre	2.538	1.777	258	632	688	891	426	579	699	894	3.682
Novembre	2.939	1.706	227	683	638	1.072	415	445	632	975	3.856
Décembre	2.760	2.022	227	1.027	624	772	449	486	594	1.026	3.924
1976 Janvier	2.330	1.987	215	972	652	1.194	473	484	636	1.015	4.040
Février	1.566	2.036	225	1.073	638	1.109	471	488	650	1.057	3.867
Mars	148	1.857	251	845	592	1.197	526	p 560	754	p 1.360	3.958
Avril							540	p 586	701	p 1.213	3.659
Mai							561	p 593	605	p 1.095	3.689
Juin									700		

¹ Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburéacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburéacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)]. — *Fabrimétal* [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1975	966	659	p 14,0	p 24,3	p 38,3	p 37,2
1974 2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756	15,5	24,5	40,0	35,9
2 ^e trimestre	1.058	708	p 13,3	p 25,3	p 38,6	p 38,7
3 ^e trimestre	671	481	p 12,6	p 21,1	p 33,7	p 32,6
4 ^e trimestre	923	692	p 14,5	p 26,4	p 40,9	p 41,7
1976 1 ^{er} trimestre	988	747				
2 ^e trimestre	p 1.074					
1975 Juillet	699	461	p 11,7	p 16,3	p 28,0	p 26,9
Août	413	375	p 13,0	p 19,5	p 32,5	p 28,0
Septembre	902	608	p 13,0	p 27,6	p 40,6	p 43,0
Octobre	924	697	p 13,4	p 26,7	p 40,1	p 43,0
Novembre	889	633	p 11,8	p 23,6	p 35,4	p 37,4
Décembre	957	745	p 18,1	p 29,0	p 47,1	p 44,6
1976 Janvier	976	710	p 14,1	p 28,3	p 42,4	p 37,1
Février	893	700				
Mars	1.097	830				
Avril	p 1.180	797				
Mai	p 1.033	669				
Juin	p 1.009					
Juillet	p 946					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mo's	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 1
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,7	1.915	1,3	0,7	2.799	0,5	1.865	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.838	0,9	0,4	2.268	0,5	2.227	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,4	2.332	1,0	0,6	2.801	0,5	2.286	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,0	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,5	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1975	3,3	6,3	3.336	6,5	3.384	0,9	0,5	2.362	0,6	2.404	98
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,4	2.945	0,6	3.066	—
2 ^e trimestre	3,5	6,5	3.508	8,0	4.331	0,9	0,5	2.241	0,7	2.916	—
3 ^e trimestre	3,2	6,1	3.171	5,6	3.026	0,9	0,5	2.067	0,5	1.867	—
4 ^e trimestre	3,5	6,6	3.413	5,3	2.880	0,8	0,4	2.195	0,4	2.104	—
1976 1 ^{er} trimestre	3,9	8,2	4.197	5,8	3.079	0,7	0,4	2.127	0,4	2.191	—
1975 Mai	3,3	5,8	3.238	7,7	4.195	0,8	0,5	2.204	0,8	2.753	98
Juin	3,7	6,6	3.387	6,7	3.696	1,0	0,5	1.660	0,5	2.646	98
Juillet	4,0	5,4	3.041	4,8	2.587	1,0	0,5	1.867	0,4	1.587	99
Août	2,7	5,6	2.890	5,3	2.945	0,9	0,5	2.530	0,5	2.305	98
Septembre	2,8	7,2	3.583	6,9	3.547	0,8	0,4	1.805	0,5	1.710	98
Octobre	3,7	6,0	3.220	5,9	3.300	0,9	0,4	2.333	0,5	2.399	99
Novembre	3,2	6,6	3.346	5,1	2.671	0,8	0,4	1.810	0,4	2.205	99
Décembre	3,5	7,3	3.673	4,9	2.668	0,8	0,5	2.442	0,4	1.709	98
1976 Janvier	3,3	7,2	3.834	4,8	2.522	0,6	0,4	2.205	0,4	2.293	96
Février	4,1	8,6	4.286	6,0	3.084	0,6	0,4	1.458	0,4	2.422	94
Mars	4,2	8,7	4.472	6,7	3.630	0,9	0,5	2.718	0,5	1.858	94
Avril	4,6					1,1					94
Mai	4,2					1,0					94

1 Travaux publics et privés. *Indices mensuels* : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. *Indices annuels* : moyennes

de l'indice de la production non saisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

**IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République Fédérale d'Allemagne 2		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
	1975	1976		1975	1976		1975	1976	
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	112	- 8,2	114	106	- 7,1
2 ^e trimestre	117	106	- 9,4	122	108	- 11,5	113	104	- 8,6
3 ^e trimestre	116	105	- 9,5	120	103	- 14,2	111	103	- 7,6
4 ^e trimestre	111	109	- 1,8	116	109	- 6,0	109	108	- 0,4
1 ^{er} trimestre	109	112	+ 2,8	112	115	+ 2,7	106	112	+ 5,0
2 ^e trimestre	106			108			104		
3 ^e trimestre	105			103			103		
4 ^e trimestre	109			109			108		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	105	107	+ 1,9	123	110	- 10,3
2 ^e trimestre	126	111	- 11,9	109	101	- 7,3	125	107	- 14,2
3 ^e trimestre	126	110	- 12,7	110	101	- 8,2	119	106	- 11,2
4 ^e trimestre	118	114	- 3,4	107	101	- 5,6	111	111	- 0,4
1 ^{er} trimestre	114	120	+ 5,3	107	103	- 3,7	110	115	+ 4,3
2 ^e trimestre	111			101			107		
3 ^e trimestre	110			101			106		
4 ^e trimestre	114			101			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *	1974	1975	% variat. *
1 ^{er} trimestre	122	117	- 4,1	127	115	- 9,4	124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122	114	- 6,6	124	115	- 7,3	120	92	- 23,0
3 ^e trimestre	123	111	- 9,8	122	115	- 5,7	120	82	- 31,3
4 ^e trimestre	120	119	- 0,8	119	116	- 2,5	113	95	- 16,3
1 ^{er} trimestre	117	120	+ 2,6	115	124	+ 7,8	103	98	- 4,7
2 ^e trimestre	114			115			92		
3 ^e trimestre	111			115			82		
4 ^e trimestre	119			116			95		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie,

Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Agence écono-*

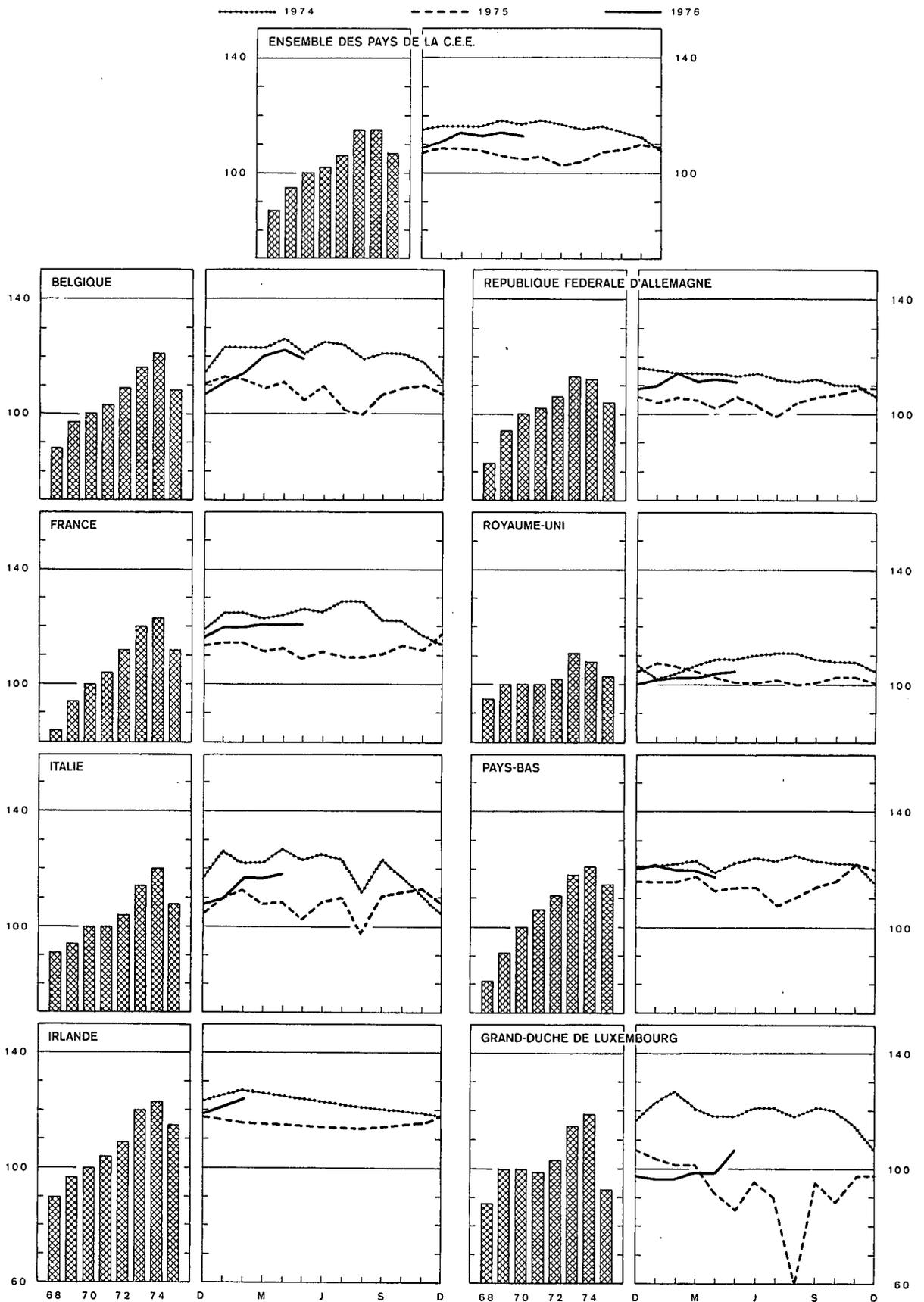
mique et financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1975	689	563	4.933	1.317	1.218	316,2	52,6
1974 2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
2 ^e trimestre	708	589	5.145	1.339	1.375	303,9	50,5
3 ^e trimestre	671	451	3.817	1.024	796	404,1	58,8
4 ^e trimestre	678	551	4.921	1.333	1.060	284,2	52,1
1976 1 ^{er} trimestre	693	508	4.638	1.236	1.073	254,1	48,3
2 ^e trimestre	708	593	5.342	1.315	1.462		
1975 Juin	713	547	4.912	1.124	1.371	337,0	52,5
Juillet	674	480	4.026	1.053	926	416,8	58,6
Août	634	345	2.813	817	420	416,4	59,7
Septembre	706	527	4.612	1.201	1.042	379,1	58,0
Octobre	652	604	5.389	1.415	1.167	324,4	56,5
Novembre	690	520	4.664	1.295	985	255,1	49,4
Décembre	691	530	4.710	1.288	1.027	273,1	50,3
1976 Janvier	698	483	4.347	1.102	1.003	274,5	48,8
Février	664	475	4.418	1.344	975	234,2	46,4
Mars	718	567	5.150	1.262	1.240	253,7	49,7
Avril	707	596	5.403	1.373	1.469	304,9	54,9
Mai	713	568	5.081	1.264	1.412		
Juin	704	615	5.542	1.307	1.506		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

Y - 1b. — Navigation maritime

Y - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse Zeevaart-inrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130	8.907	571
1975	5.082	2.687	2.299	657	729	427	1.963	579	118	6.978	427
1974 1 ^{er} trimestre ..	5.050	3.534	2.583	671	749	309	1.499	477	130	8.778	568
2 ^e trimestre ..	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135	9.282	611
3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139	8.947	557
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	428	1.892	637	114	8.620	549
1975 1 ^{er} trimestre ..	5.168	3.093	2.634	759	874	498	1.788	451	118	8.107	516
2 ^e trimestre ..	5.185	2.746	2.264	572	672	253	1.857	397	118	8.145	529
3 ^e trimestre ..	4.834	2.325	1.761	615	686	379	2.204	905	125	5.034	288
4 ^e trimestre ..	5.141	2.583	2.535	681	686	577	2.001	562	112	6.624	376
1976 1 ^{er} trimestre ..	5.101	2.791	2.014	695	672	361	1.790	662	124	7.490	478
1975 Avril	5.111	3.206	2.761	617	973	329	1.519	277	132	8.462	542
Mai	5.413	2.437	2.197	554	534	208	1.971	298	130	7.451	488
Juin	5.032	2.594	1.834	544	508	223	2.081	615	91	8.523	557
Juillet	4.807	2.148	1.805	588	559	509	2.300	1.052	123	6.567	430
Août	4.908	1.927	1.821	652	607	476	2.264	908	124	5.966	357
Septembre ...	4.787	2.901	1.656	606	891	152	2.048	755	127	2.569	76
Octobre	5.244	2.992	2.412	661	734	736	2.154	365	117	4.020	143
Novembre	4.956	2.376	2.621	629	517	535	1.775	1.067	111	7.899	491
Décembre	5.223	2.380	2.573	753	806	459	2.075	253	108	7.953	494
1976 Janvier	5.150	2.455	1.864	679	418	242	1.858	1.033	104	7.163	448
Février	4.987	2.715	1.970	679	842	472	1.860	203	188	6.648	424
Mars	5.167	3.204	2.208	727	755	368	1.652	751	81	8.658	561
Avril	5.530	3.515	1.865		770	141	1.556	344	119		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

Y - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1975	2.363	1.729	88	167	89	118	41
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
2 ^e trimestre	2.230	1.589	83	137	121	122	46
3 ^e trimestre	6.022	4.711	175	456	157	266	59
4 ^e trimestre	666	362	46	45	36	43	34
1976 1 ^{er} trimestre	471	223	42	29	33	34	26
1975 Avril	1.536	1.131	57	41	86	62	32
Mai	2.385	1.649	115	154	150	115	48
Juin	2.770	1.987	78	215	126	188	57
Juillet	8.803	6.999	149	925	174	288	64
Août	7.399	5.904	272	334	197	405	53
Septembre	1.864	1.231	103	109	100	106	59
Octobre	744	358	54	58	54	57	44
Novembre	622	336	48	32	31	40	34
Décembre	633	393	36	44	24	32	24
1976 Janvier	427	207	36	27	27	31	24
Février	438	206	38	27	29	33	24
Mars	549	256	52	32	43	38	31
Avril	1.688	1.214	63	52	115	89	38

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	152	156	97	191	184	141	155	205	175	162	127
1975	p 168	169	98	225	217	p 160	p 173	p 224	p 202	p 183	p 128
1974 1 ^{er} trimestre	132	133	95	169	159	127	124	179	156	142	118
2 ^e trimestre	156	152	98	186	180	139	168	207	181	165	131
3 ^e trimestre	147	154	94	189	189	141	143	203	173	159	121
4 ^e trimestre	169	186	101	222	209	158	185	232	191	183	136
1975 1 ^{er} trimestre	p 152	147	93	201	197	p 144	p 146	p 199	p 188	p 164	p 120
2 ^e trimestre	p 172	164	100	222	213	p 160	p 182	p 222	p 204	p 184	p 132
3 ^e trimestre	p 161	165	96	218	220	p 160	p 152	p 217	p 190	p 176	p 122
4 ^e trimestre	p 190	203	103	259	238	p 176	p 210	p 259	p 226	p 207	p 141
1976 1 ^{er} trimestre	p 171	165	96	235	212	p 166	p 155	p 216	p 217	p 185	p 123
1975 Avril	p 171	156	99	226	206	p 154	p 189	p 220	p 211	p 183	p 133
Mai	p 171	173	103	227	224	p 166	p 186	p 224	p 196	p 186	p 133
Juin	p 172	163	98	213	209	p 159	p 171	p 223	p 205	p 183	p 130
Juillet	p 155	165	96	215	220	p 154	p 155	p 211	p 184	p 171	p 120
Août	p 153	156	97	212	223	p 163	p 129	p 201	p 181	p 169	p 118
Septembre	p 175	173	94	226	218	p 163	p 173	p 239	p 205	p 187	p 129
Octobre	p 187	185	105	256	234	p 171	p 221	p 246	p 218	p 203	p 139
Novembre	p 166	182	92	225	213	p 160	p 178	p 217	p 199	p 181	p 123
Décembre	p 217	243	113	297	267	p 198	p 232	p 314	p 262	p 237	p 160
1976 Janvier	p 164	171	96	241	219	p 165	p 159	p 210	p 204	p 182	p 122
Février	p 160	152	91	224	199	p 156	p 133	p 206	p 211	p 174	p 116
Mars	p 188	172	100	244	218	p 177	p 174	p 236	p 239	p 200	p 133
Avril	p 190	184	100	267	234	p 182	p 209	p 231	p 234	p 207	p 136

¹ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

² Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

³ Y compris les textiles d'ameublement.

⁴ Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3
1975 1 ^{er} semestre ...	1.490	864	206	420	36,9	9,4	14,7	12,8	13,5	3,9	4,4	5,2
2 ^e semestre ...	1.462	853	203	406	40,3	10,2	15,6	14,5	16,8	5,2	5,0	6,6

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176
2 ^e semestre	54	38	2	14	343	94	67	182
1975 1 ^{er} semestre	54	38	2	14	373	95	114	164

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
Nombre de contrats (milliers)												
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
1975 1 ^{er} semestre ...	765	4	1	1	65	13	7	129	116	6	407	16
2 ^e semestre ...	862	4	1	1	77	14	8	162	108	6	465	16
Crédits accordés (milliards de francs)												
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
1975 1 ^{er} semestre ...	13,5	1,4	0,2	0,3	5,5	0,6	0,1	0,3	0,4	1,3	2,7	0,7
2 ^e semestre ...	16,8	1,3	0,1	0,4	7,5	0,7	0,1	0,3	0,4	1,5	3,6	0,9
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0
1975 1 ^{er} semestre ...	100,0	10,5	1,1	1,9	40,5	4,3	0,9	2,0	2,6	9,9	20,5	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	7,7	0,6	2,4	44,6	4,2	0,6	1,8	2,4	8,9	21,4	5,4

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.086	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1975	33	4	629	8.986	1.972	8.990	2.601	3.222	357	12.212	2.958
1974 2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.306	366	12.176	2.907
3 ^e trimestre	35	4	576	8.541	1.823	8.545	2.399	3.015	344	11.560	2.743
4 ^e trimestre	33	4	693	9.935	2.215	9.939	2.908	3.402	380	13.341	3.288
1976 1 ^{er} trimestre	33	3	497	9.824	2.667	9.827	3.164	3.220	378	13.047	3.542
2 ^e trimestre	33	3	512	10.291	2.654	10.294	3.166	3.020	395	13.314	3.561
1975 Juin	35	4	628	8.640	1.761	8.644	2.389	3.183	368	11.827	2.757
Juillet	35	4	599	9.070	2.125	9.074	2.724	3.189	375	12.263	3.099
Août	35	4	540	7.598	1.572	7.602	2.112	2.685	309	10.287	2.421
Septembre	35	4	589	8.955	1.773	8.959	2.362	3.170	347	12.129	2.709
Octobre	35	4	752	10.142	2.463	10.146	3.215	3.533	391	13.679	3.606
Novembre	35	3	678	8.597	1.863	8.600	2.541	2.869	329	11.469	2.870
Décembre	33	4	648	11.065	2.319	11.069	2.967	3.805	421	14.874	3.388
1976 Janvier	33	4	586	10.080	2.261	10.084	2.847	3.272	378	13.356	3.225
Février	33	3	467	8.934	2.530	8.937	2.997	3.072	352	12.009	3.349
Mars	33	3	439	10.459	3.210	10.462	3.649	3.313	404	13.775	4.053
Avril	33	4	492	10.172	2.739	10.176	3.231	3.249	372	13.425	3.603
Mai	33	3	584	9.920	2.429	9.923	3.013	2.899	391	12.822	3.404
Juin	33	3	460	10.779	2.794	10.782	3.254	2.911	423	13.693	3.677

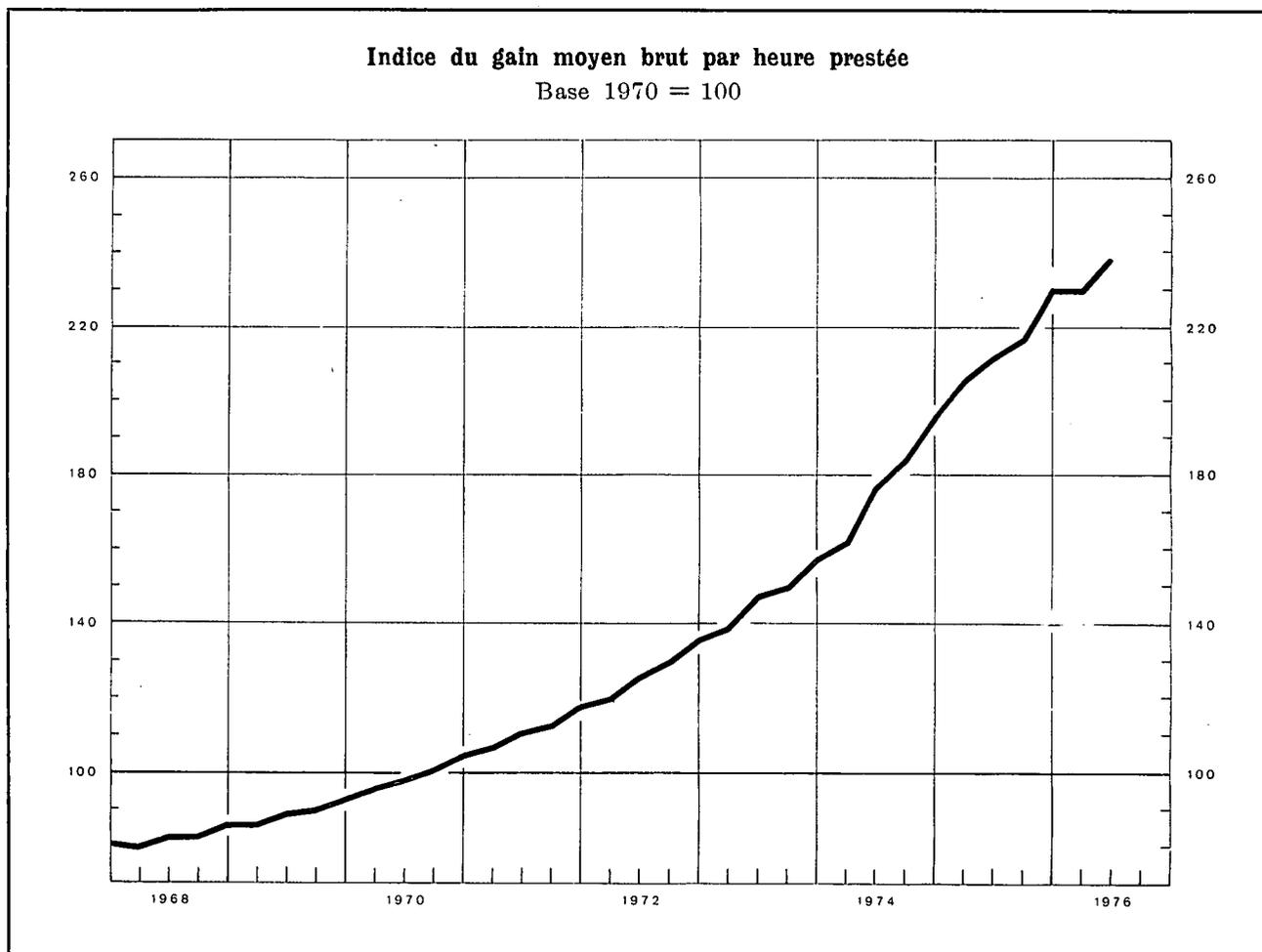
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances. opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Annuaire statistique de la S.N.C.B.* — *Statistique mensuelle*

du trafic international des ports (I.N.S.). — *Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.)*. — *Eurostat (Office statistique des Communautés européennes)*.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire ²	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.		I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail				
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	182	176,6	177,8	166,1	158,0
1975	216	205	214	223	210,9	210,5	196,1	187,6
1974 Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	151,2
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,8	161,6
Décembre	196	187	193	198	191,3	192,2	178,9	171,3
1975 Mars	206	196	204	212	200,5	200,7	187,3	180,9
Juin	212	202	211	219	207,6	207,4	192,2	184,6
Septembre	216	206	217	223	213,2	212,6	198,9	188,8
Décembre	230	216	226	236	222,1	221,1	205,9	195,9
1976 Mars	p 230	p 220	p 232	p 234	228,5	227,3	210,4	199,9
Juin	p 238	p 224	p 237	p 244	233,3	232,0	215,1	203,9

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; salaire horaire type - ouvrier qualifié : 1,745 - ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

³ Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINÉS HORAIREs BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	140,51	156,12	169,25	188,47	204,33
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	103,50	115,10	126,29	146,43	160,09
Total des industries extractives	123,23	137,36	149,87	168,74	183,57
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	120,40	137,07	149,34	168,04	
Raffinage de pétrole	158,29	174,09	190,20	214,66	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	149,42	168,15	175,63	192,41	
Production et première transformation des métaux	128,05	146,79	162,63	170,09	
Industrie des produits minéraux non métalliques	103,28	116,79	129,20	142,72	
Industrie chimique	111,32	129,29	139,94	156,82	
Production de fibres artificielles et synthétiques	114,18	130,07	141,15	155,88	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et du matériel de transport)	102,41	112,58	128,28	137,83	
Construction de machines et de matériel mécanique	107,99	118,19	133,94	144,31	
Construction de machines de bureau et installations pour le traitement de l'information	91,49	100,12	116,92	128,67	
Construction électrique et électronique	100,59	112,12	126,83	136,69	
Construction d'automobiles et pièces détachées	120,08	131,71	146,54	159,92	
Construction d'autre matériel de transport	115,78	128,62	144,76	161,70	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	91,43	101,77	117,18	124,85	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	91,23	100,78	114,63	126,19	
Industrie textile	85,20	93,87	107,06	116,67	
Industrie du cuir	82,04	89,51	98,11	109,63	
Industrie des chaussures et de l'habillement	68,32	77,97	85,44	97,29	
Industrie du bois et du meuble en bois	88,45	99,16	115,35	126,93	
Industrie du papier, imprimerie et édition	101,94	112,90	129,86	144,55	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	97,89	110,87	122,94	132,60	
Total des industries manufacturières	99,83	111,45	125,28	136,52	144,32
dont : hommes	108,51	121,00	136,00	147,46	155,79
femmes	74,54	83,76	94,20	104,83	111,06
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	103,26	114,64	130,07	144,35	150,55
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	101,33	112,97	127,01	139,05	146,85

¹ Hommes seulement.
Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE ¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre	1975 avril	1975 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	30.708	34.166	38.503	42.401	
Total des industries extractives	29.759	33.024	37.082	40.773	44.888
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	31.157	34.602	38.817	42.088	
Raffinage de pétrole	35.352	39.894	42.787	49.318	
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	35.757	40.091	44.027	48.461	
Production et première transformation des métaux	31.502	34.226	39.533	42.028	
Industrie des produits minéraux non métalliques	26.645	29.367	32.415	35.268	
Industrie chimique	29.434	32.963	35.982	39.634	
Production de fibres artificielles et synthétiques	36.399	39.970	42.932	46.486	
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	26.085	28.777	32.639	34.713	
Construction de machines et de matériel mécanique	27.431	30.013	33.846	36.025	
Construction de machines de bureau et installations pour le traite- ment de l'information	21.672	24.658	29.143	—	
Construction électrique et électronique	26.839	28.736	33.627	35.730	
Construction d'automobiles et pièces détachées	29.853	31.700	35.001	37.992	
Construction d'autre matériel de transport	28.493	31.212	35.205	38.024	
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	26.496	28.284	31.603	33.996	
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	24.906	26.661	29.750	32.233	
Industrie textile	23.792	26.481	28.878	31.424	
Industrie du cuir	23.925	27.046	30.286	32.270	
Industrie des chaussures et de l'habillement	19.728	21.867	23.940	26.240	
Industrie du bois et du meuble en bois	22.551	25.102	27.635	30.366	
Industrie du papier, imprimerie et édition	25.609	27.901	31.626	34.353	
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	26.506	29.206	31.900	34.350	
Total des industries manufacturières	26.953	29.458	33.097	35.741	38.161
dont : hommes	29.972	32.706	36.761	39.583	42.270
femmes	17.078	18.839	21.112	23.173	24.722
Bâtiment et génie civil	25.338	27.766	31.041	33.933	35.935
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	26.802	29.302	32.903	35.573	37.957

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — Rapports annuels de l'O.N.S.S. — Revue du Travail. —*

Statistiques économiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation, XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Bronnen : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburg.sches Welt-Wirtschafts-Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1975	199,5	185,7	259,9	229,4	273,3	440,5	186,0	168,0
1974 2 ^o trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^o trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^o trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	281,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^o trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
3 ^o trimestre	204,2	192,8	252,7	212,2	270,6	435,7	188,9	164,4
4 ^o trimestre	204,8	184,6	250,3	204,5	270,5	444,2	197,7	152,8
1976 1 ^{er} trimestre	219,8	188,8	261,2	206,7	285,3	462,3	208,7	166,1
2 ^o trimestre	257,6	201,7	274,1	225,1	295,8	461,8	224,4	184,0
1975 Juillet	195,3	186,7	252,1	205,4	272,5	436,6	186,2	169,7
Août	210,4	195,8	255,2	219,7	270,9	435,4	188,8	165,5
Septembre	207,0	196,0	250,9	211,7	268,3	435,2	191,8	158,1
Octobre	204,7	190,8	248,1	208,0	265,9	436,1	192,3	151,5
Novembre	202,8	181,0	247,9	204,4	267,0	437,0	197,6	150,7
Décembre	206,9	182,0	254,9	200,9	278,8	459,3	203,2	156,1
1976 Janvier	213,1	185,8	257,9	203,9	281,7	459,4	208,7	160,3
Février	218,4	189,5	261,1	204,6	286,1	463,8	209,3	166,6
Mars	228,1	191,2	264,6	211,7	287,9	463,8	208,3	171,4
Avril	244,6	195,6	269,3	215,9	292,9	464,0	212,7	180,9
Mai	257,9	200,4	274,5	228,0	295,1	460,8	221,6	184,3
Juin	270,4	208,8	278,6	231,2	299,5	460,6	238,8	186,7
Juillet	274,9	212,2	281,7	230,4	304,2	461,4	252,1	190,5

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

² Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

³ Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

⁴ Moyenne de janvier à mai 1974.

⁵ Moyenne de juin à décembre 1974.

⁶ Moyenne d'avril-mai 1974.

⁷ Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caoutchouc	Sidé-rurgie	Métaux non-ferreux
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1975	220,8	263,3	175,0	196,0	199,9	232,0	520,8	176,7	150,2	235,4	239,3	145,1	182,3	128,4
1974 2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	168,3
4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	203,4	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
3 ^e trimestre	215,4	232,6	170,4	184,6	191,3	222,9	517,6	179,6	167,8	234,0	230,5	154,5	177,7	125,5
4 ^e trimestre	217,4	214,9	153,2	191,5	200,2	221,7	529,6	191,4	173,6	234,0	212,2	148,9	161,6	118,7
1976 1 ^{er} trimestre	208,4	222,8	148,3	208,9	201,1	213,2	558,3	207,7	168,2	234,0	233,6	173,6	177,3	124,1
2 ^e trimestre	203,6	269,4	148,3	191,9	205,8	213,7	557,4	226,0	208,1	234,0	258,4	195,8	184,9	144,5
1975 Juillet	202,1	222,6	166,8	192,9	195,8	224,8	518,1	175,0	175,9	234,0	240,0	159,0	188,9	125,0
Août	219,4	247,7	175,8	177,6	188,8	222,4	517,4	179,9	162,4	234,0	229,0	157,5	177,6	128,2
Septembre	224,8	227,6	168,5	183,4	189,3	221,6	517,4	183,9	165,0	234,0	222,6	146,9	166,6	123,2
Octobre	224,6	219,1	159,9	185,1	197,9	225,0	517,4	184,2	169,1	234,0	207,3	143,2	160,5	119,8
Novembre	218,6	214,2	151,2	191,8	201,9	228,2	517,4	190,1	187,4	234,0	205,0	146,3	159,7	119,2
Décembre	209,1	211,7	148,4	197,4	200,6	211,9	554,6	200,1	164,3	234,0	224,2	157,1	164,5	117,1
1976 Janvier	205,6	217,5	148,4	212,4	200,9	212,5	554,6	207,9	165,5	234,0	225,8	163,8	172,2	119,7
Février	209,0	216,6	148,4	213,3	201,5	213,6	560,1	208,5	167,9	234,0	238,2	175,5	177,8	122,4
Mars	210,7	234,5	148,1	201,3	200,9	213,6	560,1	206,7	171,0	234,0	236,8	181,6	181,9	130,4
Avril	202,8	249,8	144,1	191,9	207,4	214,3	560,1	211,2	190,9	234,0	251,5	184,4	186,5	142,0
Mai	201,4	277,8	145,6	192,8	206,9	213,6	556,0	221,8	210,5	234,0	260,9	194,7	184,1	144,7
Juin	206,8	280,4	155,5	191,0	203,2	213,2	556,0	244,9	222,9	234,0	262,6	208,2	184,0	146,7
Juillet	207,6	274,0	174,2	189,0	201,0	213,2	557,0	264,5	216,3	234,0	263,6	194,3	185,5	157,0

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabrication		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1975	137,3	131,9	143,5	122,0	138,9	142,6	137,4	169,1	128,9	136,9	131,8	137,1	142,0	141,1	135,6
1974 2 ^e trimestre ..	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre ..	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ..	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ..	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ..	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
3 ^e trimestre ..	137,9	135,0	143,7	127,4	138,8	142,8	136,8	169,0	127,7	137,4	132,1	137,8	142,5	140,5	135,4
4 ^e trimestre ..	140,2	142,4	150,8	135,1	139,9	143,7	137,6	169,1	126,9	139,1	134,8	140,9	143,6	140,5	137,2
1976 1 ^{er} trimestre ..	143,9	147,9	157,5	139,5	143,1	145,6	143,0	169,4	130,1	142,2	138,7	144,7	148,0	144,9	139,0
2 ^e trimestre ..	146,4	147,6	152,1	143,7	146,3	148,4	147,2	172,3	133,6	146,3	137,2	151,0	152,5	150,4	140,0
1975 Juin	134,8	125,8	142,4	112,1	137,4	142,0	133,3	167,2	127,8	134,8	131,4	135,3	138,7	139,5	135,1
Juillet	136,7	131,8	141,1	123,7	138,1	142,2	135,9	167,7	127,8	136,8	131,5	135,3	141,1	140,5	134,7
Août	138,1	134,6	143,3	127,0	139,1	142,9	137,9	169,9	128,1	137,2	132,1	138,3	143,5	140,8	135,3
Septembre ...	138,9	138,5	146,6	131,4	139,2	143,4	136,7	169,4	127,2	138,3	132,9	139,7	142,7	140,1	136,4
Octobre	139,4	140,8	148,0	134,5	139,2	143,7	136,4	169,3	126,2	139,0	133,6	140,5	142,9	139,7	136,7
Novembre	139,8	141,0	150,4	132,8	139,7	143,6	137,4	169,0	126,4	139,1	135,4	140,5	143,5	140,1	137,2
Décembre	141,5	145,4	154,1	137,8	140,7	143,9	139,0	169,0	128,1	139,1	135,4	141,6	144,4	141,7	137,6
1976 Janvier	142,7	147,3	157,5	138,3	141,7	144,9	140,3	168,9	128,6	141,8	138,5	141,6	145,7	143,2	138,3
Février	143,3	146,9	157,5	137,6	142,6	145,0	142,5	169,1	129,9	141,9	138,8	141,6	147,2	144,7	138,4
Mars	145,8	149,6	157,7	142,5	145,0	147,1	146,0	170,3	131,8	142,9	138,9	151,0	151,1	146,7	140,2
Avril	145,4	145,8	156,1	136,9	145,4	147,1	146,9	171,2	133,3	143,2	137,9	151,0	151,2	148,6	139,9
Mai	145,9	147,4	150,6	144,4	145,7	147,7	146,2	172,7	133,1	144,1	135,7	151,0	151,5	149,3	139,8
Juin	148,1	149,6	149,5	149,7	147,9	150,4	148,5	173,0	134,3	151,5	138,1	151,0	154,7	153,2	140,3

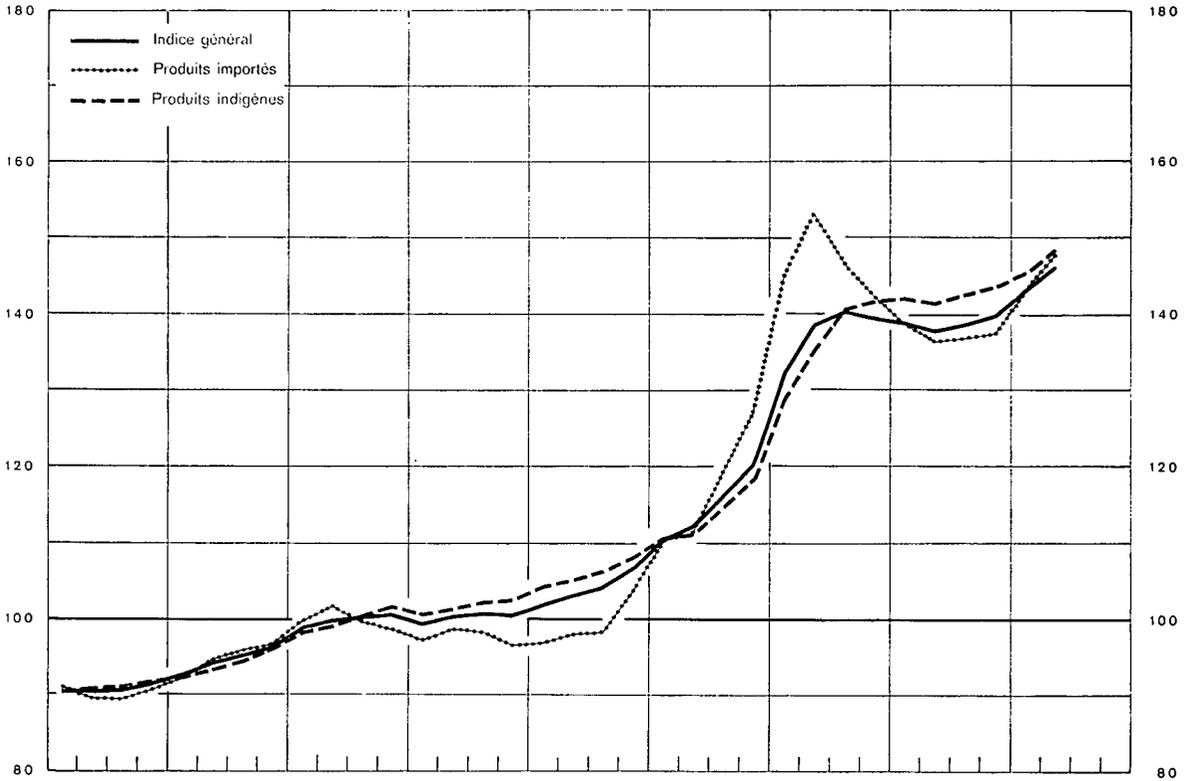
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

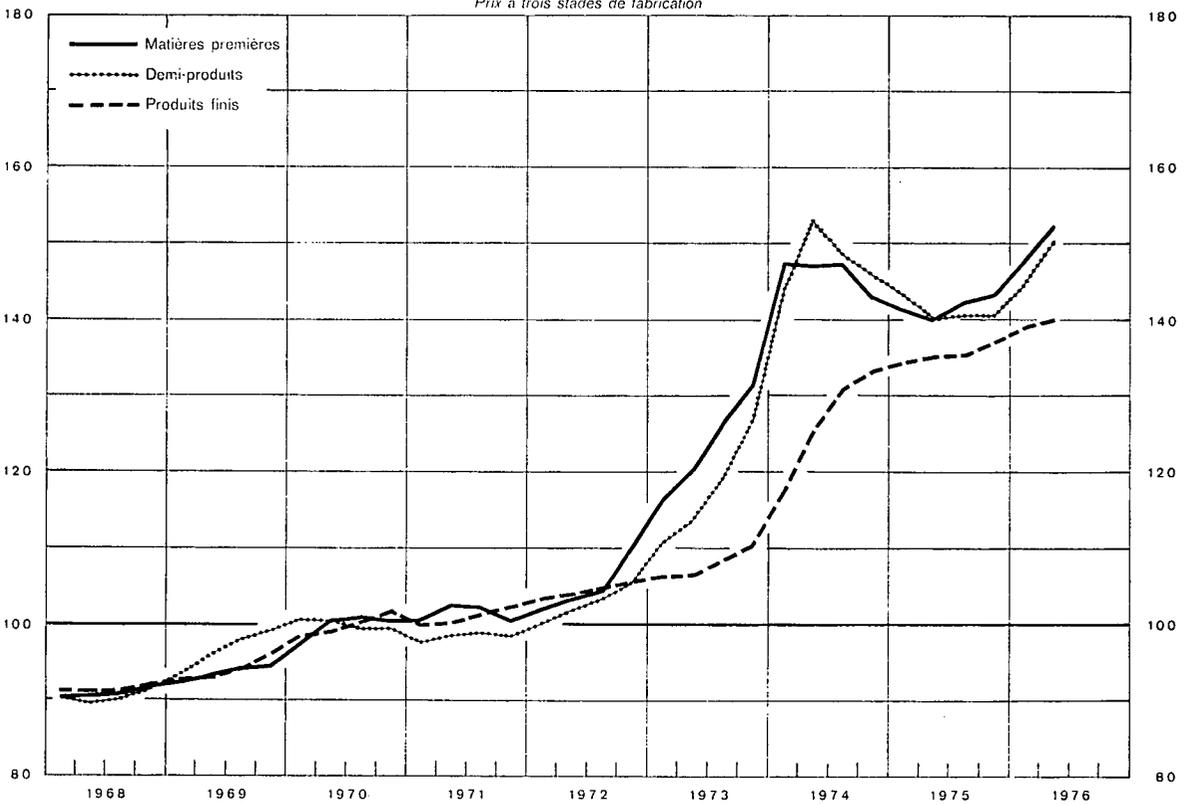
Base 1970 = 100

PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



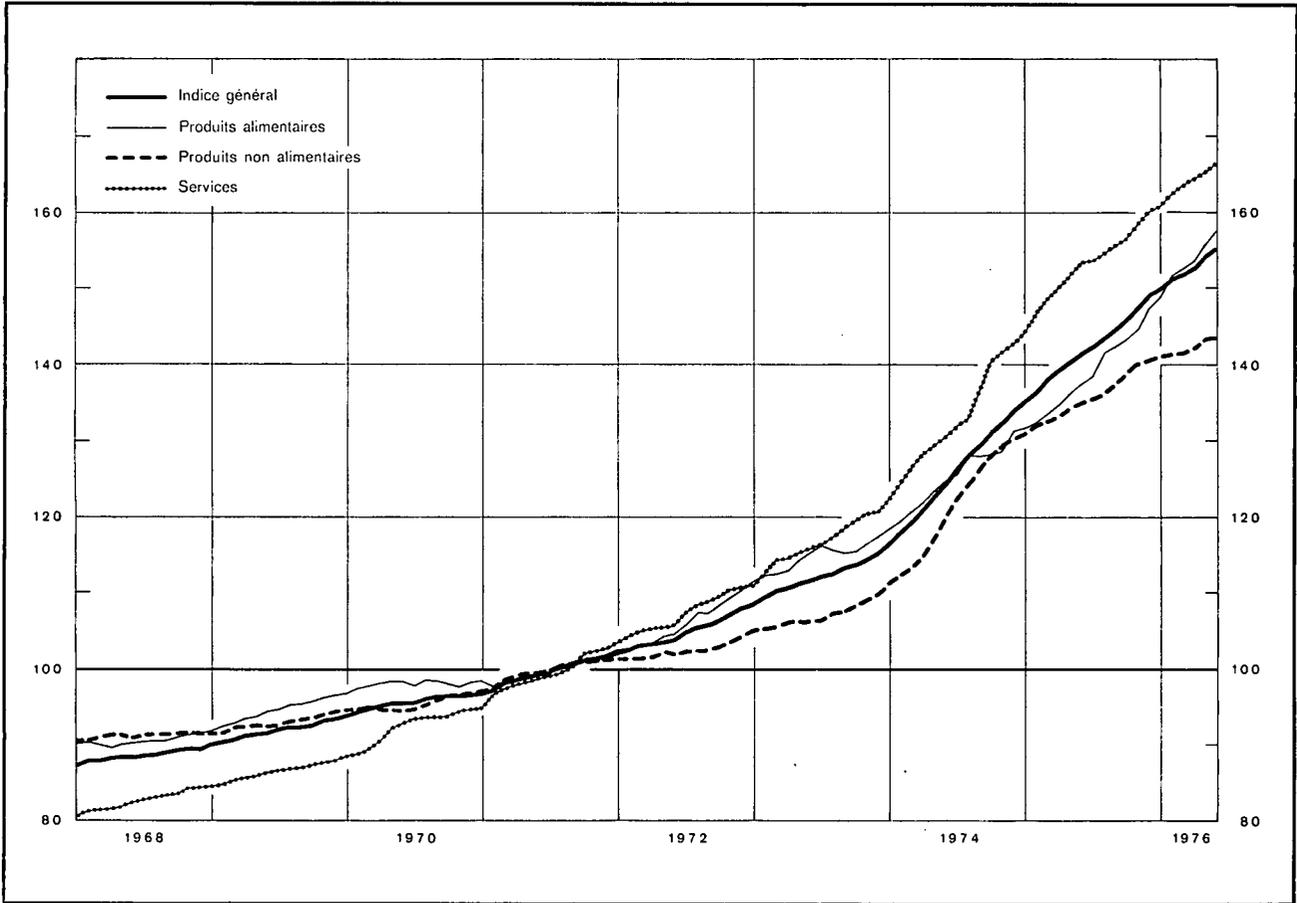
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES *Prix à trois stades de fabrication*



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100

Source : M.A.E.



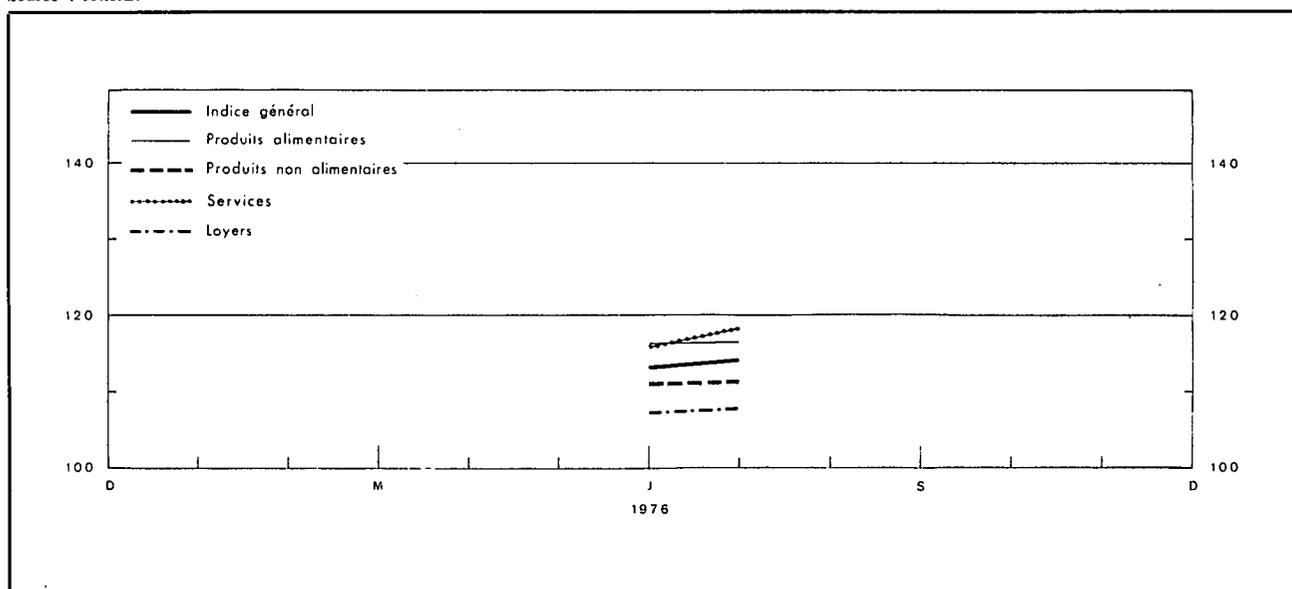
Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
Coefficients de pondération en p.c. de l'indice général								
jusque février 1972	100,00		41,56		37,01		21,43	
de mars 1972 à mai 1976	100,00		30,00		40,00		30,00	
1968	88,89		90,64		91,41		82,78	
1969	92,23		94,83		93,18		86,62	
1970	95,84		98,13		95,67		92,69	
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1975	143,31		140,08		136,55		154,07	
		1975		1976		1975		1976
1 ^{er} trimestre	137,92	152,05	133,65	152,59	132,82	141,70	148,49	163,41
2 ^e trimestre	141,55		137,35		135,11		152,76	
3 ^e trimestre	144,79		142,36		137,53		155,26	
4 ^e trimestre	148,97		148,95		140,76		159,76	
Janvier	136,59	151,38	132,31	151,75	132,13	141,88	146,75	162,33
Février	138,13	151,90	133,74	152,37	132,89	141,54	148,72	163,55
Mars	139,04	152,87	134,89	153,65	133,43	142,18	149,99	164,36
Avril	140,59	154,27	136,18	155,87	134,50	143,26	151,63	165,27
Mai	141,77	155,40	137,62	157,59	135,08	143,93	153,27	166,54
Juin	142,28		138,26		135,74		153,38	
Juillet	143,65		141,82		136,12		154,31	
Août	144,74		142,14		137,46		155,27	
Septembre	145,98		143,13		139,00		156,21	
Octobre	147,64		144,63		140,34		158,28	
Novembre	149,23		147,33		140,86		160,03	
Décembre	150,03		148,95		141,09		160,97	

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1976 Juin	113,61	116,54	111,07	116,02	107,60
Juillet	114,53¹	116,73 ¹	111,48	118,53	107,98

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

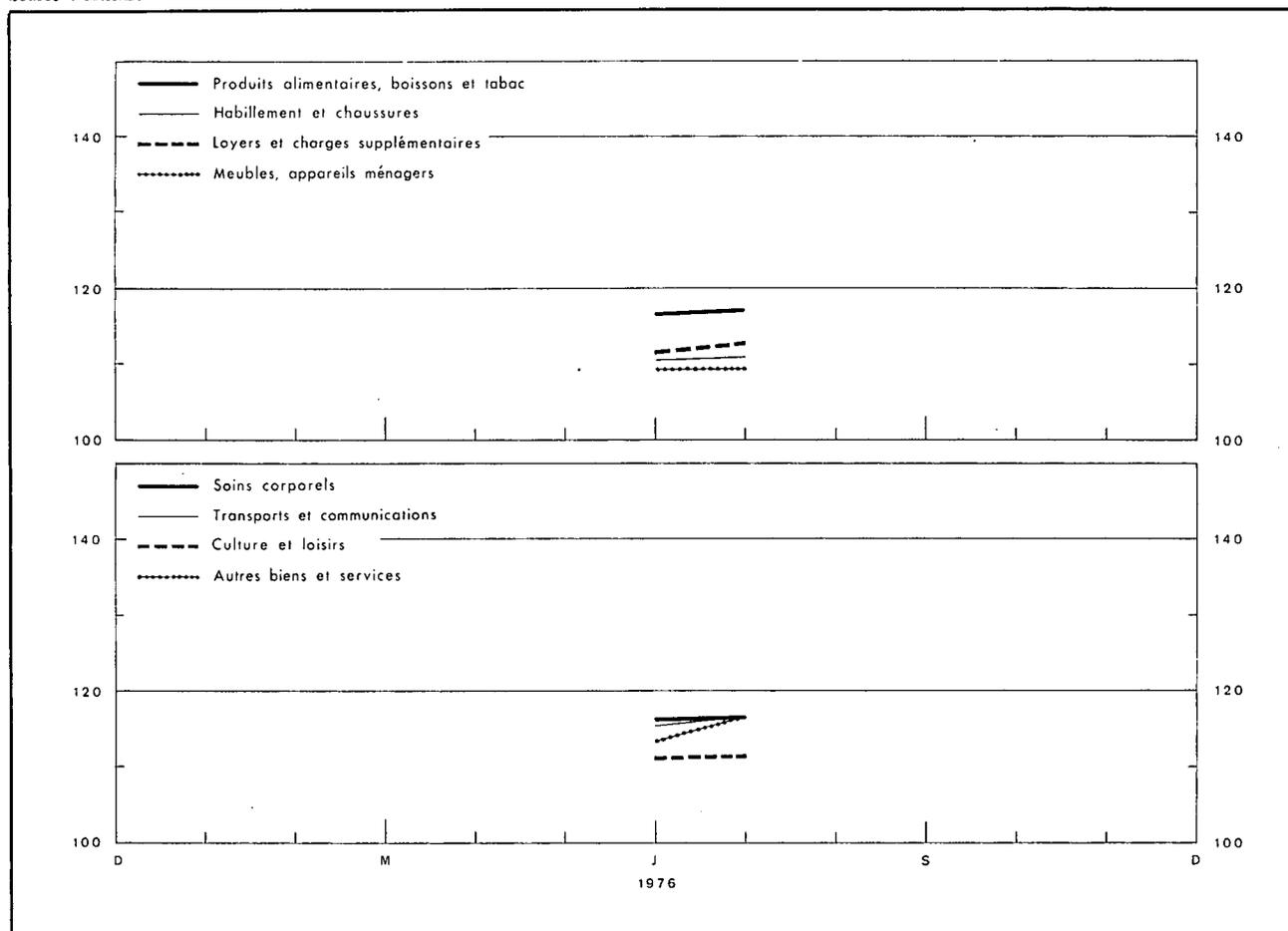
¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

VII - 4c. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Coefficient de pondération en p.c. de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1976 Juin	113,61	116,83	110,74	111,85	109,23	116,18	115,43	111,12	113,45
Juillet	114,53 ¹	117,06 ¹	111,01	112,98	109,48	116,65	116,78	111,30	116,74

* Pour passer de cet indice à l'indice base 1971 = 100, le Conseil national du Travail a fixé le coefficient de conversion à 1,37. Ce coefficient de conversion est obligatoirement d'application pour toutes les conventions conclues au sein des Commissions paritaires relatives

à la liaison à l'indice des prix à la consommation des salaires conventionnels.

¹ A l'exclusion de l'évolution du prix des fruits frais, légumes frais et pommes de terre.

Références bibliographiques : *Moniteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

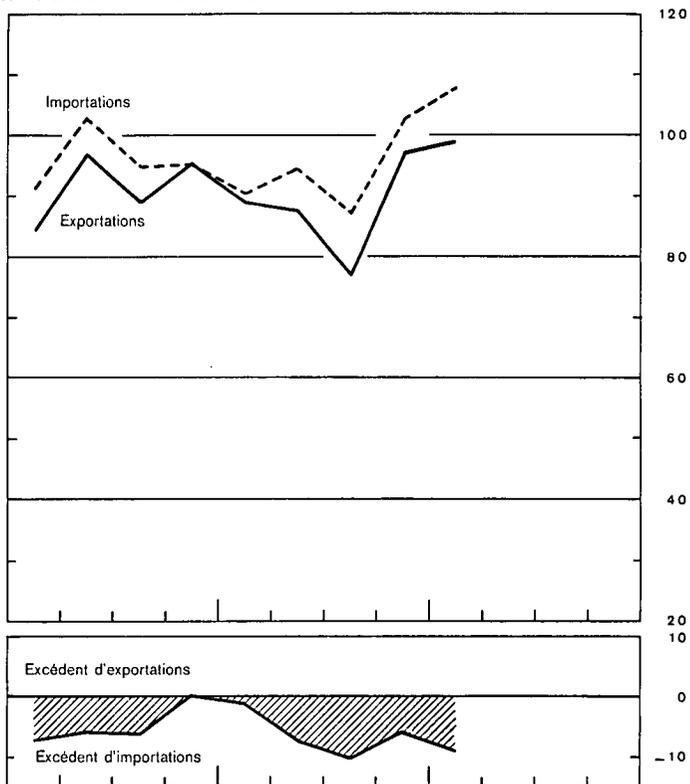
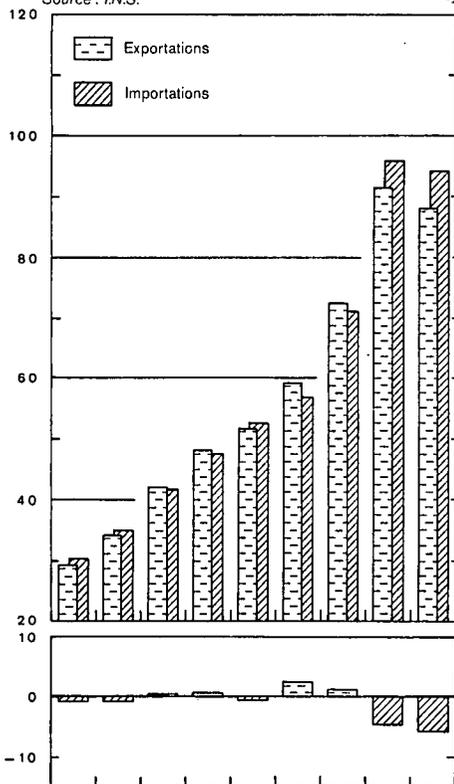
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

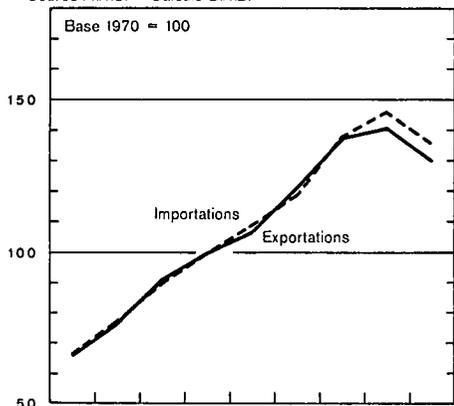
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

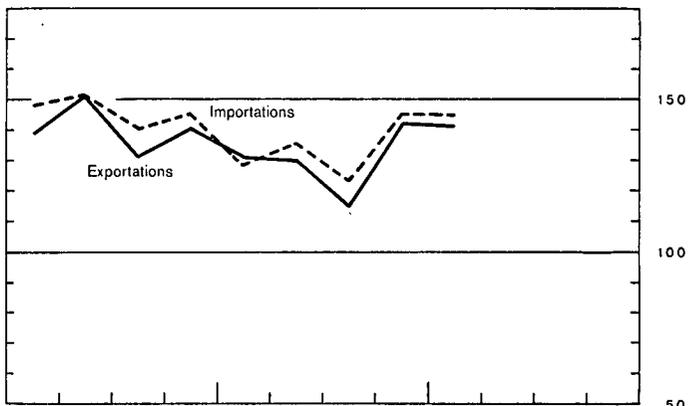
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

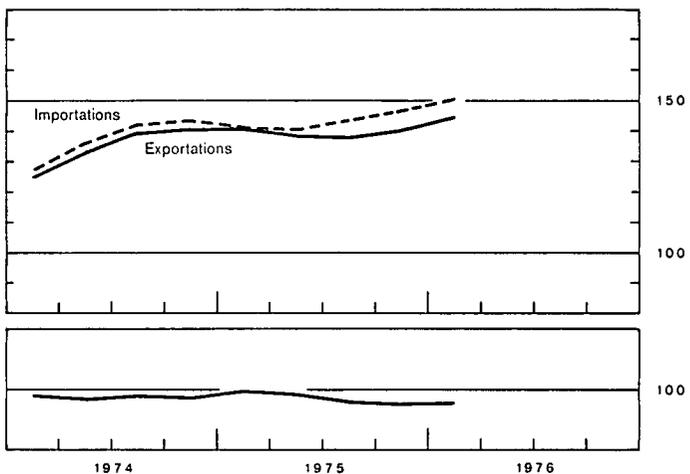
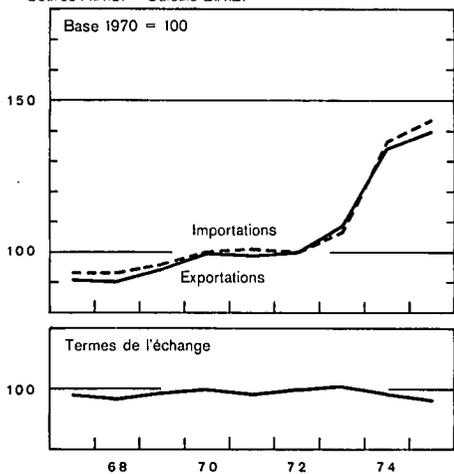


INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs : B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importations	l'exportation		
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,7	91,6	- 5,1	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975	93,9	88,1	- 5,8	94	136,1	129,9	144,4	139,8	96,8
1974 1 ^{er} trimestre	91,4	84,3	- 7,1	92	147,8	138,9	127,4	125,0	98,1
2 ^e trimestre	102,9	97,2	- 5,7	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	95,1	88,9	- 6,2	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	97,6	96,1	- 1,5	99	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	90,4	89,3	- 1,1	99	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
2 ^e trimestre	94,8	87,9	- 6,9	93	136,1	130,4	141,4	139,5	98,7
3 ^e trimestre	87,5	77,6	- 9,9	89	123,8	115,2	144,0	138,6	96,3
4 ^e trimestre	103,1	97,5	- 5,6	95	145,8	142,5	147,0	140,5	95,6
1976 1 ^{er} trimestre	108,1	99,4	- 8,7	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
1975 5 premiers mois	91,7	88,5	- 3,2	97					
6 premiers mois	92,6	88,6	- 4,0	96	132,5	131,1	141,7	140,6	99,2
7 premiers mois	91,6	87,8	- 3,8	96					
8 premiers mois	89,8	84,8	- 5,0	94					
9 premiers mois	90,9	85,0	- 5,9	94	129,6	125,8	142,5	139,9	98,2
10 premiers mois	92,9	86,4	- 6,5	93					
11 premiers mois	93,3	87,1	- 6,2	93					
12 mois	93,9	88,1	- 5,8	94	136,1	129,9	144,1	139,8	96,8
1976 1 ^{er} mois	103,8	90,2	- 13,6	87					
2 premiers mois	102,9	92,9	- 10,0	90					
3 premiers mois	108,1	99,4	- 8,7	92	144,9	140,9	150,8	144,6	95,9
4 premiers mois	109,3	100,7	- 8,6	92					
5 premiers mois	108,8	100,9	- 7,9	93					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$

N. B. — En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimiq- ues	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- tries alimen- taires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Car- rières	Mater. de cons- truction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Céra- miques	Ciments	Divers	Total
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	9,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
2 ^e trimestre	26,43	10,83	8,42	11,82	3,88	4,61	2,72	3,65	3,56	1,94	1,96	0,95	0,54	0,96	0,40	0,34	0,38	0,20	0,23	0,11	3,55	87,49
3 ^e trimestre	23,24	7,82	7,57	10,85	3,20	4,63	2,82	3,96	3,15	1,90	1,58	0,89	0,48	0,84	0,34	0,29	0,28	0,12	0,21	0,11	3,23	77,52
4 ^e trimestre	28,78	9,36	9,63	13,14	4,49	6,34	3,90	5,54	3,34	2,26	2,23	1,13	0,57	1,00	0,42	0,35	0,39	0,14	0,23	0,11	4,09	97,45
1976 1 ^{er} trimestre	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
1975 5 premiers mois	24,68	12,52	8,69	12,03	4,01	4,98	2,85	3,38	3,49	2,02	1,88	1,02	0,54	0,90	0,37	0,33	0,37	0,21	0,21	0,11	3,54	88,13
6 premiers mois	25,34	12,15	8,67	11,97	3,96	4,89	2,76	3,40	3,56	2,00	1,91	1,01	0,54	0,92	0,38	0,33	0,38	0,21	0,22	0,11	3,57	88,30
7 premiers mois	25,16	11,77	8,52	11,84	3,88	4,76	2,45	3,73	3,53	2,00	1,85	0,99	0,54	0,91	0,38	0,32	0,37	0,20	0,22	0,11	3,51	87,03
8 premiers mois	24,31	11,04	8,17	11,54	3,73	4,71	2,79	3,76	3,44	1,94	1,77	0,96	0,51	0,89	0,37	0,32	0,35	0,19	0,21	0,11	3,42	84,53
9 premiers mois	24,64	10,71	8,31	11,60	3,71	4,80	2,78	3,59	3,42	1,97	1,80	0,97	0,52	0,89	0,37	0,32	0,35	0,18	0,22	0,11	3,46	84,71
10 premiers mois	25,11	10,57	8,50	11,78	3,76	4,97	3,03	3,84	3,42	2,01	1,85	0,99	0,53	0,92	0,37	0,32	0,35	0,17	0,23	0,11	3,50	86,33
11 premiers mois	25,34	10,37	8,56	11,81	3,82	5,16	3,19	3,99	3,39	2,02	1,86	1,00	0,53	0,98	0,37	0,33	0,36	0,17	0,23	0,11	3,52	87,03
12 mois	25,72	10,32	8,64	11,97	3,91	5,25	3,18	4,08	3,41	2,04	1,91	1,01	0,53	0,92	0,38	0,33	0,36	0,17	0,22	0,11	3,62	88,08
1976 1 ^{er} mois	26,96	9,88	8,51	13,31	3,39	5,45	3,13	3,84	3,67	2,16	1,69	1,04	0,47	0,90	0,34	0,30	0,32	0,16	0,20	0,09	4,55	89,86
2 premiers mois	28,57	9,74	9,06	13,41	3,46	5,40	3,58	3,65	3,35	2,20	1,82	1,09	0,49	0,90	0,33	0,31	0,28	0,15	0,22	0,08	4,25	92,34
3 premiers mois	31,14	10,24	10,08	13,92	3,87	5,84	3,80	3,49	3,53	2,42	1,99	1,16	0,60	1,00	0,36	0,34	0,34	0,14	0,24	0,09	4,56	99,15
4 premiers mois	31,88	10,55	10,11	14,15	4,13	5,86	3,77	3,00	3,64	2,43	2,05	1,20	0,61	0,99	0,38	0,36	0,34	0,13	0,26	0,11	4,53	100,47
5 premiers mois	32,05	10,59	10,18	14,07	4,27	5,67	3,94	2,85	3,73	2,42	2,07	1,22	0,63	0,99	0,40	0,37	0,33	0,13	0,26	0,11	4,61	100,88

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés													Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1975	58,95	17,03	2,42	5,91	3,08	0,91	0,35	0,92	0,28	2,05	0,51	6,97	2,73	3,43	5,83	1,89	4,64	21,27	2,73	3,74	1,95	12,85	12,46	1,25	93,93
1974 1 ^{er} trimestre ..	58,03	18,02	3,52	5,37	3,18	1,33	0,50	1,04	0,26	1,77	0,53	5,68	1,00	2,74	6,31	1,81	4,47	19,51	2,49	2,98	1,93	12,11	11,41	0,77	89,72
2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,98	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95
2 ^e trimestre ..	57,08	17,24	2,40	5,55	3,21	0,94	0,36	0,94	0,30	2,11	0,53	6,28	1,73	3,42	5,39	1,96	4,74	20,67	2,67	3,70	1,89	12,41	12,31	1,42	91,48
3 ^e trimestre ..	52,24	14,77	2,10	5,17	2,58	0,79	0,28	0,76	0,24	1,90	0,44	7,59	1,90	2,60	4,39	1,67	4,62	20,27	2,49	3,50	1,86	12,41	10,85	1,47	84,83
4 ^e trimestre ..	65,41	18,95	2,69	6,84	3,80	1,07	0,35	0,93	0,29	2,18	0,52	8,05	2,89	3,64	6,70	1,90	4,61	22,94	3,16	4,25	2,10	13,43	13,92	0,82	103,09
1976 1 ^{er} trimestre ..	65,82	20,51	3,25	5,91	4,27	1,19	0,48	1,09	0,33	2,08	0,61	5,90	2,34	4,06	7,11	1,89	4,80	25,35	3,26	4,05	2,32	15,72	12,14	1,19	104,50

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974				1975				1976 1er trim.
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	152,3	135,2	149,2	156,2	157,4	150,9	149,0	152,1	155,1	159,0
Biens de consommation ...	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	131,1	116,3	118,6	122,0	127,1	127,8	127,9	131,8	134,9	137,8
Biens d'équipement	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	130,4	116,6	116,9	120,3	121,2	125,8	128,6	132,2	133,3	136,8
Ensemble ...	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	144,4	127,4	136,9	142,7	144,0	142,0	141,6	144,0	147,0	150,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	143,8	132,0	144,9	156,5	165,1	158,3	144,1	137,4	133,2	138,6
Fabrications métalliques ...	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	139,3	118,8	121,9	126,9	130,5	137,2	136,9	139,0	143,1	145,7
Métaux non ferreux	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	94,7	125,5	144,3	129,0	116,8	97,6	92,8	95,4	93,8	94,2
Textiles	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	126,7	119,8	127,6	129,2	131,2	129,6	125,4	126,7	125,6	128,3
Produits chimiques	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	145,6	129,8	141,5	148,1	144,7	149,8	147,8	140,9	142,0	151,9
Industrie houillère	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	146,4	95,7	111,0	114,0	144,3	163,2	116,3	153,0	153,1	162,4
Industrie pétrolière	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	260,6	158,3	184,8	256,4	244,9	225,1	254,9	268,2	282,9	298,4
Verres et glaces	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	118,9	105,8	108,0	112,3	115,4	116,8	119,6	119,0	120,2	120,0
Produits agricoles	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	133,8	128,5	125,9	121,7	126,9	130,4	132,8	135,3	141,1	147,3
Ciments	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	157,4	140,3	150,5	167,8	166,5	158,3	160,0	163,4	160,5	166,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	133,9	111,2	111,0	119,2	125,3	129,6	134,2	135,2	137,2	142,9
Carrières	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	136,0	117,0	121,2	128,1	132,7	131,5	133,9	138,5	146,8	144,2
Céramiques	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	176,7	140,2	148,5	157,5	160,8	171,9	173,4	176,7	175,0	186,2
Bois et meubles	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	136,0	120,8	126,9	131,2	134,0	134,4	134,6	136,4	139,0	137,8
Peaux, cuirs et chaussures .	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	118,0	107,3	117,8	126,6	116,7	118,1	113,3	119,6	120,4	128,3
Papier et livres	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	148,9	117,0	131,1	147,9	152,7	152,3	150,8	147,8	148,0	148,8
Tabacs manufacturés	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	146,5	133,1	134,4	143,1	138,9	145,1	151,4	140,6	147,4	145,2
Caoutchouc	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	143,8	123,5	133,1	138,4	140,4	144,3	143,4	144,2	143,9	145,2
Industries alimentaires	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	145,9	126,5	133,2	137,5	148,1	150,9	146,5	142,3	143,1	141,7
Divers	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	175,8	161,2	154,4	185,1	178,8	197,3	202,7	168,6	179,4	196,7
Ensemble ...	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	139,8	125,0	133,2	139,9	140,7	141,7	139,5	138,6	140,5	144,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	96,8	98,1	97,3	98,0	97,7	99,8	98,5	96,3	95,6	95,9

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1974				1975				1976
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	123,1	136,2	142,3	132,7	133,9	114,7	121,8	110,2	133,3	130,0
Biens de consommation ...	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	172,2	179,3	173,1	162,1	166,3	168,8	172,0	165,3	181,8	196,5
Biens d'équipement	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	146,0	153,5	165,5	148,3	168,5	141,1	151,2	129,5	150,9	142,1
Ensemble ...	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,1	147,8	152,2	141,4	145,7	128,9	136,1	123,8	145,8	144,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	100,6	124,6	143,5	128,6	137,3	119,0	105,1	80,2	98,6	103,2
Fabrications métalliques ...	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	141,3	134,8	154,9	126,3	146,5	136,5	147,8	126,8	154,1	161,6
Métaux non ferreux	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	103,0	120,5	130,4	108,8	110,2	102,3	103,7	86,8	119,5	100,9
Textiles	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	121,8	141,3	140,9	110,8	128,7	123,2	119,8	106,4	136,9	140,1
Produits chimiques	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	166,3	187,3	208,8	188,1	175,7	164,4	161,0	156,3	186,7	183,6
Industrie houillère	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	74,2	80,3	70,8	80,6	114,7	90,4	111,9	55,8	59,4	54,5
Industrie pétrolière	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	136,5	97,8	105,6	133,4	126,5	121,3	124,9	129,5	170,3	105,2
Verres et glaces	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	88,2	121,7	118,8	111,3	107,8	95,7	86,7	77,4	98,0	100,9
Produits agricoles	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	153,1	146,7	137,8	148,4	150,9	161,5	139,1	136,7	180,4	163,4
Ciments	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	70,0	111,8	107,2	113,0	87,3	61,3	66,4	72,9	71,0	56,5
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	75,7	84,9	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	119,5	140,7	158,8	127,2	130,6	122,5	124,1	106,5	124,8	118,3
Carrières	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	116,5	119,9	142,1	125,7	125,6	118,2	126,7	103,9	120,6	107,2
Céramiques	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	111,9	125,2	136,7	121,5	114,4	98,3	120,4	114,9	109,8	115,8
Bois et meubles	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	154,6	173,7	184,4	143,7	163,8	152,8	159,0	127,7	175,7	173,8
Peaux, cuirs et chaussures .	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	108,4	141,4	139,4	106,3	128,2	110,9	114,8	99,8	113,9	112,6
Papier et livres	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	121,1	147,7	161,9	135,6	143,1	120,2	114,2	113,2	134,7	146,2
Tabacs manufacturés	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	191,9	191,3	183,8	193,0	205,1	205,4	196,5	157,2	208,1	181,9
Caoutchouc	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	216,1	188,5	222,9	181,0	214,2	208,1	226,7	196,7	235,8	230,8
Industries alimentaires	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	158,8	168,6	174,5	160,0	154,0	160,9	163,5	149,3	160,1	169,0
Divers	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	115,1	109,9	128,8	119,7	122,6	115,2	111,6	107,9	129,5	127,2
Ensemble ...	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	129,9	138,9	151,9	132,2	141,2	131,7	130,4	115,2	142,5	140,9

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,44	19,71	- 1,73	16,66	18,31	+ 1,65	15,97	15,73	- 0,24
1975	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1974 1 ^{er} trimestre	21,44	18,24	- 3,20	16,73	17,97	+ 1,24	14,96	14,38	- 0,58
2 ^e trimestre	21,97	21,16	- 0,81	17,26	19,85	+ 2,59	17,57	16,43	- 1,14
3 ^e trimestre	20,90	19,32	- 1,58	15,48	17,14	+ 1,66	15,41	15,16	- 0,25
4 ^e trimestre	21,46	20,10	- 1,36	17,15	18,27	+ 1,12	15,95	16,96	+ 1,01
1975 1 ^{er} trimestre	20,15	19,05	- 1,10	16,12	16,03	- 0,09	15,75	15,00	- 0,75
2 ^e trimestre	21,00	19,92	- 1,08	17,23	17,04	- 0,19	15,79	15,43	- 0,36
3 ^e trimestre	18,97	18,00	- 0,97	14,47	14,51	+ 0,04	14,63	13,41	- 1,22
4 ^e trimestre	22,68	21,52	- 1,16	17,75	19,79	+ 2,04	16,85	16,47	- 0,38
1976 1 ^{er} trimestre	24,56	23,43	- 1,13	19,07	21,86	+ 2,79	16,97	16,17	- 0,80
1975 5 premiers mois	20,37	19,30	- 1,07	16,40	16,06	- 0,34	15,90	15,06	- 0,84
6 premiers mois	20,58	19,48	- 1,10	16,67	16,54	- 0,13	15,69	15,22	- 0,47
7 premiers mois	20,16	19,37	- 0,79	16,56	16,54	- 0,02	15,22	14,91	- 0,31
8 premiers mois	19,76	18,79	- 0,97	15,96	15,69	- 0,27	15,14	14,44	- 0,70
9 premiers mois	20,04	19,00	- 1,04	15,94	15,86	- 0,08	15,39	14,62	- 0,77
10 premiers mois	20,48	19,34	- 1,14	16,26	16,22	- 0,04	15,65	14,84	- 0,81
11 premiers mois	20,56	19,44	- 1,12	16,24	16,46	+ 0,22	15,74	14,98	- 0,76
12 mois	20,70	19,62	- 1,08	16,39	16,84	+ 0,45	15,76	15,08	- 0,68
1976 1 ^{er} mois	20,75	20,76	+ 0,01	17,13	18,52	+ 1,39	13,11	15,02	+ 1,91
2 premiers mois	23,18	21,77	- 1,41	17,86	20,01	+ 2,15	14,08	15,14	+ 1,06
3 premiers mois	24,56	23,43	- 1,13	19,07	21,86	+ 2,79	16,97	16,17	- 0,80
4 premiers mois	25,30	23,90	- 1,40	19,27	22,18	+ 2,91	17,26	16,65	- 0,61
5 premiers mois	25,43	23,93	- 1,50	19,12	22,36	+ 3,24	18,02	16,76	- 1,26
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,62	4,10	+ 0,48	5,57	4,95	- 0,62	63,92	64,07	+ 0,15
1975	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,26	+ 0,88	4,87	4,38	- 0,49	62,09	60,50	- 1,59
2 ^e trimestre	3,91	4,50	+ 0,59	6,79	4,83	- 1,96	68,12	68,08	- 0,04
3 ^e trimestre	3,56	3,85	+ 0,31	5,22	4,81	- 0,41	61,16	61,58	+ 0,42
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,40	5,76	+ 0,36	64,32	66,12	+ 1,80
1975 1 ^{er} trimestre	3,43	3,19	- 0,24	5,35	5,77	+ 0,42	61,53	60,41	- 1,12
2 ^e trimestre	3,55	3,18	- 0,37	5,97	5,51	- 0,46	64,19	62,30	- 1,89
3 ^e trimestre	3,83	3,02	- 0,81	5,12	5,14	+ 0,02	57,74	55,17	- 2,57
4 ^e trimestre	3,87	4,78	+ 0,91	6,87	6,33	- 0,54	68,88	70,63	+ 1,75
1976 1 ^{er} trimestre	4,10	4,65	+ 0,55	7,48	5,43	- 2,05	73,06	73,24	+ 0,18
1975 5 premiers mois	3,43	3,16	- 0,27	5,58	5,63	+ 0,05	62,37	60,52	- 1,85
6 premiers mois	3,48	3,18	- 0,30	5,66	5,64	- 0,02	62,86	61,36	- 1,50
7 premiers mois	3,53	3,20	- 0,33	5,51	5,62	- 0,11	61,69	60,89	- 0,80
8 premiers mois	3,55	3,05	- 0,50	5,34	5,45	+ 0,11	60,95	58,68	- 2,27
9 premiers mois	3,60	3,13	- 0,47	5,48	5,47	- 0,01	61,15	59,29	- 1,86
10 premiers mois	3,66	3,26	- 0,40	5,72	5,49	- 0,23	62,50	60,56	- 1,94
11 premiers mois	3,66	3,39	- 0,27	5,79	5,66	- 0,13	62,72	61,27	- 1,45
12 mois	3,67	3,54	- 0,13	5,83	5,69	- 0,14	63,09	62,13	- 0,96
1976 1 ^{er} mois	3,49	3,88	+ 0,39	7,74	5,42	- 2,32	63,08	64,96	+ 1,88
2 premiers mois	3,81	4,10	+ 0,29	6,82	5,38	- 1,44	66,60	68,01	+ 1,41
3 premiers mois	4,10	4,65	+ 0,55	7,48	5,43	- 2,05	73,06	73,24	+ 0,18
4 premiers mois	4,12	4,74	+ 0,62	7,65	5,60	- 2,05	74,51	74,67	+ 0,16
5 premiers mois	4,14	4,72	+ 0,58	7,72	5,49	- 2,23	75,39	74,50	- 0,89

1 République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,74	71,96	+ 2,22	6,29	5,13	- 1,16	4,31	3,03	- 1,28
1975	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1974 1 ^{er} trimestre	67,53	67,95	+ 0,42	6,13	4,45	- 1,68	3,26	2,59	- 0,67
2 ^e trimestre	74,04	76,31	+ 2,27	7,53	5,61	- 1,92	4,67	3,25	- 1,42
3 ^e trimestre	66,50	68,94	+ 2,44	5,91	5,12	- 0,79	4,71	3,07	- 1,64
4 ^e trimestre	70,91	74,65	+ 3,74	5,58	5,36	- 0,22	4,74	3,23	- 1,51
1975 1 ^{er} trimestre	67,68	68,46	+ 0,78	6,08	3,61	- 2,47	3,04	3,96	+ 0,92
2 ^e trimestre	70,58	-69,70	- 0,88	5,49	3,52	- 1,97	4,15	3,14	- 1,01
3 ^e trimestre	63,55	61,52	- 2,03	4,99	2,89	- 2,10	3,50	2,78	- 0,72
4 ^e trimestre	75,43	78,88	+ 2,95	7,32	4,38	- 2,94	4,38	2,98	- 1,40
1976 1 ^{er} trimestre	79,61	81,33	+ 1,72	6,12	3,51	- 2,61	4,94	3,72	- 1,22
1975 5 premiers mois	68,55	68,32	- 0,23	5,87	3,60	- 2,27	3,53	3,68	+ 0,15
6 premiers mois	69,13	69,08	- 0,05	5,79	3,56	- 2,23	3,59	3,55	+ 0,04
7 premiers mois	67,84	68,50	+ 0,66	5,65	3,49	- 2,16	3,49	3,49	...
8 premiers mois	66,37	66,03	- 0,34	5,52	3,39	- 2,13	3,49	3,36	- 0,13
9 premiers mois	67,62	66,56	- 1,06	5,52	3,34	- 2,18	3,56	3,30	- 0,26
10 premiers mois	68,74	67,95	- 0,79	5,82	3,42	- 2,40	3,66	3,28	- 0,38
11 premiers mois	68,92	68,59	- 0,33	5,87	3,56	- 2,31	3,69	3,25	- 0,44
12 mois	69,31	69,52	+ 0,21	5,97	3,60	- 2,37	3,77	3,22	- 0,55
1976 1 ^{er} mois	69,66	72,43	+ 2,77	6,25	3,33	- 2,92	5,73	3,39	- 2,34
2 premiers mois	73,01	75,42	+ 2,41	5,93	3,32	- 2,61	5,16	3,63	- 1,53
3 premiers mois	79,61	81,33	+ 1,72	6,12	3,51	- 2,61	4,94	3,72	- 1,22
4 premiers mois	81,09	82,64	+ 1,55	6,51	3,51	- 3,00	4,89	3,73	- 1,16
5 premiers mois	81,87	82,75	+ 0,88	6,59	3,56	- 3,03	4,84	3,78	- 1,06

Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,47	0,65	- 1,82	1,85	2,69	+ 0,84
1975	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,87	+ 0,14	1,92	0,54	- 1,38	1,77	2,14	+ 0,37
2 ^e trimestre	1,66	2,61	+ 0,95	3,72	0,57	- 3,15	1,72	2,82	+ 1,10
3 ^e trimestre	2,16	2,37	+ 0,21	2,46	0,68	- 1,78	1,83	2,74	+ 0,91
4 ^e trimestre	1,98	2,87	+ 0,89	1,76	0,82	- 0,94	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,89	+ 1,50	1,08	0,75	- 0,35	1,99	3,25	+ 1,25
2 ^e trimestre	1,63	1,78	+ 0,15	1,51	0,54	- 0,97	1,92	2,65	+ 0,73
3 ^e trimestre	1,81	1,82	+ 0,01	1,54	0,34	- 1,20	1,78	2,09	+ 0,31
4 ^e trimestre	1,94	2,14	+ 0,20	1,44	0,53	- 0,91	1,88	2,42	+ 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	1,87	1,60	- 0,27	1,22	0,41	- 0,81	2,01	2,27	+ 0,26
1975 5 premiers mois	1,48	2,51	+ 1,03	1,44	0,69	- 0,75	1,92	3,12	+ 1,20
6 premiers mois	1,51	2,34	+ 0,83	1,30	0,64	- 0,66	1,96	2,95	+ 0,99
7 premiers mois	1,52	2,29	+ 0,77	1,41	0,61	- 0,80	1,92	2,88	+ 0,96
8 premiers mois	1,54	2,15	+ 0,61	1,43	0,57	- 0,86	1,85	2,78	+ 0,93
9 premiers mois	1,61	2,16	+ 0,55	1,38	0,54	- 0,84	1,90	2,66	+ 0,76
10 premiers mois	1,70	2,17	+ 0,47	1,38	0,53	- 0,85	1,91	2,61	+ 0,70
11 premiers mois	1,69	2,15	+ 0,46	1,34	0,53	- 0,81	1,88	2,57	+ 0,69
12 mois	1,70	2,16	+ 0,46	1,39	0,54	- 0,85	1,89	2,60	+ 0,71
1976 1 ^{er} mois	1,79	1,41	- 0,38	1,49	0,38	- 1,11	1,76	2,30	+ 0,54
2 premiers mois	1,71	1,42	- 0,29	0,87	0,36	- 0,51	1,99	2,21	+ 0,22
3 premiers mois	1,87	1,60	- 0,27	1,22	0,41	- 0,81	2,01	2,27	+ 0,26
4 premiers mois	2,08	1,56	- 0,52	1,30	0,43	- 0,87	2,04	2,29	+ 0,25
5 premiers mois	2,14	1,65	- 0,49	1,47	0,44	- 1,03	1,94	2,30	+ 0,36

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du

Commerce extérieur. — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	+ 11,3	872,5	887,8	- 15,3
1.12 Travail à façon	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	+ 16,9	26,3	10,5	+ 15,8
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	+ 13,9	16,8	—	+ 16,8
1.2 Or non monétaire	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	- 7,3	16,7	15,7	+ 1,0
1.3 Frets ²	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	+ 3,7	48,9	42,2	+ 6,7
1.4 Assur. pour le transport de marchandises ² ...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	1,2	1,7	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	- 0,5	17,7	17,0	+ 0,7
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	- 17,9	31,8	51,9	- 20,1
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	+ 12,1	150,2	133,8	+ 16,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	+ 13,2	24,5	9,4	+ 15,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	+ 5,1	13,8	8,3	+ 5,5
1.92 Autres	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	+ 0,4	77,0	72,7	+ 4,3
Total 1 ...	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4	1.297,4	1.251,0	+ 46,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	+ 6,8	25,3	18,2	+ 7,1
2.2 Transferts de l'Etat	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	- 21,4	3,4	32,0	- 28,6
Total 2 ...	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	- 14,6	28,7	50,2	- 21,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	- 1,5	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	- 0,9	1,6	1,0	+ 0,6
3.12 Avoirs	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	- 1,5	0,1	3,4	- 3,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	- 3,9	1,7	5,9	- 4,2
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	+ 1,1	1,8	0,3	+ 1,5
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	- 2,1	0,1	1,8	- 1,7
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	- 15,4	—	36,1	- 36,1
4.312 Investissements directs	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	- 14,5	7,8	13,3	- 5,5
4.313 Immeubles	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	- 3,8	1,5	4,5	- 3,0
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	- 12,6	—	3,2	- 3,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	- 2,9	1,6	—	+ 1,6
4.322 Investissements directs	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	+ 41,8	37,7	3,8	+ 33,9
4.323 Immeubles	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 2,1	2,4	1,0	+ 1,4
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 1,2	4,3	—	+ 4,3
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	- 5,1	57,2	64,0	- 6,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	11,2	—	+ 11,2
Total 1 à 5 ...	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	+ 30,5	1.396,2	1.371,1	+ 25,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	+ 5,9	—	—	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	+ 2,6	—	—	- 6,2
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	+ 13,9	—	—	+ 12,0
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	+ 0,6	—	—	+ 0,4
6.23 B.N.B. ⁶	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	+ 7,5	—	—	+ 18,2
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaieur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1974				1975				1976 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 1,3	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+ 9,2	- 5,4	- 8,7	-10,4	-25,6
1.12 Travail à façon	+ 4,7	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4	+ 4,2	+ 3,1	+ 4,1	+ 3,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 5,0	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6	+ 6,7	+ 2,2	+ 5,3	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	+ 0,1	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,2	- 0,8	- 1,0
1.3 Frets ²	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,9	+ 1,5	+ 1,5
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	...
1.5 Autres frais de transport	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
1.6 Déplacements à l'étranger	- 2,9	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,8	- 5,1	- 9,7	- 1,5	- 4,2
1.7 Revenus d'investissements	+ 4,0	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 0,8	+ 6,1	+ 5,2	+ 4,9
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 3,4	+ 3,8	+ 3,6	+ 4,3	+ 5,0
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,7	+ 1,6	+ 0,8	+ 1,2
1.92 Autres	- 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8	+ 1,0	- 0,4	+ 2,9	+ 0,5
Total 1 ...	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+24,0	+10,0	+ 0,9	+11,5	-10,7
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,2	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	+ 0,3	+ 2,4	+ 3,0	+ 1,5
2.2 Transferts de l'Etat	- 5,6	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 6,1	- 7,5	- 6,9	- 8,1	- 7,0
Total 2 ...	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,7	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 0,3
3.112 Autres opérations	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6	+ 0,9	- 0,3	+ 0,6	- 0,1
3.12 Avoirs	- 0,4	...	- 0,4	- 0,7	...	- 1,3	- 0,1	- 1,9	- 0,1
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,5	...	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	- 0,9	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,0	- 1,7	- 0,6	- 0,4	+ 1,0
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 4,2	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,8	-11,1	- 6,2	-10,0	-10,3
4.312 Investissements directs	- 0,9	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0	- 2,9	...	- 0,6	- 3,9
4.313 Immeubles	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,5	- 0,9	- 0,5
4.314 Autres	- 2,5	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,6	...	- 0,5	- 1,1	- 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	- 0,2	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9	- 0,1	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,1
4.322 Investissements directs	+ 9,4	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,5	+ 7,5	+ 7,0	+11,9	+ 5,9
4.323 Immeubles	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,5
4.324 Autres	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 1,7	+ 3,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,7	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 3,7
5. Erreurs et omissions	- 3,9	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 3,2	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 2,7
Total 1 à 5 ...	+10,1	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,7	- 0,4	- 3,0	+ 7,8	-23,1
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 3,1	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 1,0	...	- 3,1	+ 1,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,1	+ 0,8	- 4,4	- 6,7	+ 5,7
6.212 Monnaies étrangères ⁵	+20,7	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6	- 1,5	+ 1,4	+ 9,5	+14,6
6.22 Organismes monétaires divers	...	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1	- 1,4	+ 1,7	- 1,0	- 1,2
6.23 B.N.B. ⁵	-16,6	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1	+ 0,7	- 1,7	+ 9,1	-43,9
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1975			1976			1975	1976 p
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	5 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	226,8	237,2	-10,4	235,3	260,9	-25,6	+ 8,6 ^a	-28,3 ⁷
1.12 Travail à façon	7,0	2,9	+ 4,1	6,1	2,4	+ 3,7	+ 7,3	+ 7,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	5,3	—	+ 5,3	3,1	—	+ 3,1	+ 6,7	+ 7,1
1.2 Or non monétaire	1,7	2,5	- 0,8	1,0	2,0	- 1,0	+ 0,3	- 2,2
1.3 Frets ²	12,1	10,6	+ 1,5	12,2	10,7	+ 1,5	+ 2,9	+ 2,7
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,3	0,3	...	0,4	0,4	...	- 0,2	...
1.5 Autres frais de transport	4,6	4,5	+ 0,1	4,5	4,3	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	8,4	9,9	- 1,5	8,9	13,1	- 4,2	- 6,3	- 7,5
1.7 Revenus d'investissements	37,1	31,9	+ 5,2	36,2	31,3	+ 4,9	+ 4,4	+ 9,0
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	6,6	2,3	+ 4,3	7,3	2,3	+ 5,0	+ 5,9	+ 8,0
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	3,1	2,3	+ 0,8	3,5	2,3	+ 1,2	+ 2,4	+ 2,0
1.92 Autres	22,0	19,1	+ 2,9	20,1	19,6	+ 0,5	+ 1,3	+ 2,2
Total 1 ...	335,0	323,5	+11,5	338,6	349,3	-10,7	+33,8	+ 0,4
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	7,8	4,8	+ 3,0	6,9	5,4	+ 1,5	+ 2,0	+ 3,3
2.2 Transferts de l'Etat	0,9	9,0	- 8,1	0,8	7,8	- 7,0	-11,3	-12,3
Total 2 ...	8,7	13,8	- 5,1	7,7	13,2	- 5,5	- 9,3	- 9,0
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,3	- 0,3	—	0,3	- 0,3	- 0,7	- 0,7
3.112 Autres opérations	1,0	0,4	+ 0,6	0,1	0,2	- 0,1	- 0,7	- 0,1
3.12 Avoirs	0,1	2,0	- 1,9	...	0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,1	2,7	- 1,6	0,1	0,6	- 0,5	- 1,6	- 1,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,9	...	+ 0,9	0,6	0,2	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,1	0,5	- 0,4	1,4	0,4	+ 1,0	- 0,6	+ 3,0
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	10,0	-10,0	—	10,3	-10,3	-14,8	- 7,8
4.312 Investissements directs	1,5	2,1	- 0,6	0,5	4,4	- 3,9	- 4,6	- 5,1
4.313 Immeubles	0,3	1,2	- 0,9	0,5	1,0	- 0,5	- 1,4	- 0,9
4.314 Autres (chiffres nets)	—	1,1	- 1,1	—	0,6	- 0,6	- 1,1	- 3,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,3	—	+ 0,3	0,1	—	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3
4.322 Investissements directs	13,0	1,1	+11,9	6,5	0,6	+ 5,9	+12,9	+ 6,0
4.323 Immeubles	0,8	0,3	+ 0,5	0,8	0,3	+ 0,5	+ 0,6	+ 0,8
4.324 Autres (chiffres nets)	1,7	—	+ 1,7	3,7	—	+ 3,7	+ 1,8	+ 5,4
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	18,6	16,3	+ 2,3	14,1	17,8	- 3,7	- 6,3	- 1,7
5. Erreurs et omissions (nettes)	0,7	—	+ 0,7	—	2,7	- 2,7	+ 2,8	+ 2,8
Total 1 à 5 ...	364,1	356,3	+ 7,8	360,5	383,6	-23,1	+19,4	- 8,5
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	- 3,1	—	—	+ 1,7	+ 4,0	+ 3,5
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 6,7	—	—	+ 5,7	- 1,2	- 0,7
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	+ 9,5	—	—	+14,6	- 1,0	+ 6,5
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	- 1,0	—	—	- 1,2	+ 1,0	- 0,7
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	+ 9,1	—	—	-43,9	+16,6	-17,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 375,8; importations = 307,2.

⁷ Exportations = 806,8; importations = 425,1.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1972	1973	1974	1975	1975				1976 p
					1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+60,0	+ 57,1	+50,4	+46,4	+24,0	+10,0	+ 0,9	+11,5	-10,7
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,8	- 12,1	-14,6	-21,5	- 4,7	- 7,2	- 4,5	- 5,1	- 5,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 4,2	- 1,1	- 0,9	- 0,6	- 1,6	- 0,5
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3	...	+ 0,1	+ 0,4
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	-20,2	- 13,1	- 5,1	- 6,8	- 0,7	- 8,7	+ 0,3	+ 2,3	- 3,7
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 2,7	- 10,8	-21,7	-57,0	- 5,2	-30,5	-15,5	- 5,8	- 3,6
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-14,9	- 53,2	-13,9	- 3,2	- 4,8	+15,6	-10,7	- 3,3	-28,4
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	+52,5	+ 3,4	+33,2	+ 9,8	+ 6,1	-10,0
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+23,5	+ 46,7	+12,5	- 5,0	- 2,6	-16,1	+ 9,5	+ 4,2	+39,2
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 7,6	- 5,7	-10,7	- 4,8	- 0,4	+ 2,5	- 1,0	- 5,9	- 4,5
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	+10,1	- 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 6,1	- 7,7
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	- 8,2	- 0,3	-10,0	+ 9,8	+ 8,7	+ 0,7	+ 7,3	- 6,9	-16,4
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	- 6,9	- 2,6	+ 1,7	+ 3,3	- 9,3	- 4,2
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 0,4	+ 5,4	+12,4	- 1,2	- 1,0	- 0,1	- 6,1	+ 6,0	+ 5,6
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	+11,2	+ 3,2	+ 6,4	+ 0,9	+ 0,7	- 2,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme .....	...	- 2,7	+ 1,5	- 0,9	+ 1,9	- 3,2	+ 1,0	- 0,6	+ 2,8
Total 1 à 7 ...	+23,6	+ 34,4	+13,4	+18,8	+17,8	+ 4,7	- 2,2	- 1,5	-49,9
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	+ 5,1	+ 0,5	+ 1,5	+ 3,2	- 0,1	+ 3,1
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	+ 3,5	- 3,5	...	+ 7,2	- 3,6	- 3,6	...	-33,1
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	+17,4	+ 30,8	+17,7	+13,9	+ 9,2	+ 6,5	- 0,6	- 1,2	-19,2
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 1,2	- 0,2	+ 0,7	...	+ 0,7	+ 3,5
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	- 0,6	+ 0,6	+ 0,2	- 1,2	- 0,2	- 0,7
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 0,8	+ 0,5	- 0,6	...	- 0,7	- 3,5

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Bulletin d'Information et de Documentation*, XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires »; XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie « Statistiques » :

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, no 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : LI^e année, tome II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1975 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

	Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 livres ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zafre	100 yens
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—	
1969	50,13	10,12 ¹ 8,98 ²	119,85	13,84	11,63	12,56 ³ 13,47 ⁴	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁵	—	—	
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁶	—	
1971	49,65	9,00	120,00	13,80 ⁷ 13,99 ⁹	11,54 ⁷ 12,15 ⁹	13,66 ⁷ 14,21 ⁹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	191,99 ⁷ 199,07 ⁹	71,38	11,89	100,01	—	
1971	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—	
1971	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—	
1972	44,01	8,73	114,62 ¹³ 105,88 ¹³	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—	
1973	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—	
1973	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—	
1973	38,05	8,76	93,72	13,75 ¹⁸ 14,48 ¹⁹	12,37	14,23 ²⁰ 15,17 ²¹	6,53	8,87	6,74 ²² 7,11 ¹⁶	6,46	38,03	160,66	194,99 ²³ 205,99 ²⁴	66,36	10,15	76,10	—	
1974	38,95	8,68 ²⁵ 8,07 ²⁶	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,39	
1975	36,80	8,58	81,45	14,54	14,24	14,95	5,64	8,86	7,04	6,41	36,19	145,22	211,50	64,10	10,01	73,61	12,41	
1974	2 ^o trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,69	
	3 ^o trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,03	
	4 ^o trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,60	
1975	1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,73	11,92	
	2 ^o trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,99	
	3 ^o trim.	38,09	8,75	81,05	14,52	14,29	5,73	8,88	7,04	6,45	36,97	145,61	211,83	65,44	10,12	76,18	12,79	
	4 ^o trim.	39,16	8,85	80,00	14,69	14,78	5,76	8,91	7,08	6,46	38,49	146,44	213,38	66,01	10,14	78,32	12,91	
1976	1 ^{er} trim.	39,22	8,76 ²⁹ 8,39 ²⁸	78,38	14,66	15,22	5,15	8,95	7,08	6,38	39,43	141,58	213,90	61,61	10,22	78,49 ³² 45,19 ³¹	12,99	
	2 ^o trim.	39,27	8,35	70,95	14,47	15,75	4,57	8,89	7,13	6,47	40,14	130,11	214,56	58,12	10,14	45,07	13,14	
1975	Juillet	36,80	8,72	80,39	14,44	14,11	5,67	8,94	7,10	6,45	35,72	145,59	211,95	64,28	10,05	73,60	12,43	
	Août	38,28	8,75	80,96	14,49	14,27	5,73	8,87	7,01	6,43	37,00	145,19	211,02	65,67	10,12	76,56	12,86	
	Sept.	39,21	8,77	81,78	14,61	14,48	5,79	8,83	7,00	6,46	38,21	146,00	212,44	66,39	10,17	78,42	13,09	
	Oct.	38,94	8,84	80,11	14,66	14,63	5,74	8,87	7,05	6,47	38,02	146,47	213,22	65,83	10,07	77,89	12,90	
	Nov.	39,03	8,86	79,98	14,69	14,71	5,75	8,90	7,07	6,47	38,50	146,53	213,12	65,88	10,11	78,06	12,91	
	Déc.	39,51	8,86	79,91	14,71	15,00	5,79	8,97	7,11	6,43	39,01	146,32	213,80	66,32	10,22	79,03	12,94	
1976	Janv.	39,30	8,78	79,72	14,71	15,10	5,61	8,98	7,07	6,38	39,06	144,37	213,78	65,85	10,23	78,60	12,91	
	Févr.	39,10	8,75	79,27	14,69	15,23	5,10	8,95	7,08	6,37	39,34	143,10	214,07	60,54	10,21	78,20	12,98	
	Mars	39,25	8,72 ²⁷ 8,39 ²⁸	76,38	14,59	15,31	4,77	8,92	7,08	6,39	39,84	137,70	213,85	58,67	10,21	78,83 ³⁰ 45,19 ³¹	13,07	
	Avril	38,97	8,34	71,99	14,51	15,42	4,44	8,85	7,10	6,46	39,64	131,89	214,55	57,95	10,13	44,89	13,04	
	Mai	39,19	8,34	70,89	14,43	15,77	4,59	8,89	7,14	6,47	40,00	130,55	213,96	58,00	10,13	44,96	13,12	
	Juin	39,64	8,37	70,01	14,48	16,06	4,68	8,91	7,15	6,47	40,73	128,01	215,13	58,41	10,17	45,34	13,26	
	Juillet	39,70	8,21	70,92	14,55	15,99	4,74	8,89	7,11	6,44	40,86	126,86	216,73	58,38	10,22	45,48	13,48	

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1960.
 2 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
 3 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1960. La cotation a été suspendue du 25 septembre au 24 octobre.
 4 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
 5 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.
 6 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
 7 Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.
 8 Moyenne du 1^{er} janvier au 18 août 1971.
 9 Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.
 10 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.
 11 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.
 12 Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.
 13 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.
 14 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.
 15 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1978.

16 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
 17 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
 18 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
 19 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
 20 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
 21 Moyenne du 20 juin au 31 décembre 1973.
 22 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
 23 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
 24 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.
 25 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.
 26 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.
 27 Moyenne du 1^{er} au 14 mars 1976.
 28 Moyenne du 15 au 31 mars 1976.
 29 Moyenne du 1^{er} janvier au 14 mars 1976.
 30 Moyenne du 1^{er} au 15 mars 1976.
 31 Moyenne du 16 au 31 mars 1976.
 32 Moyenne du 1^{er} janvier au 15 mars 1976.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 juillet 1976

	100 francs belges		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	14,18	14,8325	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7420	7,0520	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du marché au comptant 1)	
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1975	36,80	37,80	37,92	+ 0,74	+ 0,19
1974 2 ^e trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
3 ^e trimestre	38,09	39,57	39,65	- 0,27	- 1,16
4 ^e trimestre	39,16	40,25	40,34	- 0,66	- 0,54
1976 1 ^{er} trimestre	39,22	40,45	40,58	+ 3,64	+ 2,00
2 ^e trimestre	39,27	40,17	40,30	+ 4,75	+ 4,41
1975 Juillet	36,80	38,61	38,75	+ 0,72	- 0,70
Août	38,28	39,57	39,66	- 0,13	- 1,14
Septembre	39,21	40,53	40,55	- 1,40	- 1,63
Octobre	38,94	40,13	40,20	- 1,01	- 1,04
Novembre	39,03	40,12	40,19	- 0,62	- 0,40
Décembre	39,51	40,51	40,63	- 0,34	- 0,19
1976 Janvier	39,30	40,14	40,27	+ 0,81	+ 0,77
Février	39,10	40,36	40,51	+ 3,73	+ 2,14
Mars	39,25	40,85	40,97	+ 6,39	+ 3,08
Avril	38,97	40,40	40,55	+ 7,13	+ 5,94
Mai	39,19	39,96	40,08	+ 4,39	+ 4,28
Juin	39,64	40,14	40,27	+ 2,73	+ 3,02
Juillet	39,70	40,32	40,44	+ 4,10	+ 3,77

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	⁽³⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	⁽³⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1974	483,8	484,4	- 0,6	5,7	62,9	- 57,2	- 57,8
1975 3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
6 premiers mois	254,4	325,8	- 71,4	3,5	38,8	- 35,3	-106,7
7 premiers mois	323,2	380,4	- 57,2	4,2	46,0	- 41,8	- 99,0
8 premiers mois	361,3	415,9	- 54,6	4,8	51,1	- 46,3	-100,9
9 premiers mois	399,3	464,9	- 65,6	5,4	57,4	- 52,0	-117,6
10 premiers mois	471,3	516,6	- 45,3	6,1	66,9	- 60,8	-106,1
11 premiers mois	513,6	563,9	- 50,3	6,6	72,3	- 65,7	-116,0
12 mois	577,5	620,3	- 42,8	7,6	78,6	- 71,0	-113,8
1976 1 ^{er} mois	50,1	72,9	- 22,8	0,7	8,3	- 7,6	- 30,4
2 premiers mois	98,7	130,5	- 31,8	1,4	12,9	- 11,5	- 43,3
3 premiers mois	133,6	195,7	- 62,1	2,1	19,6	- 17,5	- 79,6
4 premiers mois	198,1	273,9	- 75,8	2,7	26,6	- 23,9	- 99,7
5 premiers mois	241,3	325,8	- 84,5	3,3	32,4	- 29,1	-113,6
6 premiers mois	287,3	387,5	-100,2	4,1	39,3	- 35,2	-135,4

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissements de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer (6) = (4) + (5) ou - [(7) + (18)]	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1974 3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
6 premiers mois	- 79,9	+ 1,6	- 19,9	- 98,2	...	- 98,2	+ 62,4	+ 15,4	+ 17,2	+ 3,2	...	...	+ 35,8
9 premiers mois	- 61,0	+ 4,4	- 28,6	- 85,2	...	- 85,2	+ 87,9	- 0,5	- 7,5	- 0,7	...	+ 6,0	- 2,7
12 mois	- 57,8	+ 4,3	- 39,3	- 92,8	...	- 92,8	+ 84,9	+ 4,7	- 3,2	+ 2,3	...	+ 4,1	+ 7,9
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
6 premiers mois	-106,7	+ 7,9	- 16,3	-115,1	...	-115,1	+ 56,2	+ 15,4	+ 40,2	+ 5,4	...	- 2,1	+ 58,9
7 premiers mois	- 99,0	+ 3,9	- 19,1	-114,2	...	-114,2	+ 82,8	...	+ 27,3	+ 6,2	...	- 2,1	+ 31,4
8 premiers mois	-100,9	+ 3,0	- 21,5	-119,4	- 0,1	-119,5	+ 82,8	- 5,1	+ 41,0	+ 3,5	...	- 2,7	+ 36,7
9 premiers mois	-117,6	+ 5,9	- 25,1	-136,8	...	-136,8	+ 83,2	+ 6,3	+ 46,9	+ 2,9	...	- 2,5	+ 53,6
10 premiers mois	-106,1	+ 3,5	- 29,0	-131,6	- 7,1	-138,7	+122,7	- 5,1	+ 23,7	+ 5,9	...	- 8,5	+ 16,0
11 premiers mois	-116,0	+ 7,0	- 31,2	-140,2	- 0,9	-141,1	+122,8	- 5,1	+ 28,7	+ 2,2	...	- 7,5	+ 18,3
12 mois	-113,8	+ 9,6	- 35,0	-139,2	...	-139,2	+122,8	- 0,9	+ 15,2	+ 3,7	...	- 1,6	+ 16,4
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 3,1	- 35,0	- 12,4	- 47,4	+ 22,7	- 4,2	+ 24,1	+ 11,0	...	- 6,2	+ 24,7
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 6,1	- 51,5	...	- 51,5	+ 23,2	+ 14,8	+ 14,0	- 0,3	...	- 0,2	+ 28,3
3 premiers mois	- 79,6	- 1,9	- 9,2	- 90,7	...	- 90,7	+ 62,5	+ 16,4	+ 8,7	+ 3,2	...	- 0,1	+ 28,2
4 premiers mois	- 99,7	- 3,1	- 12,7	-115,5	...	-115,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 24,2	+ 17,5	...	- 0,1	+ 58,0
5 premiers mois	-113,6	- 1,3	- 16,6	-131,5	...	-131,5	+ 57,5	+ 16,4	+ 50,8	+ 6,9	...	- 0,1	+ 74,0
6 premiers mois	-135,4	+ 5,3	- 22,0	-152,1	...	-152,1	+ 99,7	+ 16,4	+ 28,1	+ 8,2	...	- 0,3	+ 52,4

¹ Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

² Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

³ Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.L. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974	- 97,1	+ 0,4	- 96,7	+ 39,3	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5

¹ Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie [colonne (2) du tableau XI-2], mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte.

⁶ Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

⁷ Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974	- 57,8	+ 0,4	- 57,4	+ 50,9	+ 3,8	+ 5,2	+ 59,9	- 2,5
1975 3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,5	+ 66,0	- 0,9
6 premiers mois	- 106,7	+ 5,6	- 101,1	+ 43,1	- 0,3	+ 58,8	+ 101,6	- 0,5
7 premiers mois	- 99,0	+ 0,4	- 98,6	+ 68,2	- 1,5	+ 32,5	+ 99,2	- 0,6
8 premiers mois	- 100,9	- 0,4	- 101,3	+ 65,9	- 1,9	+ 37,7	+ 101,7	- 0,4
9 premiers mois	- 117,6	+ 2,8	- 114,8	+ 62,4	- 2,1	+ 55,4	+ 115,7	- 0,9
10 premiers mois	- 106,1	- 1,4	- 107,5	+ 99,9	+ 3,8	+ 10,1	+ 107,9	- 0,4
11 premiers mois	- 116,0	+ 2,0	- 114,0	+ 97,9	- 2,1	+ 17,7	+ 113,5	+ 0,5
12 mois	- 113,8	+ 4,5	- 109,3	+ 94,4	- 2,4	+ 17,9	+ 109,9	- 0,6
1976 1 ^{er} mois	- 30,4	- 1,5	- 31,9	+ 19,7	- 0,3	+ 12,4	+ 31,8	+ 0,1
2 premiers mois	- 43,3	- 2,1	- 45,4	+ 17,1	- 0,5	+ 28,5	+ 45,1	+ 0,3
3 premiers mois	- 79,6	- 3,3	- 82,9	+ 54,9	- 0,9	+ 28,5	+ 82,5	+ 0,4
4 premiers mois	- 99,7	- 3,2	- 102,9	+ 45,3	- 1,5	+ 59,2	+ 103,0	- 0,1
5 premiers mois	- 113,6	- 1,2	- 114,8	+ 41,2	- 1,7	+ 75,5	+ 115,0	- 0,2
6 premiers mois	- 135,4	+ 4,5	- 130,9	+ 79,1	- 1,9	+ 53,7	+ 130,9	...

¹ Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

² Voir note 2 de la série précédente.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Voir note 5 de la série précédente.

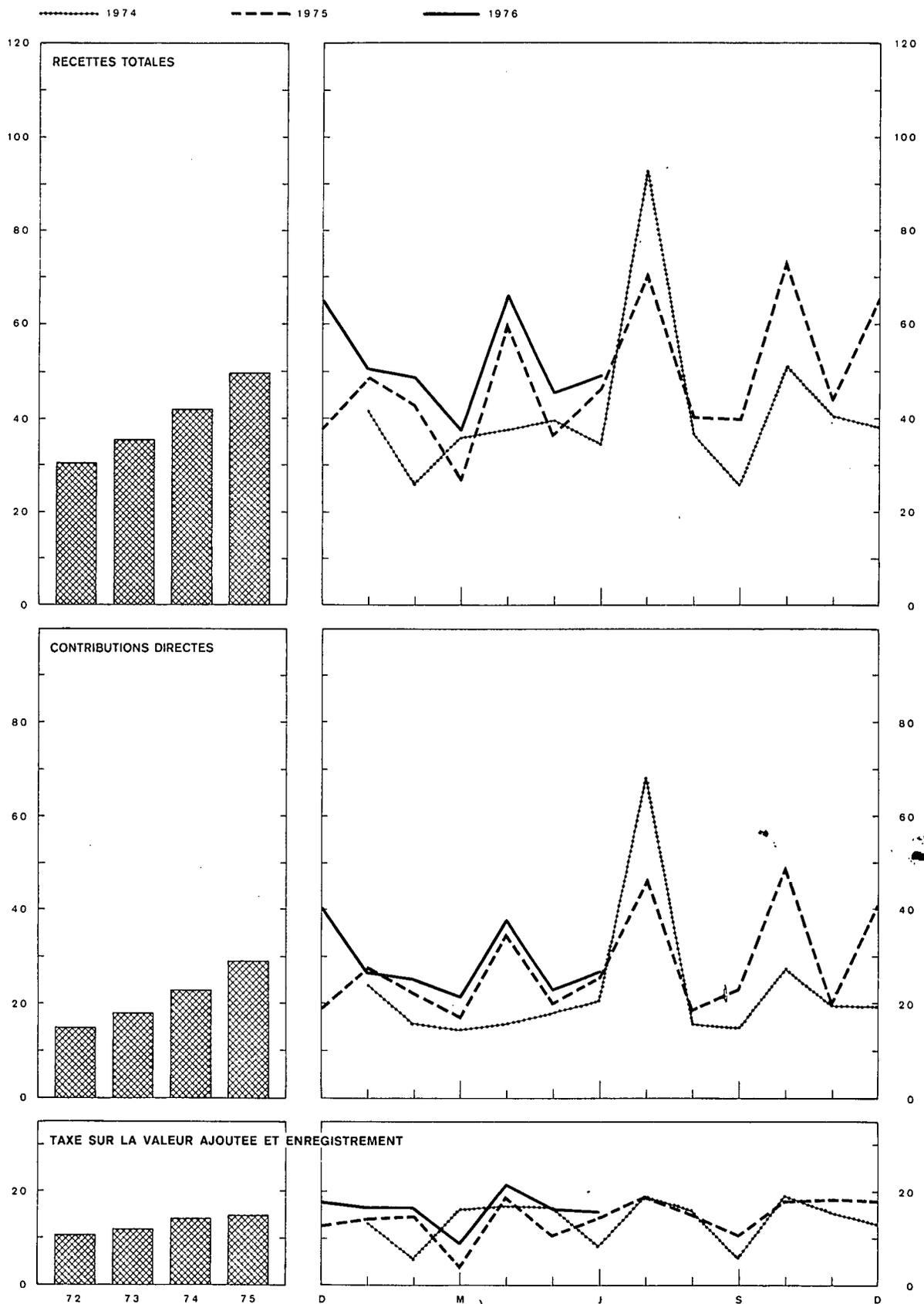
⁶ Voir note 6 de la série précédente.

⁷ Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	.....	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,9	167,2	495,4	62,1	5,1	500,5
1975	349,4	62,4	179,5	591,3	78,5	6,6	597,9
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,7	47,7	129,1	5,4	1,5	130,6
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
3 ^e trimestre	88,6	15,0	46,1	149,7	21,3	1,7	151,4
4 ^e trimestre	111,3	16,2	54,7	182,2	34,5	1,8	184,0
1976 1 ^{er} trimestre	74,8	17,4	42,9	135,1	1,5	1,9	137,0
1975 Juin	25,9	5,5	14,7	46,1	1,6	0,5	46,6
1976 Juin	26,9	5,6	15,9	48,4	1,2	0,6	49,0

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion Régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1975				1975 : juin				1976 : juin			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires ²
	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)	(4)
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	349,4	13,0	336,4	332,5	25,9	1,0	24,9	22,9	26,9	1,0	25,9	27,2
précompte immobilier	1,3	...	1,3	1,3	0,1	...	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1
précompte mobilier	27,9	...	27,9	27,6	4,0	...	4,0	4,4	4,1	...	4,1	4,2
versements anticipés	78,4	2,2	76,2	99,4	1,6	...	1,6	1,7	1,2	...	1,2	1,3
impôts de sociétés (rôles) ...	10,2	...	10,2	9,2	...	...	...	0,2	-1,1	...	-1,1	-1,0
impôts des personnes physiques (rôles)	36,8	1,5	35,3	30,5	1,8	0,1	1,7	1,5	2,1	0,1	2,0	1,8
précompte professionnel	184,0	1,5	182,5	162,3	17,3	0,1	17,2	15,0	19,5	0,1	19,4	20,6
divers	10,8	7,8	3,0	2,3	1,1	0,8	0,3	...	1,0	0,8	0,2	0,2
II. Douanes et accises	62,4	4,0	58,4	61,2	5,5	0,5	5,0	5,0	5,6	0,5	5,1	5,6
III. T.V.A. et enregistrement	179,5	15,0	164,5	177,9	14,7	1,2	13,5	15,1	15,9	1,5	14,4	14,4
B. Recettes en capital	6,6	...	6,6	5,3	0,5	...	0,5	0,4	0,6	...	0,6	0,5

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e an-

née, vol. II, no 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la perspective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, no 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, no 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pourvois subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)			
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particulières (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	0,3	131,4	—	8,4	—	4,9	3,3	148,5
		Engagements en comptes courants ou d'avances	9,5	—	—	—	—	172,1	—	0,3	—	2,4	—	184,3
		Obligations	36,3	—	—	—	—	5,5	—	12,2	24,4	—	—	78,4
		Autres emprunts à plus d'un an	—	0,2	—	—	1,0	—	—	232,6	59,4	231,3	—	524,5
		Divers	—	5,1	7,5	—	43,9	—	—	1,8	20,5	1,2	—	80,0
	(Actions et parts)	(372,1)	(3,1)	(0,5)	—	(0,1)	—	(2,3)	(—)	(0,8)	(6,4)	(...)	(...)	(385,3)
	Total ...	45,8	5,5	7,5	—	44,9	0,3	309,0	—	255,3	104,3	239,8	3,3	1.015,7
	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,1	1,3	—	0,4	—	0,6	—	2,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances	0,5	—	—	—	0,4	3,7	—	—	—	—	—	4,6
		Obligations accessibles à tout placeur	22,2	2,1	—	—	2,2	12,4	1,7	9,9	7,1	2,3	—	60,3
Obligations non accessibles à tout placeur		—	0,1	—	0,2	0,7	6,3	—	6,9	6,3	3,4	3,0	26,9	
Autres emprunts à plus d'un an		—	—	—	0,1	—	1,3	—	—	—	29,1	—	30,8	
Divers	12,7	0,2	6,8	0,7	4,4	0,1	—	—	—	—	—	2,9	27,7	
(Actions et parts)	(1,0)	—	(19,9)	(11,3)	(...)	—	(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(34,8)	
Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	5,9	152,7	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	3,9	—	—	2,3	2,3	64,4	—	—	—	0,1	12,5	85,5	
	Certificats à un an au plus	—	1,0	—	0,2	—	8,5	—	14,7	—	6,6	—	59,4	
	Obligations accessibles à tout placeur	180,8	3,6	—	2,5	5,4	146,8	8,9	61,3	59,8	26,6	2,8	502,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,2	—	—	—	66,5	—	6,6	1,4	3,0	—	82,0	
	Divers	—	1,4	—	—	1,1	1,2	—	—	5,3	2,2	0,9	—	12,1
Total ...	184,7	6,2	—	5,0	6,5	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	15,3	741,8	
Secteur public non compris ailleurs (dont pourvois subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	—	0,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	21,3	—	—	—	—	—	21,3	
	Obligations accessibles à tout placeur	48,7	0,2	—	0,1	0,2	16,9	3,7	13,4	13,5	4,6	—	101,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	3,0	—	16,7	0,8	2,5	0,3	23,3	
Autres emprunts à plus d'un an	—	7,6	—	—	—	—	—	—	11,2	—	125,9	—	144,7	
Divers	2,9	1,0	4,3	—	—	0,2	—	—	—	—	0,4	6,5	15,3	
Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	6,8	306,4	
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	—	—	0,5	
	Réserves de sécurité sociale	28,1	—	—	—	—	9,0	—	—	—	—	—	37,1	
	Obligations accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,1	—	—	0,4	1,6	0,6	—	3,9	
Divers	34,1	—	2,7	—	—	0,3	0,1	—	1,0	2,6	0,4	7,3	48,5	
Total ...	62,2	—	2,7	—	0,1	9,3	1,8	—	1,4	4,2	1,0	7,3	90,0	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	6,3	—	—	—	—	—	6,3	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	0,7	44,0	—	3,2	—	5,8	0,4	54,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	61,0	—	—	—	—	—	61,0	
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)	—	—	—	—	—	390,7	—	—	—	—	—	390,7	
	Obligations	12,9	—	—	—	0,2	31,6	—	1,0	4,6	—	—	50,3	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique	—	—	14,0	—	—	25,9	—	—	—	—	—	39,9	
	Divers	—	2,9	9,1	—	1,3	—	4,3	—	0,4	—	0,2	—	18,2
	(Actions et parts)	(...)	(0,3)	(0,5)	—	—	(—)	(4,3)	(—)	(0,2)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)
Total ...	12,9	2,9	23,1	—	1,5	0,7	563,8	—	4,6	4,6	6,0	0,4	620,5	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Monnaie	475,1	6,9	0,4	36,6	1,6	—	...	6,4	2,2	1,0	...	530,2	
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	14,5	3,8	2,5	...	...	...	20,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	400,9	—	—	—	—	—	400,9	
	Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2	
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9	
	Dépôts à terme des résidents	105,3	—	—	...	...	—	—	—	3,2	...	2,3	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	70,1	...	—	...	...	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	—	...	...	—	0,1	—	0,1	0,2	—	35,8
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	—	7,7	...	2,8	...	1,3	45,3
	(Actions et parts)	(20,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,6)	(—)	(0,4)	(0,5)	—	(57,6)	
	Total ...	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	45,3	1.369,3
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	0,1	—	2,4	3,4	—	2,3	—	0,8	9,0
		Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	—	5,1	—	5,3	—	0,5	10,9
		Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	2,5
		Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	—	...	0,1	2,9
Total ...		—	—	2,8	0,1	—	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	0,1	25,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	12,6	1,7	2,5	—	...	2,7	0,6	0,1	20,2
	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	...	...	...	...	—	...	...
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	...	—	...	—	...	...	...	336,8
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,5	4,8	—	—	...	7,8	0,1	0,2	26,4
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	—	—	—	—	—	—	...	—	...	—	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,1	—	...	—	...	0,1	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	...	—	...	...	—	0,6	—	0,1	0,8	...	70,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2
	Divers	3,4	...	0,1	0,1	...	0,1	...	0,2	10,2	14,1
	(Actions et parts)	(3,4)	—	—	—	—	—	—	—	(1,0)	(0,3)	—	—	(4,7)
Total ...	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	10,6	469,8	
Organ. d'assur.-vie et accid. de travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	47,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47,4	
	Réserves mathématiques	226,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	226,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,2	...	0,4	...	0,1	—	0,5	1,1	23,3
	(Actions et parts)	(2,7)	—	—	—	—	—	—	(—)	(0,1)	(...)	(—)	(...)	(2,8)
Total ...	294,8	...	0,4	...	0,1	...	...	...	0,5	...	...	1,1	296,9
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	7,6	...	—	0,2	...	—	0,1	—	...	...	...	7,9
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	0,6	...	0,2	...	0,3	1,1	
	Dépôts sur livrets	22,4	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	22,4
	Dépôts à terme	6,8	2,2	—	4,6	6,3	0,7	2,4	—	...	0,7	0,5	1,0	25,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	—	0,5	—	6,4	...	0,1	7,0
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	...	0,1	6,8	...	33,2	0,9	25,3	24,1	5,0	300,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	2,7	10,4	5,2	...	17,9	22,3	3,3	4,8	66,6
	Divers	5,8	...	17,7	0,1	...	0,3	15,7	39,5
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)
	Total ...	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	21,5	470,3
Ajustements Secteurs indeter- minés et (12)		—	5,8	3,8	—	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	—	67,2
	(13) = (1) à (12)	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	117,6	5.625,9

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements	
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires				
													(1)			(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
Secteurs nationaux non financiers	Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,3	—	—	—	—	0,3	147,0	—	6,0	—	4,5	0,5	158,6	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	14,5	—	—	—	—	—	218,4	—	0,3	—	3,0	—	236,2	
		Obligations ...	39,6	—	—	—	0,1	—	6,5	—	13,7	26,9	—	—	86,8	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	1,0	—	—	—	269,5	66,0	254,5	—	591,2	
		Divers ...	—	6,0	9,4	—	49,5	—	—	—	—	2,4	23,6	1,3	—	92,2
		(Actions et parts) ...	(384,6)	(3,4)	(0,5)	—	(0,2)	—	—	(3,0)	(—)	(1,1)	(7,0)	(...)	(...)	(399,8)
	Total ...	54,1	6,5	9,4	—	50,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	0,5	1.165,0		
Secteurs nationaux non financiers	Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,3	0,8	—	0,6	—	1,6	—	3,3	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,4	—	—	—	—	0,1	8,2	—	—	—	0,7	—	9,4	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	23,0	2,3	—	—	0,3	1,0	13,0	1,9	13,8	7,7	1,7	—	64,7	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	0,1	0,6	6,2	—	7,8	6,7	3,3	2,9	27,9	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	—	1,7	—	—	1,3	0,2	35,1	—	38,4	
		Divers ...	14,5	0,2	7,2	0,7	—	4,6	—	—	—	—	—	3,8	31,0	
	(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(20,3)	(11,6)	(...)	—	(0,2)	(—)	(0,6)	(0,3)	(0,8)	(0,9)	(35,7)		
	Total ...	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	6,7	174,7		
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	5,5	—	—	4,6	—	6,1	64,0	—	—	—	0,6	18,0	98,8	
		Certificats à un an au plus ...	—	1,1	—	0,2	—	10,9	14,8	9,1	13,0	—	7,3	—	56,4	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	189,7	3,6	—	2,5	6,8	3,8	180,3	8,5	70,2	65,3	29,8	3,8	564,3	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	—	—	3,3	65,1	—	7,1	1,6	1,9	— 0,1	79,1	
		Divers ...	—	1,4	—	—	2,1	1,2	6,2	—	7,7	1,9	0,5	—	21,0	
		Total ...	195,2	6,3	—	7,3	8,9	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	21,7	819,6	
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	23,6	—	—	—	—	—	23,6	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	53,0	0,3	—	0,1	0,2	0,3	25,8	4,1	18,7	14,3	4,4	—	121,2	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	4,8	—	16,3	0,4	3,4	0,2	25,1	
		Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,3	—	—	—	—	—	—	12,8	—	141,7	—	161,8	
	Divers ...	3,3	1,2	5,5	—	—	—	—	—	—	0,4	10,3	—	20,7		
	Total ...	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	10,5	352,8		
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4	
		Réserves de sécurité sociale ...	33,0	—	—	—	—	—	9,7	—	—	—	—	—	42,7	
		Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,1	—	1,7	—	0,2	1,2	—	—	3,2	
		Divers ...	38,5	—	2,7	—	—	—	1,1	—	0,9	3,3	0,5	10,1	57,4	
	Total ...	71,5	—	2,7	—	0,1	10,0	3,2	—	1,1	4,5	0,5	10,1	103,7		
Etranger (6)		Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	3,8	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,4	47,2	—	4,1	—	6,1	0,4	58,2	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	76,7	—	—	—	—	—	76,7	
		Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	505,0	—	—	—	—	—	505,0	
		Obligations ...	19,0	—	—	—	0,2	—	48,1	—	1,4	5,2	—	—	73,9	
		Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	16,3	—	—	—	24,0	—	—	—	—	—	40,3	
	Divers ...	—	3,4	10,4	—	1,4	—	3,7	—	0,6	—	—	—	19,5		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	(—)	(5,4)	(—)	(...)	(1,4)	(—)	(...)	(7,5)		
	Total	19,0	3,4	26,7	—	1,6	0,4	708,5	—	6,1	5,2	6,1	0,4	777,4		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	511,1	6,2	6,1	41,6	2,5	—	...	7,5	1,2	0,8	...	577,0	
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	15,1	3,9	...	0,3	—	...	19,3	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	541,5	—	—	—	—	—	541,5	
	Dépôts en devises des résidents	11,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11,9	
	Dépôts sur livrets des résidents	158,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	158,7	
	Dépôts à terme des résidents	133,9	—	—	...	...	—	—	5,5	0,3	3,9	...	143,6	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	99,5	...	—	—	...	99,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	41,4	—	—	...	...	—	—	0,1	0,3	—	...	41,8	
	Divers	0,3	...	0,3	...	...	—	21,3	...	8,0	0,5	3,7	60,1	94,2
	(Actions et parts)	(22,4)	—	(0,2)	—	—	—	(2,3)	(—)	(0,3)	(0,6)	—	—	(25,8)
Total ...	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	60,1	1.687,5	
Fonds des Rentés (8)	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	3,5	1,2	—	2,4	—	0,8	0,1	8,0
	Certificats à un an au plus	—	—	—	0,1	—	—	8,4	—	4,3	—	—	—	12,8
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	3,0
Total ...	—	—	2,8	0,1	—	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	0,3	23,8	
Organismes financiers (9)	Dépôts à vue	15,1	...	...	3,8	1,8	...	...	—	...	1,8	1,2	0,2	23,9
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Dépôts sur livrets	382,2	0,2	—	0,3	...	—	—	—	—	—	—	—	382,7
	Dépôts à terme	6,8	1,9	0,4	1,1	7,4	2,7	—	—	—	10,4	0,6	...	31,3
	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	...	0,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	1,0	—	—	—	—	...	1,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	83,1	...	—	...	...	—	0,8	—	0,1	0,8	...	...	84,8
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,3
	Divers	3,2	...	0,1	...	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	13,0	16,7
	(Actions et parts)	(3,8)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,3)	—	—	(4,9)
Total ...	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	13,2	541,9	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	54,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,9
	Réserves mathématiques	241,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	241,2
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	24,5	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	27,2
	(Actions et parts)	(2,8)	—	—	—	—	—	—	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	(2,8)
Total ...	320,6	...	0,4	...	...	...	...	...	0,2	...	...	2,1	323,3	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	9,3	...	—	0,7	...	—	0,1	—	...	0,3	...	...	10,4
	Argent à très court terme	—	—	—	...	—	...	0,1	...	—	...	...	...	0,1
	Dépôts sur livrets	27,5	...	—	...	...	—	...	...	...	...	...	...	27,5
	Dépôts à terme	8,1	3,6	—	10,8	8,7	0,7	2,4	—	...	1,5	0,3	0,5	36,6
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	—	—	...	...	—	0,4	—	7,6	...	0,4	...	8,4
	Obligations accessibles à tout placeur	232,8	0,4	...	0,3	7,3	—	31,2	1,2	27,1	26,2	6,0	...	332,5
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	3,1	7,4	9,4	...	19,9	22,8	3,3	4,6	70,5
	Divers	5,0	...	18,8	...	...	...	...	...	0,2	...	0,2	17,2	41,4
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)
Total ...	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	22,3	527,4	
Secteurs imités et ajustements (12)		—	8,5	...	...	4,3	—	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	—	88,2
	(13) = (1) + (12)													
Totale des créances		2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	147,9	6.585,2

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires		
Entreprises privées et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,1	—	.....	.....	- 0,1	+ 15,7	—	- 2,3	.....	- 0,5	- 2,7	+ 10,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances	+ 5,0	.....	.....	.....	.....	+ 46,3	—	.....	.....	+ 0,6	.....	.....	+ 51,9
	Obligations	+ 3,3	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	—	+ 1,5	+ 2,6	.....	.....	.....	+ 8,4
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	—	+ 36,8	+ 6,6	+ 23,2	.....	.....	+ 66,6
	Divers	+ 0,9	+ 1,9	+ 5,6	+ 34,7 ¹	—	+ 0,5	+ 3,1	+ 0,2	.....	.....	+ 46,9
(Actions et parts)	(+ 9,3)	(+ 0,3)	(...)	.....	(...)	(+ 3,4) ²	(+ 0,8)	(—)	(+ 0,3)	(+ 0,6)	(...)	(...)	(...)	(+ 14,7)
	Total ...	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	.....	+ 5,6	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	- 2,7	+ 184,0
Organismes publics d'exploitation (2)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	—	.....	.....	+ 0,2	- 0,5	—	+ 0,1	.....	+ 1,1	.....	+ 0,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,1	.....	.....	.....	.....	- 0,2	+ 4,4	.....	.....	+ 0,7	.....	.....	+ 4,8
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 0,8	+ 0,2	.....	.....	.....	- 1,2	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,9	+ 0,6	- 0,6	.....	+ 4,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 0,9	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	+ 0,9
	Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	—	+ 1,4	- 0,1	+ 6,0	.....	+ 7,6
Divers	+ 1,8	.....	+ 0,4	+ 0,1	.....	+ 0,1	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 1,0	+ 3,3	
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,4)	(+ 0,4)	(...)	(...)	(+ 0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,9)
	Total ...	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	.....	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 0,8	+ 22,0
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,6	.....	—	+ 2,3	.....	+ 3,8	- 0,4	.....	.....	.....	+ 0,5	+ 5,5	+ 13,3
	Certificats à un an au plus .....	.....	+ 0,1	—	- 0,1	.....	+ 1,3	- 5,2	+ 0,8	- 1,8	.....	+ 0,8	.....	- 4,1
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 8,9	.....	—	+ 0,1	+ 1,3	- 0,6	+ 33,5	- 0,3	+ 8,9	+ 5,5	+ 3,2	+ 1,0	+ 61,5
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	.....	—	.....	.....	- 1,0	- 1,5	.....	+ 0,5	+ 0,2	- 1,1	.....	- 2,9
	Divers .....	.....	.....	—	.....	+ 1,0	.....	.....	.....	+ 2,4	- 0,3	- 0,5	.....	+ 2,6
	Total ...	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 6,5	+ 70,4
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme .....	—	—	—	.....	—	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,3
	Obligations accessibles à tout placeur	+ 4,3	- 0,1	.....	.....	.....	.....	+ 8,9	+ 0,4	+ 5,3	+ 0,8	- 0,2	.....	+ 19,4
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,8	.....	- 0,4	- 0,4	+ 0,9	- 0,1	+ 1,9
Autres emprunts à plus d'un an .....	.....	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,6	.....	+ 15,8	.....	+ 17,1	
Divers	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,2	.....	.....	.....	- 0,2	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,8	+ 5,4
	Total ...	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	.....	.....	.....	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 3,6	+ 46,4
Sécurité sociale (5)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Réserves de sécurité sociale	+ 4,8	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,8 ⁴	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,6
	Obligations accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,2	- 0,3	- 0,6	.....	- 0,6
Divers	+ 4,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,5	.....	- 0,1	+ 0,7	+ 0,1	+ 2,8	+ 8,9
	Total ...	+ 9,3	.....	.....	.....	.....	+ 0,8	+ 1,3	.....	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 2,8	+ 13,8
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,6	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,6
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,4	+ 3,2	.....	+ 1,1	.....	+ 0,2	.....	+ 4,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 15,7	.....	.....	.....	.....	.....	+ 15,7
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Obligations	+ 6,2 ³	.....	.....	.....	.....	.....	+ 124,3	.....	.....	.....	.....	.....	+ 124,3
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....	.....	.....	+ 1,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1
	Divers	+ 19,4	+ 0,5	+ 1,4	.....	.....	+ 0,1	.....	- 1,1	.....	.....	.....	.....	+ 20,7
(Actions et parts)	(+ 25,2) ³	(...)	(...)	.....	.....	(...)	(...)	- 0,6	+ 0,1	.....	- 0,2	(...)	(...)	+ 1,1
	Total ...	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	.....	+ 0,1	- 0,4	+ 155,4	.....	+ 1,5	+ 0,6	.....	+ 1,1	+ 186,9

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE														
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+36,0	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,8	.....	.....	+ 1,1	- 1,0	- 0,2	.....	.....	+ 46,8
	Argent à très court terme .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,7	+ 0,1	- 2,5	+ 0,3	.....	.....	.....	- 1,4
	Engagements bruts envers l'étranger .....	.....	.....	.....	.....	.....	+140,6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+140,6
	Dépôts en devises des résidents	+ 2,7	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,7
	Dépôts sur livrets des résidents	+24,8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 24,8
	Dépôts à terme des résidents	+28,6	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 32,7
	Engagements non rangés ailleurs	+29,3	+ 2,2	+ 0,3	+ 1,5	+ 29,3
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 6,0	+ 6,0
	Divers	+13,6	+ 5,3	+ 0,5	+ 2,5	+14,8	+ 36,7
	(Actions et parts)	(+ 1,9)	(...)	(+ 0,7)	(-)	(- 0,1)	(...)	(+ 2,6)
Total ...	+98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+141,3	+43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+14,8	+318,2		
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	- 2,2	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	- 1,0
	Certificats à un an au plus .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 3,4	.....	- 1,0	.....	- 0,5	.....	+ 1,9
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,5	.....	.....	.....	.....	.....	- 2,5
	Divers .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	+ 0,1
Total ...	.....	.....	.....	.....	.....	+ 1,1	- 1,4	.....	- 0,9	.....	- 0,5	+ 0,1	- 1,5	
Intermédiaires financiers Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,5	.....	.....	+ 2,1	- 0,7	.....	.....	.....	.....	- 1,0	+ 0,7	+ 0,1	+ 3,7
	Argent à très court terme .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Dépôts sur livrets	+45,9	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 45,9
	Dépôts à terme	+ 2,6	+ 0,1	+ 0,1	- 0,5	+ 1,9	- 2,0	.....	.....	.....	+ 2,7	+ 0,4	- 0,2	+ 5,1
	Acceptations, effets commerciaux et promesses .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+13,7	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,2	.....	- 0,1	+ 0,1	.....	.....	+ 13,9
	Réserves mathématiques des sociétés de capitali- sation	+ 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,1
	Divers	- 0,3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 2,7	+ 2,4
	(Actions et parts)	(+ 0,5)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(- 0,2)	(- 0,1)	.....	.....	(+ 0,2)
Total ...	+64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	- 2,0	+ 1,2	.....	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 2,6	+ 72,1	
Organisme d'assur-vie et société du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 7,5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 7,5
	Réserves mathématiques	+15,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 15,1
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Divers	+ 3,2	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 0,9	+ 3,8
	(Actions et parts)	(+ 0,1)	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(-)	(- 0,1)	(...)	(-)	(...)	(...)
Total ...	+25,8	.....	.....	.....	- 0,1	.....	.....	.....	- 0,2	.....	.....	+ 0,9	+ 26,4	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,7	.....	.....	+ 0,5	.....	.....	.....	.....	+ 0,3	.....	.....	.....	+ 2,5
	Argent à très court terme .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,5	.....	- 0,2	.....	- 0,3	.....	- 1,0
	Dépôts sur livrets	+ 5,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	+ 5,1
	Dépôts à terme	+ 1,3	+ 1,3	.....	+ 6,2	+ 2,4	.....	- 0,1	.....	.....	+ 0,8	- 0,1	- 0,4	+ 11,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	.....	+ 1,3	.....	+ 0,3	.....	+ 1,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+27,9	+ 0,2	.....	+ 0,2	+ 0,5	.....	- 2,0	+ 0,3	+ 1,8	+ 2,1	+ 1,0	.....	+ 32,0
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	.....	.....	.....	.....	+ 0,4	- 3,0	+ 4,2	.....	+ 2,0	+ 0,5	.....	- 0,2	+ 3,9
	Divers	- 0,7	.....	+ 1,1	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	- 0,1	+ 1,5	+ 1,8
	(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	
	Total ...	+35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 0,9	+ 57,2	
Secteurs indéterminés et ajustements (12)	.....	.....	+ 2,7	.....	.....	+ 0,5	+ 1,2	+10,5	.....	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	.....	+ 17,5
	(13) = (1) à (12)	+284,6	+ 5,3	+12,9	+16,0	+13,8	+176,3	+318,6	- 1,2	+73,9	+25,1	+56,8	+31,4	+1.013,5	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises privées et particuliers ».)

4 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	45,8	5,5	7,5	...	44,9	103,7	0,8	309,0	—	255,3	104,3	239,8	908,4	3,3	1.015,7
2. Organismes publics d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,4	46,0	9,1	23,8	1,7	17,2	13,7	35,3	91,7	5,9	152,7
3. Etat (Trésor)	184,7	6,2	—	5,0	6,5	202,4	20,6	297,8	17,2	87,9	63,4	37,2	503,5	15,3	741,8
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	0,2	65,0	0,4	41,5	3,7	41,3	14,3	133,4	234,2	6,8	306,4
5. Sécurité sociale	62,2	...	2,7	...	0,1	65,0	9,3	1,8	...	1,4	4,2	1,0	8,4	7,3	90,0
6. Total des secteurs nationaux non financiers	379,7	22,9	21,3	6,1	52,1	482,1	39,7	673,9	22,6	403,1	199,9	446,7	1.746,2	38,6	2.306,6
7. Etranger	12,9	2,9	23,1	...	1,5	40,4	0,7	563,8	...	4,6	4,6	6,0	579,0	0,4	620,5
8. Organismes monétaires	759,1	6,9	0,7	36,6	1,6	804,9	415,4	81,7	2,5	12,5	2,4	4,6	103,7	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	19,9	0,1	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	427,2	2,0	0,4	3,6	8,0	441,2	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,9	13,2	10,6	469,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	294,8	...	0,4	...	0,1	295,3	...	...	...	0,5	...	...	0,5	1,1	296,9
12. Organismes publics de crédit non monétaires	247,4	2,5	17,7	4,9	15,8	288,3	11,1	42,0	0,9	49,9	47,1	9,5	149,4	21,5	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.728,5	11,4	22,0	45,2	25,5	1.832,6	433,7	135,5	3,4	70,7	60,8	16,3	286,7	78,6	2.631,6
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	...	5,8	...	...	3,8	9,6	...	29,6	1,2	13,8	6,9	6,1	57,6	—	67,2
15. Total des créances	2.121,1	43,0	66,4	51,3	83,0	2.364,8	474,1	1.402,8	27,2	492,2	272,2	475,0	2.669,4	117,6	5.625,9
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.105,4	- 109,7	- 675,4	- 255,1	- 7,0	+ 58,2	- 146,4	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 24,7	+ 4,7	+ 37,8	+ 50,4	—

Noté : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	54,1	6,5	9,4	...	50,6	120,6	0,3	371,9	—	291,9	116,5	263,3	1.043,6	0,5	1.165,0
2. Organismes publics d'exploitation	37,9	2,6	7,2	1,0	0,4	49,1	8,3	28,2	1,9	23,5	14,6	42,4	110,6	6,7	174,7
3. Etat (Trésor)	195,2	6,3	—	7,3	8,9	217,7	25,3	330,4	17,6	98,0	68,8	40,1	554,9	21,7	819,6
4. Secteur public non compris ailleurs	56,3	8,8	5,5	0,1	0,2	70,9	0,3	54,6	4,1	47,8	14,7	149,9	271,1	10,5	352,8
5. Sécurité sociale	71,5	...	2,7	...	0,1	74,3	10,0	3,2	...	1,1	4,5	0,5	9,3	10,1	103,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	415,0	24,2	24,8	8,4	60,2	532,6	44,2	788,3	23,6	462,3	219,1	496,2	1.989,5	49,5	2.615,8
7. Etranger	19,0	3,4	26,7	...	1,6	50,7	0,4	708,5	...	6,1	5,2	6,1	725,9	0,4	777,4
8. Organismes monétaires	857,3	6,2	6,4	41,6	2,5	914,0	556,6	124,7	...	21,4	2,3	8,4	156,8	60,1	1.687,5
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,1	—	2,9	3,5	9,6	—	6,7	—	0,8	17,1	0,3	23,8
10. Caisses: d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	491,7	2,1	0,5	5,2	9,2	508,7	2,8	2,0	...	0,2	13,0	2,0	17,2	13,2	541,9
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	320,6	...	0,4	...	...	321,0	...	...	...	0,2	...	...	0,2	2,1	323,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	282,7	4,0	18,8	11,8	19,1	336,4	8,1	43,6	1,2	54,8	50,8	10,2	160,6	22,3	527,4
13. Total des intermédiaires financiers	1.952,3	12,3	28,9	58,7	30,8	2.083,0	571,0	179,9	1,2	83,3	66,1	21,4	351,9	98,0	3.103,9
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements	...	8,5	...	...	4,3	12,8	...	44,7	1,2	14,4	6,9	8,1	75,3	—	88,2
15. Total des créances	2.386,3	48,4	80,4	67,2	96,9	2.679,2	615,6	1.721,4	26,0	566,1	297,3	531,8	3.142,6	147,9	6.585,2
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.221,3	- 126,3	- 739,2	- 285,6	- 6,8	+ 63,4	- 161,8	+ 33,9	+ 2,2	+ 24,2	- 26,0	+ 4,4	+ 38,7	+ 59,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1973

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises privées et par- ticuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	+ 8,3	+ 1,0	+ 1,9	...	+ 5,6	+ 16,8	+ 34,6	+ 63,0	—	+ 36,6	+ 12,3	+ 23,5	+ 135,4	- 2,7	+ 184,1
2. Organismes publics d'exploitation	+ 2,5	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,1	...	+ 3,2	- 0,8	+ 4,4	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,1	+ 18,8	+ 0,8	+ 22,0
3. Etat (Trésor)	+ 10,5	+ 0,1	—	+ 2,3	+ 2,3	+ 15,2	+ 3,5	+ 26,4	+ 0,5	+ 10,0	+ 5,4	+ 2,9	+ 45,2	+ 6,5	+ 70,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 4,7	- 0,1	+ 1,2	...	...	+ 5,8	...	+ 13,1	+ 0,4	+ 6,6	+ 0,4	+ 16,5	+ 37,0	+ 3,6	+ 46,4
5. Sécurité sociale	+ 9,3	...	...	...	...	+ 9,3	+ 0,8	+ 1,3	...	- 0,3	+ 0,4	- 0,5	+ 0,9	+ 2,8	+ 13,8
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 35,3	+ 1,2	+ 3,5	+ 2,4	+ 7,9	+ 50,3	+ 38,1	+ 108,2	+ 1,0	+ 59,2	+ 19,4	+ 49,5	+ 237,3	+ 11,0	+ 336,7
7. Etranger	+ 25,6	+ 0,5	+ 2,5	...	+ 0,1	+ 28,7	- 0,4	+ 155,4	...	+ 1,5	+ 0,6	...	+ 157,5	+ 1,1	+ 186,9
8. Organismes monétaires	+ 98,1	- 0,7	+ 5,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 109,1	+ 141,3	+ 43,0	- 2,5	+ 8,9	- 0,2	+ 3,8	+ 53,0	+ 14,8	+ 318,2
9. Fonds des Rentes	—	—	...	...	—	...	+ 1,1	- 1,4	—	- 0,9	—	- 0,5	- 2,8	+ 0,1	- 1,6
10. Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,1	+ 0,1	+ 1,6	+ 1,2	+ 67,5	- 2,0	+ 1,2	...	- 0,1	+ 1,8	+ 1,1	+ 4,0	+ 2,6	+ 72,1
11. Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	+ 25,8	...	...	...	- 0,1	+ 25,7	...	...	...	- 0,2	...	...	- 0,2	+ 0,9	+ 26,4
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 35,3	+ 1,5	+ 1,1	+ 6,9	+ 3,3	+ 48,1	- 3,0	+ 1,6	+ 0,3	+ 4,9	+ 3,6	+ 0,8	+ 11,2	+ 0,9	+ 57,2
13. Total des intermédiaires financiers	+ 223,7	+ 0,9	+ 6,9	+ 13,6	+ 5,3	+ 250,4	+ 137,4	+ 44,4	- 2,2	+ 12,6	+ 5,2	+ 5,2	+ 65,2	+ 19,3	+ 472,2
14. Secteurs indéterminés et ajustements	...	+ 2,7	...	...	+ 0,5	+ 3,2	+ 1,2	+ 10,5	...	+ 0,6	- 0,1	+ 2,1	+ 13,1	—	+ 17,5
15. Total des créances	+ 284,6	+ 5,3	+ 12,9	+ 16,0	+ 13,8	+ 332,6	+ 176,3	+ 318,6	- 1,2	+ 73,9	+ 25,1	+ 56,8	+ 473,2	+ 31,4	+ 1.013,5
16. Solde des créances et des dettes	+ 100,5	- 16,7	- 57,5	- 30,4	...	- 4,1	- 10,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 1,8	- 1,3	- 0,4	+ 0,8	+ 13,9	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-septembre 1962. XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963 et XLIX^e année, vol. II, nos 1-2, juillet-août 1974. —

Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, no 1, janvier 1976. — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Statistiques financières de l'O.C.D.E.*

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi-monnaies			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises et particuliers			Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 5
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations		Emprunts obligataires 4	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises						Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires					
		(1)	(2)	(3)			(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)			(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	157,0	170,9	.....	4,1	17,5	- 13,5	- 16,3
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,3	.....	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 (Ancienne série)	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	.....	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1969 (Nouvelle série) 6 ...	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	18,9	197,8	208,0	10,8	5,4	26,7	- 21,0	- 33,9
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,3	220,1	232,8	15,2	5,4	35,2	- 25,6	- 42,2
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 44,9
1971 (Nouvelle série) 7 ...	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,2	256,0	268,4	16,8	4,4	38,9	- 30,4	- 40,6
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	43,0	308,6	321,8	24,4	8,5	34,5	- 35,8	- 47,7
1973	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	57,8	375,3	382,1	25,7	9,6	26,7	- 41,8	- 48,3
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	58,5	384,8	394,0	26,9	10,7	31,2	- 43,6	- 43,4
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	62,7	392,0	403,0	29,0	22,6	38,5	- 45,5	- 44,3
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	61,3	400,5	410,0	31,9	17,5	42,9	- 46,5	- 43,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,6	77,4	407,2	424,5	35,4	10,1	42,3	- 48,7	- 37,8
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	144,6	366,8	77,0	400,7	426,0	41,4	6,0	55,1	- 50,7	- 40,5
Juin	700,1	336,9	19,9	...	1.056,9	153,1	393,1	79,8	428,5	444,3	41,6	5,0	57,4	- 53,3	- 48,3
Septembre	692,8	352,9	21,9	...	1.067,6	145,4	406,7	74,6	444,6	459,4	41,2	6,4	59,3	- 56,5	- 54,1
Décembre	717,2	369,8	23,0	...	1.110,0	159,5	384,7	79,3	480,3	497,8	42,8	9,2	55,3	- 58,2	- 42,9
1976 Mars	723,2	388,1	31,7	...	1.143,0	p 130,9	p 426,5	p 79,2	p 503,0	p 520,4	p 42,6	13,7	p 61,6	- 62,8	p - 51,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

5 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

6 Nouvelle série : voir Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

7 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967 et Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0	28,7
— Prêts ¹	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0	27,4
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9	9,7
4. Obligations	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7	1,3	11,9	17,8	14,7
6. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	3,5	0,4	3,7	...	7,3	3,6	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8	106,3	107,2	87,2	79,3
b) en francs belges	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0	244,7	256,1	245,2	238,1
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...	2,1
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,5	...	...	...	0,9	2,1	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2	0,1	...	0,1	2,3
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à moins d'un an	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	0,5	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5	11,5	4,2	20,6	20,6
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0	3,0	3,0	3,2	3,3
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	7,9	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1	0,9	...	5,9	5,0
b) effets commerciaux	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	15,2	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4	1,6	10,3	23,8	20,1
c) avances .....	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	0,3	...	0,1	0,5	...	...	...	0,4	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	2,5	...	17,0	3,7	...	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an	0,3	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...	...	...	0,1	0,9
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	37,8	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9	26,2	26,2	26,7	23,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

faites de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76	30-6-76
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	33,1	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2	3,4	3,6	4,3	3,3
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	0,9	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	3,5	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3	3,5	3,7	37,5	3,4
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	7,0	6,7	6,9	7,2	7,0	8,3	7,4	7,2	7,7	p 8,7
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,7	0,1	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	231,5	243,9	236,8	248,9	248,3	274,0	267,7	281,2	276,2	p299,4
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6	0,6	0,9	0,7	1,0
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires																
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	3,1	8,8	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor																
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,9	3,0	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—	—
D. Autres	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	54,3	45,5	44,0	44,2	44,1	47,8	49,3	47,1	44,2	43,9
TOTAL DU PASSIF ...	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	331,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7	328,6	340,8	366,4	356,5

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-75	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	26,6	26,4	26,4	26,4	26,6	26,3	26,9	26,7	27,0	26,0	28,5	28,7	28,8
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	30,0	26,7	27,4	27,4	27,4
3. Avance au F.M.I.	—	—	2,4	2,4	2,4	2,4	4,9	4,9	4,9	4,9	9,7	9,7	9,7
4. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	...	...	...	0,1
6. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	4,3	5,1	1,3	4,1	6,0	11,9	4,5	7,5	17,8	13,9	14,2	14,7	14,7
7. a) F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
8. Autres :													
a) en monnaies étrangères	107,9	110,0	106,3	107,7	105,9	107,2	94,3	89,8	87,2	83,7	80,1	79,3	72,5
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	247,1	249,8	244,7	248,9	249,2	256,1	238,9	237,3	245,2	233,5	238,2	238,1	231,5
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,4	0,4	0,5
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	2,2	2,1	2,4
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,1	0,1	...	0,1	...	6,0	...	0,1	0,8	1,2	2,3	0,4
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à moins d'un an	5,1	...	11,5	...	...	4,2	...	19,0	20,6	20,6	20,6	20,6	20,6
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,3	3,3	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3
— autres	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	1,3	2,1	0,9	0,9	1,8	...	1,8	2,7	5,9	4,1	3,1	5,0	} 30,4
b) effets commerciaux	3,8	5,8	1,6	6,2	9,3	10,3	12,3	14,9	23,8	18,7	13,5	20,1	
c) avances .....	...	0,1	...	...	0,1	0,4	0,3	...	...	...	...	...	...
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :													
a) à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	...	0,5	...	0,1	0,1	0,7	0,9	...
b) à un an et plus :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	24,3	25,0	26,2	25,5	25,9	26,2	26,9	21,4	26,7	32,2	27,2	23,5	22,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	325,2	326,5	328,6	325,2	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].taires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-7-75	31-8-75	30-9-75	31-10-75	30-11-75	31-12-75	31-1-76	29-2-76	31-3-76	30-4-76	31-5-76	30-6-76	31-7-76
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M. ....	...	...	...	...	...	...	...	8,1	33,1	14,8	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	2,2	3,0	3,4	2,9	3,6	3,6	3,2	3,1	4,3	3,4	3,9	3,3	3,2
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	2,3	3,1	3,5	3,0	3,7	3,7	3,3	11,3	37,5	18,3	4,0	3,4	3,3
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,9	6,3	7,4	6,5	6,9	7,2	6,8	6,9	7,7	7,2	8,7	p 8,7	p 8,8
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	...	...	...
— comptes spéciaux ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres ....	...	...	0,1	...	...	0,7	...	0,1	0,1	0,2	0,1	p 0,1	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	268,4	267,8	267,7	267,2	269,7	281,2	274,5	276,0	276,2	284,9	290,9	p299,4	p293,3
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴ ...	0,4	0,5	0,6	0,4	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,6	1,7	1,0	0,5
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor													
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	47,2	48,7	49,3	48,0	49,0	47,1	45,7	44,3	44,2	42,6	45,1	43,9	45,8
TOTAL DU PASSIF ...	325,2	326,5	328,6	325,2	330,0	340,8	330,7	339,3	366,4	353,9	350,5	356,5	351,8

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Créances sur l'étranger :			Nouvelle série 2													
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...
5. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	1,9	1,9	3,5	3,2	...	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8	0,1	1,9	0,8	...
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets .....	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,6	0,2	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6	0,4	0,8	1,0	0,5
c) sur les banques de dépôts	0,5	...	...	...	0,5	0,1	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...	0,1	0,6	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat :																
a) à moins d'un an	57,4	62,1	62,1	64,9	64,8	74,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7	72,0	68,9	70,2	73,3
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,7	6,7	6,9	7,1	7,6	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4	8,4	8,9	8,7	9,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	10,0	11,4	9,9	12,9	13,9	19,8	20,7	16,3	19,5	23,2	29,8	25,4	29,4	23,7	27,6	26,0
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	0,1	1,5	1,5	0,9	0,1	0,1	...	...	...	0,1	0,7	0,5	...	0,8	3,0	...
b) effets commerciaux	1,3	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8	1,7	3,7	3,6	3,0
c) avances .....	...	...	1,5	1,6	2,1	3,4	7,7	5,9	8,9	12,0	7,0	6,0	8,1	11,6	14,0	13,8
d) autres créances à moins d'un an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	...	...
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an .....	...	...	...	...	...	2,9	0,5	0,5	0,5	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an .....	...	0,1	0,1	0,3	0,3	0,6	...	0,8	0,2	...	...	0,7	1,1	...	0,1	...
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
D. Autres	4,6	3,0	3,0	1,0	8,2 ³	6,7	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1	17,8	17,3	17,0	17,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	81,0	88,4	88,4	94,0	102,9	117,0	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	147,2	144,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 98,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-9-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...
Total des engagements envers l'étranger ...	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	...	0,1	...	...
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,6
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,7	0,4	0,8	1,1	0,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	1,9	3,9	6,4	1,7
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	9,8	9,9	10,2	10,2
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. priv. et particuliers ⁴	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	77,0	74,2	74,9	77,6
b) détenue par les pouvoirs publics	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	52,2	53,5
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	2,0	2,0	...
TOTAL DU PASSIF ...	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	140,8	139,9	147,2	144,1

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69 Nouvelle série 1	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	6,4	6,5	6,5	12,6	13,9	11,8	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1	20,3	19,3	17,2	15,2
5. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	85,6	134,4	134,4	198,1	235,3	297,0	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8	536,1	591,0	596,1	648,2
b) en francs belges	18,2	19,9	19,9	20,8	22,3	27,1	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5
Total des créances sur l'étranger ...	116,3	168,1	168,1	246,1	296,3	367,8	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2	641,0	695,4	702,7	753,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	4,4	4,8	4,8	5,0	5,3	5,7	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9	8,2	7,3	7,1	7,6
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—
— autres	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	...	0,1	0,8	0,1
b) sur les organismes publics	5,3	10,1	10,1	7,1	8,5	6,2	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5	1,9	3,9	6,5	2,6
c) sur les banques de dépôts	12,9	20,2	20,2	28,6	46,5	60,3	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7	99,3	100,3	106,4	127,6
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat 2 :																
a) à moins d'un an	28,1	37,1	37,1	28,0	17,8	9,4	10,0	25,3	22,6	11,5	8,3	11,1	10,3	31,7	9,9	12,0
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	54,0	61,5	61,5	71,3	103,3	137,2	170,0	177,7	185,6	190,6	188,2	200,1	208,0	213,1	220,4	p 241,0
— autres	33,9	32,5	32,5	33,8	29,7	32,6	31,1	29,7	29,7	33,6	32,6	32,6	32,6	31,3	30,0	p 29,1
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	0,3	0,6	1,5	3,1	2,3	3,2	6,3	6,7	7,5	6,9	9,8	10,9	8,6	9,2	11,6	p 13,5
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	3,7	4,7	4,7	9,3	12,6	15,5	24,7	28,9	28,9	29,1	29,1	31,5	31,9	31,4	29,8	p 29,5
— autres	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,3	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	p 9,1
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,2	3,9	3,9	6,3	8,6	9,1	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1	16,3	14,1	10,9	14,4
b) effets commerciaux	67,1	82,3	82,3	91,7	93,5	106,2	116,0	125,8	125,9	118,5	116,3	118,8	123,1	120,3	128,6	p 121,6
c) avances	98,0	99,4	98,5	113,6	139,9	172,2	219,4	221,2	229,7	242,6	252,3	254,5	275,9	291,5	309,4	p 320,4
d) autres créances à moins d'un an	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,0	1,9	4,2	4,1	5,1	3,4	3,6	4,5	5,8
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	4,3	4,4	4,4	6,7	8,9	11,5	12,1	11,9	11,8	11,9	14,7	14,7	15,8	15,6	14,7	p 14,6
— autres	3,7	4,6	4,6	6,0	7,1	12,0	12,6	13,1	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	22,8	p 21,3
4. Sur le Fonds des Rentes : à moins d'un an	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	5,6	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—	—	—	—	—
5. Sur les autres interm. financ. non monétaires :																
a) à moins d'un an	2,1	2,2	2,2	2,8	3,2	2,9	2,5	3,3	2,8	4,3	3,2	5,0	6,9	9,3	10,1	p 11,2
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,0	19,9	19,9	27,3	31,8	31,6	31,2	31,9	32,3	33,2	37,2	40,3	40,0	38,8	36,9	p 38,4
— autres	2,2	4,5	4,5	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	9,7	10,1	12,5	12,5	11,2	10,7	p 12,0
D. Autres	59,6	62,4	62,4	71,6	86,8	90,6	103,4	105,7	121,6	115,8	136,3	133,7	140,7	161,4	150,7	p 147,3
TOTAL DE L'ACTIF ...	527,9	633,2	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.932,9

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).2 Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	633,9	669,6
b) en francs belges ¹	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2	163,7	162,6	162,5	160,9
Total des engagements envers l'étranger ...	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5	730,7	792,9	796,4	830,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,5	...	...	...	0,9	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...	2,2	0,1	...	0,1
b) envers les organismes publics	0,5	...	...	0,5	0,1	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...	...	0,6	...	1,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8	99,3	100,3	106,3	127,6
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entrepr. privées et particuliers	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1	287,4	291,8	297,9	305,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entrepr. priv. et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	149,3	152,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	220,5	235,7
— dépôts en devises	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,5	58,2	62,8
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	0,7	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	3,5	1,1
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4	179,9	201,4	178,5	184,9
TOTAL DU PASSIF ...	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1	1.711,8	1.819,2	1.833,6	1.932,9

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
			Nouvelle série 1													
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	76,0	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	10,3	7,8	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6	26,4	26,3	27,0
— Prêts 2	5,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	30,0	30,0	30,0	30,0
3. Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4	2,4	4,9
4. Obligations	6,1	7,3	7,3	14,6	24,8	31,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	40,0	40,7	39,6	38,9
5. Accept. en francs belges représ. d'export.	20,7	18,2	18,2	18,0	22,9	28,3	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	21,1	22,5	29,9	33,0
6. a) F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	3,5	—	0,4	3,7	—	7,3	3,6	—	—	—
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
7. Autres :																
a) en monnaies étrangères	103,7	170,0	170,0	237,1	270,3	349,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	642,9	697,3	703,3	735,4
b) en francs belges	18,5	19,9	19,9	21,0	22,3	27,1	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	44,6	44,4	49,8	51,5
Total des créances sur l'étranger ...	240,5	299,2	299,2	394,0	467,8	564,1	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	886,1	942,0	959,6	999,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	4,7	5,2	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,6	8,3
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,7	—	—	—
— autres	0,8	0,9	0,9	1,2	1,0	1,1	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	—	0,1	0,8	0,1
b) sur les organismes publics	5,9	10,3	10,3	7,8	8,8	7,0	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	2,3	4,7	7,5	3,1
c) sur les banques de dépôts	13,9	20,2	20,2	28,6	47,0	61,3	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	101,6	101,0	106,4	127,7
C. Créances sur le secteur intér. non monét. :																
1. Sur l'Etat 3 :																
a) à moins d'un an	100,8	114,7	114,7	106,1	87,5	84,5	78,8	112,8	106,1	74,4	78,5	84,3	102,8	112,1	84,3	105,9
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	62,9	70,7	70,7	80,5	112,3	146,8	180,3	188,2	196,6	201,8	199,2	211,6	219,4	225,0	232,1	p253,3
— autres	67,9	66,5	66,5	67,8	63,7	66,6	71,3	69,9	69,9	73,8	70,9	70,9	70,9	69,6	68,3	p 67,4
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à moins d'un an	10,3	12,0	11,4	16,0	16,2	23,0	27,0	23,0	27,0	24,9	39,6	36,3	38,0	32,9	39,2	p 39,5
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	4,2	5,3	5,3	9,9	13,3	16,6	25,8	30,0	30,0	30,2	30,2	32,6	33,0	32,5	30,9	p 30,6
— autres	2,3	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	5,1	5,3	5,7	6,3	7,6	8,0	8,8	9,2	9,1	p 9,1
3. Sur les entreprises privées, les particuliers et les organismes publics d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	6,1	7,3	7,3	8,7	13,1	15,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	16,4	15,8	13,9	20,3
b) effets commerciaux	78,4	90,5	90,5	96,0	100,6	117,2	134,0	140,8	137,9	132,1	133,6	128,1	128,2	125,6	142,5	p148,4
c) avances	98,1	99,4	100,0	115,4	142,3	175,8	227,4	227,1	238,6	254,9	259,8	260,5	284,0	303,1	323,8	p334,2
d) autres créances à moins d'un an	0,9	1,4	1,4	2,0	0,1	0,1	0,1	1,0	1,9	4,6	4,5	5,6	3,9	4,1	4,5	p 5,8
e) autres créances à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	4,5	4,7	4,7	7,2	9,4	12,4	13,0	12,8	12,7	12,8	15,6	15,6	16,7	16,5	15,6	p 15,5
— autres	3,7	4,6	4,6	6,0	7,4	12,0	12,6	13,1	14,3	14,5	15,3	20,2	20,9	20,5	22,8	p 21,3
4. Sur le F. des Rentes : à moins d'un an 4	6,8	5,4	5,4	6,4	4,4	11,0	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	—	—	—	—
5. Sur les interm. financiers non monétaires :																
a) à moins d'un an	2,1	2,3	2,3	3,1	3,5	3,5	2,5	4,1	4,7	4,8	3,2	5,7	8,0	9,3	10,2	p 11,3
b) à un an et plus :																
— obligations accessibles à tout placeur	17,1	20,0	20,0	27,5	32,1	31,9	31,5	32,2	32,6	33,5	37,5	40,6	40,3	39,1	37,9	p 38,7
— autres	2,3	4,6	4,6	6,1	4,7	5,3	8,6	9,4	9,4	12,0	10,8	13,2	13,2	11,9	10,7	p 12,7
D. Autres	101,4	123,8	123,8	128,5	136,9 ⁵	125,6	151,6	148,8	160,8	157,1	173,6	173,4	184,4	204,9	193,9	p191,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	835,6	971,3	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁵	1.498,5	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	2.321,6	2.443,4

Colonne du tableau XIII
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

(6)

(7)

(7)

(8)

(8)

(8)

(9)

(9)

(9)

(11)

(11)

(11)

(12)

(13)

(13)

(13)

(15)

1 A partir du 31 décembre 1969, nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).
2 Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
3 Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).

4 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».
5 A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75	30-9-75	31-12-75	31-3-76
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	...	2,8	...	...	...	...	...	...	...	33,1
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3	567,0	630,3	633,9	669,6
b) en francs belges ¹	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9	165,9	166,1	166,1	165,2
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger ...	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	556,6	637,6	672,6	690,8	698,9	721,6	733,0	796,5	800,1	868,0
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	8,7	7,8	7,6	8,3
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,5	...	...	...	0,9	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...	2,2	0,1	...	0,1
b) envers les organismes publics	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	0,7	0,4	1,4	1,1	1,5
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	7,7	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8	—	—	—
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3	101,2	104,3	113,5	129,4
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	240,6	235,2	252,9	246,0	258,4	257,8	283,8	277,6	291,3	286,4
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises privées et particuliers ⁴	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7	365,0	366,6	373,7	383,4
b) détenue par les pouvoirs publics	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	51,3	48,6	52,2	53,5
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises privées et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9	144,6	147,9	149,3	152,4
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1	192,3	205,0	220,5	235,7
— dépôts en devises	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0	19,9	21,9	23,0	31,7
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8	53,3	56,5	58,2	62,8
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes ⁵ .....	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	0,7	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	3,1	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,3	—	—	—
— autres	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5	2,2	0,8	3,5	1,1
c) envers le Trésor															
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	0,9	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...	—	—	—
D. Autres	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,9	227,7	252,7	227,6	229,1
TOTAL DU PASSIF ...	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁶	1.498,5	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	2.193,3	2.287,7	2.321,6	2.443,4

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise. (6)

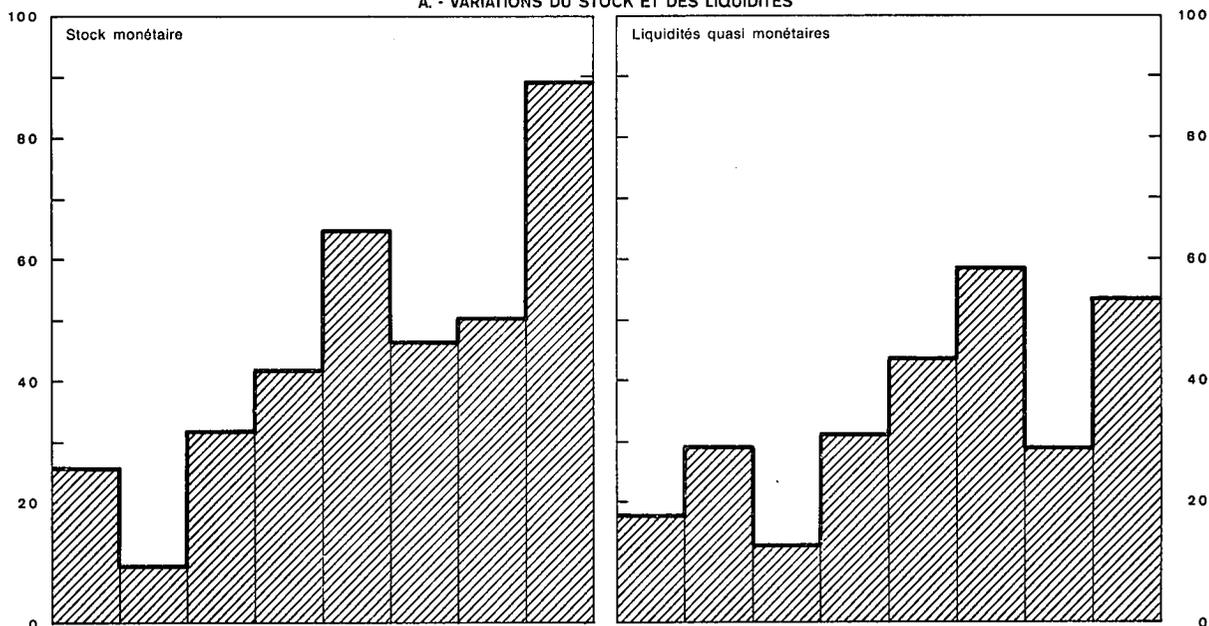
¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.
² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'O.C.P. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

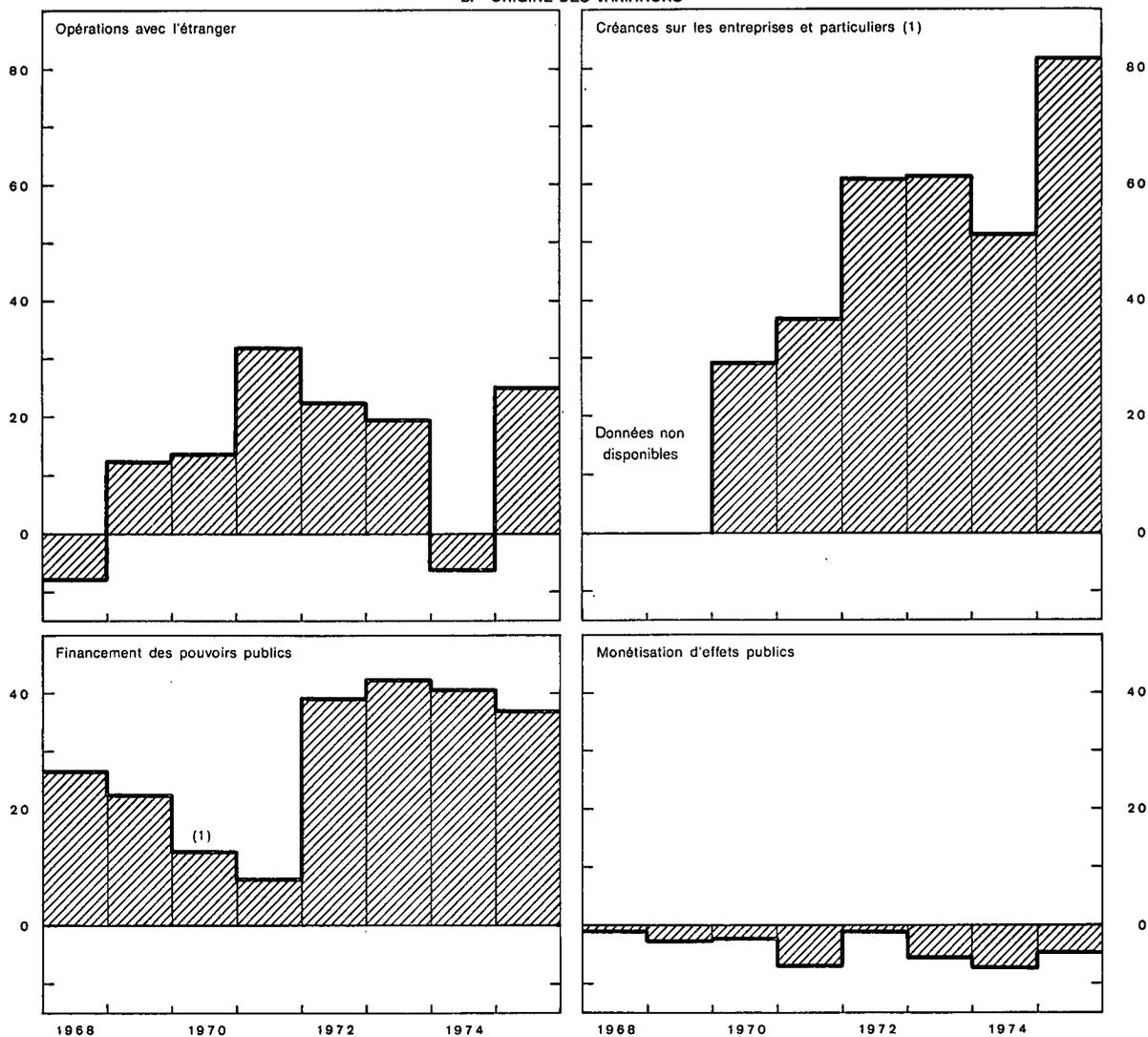
XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



1 Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Créances sur les entreprises et particuliers		Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 3		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (13)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (14)	Divers (15)
					Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations 1 (5)	Emprunts obligataires 2 (6)	de créances commerciales sur l'étranger (7)	de crédits d'escompte et d'acceptations aux entreprises et particuliers (8)	Etat 4 (9)	Autres pouvoirs publics 5 (10)	achats sur le marché par les organismes monétaires (11)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (12)			
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	.....	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	.....	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 6	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 24,8	+ 4,6	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,8	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 4,8
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,5	+ 1,6	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 4,1	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 1,2
1972	+ 65,3 ⁷	+ 43,4	+ 108,7 ⁷	+ 22,6	+ 53,5	+ 7,8	+ 0,7	- 0,9	+ 28,8	+ 10,7	- 1,7	+ 0,3	- 4,1	- 5,4	- 3,6 ⁷
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁸	+ 60,2	+ 1,5	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁹	+ 14,0	- 4,0	- 1,7	- 7,5	- 6,0	- 5,2 ¹⁰
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	- 6,4 ¹¹	+ 41,5	+ 10,1	- 5,9	- 10,5	+ 21,2	+ 19,7	- 6,3	- 1,1	+ 16,1	- 6,9	+ 8,2 ¹²
1975	+ 89,5	+ 53,5	+ 143,0	+ 23,2	+ 73,4	+ 8,9	- 0,7	- 0,5	+ 44,6	+ 3,1	- 15,3	- 0,3	+ 13,3	- 9,5	+ 2,8
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	- 13,6 ¹¹	+ 12,0	+ 1,5	- 3,1	- 2,4	+ 40,2	+ 0,9	- 1,5	+ 0,8	+ 4,6	- 1,8	+ 2,8 ¹²
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 8,9	+ 2,2	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,2	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	- 0,5
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 7,0	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	- 1,6	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,2	- 1,0	+ 2,1
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 13,6	+ 3,6	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 16,2	- 1,9	- 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 3,8
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	+ 17,0	+ 1,6	+ 6,1	- 2,8	- 8,0	+ 17,7	- 0,8	+ 0,7	- 5,0	+ 12,7	- 2,1	- 3,7
2 ^e trimestre	+ 54,6	+ 1,9	+ 56,5	+ 7,9	+ 18,2	+ 0,3	- 1,0	+ 9,6	+ 24,2	+ 2,3	- 0,2	- 2,8	+ 1,8	- 2,5	- 1,3
3 ^e trimestre	- 7,3	+ 18,0	+ 10,7	- 12,9	+ 15,1	+ 0,2	...	+ 0,7	+ 21,2	- 4,9	- 5,3	+ 4,9	+ 2,8	- 3,3	- 7,8
4 ^e trimestre	+ 24,4	+ 18,0	+ 42,4	+ 11,2	+ 38,5	+ 2,3	+ 3,1	- 2,8	- 18,5	+ 6,5	- 10,5	+ 2,6	- 4,0	- 1,6	+ 15,6
1976 1 ^{er} trimestre	+ 6,0	+ 27,1	+ 33,1	p- 27,1	+ 20,1	p- 0,1	- 1,7	+ 2,7	p+ 49,6	p+ 0,3	p- 0,6	- 3,1	p+ 6,2	- 4,7	p- 8,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Y compris les certificats à court terme des organismes publics d'exploitation.

3 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

4 Y compris le Fonds des Routes.

5 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

6 A partir de 1970, nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

7 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

8 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

9 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

10 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 8 et 9 ci-dessus (3,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

11 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

12 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴) ...	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	e 51,7	0,6	e 60,0	248,4	e 309,0	360,7	595,9	39,5
Juin	9,0	250,6	252,9	e 44,1	0,5	e 64,0	259,8	e 324,3	368,4	621,3	40,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	e 45,6	0,4	e 60,8	259,7	e 320,9	366,5	612,5	40,2
Décembre	9,5	256,1	258,4	e 47,6	0,3	e 61,5	259,9	e 321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Mai	9,7	271,0	273,8	47,2	0,3	70,2	281,3	351,8	399,0	672,8	40,7
Juin	9,8	282,3	283,8	51,3	0,6	70,2	294,2	365,0	416,3	700,1	40,5
Juillet	9,8	275,3	278,2	47,1	0,4	71,3	286,1	357,8	404,9	683,1	40,7
Août	9,9	274,1	277,7	44,4	0,5	68,1	288,6	357,2	401,6	679,3	40,9
Septembre	9,9	275,1	277,6	48,6	0,6	67,6	298,4	366,6	415,2	692,8	40,1
Octobre	9,9	273,7	277,1	47,8	0,3	70,4	287,6	358,3	406,1	683,2	40,6
Novembre	10,0	276,6	279,7	53,1	0,6	66,7	290,4	357,7	410,8	690,5	40,5
Décembre	10,2	288,4	291,3	52,2	0,9	67,2	305,6	373,7	425,9	717,2	40,6
1976 Janvier	10,1	281,2	284,6	50,1	0,3	78,7	299,1	378,1	428,2	712,8	39,9
Février	10,1	282,9	286,1	52,1	0,7	67,9	292,7	361,3	413,4	699,5	40,9
Mars	10,2	283,9	286,3	53,5	0,7	70,9	311,8	383,4	436,9	723,2	39,6
Avril	10,6	292,2	295,5	60,2	0,6	84,9	317,4	402,9	463,1	758,6	39,0
Mai	10,7	299,6	301,7	56,8	1,7	72,9	322,3	396,9	453,7	755,4	39,9

¹ Y compris les organismes para-étatiques administratifs et les organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵ (12)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres ²				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁶⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁶⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁶⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1975	252,4	-92,9	159,5	+18,6 ¹¹	+ 0,3	+18,9	- 3,6	...	- 0,7	+23,2	+ 5,5	+24,4
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	-70,7	131,8	-16,4	- 1,6	-18,0	- 1,3	...	- 3,1	-13,6	+25,0	+ 7,0
2 ^e trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,2	+ 6,3
3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,5	-10,4
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	-95,9	144,6	+10,1	+ 3,0	+13,1	- 1,1	...	- 2,8	+17,0	+ 4,8	+17,9
2 ^e trimestre ..	242,7	-89,6	153,1	+ 1,0	+ 5,3	+ 6,3	- 0,6	...	- 1,0	+ 7,9	- 7,7	- 1,4
3 ^e trimestre ..	241,1	-95,7	145,4	- 1,7	-11,8	-13,5	- 0,6	...	...	-12,9	+10,5	- 3,0
4 ^e trimestre ..	252,4	-92,9	159,5	+ 9,2 ¹¹	+ 3,8	+13,0	- 1,3	...	+ 3,1	+11,2	- 2,1	+10,9
1976 1 ^{er} trimestre ..	207,7	p-76,8	p130,9	-43,9 ¹²	p+15,1	p-28,8	p ...	p ...	- 1,7	p-27,1	p+ 4,0	p-24,8

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :
— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX-1, 2 et 3, rubrique 6.2

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs

extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

¹¹ A l'exclusion d'une augmentation de 2,2 milliards résultant de l'ajustement des montants reflétant les engagements réciproques subsistant dans le cadre de l'arrangement de SWAP avec la Federal Reserve Bank of New York.

¹² Compte tenu d'un ajustement résultant d'opérations entre les organismes monétaires qui ne sont pas comptabilisés au cours de la même période à la B.N.B. et dans les autres organismes.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
					(1)	(2)	(3)			(4)		(8)	(9)
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 (Ancienne série)	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1969 (Nouvelle série) ⁶ ...	27,1	14,0	23,7	13,7	125,5	204,0	32,4	18,5	2,1	53,0	257,0
1970	28,4	16,9	24,8	17,6	141,2	228,9	40,7	43,1	2,3	86,1	315,0
1971	29,5	18,2	25,6	23,4	166,4	263,1	44,6	57,7	3,2	105,5	368,6
1972 ⁵	32,9	20,0	34,4	27,2	200,5	315,0	52,1	60,4	2,6	115,1	430,1
1973	40,9	26,6	41,6	22,1	239,6	370,8	57,0	75,9	2,0	134,9	505,7
1974 Mars ⁵	42,8	28,6	41,7	25,7	246,6	385,4	62,6	77,9	2,0	142,5	527,9
Juin ⁵	42,7	31,1	42,6	21,7	254,6	392,7	65,7	86,6	0,4	152,7	545,4
Septembre	43,4	32,1	47,3	21,6	252,5	396,9	62,4	99,2	2,7	164,3	561,2
Décembre	44,4	34,9	45,2	23,7	266,3	414,5	70,9	98,8	1,7	171,4	585,9
1975 Mars ⁵	45,2	36,6	43,3	23,1	269,3	417,5	72,6	111,5	1,6	185,7	603,2
Juin	45,7	41,0	43,4	24,0	280,7	434,8	70,3	121,4	2,4	194,1	628,9
Septembre	46,8	42,0	46,0	24,8	287,6	447,2	70,7	133,7	4,1	208,5	655,7
Décembre	46,4	46,5	51,6	25,9	311,8	482,2	75,9	137,6	4,1	217,6	699,8
1976 Mars	48,0	50,8	53,9	29,5	320,8	503,0	79,8	142,4	3,6	225,8	728,8

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus avant 1969) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. Jusqu'en 1968 la colonne (1) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. A partir de 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Jusqu'en 1968, une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Depuis 1969, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3). A partir de 1973 : nouvelle série par suite d'une rectification apportée par une banque importante.

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURES UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 (Anc. série) ...	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	95,3	98,5	204,0	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	98,5	184,5	0,1
1970	14,2	101,0	113,7	228,9	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	113,7	211,5	0,2
1971	20,7	102,5	139,9	263,1	12,1	9,0	21,1	8,6	93,5	139,9	242,0	0,1
1972	23,0	119,7	172,3	315,0	13,9	13,7	27,6	9,1	106,0	172,3	287,4	0,1
1973	19,0	132,5	219,3	370,8	13,1	16,6	29,7	5,9	115,9	219,3	341,1	0,1
1974 Mars ³	21,2	142,9	221,3	385,4	12,0	17,2	29,2	9,2	125,7	221,3	356,2	...
Juin ³	19,4	143,6	229,7	392,7	10,0	17,8	27,8	9,4	125,8	229,7	364,9	0,1
Septembre ...	18,1	136,2	242,6	396,9	9,5	18,1	27,6	8,6	118,1	246,6	369,3	0,2
Décembre ...	19,6	142,6	252,3	414,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,0	252,3	376,2	0,3
1975 Mars ³	19,8	143,2	254,5	417,5	9,7	24,5	34,2	10,1	118,7	254,5	383,3	0,1
Juin	22,4	136,5	275,9	434,8	6,0	13,6	19,6	16,4	122,9	275,9	415,2	...
Septembre ...	24,0	131,8	291,4	447,2	9,9	11,6	21,5	14,1	120,2	291,4	425,7	0,2
Décembre ...	23,7	149,1	309,4	482,2	12,8	20,4	33,2	10,9	128,7	309,4	449,0	0,1
1976 Mars	26,3	156,4	320,3	503,0	11,9	34,5	46,4	14,4	121,9	320,3	456,6	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,2
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	0,3
1971	24,8	22,4	58,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	0,5
1972	25,3	23,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	1,8
1974 Mars ³	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	1,5
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	0,3
Décembre ...	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,8	10,7	21,5	20,7	26,1	125,8	172,6	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	139,1	208,5	11,5	12,3	23,8	19,6	26,0	139,1	184,7	0,7
Décembre ...	32,6	43,2	141,8	217,6	15,1	15,1	30,2	17,5	28,1	141,8	187,4	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	146,1	225,8	18,8	18,4	37,2	15,7	26,8	146,1	188,6	0,8
C. Total												
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,3
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 (Anc. série) ...	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	111,1	116,6	257,0	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	116,6	216,9	0,1
1970	37,2	121,0	156,8	315,0	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	156,8	278,6	0,5
1971	45,5	124,9	198,2	368,6	23,0	17,8	40,8	22,5	107,1	198,2	327,8	0,6
1972	48,3	148,5	233,3	430,1	27,4	26,8	54,2	20,9	121,7	233,3	375,9	3,0
1973	45,9	163,8	296,0	505,7	28,9	28,7	57,6	17,0	135,1	296,0	448,1	1,9
1974 Mars ³	51,4	176,6	299,9	527,9	28,5	29,9	58,4	22,9	146,7	299,9	469,5	1,5
Juin ³	50,5	178,0	316,9	545,4	26,8	32,2	59,0	23,7	145,8	316,9	486,4	0,6
Septembre ...	46,5	170,8	343,9	561,2	23,0	31,8	54,8	23,5	139,0	343,9	506,4	0,5
Décembre ...	52,2	180,0	353,7	585,9	27,0	40,6	67,6	25,2	139,4	353,7	518,3	0,5
1975 Mars ³	54,3	179,4	369,5	603,2	23,8	36,5	60,3	30,5	142,9	369,5	542,9	0,9
Juin	53,9	173,3	401,7	628,9	16,8	24,3	41,1	37,1	149,0	401,7	587,8	0,3
Septembre ...	55,1	170,1	430,5	655,7	21,4	23,9	45,3	33,7	146,2	430,5	610,4	0,9
Décembre ...	56,3	192,3	451,2	699,8	27,9	35,5	63,4	28,4	156,8	451,2	636,4	0,8
1976 Mars	60,8	201,6	466,4	728,8	30,7	52,9	83,6	30,1	148,7	466,4	645,2	0,9

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, LII^e année, tome I, no 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES AUX ENTREPRISES
ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. 2
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6	0,1
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3	0,6
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5	0,4
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8	...
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6	...
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0	0,5
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8	0,1
Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	1,6	0,5	2,1	1,6	3,1	...	4,7	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,1	2,0	2,1	0,1	3,4	...	3,5	...
Septembre	0,5	...	0,5	0,9	1,1	2,0	0,9	1,6	...	2,5	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	...	8,7	8,7	...	10,0	0,4	10,4	0,4
1976 Mars	1,2	...	1,2	5,9	19,8	25,7	5,9	21,0	...	26,9	2,8

B. Crédits à l'étranger

1967 ¹	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1	...
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2	...
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8	...
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8	...
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8	...
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5	...
1973	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9	...
1974 Mars ¹	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2	...
Juin ¹	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4	...
Septembre	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2	...
Décembre	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0	...
1975 Mars ¹	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6	...
Juin	...	...	...	0,5	0,2	0,7	0,5	0,2	...	0,7	...
Septembre	...	...	...	1,1	0,1	1,2	1,1	0,1	...	1,2	...
Décembre	...	...	...	9,8	2,0	11,8	9,8	2,0	...	11,8	...
1976 Mars	...	...	...	11,9	5,9	17,8	11,9	5,9	...	17,8	...

C. Total

1967 ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7	0,1
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5	0,6
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3	0,4
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6	...
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4	...
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9	0,7
1973	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9	0,5
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0	0,1
Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6	0,4
Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9	1,3
Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2	1,4
1975 Mars ¹	2,6	...	2,6	5,8	0,9	6,7	5,8	3,5	...	9,3	0,4
Juin	1,4	...	1,4	0,6	2,2	2,8	0,6	3,6	...	4,2	...
Septembre	0,5	...	0,5	2,0	1,2	3,2	2,0	1,7	...	3,7	...
Décembre	1,3	0,4	1,7	9,8	10,7	20,5	9,8	12,0	0,4	22,2	0,4
1976 Mars	1,2	...	1,2	17,8	25,7	43,5	17,8	26,9	...	44,7	2,8

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n^o 1, janvier 1976.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires ¹				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)	(11)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1967 ³	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969 (Anc. série) ...	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	10,2	97,8	100,0	208,0	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	100,0	197,3	0,5
1970	14,2	103,2	115,4	232,8	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,4	219,9	0,2
1971	20,7	105,4	142,3	268,4	7,5	5,0	12,5	13,2	100,4	142,3	255,9	0,1
1972	23,0	123,0	175,8	321,8	7,4	6,6	14,0	15,6	116,4	175,8	307,8	0,8
1973	19,0	135,7	227,4	382,1	5,2	2,2	7,4	13,8	133,5	227,4	374,7	0,6
1974 Mars ³	21,2	145,5	227,3	394,0	4,3	5,0	9,3	16,9	140,5	227,3	384,7	0,1
Juin ³	19,4	145,0	238,6	403,0	3,9	7,6	11,5	15,5	137,4	238,6	391,5	0,5
Septembre ...	18,1	137,2	254,7	410,0	4,3	6,7	11,0	13,8	130,5	254,7	399,0	1,5
Décembre ...	19,6	145,1	259,8	424,5	5,8	13,2	19,0	13,8	131,9	259,8	405,5	1,7
1975 Mars ³	19,8	145,8	260,4	426,0	7,6	18,2	25,8	12,2	127,6	260,4	400,2	0,5
Juin	22,4	137,9	284,0	444,3	5,9	9,2	15,8	16,5	128,0	284,0	428,5	...
Septembre ...	24,0	132,3	303,1	459,4	8,1	6,9	15,0	15,9	125,4	303,1	444,4	0,2
Décembre ...	23,7	150,3	323,8	497,8	9,8	8,2	18,0	13,9	142,1	323,8	479,8	0,5
1976 Mars	26,3	157,7	334,1	518,1	6,0	11,7	17,7	20,3	146,0	334,1	500,4	2,9

B. Crédits à l'étranger

1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,2
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	0,3
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	0,5
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	2,9
1973	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	1,8
1974 Mars ³	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	128,5	1,5
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	0,5
Septembre ...	28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	0,3
Décembre ...	32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	0,2
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	0,8
Juin	31,5	36,8	125,8	194,1	10,3	10,4	20,7	21,2	26,4	125,8	173,4	0,3
Septembre ...	31,1	38,3	139,1	208,5	9,1	11,6	20,7	22,0	26,7	139,1	187,8	0,7
Décembre ...	32,6	43,2	141,8	217,6	4,7	12,9	17,6	27,9	30,3	141,8	200,0	0,7
1976 Mars	34,5	45,2	146,1	225,8	6,9	12,5	19,4	27,6	32,7	146,1	206,4	0,8

C. Total

1967 ³	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,4
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969 (Anc. série) ...	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1969 (Nouv. série) ⁴	29,3	113,7	118,1	261,1	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	118,1	241,4	0,5
1970	37,2	123,4	158,5	319,1	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,5	292,3	0,5
1971	45,5	128,0	200,6	374,1	11,3	12,0	23,3	34,2	116,0	200,6	350,8	0,6
1972	48,3	151,8	236,8	436,9	9,3	14,8	24,1	39,0	137,0	236,8	412,8	3,7
1973	45,9	167,0	304,1	517,0	8,3	10,1	18,4	37,6	156,9	304,1	498,6	2,4
1974 Mars ³	51,4	179,3	305,9	536,6	9,2	14,2	23,4	42,2	165,1	305,9	513,2	1,6
Juin ³	50,5	179,4	325,8	555,7	7,9	17,4	25,3	42,6	162,0	325,8	530,4	1,0
Septembre ...	46,5	171,8	356,0	574,3	8,4	17,4	25,8	38,1	154,4	356,0	548,5	1,8
Décembre ...	52,2	182,5	361,2	595,9	11,3	24,6	35,9	40,9	157,9	361,2	560,0	1,9
1975 Mars ³	54,3	182,0	375,4	611,7	16,3	29,2	45,5	38,0	152,8	375,4	566,2	1,3
Juin	53,9	174,7	409,8	638,4	16,2	20,3	36,5	37,7	154,4	409,8	601,9	0,3
Septembre ...	55,1	170,6	442,2	667,9	17,2	18,5	35,7	37,9	152,1	442,2	632,2	0,9
Décembre ...	56,3	193,5	465,6	715,4	14,5	21,1	35,6	41,8	172,4	465,6	679,8	1,2
1976 Mars	60,8	202,9	480,2	743,9	12,9	24,2	37,1	47,9	178,7	480,2	706,8	3,7

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes monétaires).

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation			7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	26,3
Prêts .....			...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....			...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	30,0
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1	128,1
Monnaies étrangères	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6	107,2
Monnaies étrangères et or à recevoir	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	3,0	—	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	—	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	14,7	10,3	...	...	...	...	...	...	...
Prêts ²	1,9	5,0	...	0,1	...	...	...	...	...
Autres accords .....	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...
Avance au F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	2,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	3,5	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5	11,9
Effets de commerce	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2	22,2
Avances sur nantissement	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6	3,3
Effets publics :									
Effets publics belges	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1	4,2
Effets publics luxembourgeois	—	0,2	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,9	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4	3,5
Fonds publics	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8	5,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8	2,3
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1
PASSIF									
Billets en circulation	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1	288,4
Comptes courants :									
Trésor public } compte ordinaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
} compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4	4,0
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6	3,2
Autres accords	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	...	...	...
<i>Total des engagements à vue</i> ...	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5	296,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0	...
Monnaies étrangères et or à livrer	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1	12,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5	6,5
Divers	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1	10,5
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8	5,1
	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6	340,8
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8	14,1

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or (était admise comme élément de couverture.
² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
(milliards de francs)

Rubriques	1975 5 mai	1976 10 mai	1975 9 juin	1976 4 juin	1975 7 juillet	1976 5 juillet	1975 4 augustus	1976 9 augustus
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	25,4	26,6	25,3	28,5	25,6	28,5	26,6	29,7
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	28,7	26,6	28,9	27,4	29,9	27,4	29,9	27,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	125,9	125,0	126,0	127,7	127,3	127,7	128,3	128,9
Monnaies étrangères	100,7	80,7	105,0	79,8	107,1	79,6	107,9	71,8
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux .....	...	0,1	...	0,1	...	...	...	0,1
Avance au F.M.I.	—	7,7	—	9,7	—	9,7	—	9,7
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	7,5	...	7,7	...	3,0	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5
Effets de commerce	13,1	5,9	13,4	5,6	13,0	5,6	13,0	3,8
Avances sur nantissement	9,3	38,2	9,8	34,8	4,0	38,6	9,7	47,3
Effets publics :	9,2	6,9	...	6,8	0,1	15,1	...	9,1
Effets publics belges .....	...	20,6	8,8	20,6	20,4	20,6	5,9	20,6
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	2,2	...	2,2	...	2,1	...	2,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8	0,9	0,8
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5	5,3	5,5
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	5,9	7,1	6,0	7,1	6,0	7,2	6,0	7,2
Divers	2,1	4,1	2,4	2,9	2,6	3,4	3,1	4,4
Compte d'ordre :	326,5	351,5	331,9	350,2	336,3	362,5	326,7	358,3
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	10,0	11,9	9,5	11,3	8,9	10,6	8,5	9,9
PASSIF								
Billets en circulation	264,6	294,4	272,0	303,7	286,4	314,3	277,0	301,5
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire	0,1	...	...	...	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjoncture .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord. ...	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,3	2,9	1,4	1,4	1,3	2,3	1,4	3,1
Accords internationaux	2,2	2,6	2,0	2,6	1,9	2,5	1,9	2,8
<i>Total des engagements à vue</i> ...	268,5	300,3	275,7	308,2	289,9	319,5	280,6	307,7
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire :	...	11,0	...	...	...	...	...	9,1
Belgique	15,4	0,1	11,6	...	...	...	...	...
Grand-Duché de Luxembourg	0,3	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	10,7	6,0	11,0	5,7	10,6	5,7	10,6	3,9
Caisse de Pensions du Personnel	6,0	7,1	6,0	7,2	6,0	7,2	6,0	7,2
Divers	10,1	11,3	12,1	13,4	14,3	14,4	14,1	14,7
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,9	5,1	4,9	5,1	4,9	5,1	4,8	5,1
Compte d'ordre :	326,5	351,5	331,9	350,2	336,3	362,5	326,7	358,3
Ministres de l'Education Nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	10,0	11,9	9,5	11,3	8,9	10,6	8,5	9,9

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 30 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) 3	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)						(milliards de francs)
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1975	1.107	139,1	65,9	249,5	450,1	248,9	450,1	1.398,7	95
1974 2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
3 ^e trimestre	1.107	132,7	66,4	233,5	419,2	234,9	419,2	1.306,8	95
4 ^e trimestre	1.116	145,3	66,4	266,8	473,3	259,2	473,3	1.472,6	96
1976 1 ^{er} trimestre	1.114	148,4	68,6	262,1	503,7	265,5	503,7	1.535,1	96
2 ^e trimestre	1.111	162,6	74,3	287,4	500,5	284,4	500,5	1.572,8	95
1975 Juin	1.102	136,2	66,9	252,2	424,3	253,4	424,3	1.354,2	93
Juillet	1.104	146,7	66,6	263,3	456,7	264,8	456,7	1.441,4	95
Août	1.106	125,5	66,8	207,1	385,8	214,5	385,8	1.193,3	95
Septembre	1.111	125,9	66,2	230,1	415,1	225,4	415,1	1.285,8	95
Octobre	1.115	150,5	65,9	281,6	501,5	281,3	501,5	1.566,0	96
Novembre	1.117	126,9	64,8	234,0	429,4	228,6	429,4	1.321,5	96
Décembre	1.116	158,0	68,4	283,8	487,6	266,7	487,6	1.525,5	95
1976 Janvier	1.115	154,2	67,5	277,0	542,4	278,2	542,4	1.640,0	96
Février	1.114	144,0	70,2	247,0	466,9	254,5	466,9	1.435,2	96
Mars	1.113	146,8	68,0	261,2	499,5	263,3	499,5	1.523,5	95
Avril	1.113	154,2	71,3	289,6	525,9	269,3	525,9	1.610,7	96
Mai	1.110	159,9	76,5	288,5	497,1	283,1	497,1	1.565,8	95
Juin	1.110	173,6	75,0	284,2	478,6	300,7	478,6	1.542,0	94

1 Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3).

3 Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 avril	1976 30 avril	1975 31 mai	1976 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P. .	18,4	31,3	25,5	10,6	21,0	10,3	17,9	11,0
Prêts au jour le jour	14,4	11,4	26,9	21,5	19,8	34,4	16,4	24,9
Banquiers	245,2	341,4	338,3	401,7	362,7	432,7	367,9	444,7
Maison-mère, succursales et filiales	48,4	71,8	143,4	162,1	149,3	148,3	142,6	149,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	21,9	23,4	26,7	29,3	28,7	34,6	28,2	35,5
Portefeuille-effets	149,4	158,9	183,1	209,5	175,4	210,5	181,8	232,1
a) Effets publics	16,7	21,0	32,0	40,0	26,8	46,5	25,1	59,7
b) Effets commerciaux *	132,7	137,9	151,1	169,5	148,6	164,0	156,7	172,4
Reports et avances sur titres	2,7	2,5	1,4	1,8	1,6	2,6	1,7	3,0
Débiteurs par acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	55,0	58,5	54,4	57,8
Débiteurs divers	232,7	296,8	355,7	453,2	398,6	487,9	399,6	479,4
Valeurs mobilières	280,0	343,8	386,0	412,2	410,2	434,8	411,1	450,5
a) Fonds publics belges	240,6	285,8	320,4	356,2	358,1	381,2	358,7	397,8
b) Autres titres d'emprunt	38,9	56,9	64,8	54,8	51,1	52,8	51,4	51,9
c) Actions et parts de sociétés	0,3	0,9	0,6	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	...	0,2	...
Valeurs de la réserve légale	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	1,6
Participations	9,1	11,0	12,6	12,6	12,0	13,0	11,9	13,0
a) Filiales	3,0	4,1	5,0	4,9	4,6	4,8	4,6	4,8
b) Autres participations	6,1	6,9	7,6	7,7	7,4	8,2	7,3	8,2
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,3
Immeubles	7,4	9,3	11,2	14,0	13,1	15,1	13,3	15,3
Participations dans les filiales immobilières	0,4	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	1,1	1,3	1,6	2,1	2,1	2,5	2,1	2,5
Divers	16,1	26,1	49,6	44,1	39,4	41,0	35,3	41,0
Total de l'actif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.691,4	1.928,9	1.686,7	1.962,7
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	28,8	31,9	42,9	40,6	38,1	52,7	36,8	48,8
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	2,3	1,6	6,3	3,2	4,3	2,5

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

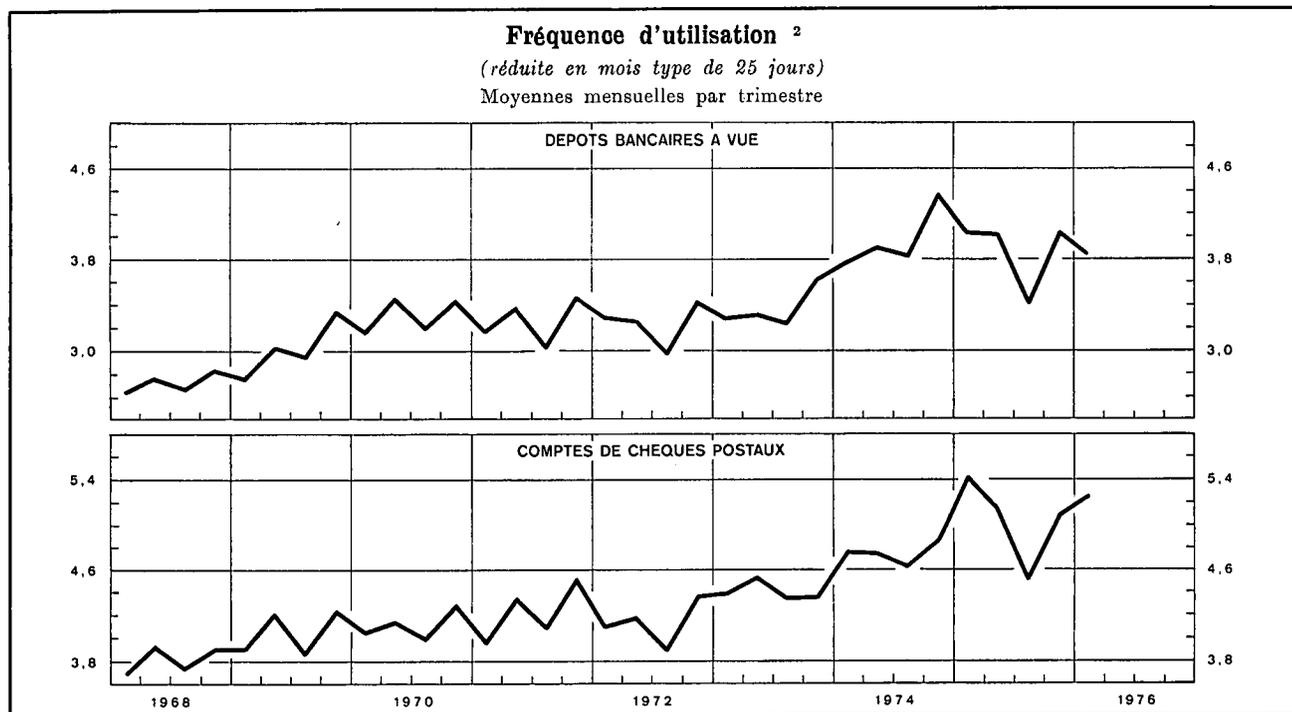
Passif

Rubriques	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 avril	1976 30 avril	1975 31 mai	1976 31 mai
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	2,1	3,9	2,4	2,4	2,3	8,9	2,0	12,4
a) Créanciers garantis par des privilèges	1,0	1,3	1,9	2,1	1,9	1,9	1,5	1,6
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	1,1	2,6	0,5	0,3	0,4	7,0	0,5	10,8
Emprunts au jour le jour	20,9	22,1	43,9	36,7	42,1	25,4	37,4	30,7
a) Couverts par des sûretés réelles	2,9	4,4	8,5	4,7	12,2	4,7	5,9	3,7
b) Non couverts par des sûretés réelles	18,0	17,7	35,4	32,0	29,9	20,7	31,5	27,0
Banquiers	371,9	511,0	599,5	673,0	631,5	686,9	626,4	694,3
Maison-mère, succursales et filiales	37,4	49,5	86,7	99,5	83,0	92,1	87,5	104,5
Acceptations	48,3	45,9	52,2	56,3	55,0	58,5	54,4	57,8
Autres valeurs à payer à court terme	8,9	10,2	9,3	13,8	15,0	29,3	11,8	24,4
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,6	2,5	6,3	2,7	2,0	2,7	3,3	2,7
Dépôts et comptes courants	501,9	605,1	665,8	783,0	704,3	843,6	710,5	853,3
a) A vue	193,5	208,0	221,2	268,7	239,5	282,9	245,7	292,2
b) A un mois au plus	36,2	51,4	74,3	77,4	76,6	96,8	77,5	93,0
c) A plus d'un mois	105,2	151,1	169,0	177,0	172,7	187,4	166,9	187,9
d) A plus d'un an	19,1	17,5	13,9	17,7	14,2	16,7	14,6	17,6
e) A plus de deux ans	13,1	17,3	14,9	17,7	15,9	18,6	15,9	18,8
f) Carnets de dépôts	132,4	157,6	170,5	221,8	183,3	238,6	187,8	241,2
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,4	2,2	2,0	2,7	2,1	2,6	2,1	2,6
Obligations et bons de caisse	33,9	40,2	47,2	54,8	50,3	60,1	51,1	62,0
Montants à libérer sur titres et participations	1,4	1,4	1,7	1,7	1,6	1,8	1,6	1,6
Divers	26,5	37,8	49,9	50,9	52,0	58,2	48,3	56,8
<i>Total de l'exigible ...</i>	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.774,8	1.639,1	1.867,5	1.634,3	1.900,5
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,6	3,3	3,6	8,4	4,0	8,4	4,0	9,1
<i>Non exigible :</i>								
Capital	22,8	25,4	27,2	28,1	27,6	29,5	27,6	29,6
Fonds indisponible par prime d'émission	4,2	5,6	5,7	3,2	5,7	3,1	5,7	3,1
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	1,5	1,7
Réserve disponible	9,7	11,1	12,2	12,0	12,8	12,7	12,9	12,8
Autres réserves ²	—	—	—	4,8	—	5,0	—	5,0
Provisions	0,6	0,6	1,6	0,8	0,7	1,0	0,7	0,9
<i>Total du non exigible ...</i>	38,6	44,1	48,2	50,4	48,3	53,0	48,4	53,1
Total du passif ...	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.833,6	1.691,4	1.928,9	1.686,7	1.962,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Nouvelle rubrique. Avant le 31 octobre 1975, les montants repris sous cette rubrique étaient recensés, en partie, sous la rubrique « Fonds indisponible par prime d'émission », et en partie sous la rubrique « Réserve disponible ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	à avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		réduite en mois type de 25 jours à l'O.C.P. ⁴
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	
(milliards de francs)						
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1975	709,6	408,4	1.118,0	3,91	3,88	e 5,05
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,8	976,5	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	e 5,44
2 ^e trimestre	738,1	430,9	1.169,0	4,04	4,03	5,15
3 ^e trimestre	658,6	370,9	1.029,5	3,44	3,44	4,53
4 ^e trimestre	767,7	416,1	1.183,8	4,12	4,06	5,10
1976 1 ^{er} trimestre	752,1	445,2	1.197,3	3,96	3,85	5,27
1975 Mai	722,8	461,8	1.184,6	3,85	4,01	5,33
Juin	732,0	407,5	1.139,5	3,86	3,86	4,90
Juillet	708,7	389,2	1.097,9	3,83	3,68	4,69
Août	605,6	353,5	959,1	3,21	3,21	4,36
Septembre	661,6	369,9	1.031,5	3,56	3,42	4,53
Octobre	743,3	400,8	1.144,1	4,30	3,98	4,96
Novembre	701,5	425,3	1.126,8	3,49	3,79	5,35
Décembre	858,2	422,1	1.280,3	4,56	4,38	4,99
1976 Janvier	728,5	460,6	1.189,1	3,83	3,69	5,53
Février	755,1	453,3	1.208,4	3,76	3,91	5,28
Mars	772,8	421,7	1.194,5	4,28	3,96	5,00
Avril	799,3	467,1	1.266,4	4,01	4,01	5,22
Mai	845,6	495,8	1.341,4	3,99	4,15	5,19

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : *Rapports annuels du Fonds des Rentes.*

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
	valeur nominale							
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...
1975 Janvier	12,8	...	...	...	7,4	16,3	...	...
Février	10,4	...	...	...	9,2	15,9	...	...
Mars	10,0	9,1	...	...	1,2	16,3	...	...
Avril	9,6	...	...	...	8,5	14,4	...	...
Mai	9,0	6,0	...	...	6,5	17,7	...	...
Juin	9,2	6,0	4,6	...	...	14,8	...	1,2
Juillet	10,2	6,0	...	...	4,9	17,4	...	...
Août	10,8	5,4	...	...	6,5	18,9	...	...
Septembre	11,8	6,0	...	...	5,0	18,1	...	0,9
Octobre	13,2	...	...	...	10,6	20,0	...	...
Novembre	14,5	...	...	...	7,0	17,7	...	...
Décembre	17,9	6,0	...	...	2,8	20,1	0,3	2,9

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

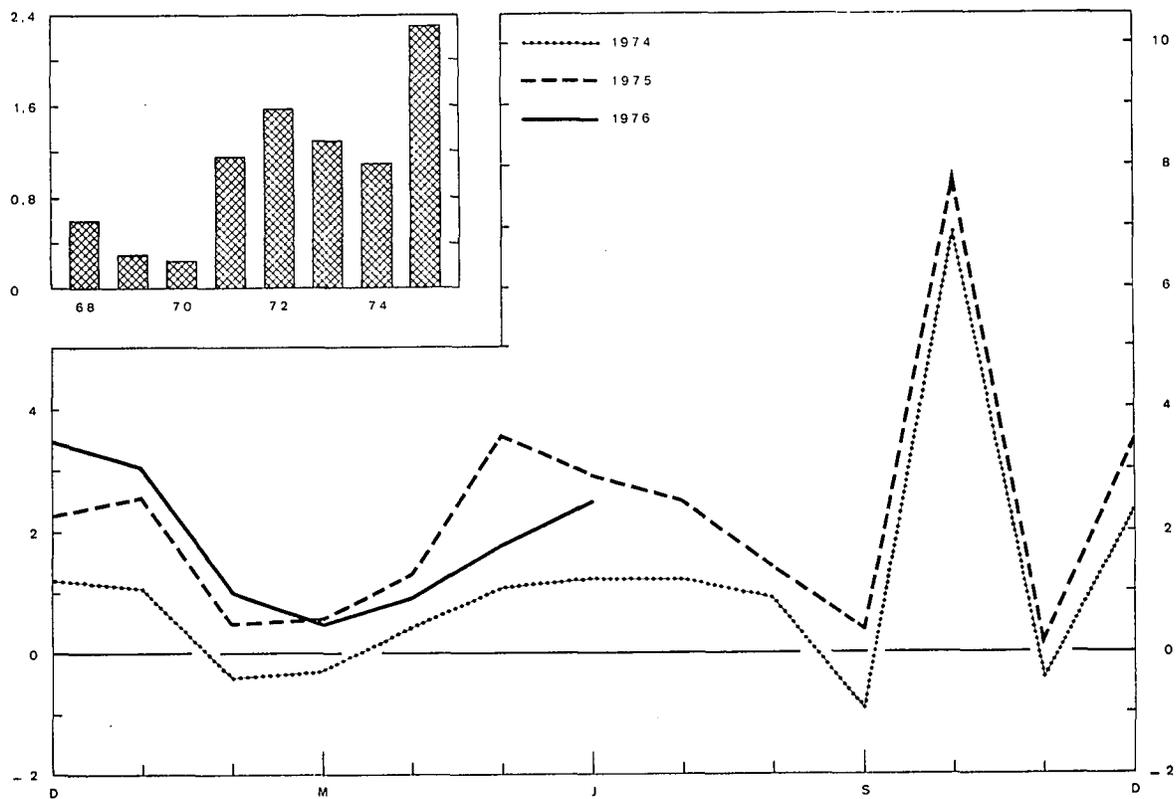
Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : CGER.

Dépôts ¹ : excédents ou déficits des versements sur les remboursements

(moyennes mensuelles ou mois)



Périodes	Dépôts ¹			Bons d'épargne ²		Total
	Versements ³	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Solde ⁴	Montant en circulation	
					à fin de période	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
						(6) = (4) + (5)
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1975	244,4	216,9	27,5	287,5	39,9	327,4
1974 2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9	253,4
3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,0	3,8	252,3	35,2	287,5
2 ^e trimestre	60,6	52,8	7,8	260,1	37,8	297,9
3 ^e trimestre	56,4	52,1	4,3	264,4	39,2	303,6
4 ^e trimestre	73,6	62,0	11,6	287,5	39,9	327,4
1976 1 ^{er} trimestre	69,3	64,7	4,6	292,1	42,3	334,4
2 ^e trimestre p	76,2	71,0	5,2	297,3	45,3	342,6
1975 Juin	21,5	18,6	2,9	260,1	37,8	297,9
Juillet	20,9	18,4	2,5	262,6	38,3	300,9
Août	16,7	15,3	1,4	264,0	38,9	302,9
Septembre	18,8	18,4	0,4	264,4	39,2	303,6
Octobre	30,3	22,4	7,9	272,3	39,6	311,9
Novembre	18,8	18,6	0,2	272,5	39,9	312,4
Décembre	24,5	21,0	3,5	287,5	39,9	327,4
1976 Janvier	24,2	21,1	3,1	290,6	40,9	331,5
Février	21,5	20,5	1,0	291,6	41,9	333,5
Mars	23,6	23,1	0,5	292,1	42,3	334,4
Avril	24,1	23,2	0,9	293,0	43,2	336,2
Mai p	24,4	22,6	1,8	294,8	44,3	339,1
Juin p	27,7	25,2	2,5	297,3	45,3	342,6

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1975, les intérêts capitalisés s'élèvent à 11,5 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGEE.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0	2,1
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4	50,8
Avances à l'industrie	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3	10,5
Crédit agricole	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6	4,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1	1,0
Acceptations bancaires	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9	0,3
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5	15,0
Prêts au jour le jour .....	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2	2,7
Total ...	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0	85,2
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5	47,2
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0	55,8
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9	9,2
Obligations de sociétés belges et divers ...	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0	6,2
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,2
Prêts hypothécaires	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2	37,6
Crédit agricole	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8	7,2
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4	38,3
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9	31,7
Total ...	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8	234,4
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9	9,4
Valeurs échues du portefeuille	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0	3,8
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1	2,2
Divers	0,3	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1	19,7
Total de l'actif ...	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ² :									
Particuliers	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6	270,7
Etablissements publics et autres	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0	29,8
Total ...	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6	300,5
Dépôts en comptes courants ²	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0	13,4
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6	6,0
<i>Non exigible :</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5	21,2
Divers	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2	15,7
Total du passif ...	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9	356,8

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² Y compris les intérêts capitalisés.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5	8,8
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7	13,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6	0,5
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...	...
Total ...	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2	22,9
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1	23,2
Réserves mathématiques ²	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		23,2	23,1	23,2
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0	1,1
Total ...	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1	24,3

¹ Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour

frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0	4,4
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3	6,9
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Obligations de sociétés belges	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9	3,0
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1	2,1
Total ...	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4	16,5
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1	11,0
Fonds de réserve et de répartition	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5	5,9
Total ...	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6	16,9

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9	40,8
2. garantis par banques et organismes financiers .	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1	44,9
3. dont le risque est à charge de l'Institution	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2	63,3
*Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4	0,3
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7	5,3
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3	7,4
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0	10,3
Placements divers à court terme	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0	22,1
Divers	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9	7,1
Total de l'actif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

PASSIF

Obligations	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1	119,7
Bons de caisse	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3	27,4
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3	22,7
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9
Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5	8,9
Divers	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3	21,9
Total du passif ...	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5	201,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à

l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1975 31 déc.	1975 31 mars	1976 31 mars	1976 30 avril	1976 30 avril
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2,0	4,3	3,0	1,5	1,9	1,0	1,9	1,0
Prêts au jour le jour	0,2	0,4	0,4	1,0	0,3	0,3	0,4	0,6
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	6,4	7,8	7,7	11,9	10,9	11,3	9,9	11,5
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	1,2	1,6	1,7	1,8	1,6	1,7	1,7	2,0
Effets de commerce et factures	1,2	1,4	3,6	2,1	1,8	3,1	1,8	4,3
Débiteurs par acceptations	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	9,4	12,2	16,5	21,0	16,9	22,2	17,1	22,8
Portefeuille-titres et participations	82,8	93,1	103,0	131,7	111,8	138,7	115,5	139,5
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(1,6)	(1,3)	(0,1)	(1,0)	(0,8)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(48,9)	(39,7)	(55,4)	(43,0)	(55,0)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(61,8)	(57,8)	(64,0)	(57,7)	(64,1)
c) Obligations de sociétés belges	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(13,2)	(8,0)	(13,1)	(8,8)	(13,4)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(3,1)	(2,7)	(3,1)	(2,7)	(3,2)
e) Autres valeurs	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(3,1)	(2,3)	(3,0)	(2,3)	(3,0)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	94,5	110,8	127,3	143,4	130,3	149,5	130,5	151,0
Actionnaires ou sociétaires	1,4	1,6	1,9	2,4	2,1	2,6	2,2	2,7
Débiteurs divers	0,6	0,7	0,9	1,4	1,0	1,5	1,1	1,6
Divers	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0
Total du disponible et réalisable ...	200,8	235,0	267,0	319,3	279,6	333,0	283,1	338,0
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles .....	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	2,6	3,0	3,3	3,0	3,4	3,0	3,5	3,0
Leasing immobilier .....	...	0,2	0,3	1,0	0,3	1,0	0,3	1,0
Matériel et mobilier	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Leasing mobilier .....	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Cautionnements imposés par la loi .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total de l'immobilisé ...	2,8	3,5	4,1	4,5	4,2	4,6	4,3	4,6
Comptes transitoires ¹	4,3	5,2	6,3	8,3	4,8	7,9	5,4	7,2
Total de l'actif ...	207,9	243,7	277,4	332,1	288,6	345,5	292,8	349,8
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	189,8	224,5	256,9	306,9	267,9	320,5	271,9	324,4
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	187,3	221,3	253,4	302,6	263,5	315,8	267,5	319,2

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*.

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)					
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)	
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes (4)	Total (2) + (3) + (4) = (5)	Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	(10)			(11)	(12) (13)		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)			Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)						Total (6) + (7) = (8)		créditeurs	débiteurs
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5		
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8		
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7		
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5		
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8		
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2		
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1		
1975	15,5	35,8	5,3	10,5	51,6	1,1	47,6	48,7	18,4	234,5	24,0	7,4	25,8	198,6		
1974 2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,3	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2		
3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4		
4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9		
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9		
2 ^e trimestre	15,5	10,0	1,2	2,4	13,6	0,2	11,3	11,5	17,6	217,1	22,6	8,0	22,6	43,8		
3 ^e trimestre	17,6	9,6	1,4	2,3	13,3	0,3	11,9	12,2	18,7	227,2	23,2	5,9	29,1	47,3		
4 ^e trimestre	18,7	9,6	1,5	2,9	14,0	0,3	14,0	14,3	19,4	234,5	24,0	8,0	27,4	48,6		
1976 1 ^{er} trimestre	18,4	8,8	1,4	3,3	13,5	0,2	13,0	13,2	18,7	241,5	27,4	8,8	29,9	63,4		
2 ^e trimestre	18,6	11,4	1,6	3,2	16,2	0,2	13,9	14,1	20,7	200,7	27,4	9,3	31,2	49,8		
1975 Juin	16,8	4,8	0,2	1,1	6,1	0,1	5,2	5,3	17,6	217,1	22,6	7,5	24,2	13,4		
Juillet	17,6	3,3	0,4	0,5	4,2	...	4,1	4,1	17,7	218,5	23,7	6,6	28,1	24,2		
Août	17,7	2,5	0,3	0,9	3,7	0,1	3,3	3,4	18,0	221,1	24,7	5,8	28,6	10,4		
Septembre	18,0	3,8	0,7	0,9	5,4	0,2	4,5	4,7	18,7	227,2	23,2	5,2	30,5	12,7		
Octobre	18,7	3,6	0,6	1,0	5,2	0,1	4,7	4,8	19,1	229,5	22,5	6,2	30,5	17,0		
Novembre	19,1	2,5	0,5	0,7	3,7	0,1	4,1	4,2	18,6	232,1	22,5	8,1	26,3	13,9		
Décembre	18,6	3,5	0,4	1,2	5,1	0,1	5,2	5,3	18,4	234,5	24,0	9,7	25,4	17,7		
1976 Janvier	18,4	2,3	0,4	1,1	3,8	...	4,2	4,2	18,0	232,3	24,1	8,5	29,6	28,5		
Février	18,0	2,9	0,6	1,0	4,5	0,1	4,0	4,1	18,4	239,1	28,2	9,4	28,2	16,9		
Mars	18,3	3,6	0,4	1,2	5,2	0,1	4,8	4,9	18,6	241,5	27,4	8,4	31,8	18,0		
Avril	18,6	3,7	0,6	1,0	5,3	...	4,2	4,2	19,7	245,0	27,2	10,7	29,6	18,9		
Mai	19,6	3,8	0,3	1,1	5,2	0,1	4,2	4,3	20,5	245,6	27,9	8,7	31,8	15,7		
Juin	20,5	3,9	0,7	1,1	5,7	0,1	5,5	5,6	20,6	200,7	27,4	8,4	32,1	15,2		

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Inmeubles	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9	16,3
Prêts hypothécaires	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2	34,4
Prêts sur polices	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,9
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	7,4	7,7	8,4	8,2					
Titres des organismes parastataux de crédit	6,3	6,9	8,1	8,2	} 21,6	23,3	24,5	26,7	28,8
Titres des autres organismes parastataux	2,2	2,6	2,5	2,5					
Titres des provinces et communes	1,6	1,9	2,3	1,9					
Valeurs étrangères	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0	4,1
Obligations de sociétés belges	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9	18,9
Actions de sociétés belges	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5	6,9
Total des valeurs mobilières ...	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0	58,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9	0,9
Réserves mathématiques ¹	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0	114,6

Sociétés étrangères

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
Inmeubles	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5	3,9
Prêts hypothécaires	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9	8,6
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	4,3	4,7	5,0	5,0					
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,4	1,5	1,5	} 8,4	8,9	9,2	9,3	9,9
Titres des autres organismes parastataux	1,0	1,0	1,0	1,1					
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,5	0,4					
Valeurs étrangères	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	0,8
Obligations de sociétés belges	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7	2,7
Actions de sociétés belges	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4	1,3
Total des valeurs mobilières ...	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3	14,7
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Réserves mathématiques ¹	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3	28,0

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôt</i> ² :								
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8	36,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9	33,7
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	0,4	8,0	12,9
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,3	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8	83,5
Doubles emplois ³ ...	— 8,0	— 9,2	— 23,9	— 10,3	— 19,3	— 23,0	— 44,2	— 22,3
Total net ...	34,3	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6	61,2
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :								
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9	
Organismes d'assurance-accidents du travail .	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1	
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9	
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2	
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0	
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1	
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :								
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1	
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	— 5,3	— 0,5	4,0	
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1	
E. <i>Emissions de capitaux</i> :								
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0	
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	— 2,0	— 5,0	— 4,4	— 0,1	— 2,5	— 9,9	— 11,3	
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5	
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5	
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0	

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans

une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²				Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)		Emissions nettes (8) = (6) - (7)
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
	p 1974	106,0	50,6	55,4	—	55,4	6,0	3,4	2,6	58,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	1,9	1,9	...	9,7
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	2,5	2,9 ⁵	- 0,4	6,6
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	2,6	2,4	0,2	5,4
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	4,4	3,7	0,7	8,7
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	4,9	3,4	1,5	- 2,9
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	6,5	3,9	2,6	9,7
	1973	—	3,8	- 3,8	—	- 3,8	8,7	7,4	1,3	- 2,5
	p 1974	—	5,0	- 5,0	—	- 5,0	16,8	10,3	6,5	1,5
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,8	12,9	6,3	2,4	3,9	16,8
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
	p 1974	14,0	0,5	13,5	16,2	29,7	7,1	3,3	3,8	33,5
4. Pouvoirs subordonnés, Intercomm. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,1	13,9	12,8	26,7	3,6	0,1	3,5	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
	p 1974	8,5	5,6	2,9	19,8	22,7	0,9	0,1	0,8	23,5
5. Organismes paratâtiques d'exploitation	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	1973	14,0	3,5	5,5	—	5,5	2,7	1,8	0,9	6,4
	p 1974	12,0	5,0	7,0	—	7,0	3,7	1,3	2,4	9,4
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	13,0	8,2	4,8	50,2
	1968	66,0	29,5	36,5	22,0	58,5	12,6	8,6	4,0	62,5
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	17,1	8,9	8,2	52,9
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	18,9	13,2	5,7	67,1
	1971	147,0	65,8	81,2	33,5	114,7	28,5	11,8	16,7	131,4
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	25,5	8,8	16,7	135,8
	1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	19,2	15,2	4,0	124,2
	p 1974	140,5	66,7	73,8	36,0	109,8	34,5	18,4	16,1	125,9

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1967 : - 5,0; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 3,7; en 1974 : 3,5 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973 et 1974 : « Intermédiaires financiers publics » : - 0,3, 2,2, - 2,3, 3,9, 3,7, 1,0, 0,7 et 0,6 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 3,7, 3,7 et 4,5 milliards.

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paratâtiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
						141.240				
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
						151.200				
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Interc. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25
	Septembre	15	Etat belge 1975-83	8,50	99,00	7 ans 9 mois 14 jours	41.100	8,77	—	8,69
						175.100				
1976	Janvier	12	Fonds des Routes 1976-84	9,00	100,00	8 ans	23.000	9,00	—	9,00
	Février	12	Etat belge 1976-84	9,00	99,00	8 ans	41.000	9,19	—	9,18
	Avril	23	R.T.T. 1976-84	10,00	100,00	8 ans	16.000	10,00	—	10,00
	Mai	31	Etat belge 1976-84	10,00	100,00	8 ans	48.000	10,00	—	10,00
	Juin	24	Ville d'Anvers 1976-84	10,00	99,75	8 ans	5.000	10,06	—	10,05
	Juin	24	Ville de Liège 1976-84	10,00	99,75	8 ans	2.000	10,06	—	10,05

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ²	Dettes reprises de la République du Zaïre ³	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) ²
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)	(9) = (5)+(8)					(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
1974 Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
1974 Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
1974 Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
1975 Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3
1975 Juillet	654,8	18,2	82,3	71,9	827,2	4,0	...	4,0	831,2	86,0	917,2	0,6	917,8
1975 Août	652,8	17,7	91,0	69,1	830,6	3,9	...	3,9	834,5	85,8	920,3	0,5	920,8
1975 Septembre	649,7	17,6	108,6	68,5	844,4	3,9	...	3,9	848,3	85,4	933,7	0,5	934,2
1975 Octobre	687,0	17,6	67,9	71,5	844,0	3,9	...	3,9	847,9	85,6	933,5	0,5	934,0
1975 Novembre	685,2	17,6	73,7	67,9	844,4	3,8	...	3,8	848,2	85,5	933,7	0,4	934,1
1975 Décembre	681,9	17,3	71,0	69,4	839,6	3,7	...	3,7	843,3	85,1	928,4	0,4	928,8
1976 Janvier	679,1	17,0	84,4	80,4	860,9	3,7	...	3,7	864,6	107,6	972,2	0,4	972,6
1976 Février	677,1	16,8	99,7	69,1	862,7	3,7	...	3,7	866,4	107,0	973,4	0,4	973,8
1976 Mars	715,3	16,4	96,2	72,6	900,5	3,7	...	3,7	904,2	106,6	1.010,8	0,3	1.011,1
1976 Avril	706,0	15,7	113,3	86,9	921,9	3,5	...	3,5	925,4	106,3	1.031,7	0,3	1.032,0
1976 Mai	702,3	15,5	137,9	76,3	932,0	3,5	...	3,5	935,5	105,9	1.041,4	0,4	1.041,8
1976 Juin	745,8	15,4	115,0	77,6	953,8	3,3	...	3,3	957,1	100,3	1.057,4	0,3	1.057,7

¹ Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

³ Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) ¹	Dettes reprises de la République du Zaïre ²	Dettes totales ³	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor ⁷	Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes ⁷				
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ⁴	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. ⁵	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ⁶	Divers								
												(4)	(5)	(6)	(7)
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0				
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8				
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...	
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...				
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...				
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...				
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	...	+ 57,4	...	+ 57,4	...	
1975	+ 107,8	- 0,4	+ 107,4	- 1,9	...	...	...	+ 109,3	...	+ 109,3	...	
1975 6 premiers mois	+ 100,2	- 0,3	+ 99,9	- 1,2	...	...	...	+ 101,1	...	+ 101,1	...	
1976 6 premiers mois	+ 129,0	- 0,1	+ 128,9	- 2,0	...	...	...	+ 130,9	...	+ 130,9	...	

¹ Variations de la colonne (11) du tableau XVI-3a.

² Variations de la colonne (12) du tableau XVI-3a.

³ Variations de la colonne (13) du tableau XVI-3a.

⁴ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

⁵ La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

⁶ Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès

de la B.N.B. A partir d'octobre 1973, l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

⁷ Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) de l'ancienne série et à la colonne (3) de la nouvelle série « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

⁸ Réévaluation du mark allemand.

⁹ B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

¹⁰ B.I.R.D.

¹¹ Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S., le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

**XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN
DU SECTEUR PUBLIC**

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers ³	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion ⁴
	Etat ²	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur¹

1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,5	248,8	715,6	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—
1974 p	611,1	71,2	—	124,9 ⁵	406,4	1.213,6 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1967	66,4	10,8	5,2	16,3	31,8	130,5	—
1968	67,0	11,9	4,2	16,5	34,8	134,4	—
1969	71,8	13,3	3,8	16,9	37,1	142,9	—
1970	70,9	19,4	3,3	17,3	39,7	150,6	—
1971	72,2	22,7	3,3	22,0	47,8	168,0	—
1972	78,1	26,2	3,9	21,4	55,8	185,4	—
1973	76,1	27,3	3,2	22,9	59,8	189,3	—
1974 p	80,1	30,0	3,2	27,1	63,1	203,5	—

Total

1967	364,4	43,8	5,2	55,7	197,1	666,2	11,3
1968	389,7	49,9	4,2	63,1	225,8	732,7	11,0
1969	412,4	53,0	3,8	70,5	246,5	786,2	10,9
1970	431,7	62,9	3,3	79,8	288,5	866,2	10,6
1971	494,5	72,6	3,3	98,6	337,6	1.006,6	10,3
1972	576,3	84,2	3,9	122,8 ⁵	370,9	1.158,1 ⁵	—
1973	636,6	91,0	3,2	143,8 ⁵	412,4	1.287,0 ⁵	—
1974 p	691,2	101,2	3,2	152,0 ⁵	469,5	1.417,1 ⁵	—

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

³ Y compris les bons de caisse à un an au plus.

⁴ Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Pa.n-étatiques d'exploit-ation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes monétaires ³	Fonds des Rentes	Caissees d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur ¹

1967	294,2	3,8	3,0	6,4	74,8	5,0	54,2	84,6	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	6,7	91,0	7,1	61,4	87,7	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	7,0	102,4	6,9	64,5	89,2	18,7	643,3
1970	385,7	4,7	2,9	7,6	128,2	6,0	68,9	93,2	18,4	715,6
1971	428,9	5,1	2,6	9,4	170,2	8,2	85,3	98,6	30,3	838,6
1972 ⁴	471,9	6,2	2,7	11,2	212,0	15,2	110,7	104,2	38,6	972,7
1973 ⁴	520,5	6,6	3,0	13,1	254,0	15,7	129,8	113,1	41,9	1.097,7
1974 ⁴ p	579,9	6,5	3,5	13,8	283,9	12,1	146,9	123,4	43,6	1.213,6

Titres non accessibles à tout placeur

1967	5,8	0,4	0,1	2,6	64,2	—	23,6	32,9	0,9	130,5
1968	6,4	0,2	0,2	2,1	64,4	—	25,8	34,1	1,2	134,4
1969	5,8	0,3	0,2	2,5	65,0	—	28,3	34,3	6,5	142,9
1970	9,4	0,4	0,3	2,4	67,8	—	31,0	34,3	5,0	150,6
1971	9,2	0,3	0,3	2,8	72,5	—	40,2	33,8	8,9	168,0
1972	9,0	0,3	0,2	2,8	79,8	—	48,4	32,4	12,5	185,4
1973	8,4	0,2	0,2	3,2	81,6	—	51,3	32,8	11,6	189,3
1974 p	9,6	0,3	0,2	3,9	85,7	—	57,1	32,9	13,8	203,5

Total

1967	300,0	4,2	3,1	9,0	139,0	5,0	77,8	117,5	10,6	666,2
1968	325,7	4,6	3,2	8,8	155,4	7,1	87,2	121,8	18,9	732,7
1969	353,0	4,7	3,2	9,5	167,4	6,9	92,8	123,5	25,2	786,2
1970	395,1	5,1	3,2	10,0	196,0	6,0	99,9	127,5	23,4	866,2
1971	438,1	5,4	2,9	12,2	242,7	8,2	125,5	132,4	39,2	1.006,6
1972 ⁴	480,9	6,5	2,9	14,0	291,8	15,2	159,1	136,6	51,1	1.158,1
1973 ⁴	528,9	6,8	3,2	16,3	335,6	15,7	181,1	145,9	53,5	1.287,0
1974 ⁴ p	589,5	6,8	3,7	17,7	369,6	12,1	204,0	156,3	57,4	1.417,1

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGBR.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes parastatutaires qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

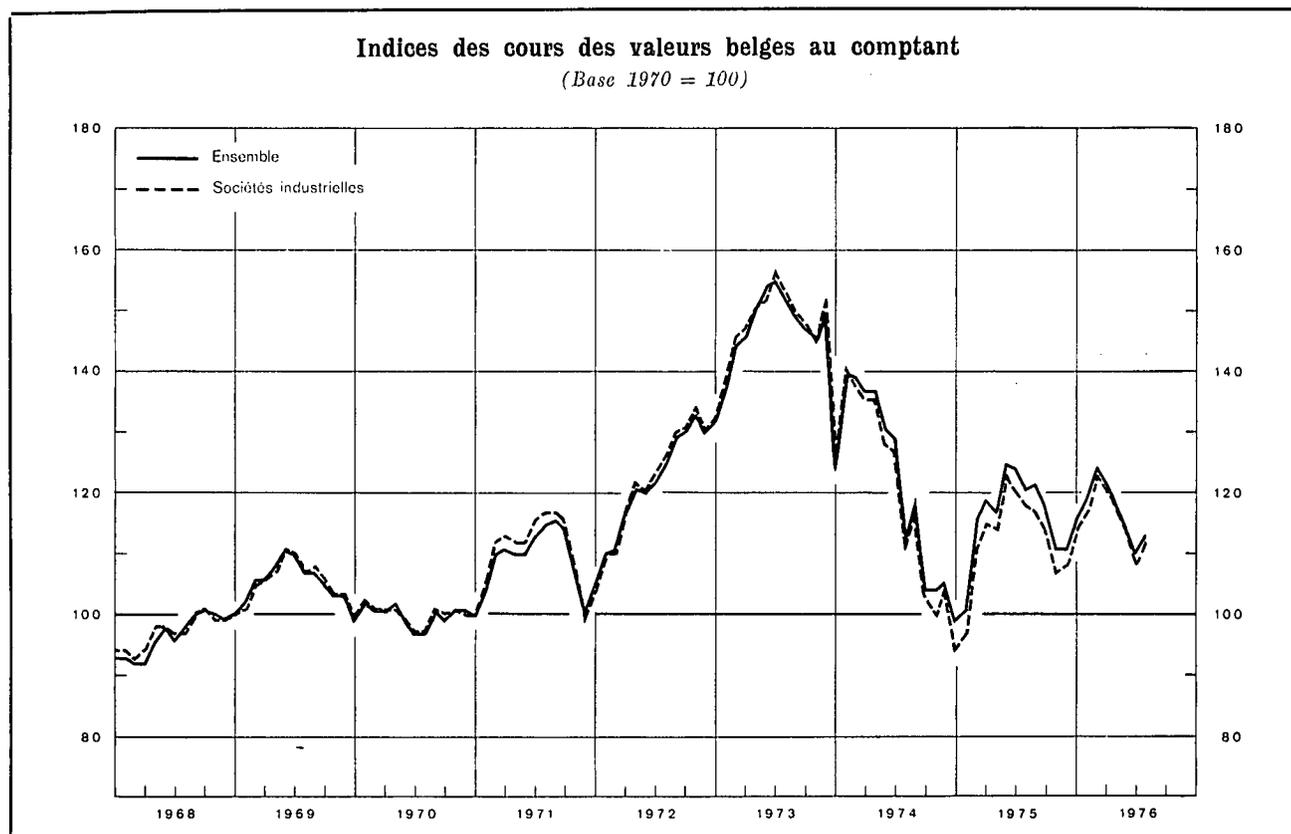
⁴ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLII^e année, vol. I,

n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2				Taux de rendement 3						
		Au comptant		A terme	Ensemble	Sociétés industrielles						
		Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1970 = 100)						en p.c.						
1968	134	97	97	92	3,8	3,8						
1969	149	105	106	105	3,7	3,4						
1970	112	100	100	100	4,9	5,2						
1971	169	110	111	103	5,2	5,9						
1972	199	123	124	118	4,1	3,9						
1973	276	147	148	144	3,8	3,7						
1974	185	121	119	125	5,3	5,4						
1975	205	117	113	123	5,8	6,6						
	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976	1975	1976
Janvier	165	316	101	119	97	117	104	125	5,9	5,3	6,3	5,9
Février	197	331	116	124	111	123	122	131	5,8	5,4	6,3	6,0
Mars	197	294	119	122	115	121	125	127	5,8	5,6	6,3	6,3
Avril	226	226	117	118	114	118	125	122	5,5	5,6	5,8	6,3
Mai	277	253	125	114	123	114	133	118	5,8	4,9	6,6	4,0
Juin	243	200	124	110	121	108	135	114	5,8	4,9	6,4	3,9
Juillet	229	179	121	113	118	112	130	119	5,5	5,0	6,5	3,8
Août	169		122		117		127		5,5		6,7	
Septembre	185		118		114		122		5,9		7,2	
Octobre	172		111		107		113		6,0		7,3	
Novembre	207		111		108		114		5,8		6,9	
Décembre	193		116		114		122		5,8		6,9	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois ; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.892	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes : voir fin du tableau XVII-2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantômes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Perles			Dette obligataire en vic au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Notes : voir fin du tableau XVII-2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31-12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	26,3	42,3
1971	26,8	15,1	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	28,9	43,2
1972	40,8	p 20,8	21,6	3,7	17,9	4,6	22,5	p 43,3	45,5
1973	39,1	p 19,7	p 13,6	p 3,2	p 10,4	p 6,3	p 16,7	p 36,4	p 38,8

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	...	...	0,4	- 0,4	...	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1971	4,4	2,6	0,2	1,6	- 1,4	...	- 1,4	1,2	1,2
1972	0,5	p 0,1	2,9	0,1	2,8	...	p 2,8	p 2,9	2,9
1973	9,4	p 0,3	p ...	p 0,1	p - 0,1	p ...	p - 0,1	p 0,2	p 0,2

Total général

1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	25,9	41,9
1971	31,2	17,7	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	30,1	44,4
1972	41,3	p 20,9	24,5	3,8	20,7	4,6	25,3	p 46,2	48,4
1973	48,5	p 20,0	p 13,6	p 3,3	p 10,3	p 6,3	p 16,6	p 36,6	p 39,0

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.L., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1973 12 mois	39,1	16,7	p 13,6	p 30,3	9,4	0,3	p ...	p 0,3
1974 3 premiers mois	6,6	3,3	1,0	4,3	...	...	...	...
6 premiers mois	20,6	7,1	4,0	11,1	0,5	...	...	...
9 premiers mois	31,1	12,9	4,3	17,2	0,5	...	...	...
12 mois p	49,6	19,3	9,3	28,6	0,5	...	...	...
1975 3 premiers mois ... p	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
6 premiers mois ... p	17,7	6,2	14,6	20,8	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	25,2	10,3	17,6	27,9	...	...	...	...
12 mois p	39,1	17,4	24,7	42,1	...	...	...	...
1975 Février p	1,8	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Mars p	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...
Avril p	2,8	0,7	2,7	3,4	...	...	...	...
Mai p	3,1	0,7	2,7	3,4	...	...	...	...
Juin p	5,0	1,7	8,4	10,1	...	...	...	...
Juillet p	2,9	2,1	0,8	2,9	...	...	...	...
Août p	1,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Septembre p	3,2	1,2	0,7	1,9	...	...	...	...
Octobre p	3,1	3,1	1,8	4,9	...	...	...	...
Novembre p	3,7	1,1	0,2	1,3	...	...	...	...
Décembre p	7,1	2,9	5,1	8,0	...	...	...	...
1976 Janvier p	4,5	1,3	0,2	1,5	...	...	...	...
Février p	2,5	1,9	...	1,9	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement (pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4).

**XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES ¹ ET PARTICULIERS
ENVERS LES INTERMEDIAIRES FINANCIERS BELGES**

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine ²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général (11) = (4) + (10)	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁵ (12)
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total 3 (4) = (1) + (3)	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées	Divers	Total (10) = (5) + (9)		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1969	2,8	1,5	214,5	218,8	147,8	56,9	107,4	80,4	0,9	393,4	612,2	24,0
1970	2,7	1,7	243,6	248,0	169,1	62,6	112,5	90,9	0,7	435,8	683,8	29,1
1971	3,7	2,1	279,4	285,2	182,3	70,9	120,8	100,7	1,0	475,7	760,9	38,1
1972	3,9	3,8	338,5	346,2	190,8	79,0	138,8	116,2	1,8	526,6	872,8	47,1
1973	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974	3,5	7,8	448,6	459,9	240,4	98,0	180,2	158,1	1,5	678,2	1.138,1	58,4
1975	2,1	14,4	524,2	540,7	262,7	110,3	201,0	183,9	1,8	759,7	1.300,4	64,6
1973 Décembre ..	4,0	8,2	395,6	407,8	212,2	88,3	161,6	136,2	1,9	600,2	1.008,0	52,6
1974 Mars ⁴	3,1	6,4	411,4	420,9	220,3	91,7	166,1	141,6	1,9	621,6	1.042,5	54,1
Juin ⁴	1,8	9,4	420,8	432,0	225,9	94,9	171,5	148,6	1,8	642,7	1.074,7	53,8
Septembre ..	1,5	12,8	427,6	441,9	233,5	97,9	176,3	152,8	1,6	662,1	1.104,0	54,0
Décembre ..	3,5	7,8	448,6	459,9	240,4	98,0	180,2	158,1	1,5	678,2	1.138,1	58,4
1975 Mars ⁴	3,1	6,9	457,4	467,4	243,4	101,6	183,6	161,5	1,1	691,2	1.158,6	62,2
Juin	1,9	9,1	474,9	485,9	250,4	104,9	187,2	168,3	1,0	711,8	1.197,7	65,1
Septembre ..	1,0	12,6	487,0	500,6	254,0	107,7	192,2	174,2	1,3	729,4	1.230,0	63,9
Décembre ..	2,1	14,4	524,2	540,7	262,7	110,3	201,0	183,9	1,8	759,7	1.300,4	64,6
1976 Mars	1,7	14,3	544,8	560,8	p 274,3	p 114,0	p 207,3	p 190,8	p 1,8	p 788,2	p 1.349,0	p 64,0

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11).

⁴ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁵ Non compris les certificats à court terme émis par les organismes publics d'exploitation.

N. B. — Les données publiées dans ce tableau forment une nouvelle série non comparable à celle publiée avant janvier 1976 (cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1976).

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1975	9,7
1974 2 ^e trimestre ..	10,4
3 ^e trimestre ..	12,0
4 ^e trimestre ..	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ..	7,0
2 ^e trimestre ..	8,0
3 ^e trimestre ..	10,7
4 ^e trimestre ..	13,0
1976 1 ^{er} trimestre ..	13,8
2 ^e trimestre ..	15,8

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1975	6,5	5,7	3,4	4,1	0,1	10,4	1,0	15,6
1974 2 ^o trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
1974 3 ^o trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
1974 4 ^o trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,3	4,1	...	10,4	1,0	15,5
1975 2 ^o trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
1975 3 ^o trimestre	5,8	5,0	3,5	4,1	0,5	8,9	0,8	14,3
1975 4 ^o trimestre	6,5	7,5	3,2	4,0	...	12,1	1,1	17,2
1976 1 ^{er} trimestre	6,2	1,5	3,7	4,1	0,4	5,9	1,0	11,4
1976 2 ^o trimestre	7,7	0,3	3,9	4,5	0,2	6,5	0,7	11,9
1975 Juillet	8,3	2,9	3,2	3,1	1,3	9,0	1,0	14,4
1975 Août	4,1	6,5	3,4	5,0	...	8,4	0,6	14,0
1975 Septembre	5,0	5,5	3,9	4,2	...	9,4	0,8	14,4
1975 Octobre	4,9	9,7	2,5	5,4	...	10,3	1,4	17,1
1975 Novembre	6,8	8,9	3,9	3,2	...	15,7	0,7	19,6
1975 Décembre	7,7	3,9	3,3	3,4	...	10,3	1,2	14,9
1976 Janvier	7,2	3,6	3,8	3,4	0,2	10,0	1,0	14,6
1976 Février	6,5	0,5	4,4	3,6	0,5	6,3	1,0	11,4
1976 Mars	4,7	0,5	2,8	5,2	0,5	1,4	0,9	8,0
1976 Avril	7,5	...	3,6	4,4	0,1	6,3	0,3	11,1
1976 Mai	10,0	...	4,8	3,4	0,4	10,4	0,6	14,8
1976 Juin	5,3	1,0	3,5	5,6	...	2,9	1,3	9,8
1976 Juillet	6,4	0,2	2,7	4,4	0,2	3,6	1,1	9,3

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1969, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,7	171,6
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1975	167,1	8,8	38,0	10,5	224,4
1974 1 ^{er} trimestre	153,9	0,8	27,2	29,0	210,9
2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6
2 ^e trimestre	165,3	5,6	43,0	10,1	224,0
3 ^e trimestre	175,4	9,2	30,1	7,9	222,6
4 ^e trimestre	170,8	12,8	31,8	12,8	228,2
1976 1 ^{er} trimestre	179,9	7,7	39,3	22,7	249,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parafinanciers d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période (plafonds ou mois (quotas))	Plafonds de réescompte									Quotas mensuels d'avances en compte courant d'opérations au taux normal (7)	
	Plafonds calculés selon la formule générale : pourcentages appliqués aux moyens d'action retenus 1 (1)	Ensemble des plafonds (2)			Encours imputés			Marges disponibles (6) = (2) - (5)			
					Effets visés 2 (3)	Effets non visés réescomptés 3 (4)	Total (5) = (3) + (4)				
(milliards de francs)											
1969	12	44,0			29,7	4,2	33,9	10,1			—
1970	9	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1			—
1971	9	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5			—
1972	8	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2			—
1973	5 1/2	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4			—
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁴			13,8 ⁴	18,5 ⁴	32,3 ⁴	5,1 ⁴			—
Juin	4 1/2	32,1 ⁵			2,6 ⁵	25,6 ⁵	28,2 ⁵	3,9 ⁵			—
		Sous-plafond A 6 (2a)	Sous-plafond B 6 (2b)	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A 6 (3)	Sous-plafond B 6 (4)	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A 6 (6a)	Sous-plafond B 6 (6b)	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)	
Septembre	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2	19,5
Décembre	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1	20,7
1975 Mars	4 1/4	24,1 ⁷	10,3 ⁷	34,4 ⁷	14,8 ⁷	6,3 ⁷	21,1 ⁷	9,3 ⁷	4,0 ⁷	13,3 ⁷	21,2
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4	21,6
Juillet	4 3/4	—	—	39,3	—	—	18,7	—	—	20,6	21,2
Août	5 1/4	—	—	39,3 ⁸	—	—	17,5 ⁸	—	—	21,8 ⁸	21,2
Septembre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	18,3	—	—	24,8	25,1
Octobre	5 1/4	—	—	43,1	—	—	29,3	—	—	13,8	25,1
Novembre	5 1/4	—	—	46,4 ⁹	—	—	28,8 ⁹	—	—	17,6 ⁹	25,1
Décembre	5 1/4	—	—	49,5	—	—	26,1	—	—	23,4	25,7
1976 Janvier	5 1/4	—	—	50,6 ¹⁰	—	—	27,6 ¹⁰	—	—	23,0 ¹⁰	25,7
Février	5 1/4	25,7 ¹¹	25,7 ¹¹	51,4 ¹¹	24,7 ¹¹	11,5 ¹¹	36,2 ¹¹	1,0 ¹¹	14,2 ¹¹	15,2 ¹¹	25,7
Mars	4 3/4	23,6	23,6	47,2	21,9	20,3	42,2	1,7	3,3	5,0	25,7
Avril	4 3/4	23,6	23,6	47,2	20,5	20,1	40,6	3,1	3,5	6,6	25,7
Mai	4 3/4	25,2	25,2	50,4	21,0	14,9	35,9	4,2	10,3	14,5	25,7
Juin	4 3/4	—	—	50,4	—	—	36,4	—	—	14,0	27,2
Juillet	4 1/4	22,9 ¹²	22,9 ¹²	45,8 ¹²	22,0 ¹²	19,2 ¹²	41,2 ¹²	0,9 ¹²	3,7 ¹²	4,6 ¹²	27,2

1 Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :

a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport) ;
 b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir ;
 c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 Situation au 29 mars 1974.

5 Situation au 28 juin 1974.

6 a) du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, du 12 février au 16 juin 1976 et à partir du 23 juillet 1976, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligi-

bilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A) ;

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

b) du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

c) du 1er avril 1975 au 11 février 1976 et du 17 juin au 22 juillet 1976, la répartition en sous-plafonds A et B ayant été supprimée, chaque banque a disposé d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement à la B.N.B., d'effets des types définis sous a) et n'ayant pas plus de 120 jours à courir ;

— soit auprès de l'I.R.G. pour les effets de même nature et pour le papier « Creditexport » dont la durée ne dépasse pas un an.

7 Situation au 28 mars 1975.

8 Situation au 29 août 1975.

9 Situation au 28 novembre 1975.

10 Situation au 30 janvier 1976.

11 Situation au 27 février 1976.

12 Situation au 30 juillet 1976.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — Bulletin d'Information et de Documentation : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVIII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — Bulletin

de la Banque Nationale de Belgique, XLVI^e année, tome I, no 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — Le année, tome I, no 8, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique » et tome II, no 3, septembre 1975 : « Relèvement des plafonds de réescompte et des quotas d'avances de la Banque Nationale ». Le année, tome I, no 2, février 1976 : « Mesure de politique monétaire ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte		Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit ⁷	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visés ¹ ou certifiées ² représentatives d'opérations de commerce extérieur	Autres traites et promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentés émis à maximum 130 jours ³	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 374 jours ³	autres effets publics ⁴	Dates des changements	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1969	7,50	9,50	9,00	9,25	9,50	1974 15 juillet	14,00
						16 juillet	13,75
						17 juillet	13,50
						23 juillet	13,00
1970 22 octobre	7,00	9,00	8,50	8,75	9,00	14 août	13,25
10 décembre	6,50	8,50	8,00	8,25	8,50	19 août	13,00
						22 août	12,75
1971 25 mars	6,00	7,50	7,00	7,25	7,50	3 septembre ...	12,50
23 septembre ...	5,50	7,00	6,50	6,75	7,00	6 septembre ...	12,00
						18 septembre ...	11,75
1972 6 janvier	5,00	6,50	6,00	6,25	6,50	10 octobre	11,50
3 février	4,50	6,00	5,50	5,75	6,00	21 octobre	11,25
						29 octobre	11,00
2 mars	4,00	5,00		5,00		30 octobre	10,75
23 novembre ...	4,50	5,50		5,50		4 novembre ...	10,50
21 décembre ...	5,00	6,00		6,00		5 novembre ...	10,25
1973 10 mai	5,50	7,00		7,00		1975 10 janvier	10,00
5 juillet	6,00	7,50		7,50		13 janvier	9,75
2 août	6,50	8,00		8,00		30 janvier	9,25
4 octobre	7,00	8,50		8,50		13 mars	8,25
29 novembre ...	7,75	8,50		8,50		15 avril	8,00
1974 1 ^{er} février	8,75	9,50		9,50		25 avril	7,75
						16 mai	7,50
						29 mai	7,00
8 juillet	⁵ 8,75	⁵ 9,50		⁶ 9,50		17 juin	6,75
						9 juillet	7,00
1975 30 janvier	8,25	9,00		9,00		21 août	6,50
13 mars	7,50	8,00		8,00		1976 30 janvier	7,50
24 avril	7,00	7,50		7,50		11 février	8,00
29 mai	6,50	6,50		6,50		24 février	7,50
21 août	6,00	6,00		6,00		15 mars	8,00
						17 mars	9,00
1976 18 mars	7,00	7,00		7,00		19 mars	10,00
23 juillet	8,00	8,00		8,00		21 avril	9,00
13 août	9,00	9,00		9,00		19 mai	8,00
						23 juillet	9,50
						30 juillet	10,50
						13 août	11,50

¹ Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

² La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

³ Quotité maximum : 95 p.c.

⁴ Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

⁵ Du 8 juillet 1974 au 31 mars 1975, du 12 février au 16 juin 1976, et

à partir du 23 juillet 1976, pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur les sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-9).

⁶ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

⁷ Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes ¹	Certificats de trésorerie à très court terme ²			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes ³		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ⁶												
	1 mois	2 mois	3 mois	4	5		6	6 mois	9 mois	12 mois									
	(fin de période)			4	5		6												
1968	2,84																		
1969	5,40																		
1970	6,25																		
1971	3,70																		
1972	2,48																		
1973	4,81																		
1974	9,25																		
1975	4,63																		
1974 2 ^e trimestre	9,45																		
3 ^e trimestre	9,86																		
4 ^e trimestre	9,25																		
1975 1 ^{er} trimestre	5,15																		
2 ^e trimestre	4,55																		
3 ^e trimestre	4,79																		
4 ^e trimestre	4,11																		
1976 1 ^{er} trimestre	5,48																		
2 ^e trimestre	7,10																		
1975 Juillet	4,93																		
Août	5,10																		
Septembre	4,33																		
Octobre	4,50																		
Novembre	3,88																		
Décembre	3,94																		
1976 Janvier	3,99																		
Février	5,41																		
Mars	7,56																		
Avril	7,74																		
Mai	6,52																		
Juin	7,16																		
Juillet	7,14																		
				1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56										
				1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15						
				1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30						
				1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80						
				1971	4,10	4,45	4,80	5,15	5,46	1970 8 déc.	7,45	*	7,75						
				1972	3,90	4,20	4,50	4,85	4,12	1971 14 déc.	5,35	5,65	6,15						
				1973	7,05	7,35	7,65	7,95	6,36	1972 12 déc.	4,85	5,25	5,85						
				1974	10,00	10,25	10,50	11,00	10,85	1973 11 déc.	*	*	8,10						
				1974 2 ^e trim.	11,00	11,25	11,25	11,50	9,87	1974 11 mars	9,50	*	8,50						
				3 ^e trim.	11,50	11,75	11,75	12,00	11,96	11 juin	*	*	*						
				4 ^e trim.	10,00	10,25	10,50	11,00	11,60	10 sept.	12,00	11,75	9,00						
				1975 1 ^{er} trim.	6,90	7,15	7,30	7,40	9,46	10 déc.	*	*	*						
				2 ^e trim.	5,25	5,50	6,00	6,25	7,03	1975 11 mars	8,00	*	*						
				3 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,32	10 juin	6,50	6,75	*						
				4 ^e trim.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	12 août	6,75	7,00	*						
				1976 1 ^{er} trim.	9,00	9,00	9,00	9,25	6,87	9 sept.	6,75	7,00	*						
				2 ^e trim.	8,50	8,75	9,00	9,50	9,80	14 oct.	6,75	6,90	*						
				1975 Juillet	5,75	6,00	6,25	6,50	6,41	13 nov.	6,75	6,90	*						
				Août	5,55	5,80	6,05	6,20	6,44	9 déc.	6,75	*	*						
				Sept.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	1976 13 janv.	6,75	6,90	*						
				Oct.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	10 févr.	7,10	*	*						
				Nov.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	9 mars	7,10	*	*						
				Déc.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	13 avril	*	*	*						
				1976 Janv.	5,55	5,80	6,05	6,20	6,20	11 mai	*	*	*						
				Févr.	6,00	6,20	6,40	6,55	6,54	8 juin	10,00	*	*						
				Mars	9,00	9,00	9,00	9,25	7,62	13 juill.	9,75	*	*						
				Avril	9,25	9,25	9,25	9,50	9,44	10 août	10,50	*	*						
				Mai	9,00	9,25	9,50	10,00	10,00										
				Juin	8,50	8,75	9,00	9,50	9,84										
				Juillet	10,00	10,00	10,00	9,50	9,50										

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.)

² Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

³ Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes par des institutions du secteur public, des banques et des caisses d'épargne privées. Ces deux

types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957.

⁴ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁶ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1969	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75
10 octobre	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	6,75
1976 12 janvier	0,50	2,50	3,50	4,65	5,25	7,00
15 avril	0,50	3,00	4,00	5,15	5,75	7,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements

et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Période	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an est attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1976	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
1974 Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05
Septembre	8,18	8,20	8,41	8,47	9,98	8,41
Octobre	8,28	8,39	8,50	8,61	10,38	8,53
Novembre	8,12	8,41	8,50	8,65	10,28	8,51
Décembre	8,12	8,33	8,53	8,66	10,24	8,52
1976 Janvier	8,33	8,41	8,72	8,90	10,29	8,69
Février	8,38	8,43	8,80	8,96	10,32	8,75
Mars	8,42	8,80	8,96	9,03	10,57	8,91
Avril	8,34	8,89	9,00	9,01	11,21	8,94
Mai	8,52	9,13	9,19	9,28	11,47	9,15
Juin	9,32	9,25	9,35	9,52	11,77	9,39
Juillet	8,97	9,16	8,94	9,41	11,65	9,10
Août	9,00	8,93	8,81	9,00	11,57	8,93

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement,

intérêts, lots et primes éventuels) onco e à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ..	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier ...	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier ...	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre ..	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ..	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février ...	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février ...	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25
1976 12 janvier ...	7,00	100,00	7,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	99,00	9,11
20 avril	7,25	100,00	7,25	9,50	100,00	9,50	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.)* : XXVI^e année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI^e année, vol. I, n° 2, février 1956 : « Statistique des

rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne 1		Etats-Unis 2		France		Royaume-Uni 3		Italie 4		Pays-Bas 5		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1972 .		4,50		4,50		7,50		9,00		5,50		4,00		4,75		3,75
1973 Janvier ...	12	5,00	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars							23	8,50								
Avril							13	8,00					9	5,25		
Avril							19	8,25								
Mai	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin	1	7,00	11	6,50			22	7,50			4	4,50	11	6,25		
Juin											28	5,00				
Juillet			2	7,00	5	8,50	20	9,00			18	6,00				
Juillet							27	11,50								
Août			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre .					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ..							19	11,25			16	7,00				
Novembre .							13	13,00								
Décembre ..											6	8,00				
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars									20	12,00						
Avril							5	12,25								
Avril			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai							24	11,75					13	8,75		
Juin					20	13,00										
Juillet													24	9,25		
Septembre .							20	11,50								
Octobre ..	25	6,50									28	7,00				
Novembre .													18	8,75		
Décembre ..	20	6,00	9	7,75					27	11,00						
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25						13	8,25	
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00			3	5,00
Mars							21	10,00								
Avril					10	10,00	18	9,75								
Mai	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					20	4,50
Juin					5	9,50										
Juillet							25	11,00								
Août	15	4,00									15	5,50			25	4,00
Septembre .	12	3,50			4	8,00			15	9,00	15	4,50	3	9,00	29	3,50
Octobre ..							3	12,00							29	3,00
Novembre .							14	11,75								
Novembre .							28	11,50								
Décembre ..							24	11,25								
1976 Janvier ...			19	5,50			2	11,00							13	2,50
Janvier ...							16	10,75								
Janvier ...							23	10,50								
Janvier ...							30	10,00								
Février ...							6	9,50	2	10,00	2	4,00				
Février ...							27	9,25	25	11,00						
Mars							5	9,00	18	15,00			8	9,50		
Avril							23	10,50								
Mai							21	11,50								
Juin											1	4,50			8	2,00
Juin											18	5,00				
Juillet					22	9,50										
Août											2	5,50				
Août											16	6,50				
Août											20	7,00 ⁶				

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

¹ Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

² Federal Reserve Bank of New York.

³ En principe, la Bank of England annonce chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

⁴ Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

⁵ Le 1^{er} septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1^{er} mars 1974. A partir du 14 décembre 1973, ce taux pénalisateur ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1^{er} mars 1974, il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 8,00 p.c.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1975 February 28	1975 June 4	1976 June 9	1975 July 9	1976 July 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.217	3.486	3.513	4.625	5.140	5.624	5.278	5.787
Other Securities	497	703	1.076	739	599	790	561	752
Total ...	3.723	4.200	4.600	5.375	5.750	6.425	5.850	6.550

Notes Issued :								
In Circulation	3.698	4.187	4.573	5.355	5.704	6.407	5.822	6.534
In Banking Department	27	13	27	20	46	18	28	16
Total ...	3.725	4.200	4.600	5.375	5.750	6.425	5.850	6.550

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	419	1.096	1.645	949	1.206	1.383	1.294	1.478
Advances and Other Accounts	27	37	155	452	287	235	289	235
Premises, Equipment and Other Securities	94	88	188	200	162	81	124	84
Notes	27	14	27	20	46	18	28	16
Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.702	1.717	1.735	1.813

Capital	15	14	15	15	15	15	15	15
Public Deposits	56	60	82	64	21	17	22	19
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	—	714	1.368	936	957	1.005	966	999
Bankers Deposits	199	177	250	217	315	134	303	312
Reserves and Other Accounts	297	270	300	389	394	546	429	468
Total ...	567	1.235	2.015	1.621	1.702	1.717	1.735	1.813

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1975 December 31	1975 June 4	1976 June 9	1975 July 9	1976 July 7
ASSETS								
Gold certificate account	10.303	11.460	11.652	11.599	11.620	11.598	11.620	11.598
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	500	500	500	500	700
Cash	313	271	240	347	356	344	315	336
Discounts and advances	1.981	1.258	298	229	457	351	80	70
Acceptances :								
Bought outright	70	68	579	741	719	412	686	351
Held under repurchase agreement	36	...	420	385	109	...	...	209
Federal agency obligations :								
Bought outright	1.311	1.937	4.702	6.072	5.085	6.827	5.084	6.805
Held under repurchase agreement	13	42	511	118	162	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	29.664	36.897	36.765	37.207	36.606	32.370	31.991	38.334
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	36.681	38.412	40.009	43.989	42.038	44.856	42.886	45.749
Bonds	3.463	3.149	3.284	5.521	4.413	6.001	4.522	6.097
Total bought outright ...	69.808	78.458	80.058	86.717	83.057	83.227	79.399	90.180
Held under repurchase agreement	98	58	443	1.217	698	...	...	1.401
Total U.S. Government securities ...	69.906	78.516	80.501	87.934	83.755	83.227	79.399	91.581
Total loans and securities	73.317	81.821	87.011	95.479	90.287	90.817	85.249	99.016
Cash items in process of collection	9.172	7.954	8.312	9.210	7.827	7.701	8.315	9.459
Bank premises	194	223	263	319	285	343	290	345
Operating equipment	—	—	—	13	—	19	—	18
Other assets	1.066	929	2.932	2.980	2.726	3.457	2.772	4.175
Total assets ...	94.765	103.058	110.810	120.447	113.601	114.779	109.063	125.647
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	58.757	64.262	70.916	77.159	71.516	79.217	73.444	80.201
Deposits :								
Member bank reserves	25.647	27.060	25.825	26.097	30.783	24.035	24.779	27.203
U.S. Treasurer - general account	1.855	2.542	3.113	7.285	1.858	2.496	1.381	7.478
Foreign	325	251	418	353	254	238	239	260
Other	840	1.419	1.275	1.090	1.098	637	694	800
Total deposits :	28.667	31.272	30.631	34.825	33.993	27.406	27.093	35.741
Deferred availability cash items	5.198	4.855	6.328	5.495	5.065	5.044	5.504	6.571
Other liabilities and accrued dividends ...	557	981	1.141	1.110	1.144	1.054	1.067	1.100
Total liabilities ...	93.179	101.370	109.016	118.589	111.718	112.721	107.108	123.613
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	793	844	897	929	909	954	909	959
Surplus	793	844	897	929	897	929	897	929
Other capital accounts .....	...	...	...	...	77	175	149	146
Total liabilities and capital accounts ...	94.765	103.058	110.810	120.447	113.601	114.779	109.063	125.647
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	179	581	981	...	...	...	...	...

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1975 9 juni	1976 8 juni	1976 7 juli	1976 5 juli
ACTIVA								
Goud	6.875	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.287	4.557	9.339	8.782	8.891	7.996	8.104	6.443
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	2.063	2.352	1.595	1.630	1.532	1.660	1.591	1.661
Reservepositie in het I.M.F.	—	—	1.038	1.482	1.542	2.583	1.586	2.598
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	17	171	134	62	...	...	...	157
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	1.681	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	180	673	1.256	1.258	3	1.152	9	2.091
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	37	19	13	15	13	16	14
Belegging van kapitaal en reserves	345	382	424	462	515	599	514	598
Gebouwen en inventaris	179	195	195	235	235	260	235	260
Diverse rekeningen	182	104	140	870	434	97	118	98
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	20.016	21.209	19.022	20.769

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	10.251	11.251	11.873	12.827	13.527	15.558	14.228	16.313
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.080	1.944	3.757	4.971	3.113	2.032	1.357	822
's Rijks schatkist	1.001	1.858	3.694	4.890	2.377	1.959	487	775
Banken in Nederland	39	47	26	34	674	14	668	12
Andere ingezetenen	40	39	37	47	62	59	202	35
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	152	358	388	159	106	124	92	99
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	128	224	282	84	60	52	55	69
Andere niet-ingezetenen	24	134	106	75	46	72	37	30
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet aan het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	52	1.574	1	12	8	7	28
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	587	856	793	793	710	739	723	739
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	357	404	404	442	495	579	495	579
Diverse rekeningen	386	415	780	1.030	633	749	700	769
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	20.016	21.209	19.022	20.769

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

14	14	14	13	14	13	13	13
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1975 31. Dez.	1975 7. Juni	1976 7. Juni	1975 7. Juli	1976 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	72.908	88.179	71.805	74.614	73.641	79.177	72.580	78.181
Gold	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechte	6.712	8.354	8.055	9.309	8.439	11.538	8.445	11.483
Devisen und Sorten	52.225	65.824	49.748	51.303	51.200	53.637	50.133	52.696
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.480	4.279	11.636	11.804	11.054	13.779	11.054	14.191
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	20.178	11.216	15.516	8.521	8.711	8.698	8.380	11.605
Inlandswechsel	17.847	10.435	12.305	5.910	8.003	7.882	7.642	10.262
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Auslandswechsel	1.185	460	877	903	687	776	717	799
Lombardforderungen	1.146	321	2.334	1.708	21	40	21	544
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9.123	11.535	9.915	9.044	11.304	8.813	9.351	8.788
Kassenkredite (Buchkredite)	440	2.852	1.232	361	2.621	130	668	105
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Kredite an Bundesbahn und Bundespost Kassenkredite (Buchkredite)	318	300	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	318	300	...	...	...	...	...	...
Wertpapiere	53	25	469	7.953	303	6.371	341	6.239
Deutsche Scheidemünzen	344	584	423	946	785	694	833	694
Postcheckguthaben	525	466	647	358	180	260	189	281
Sonstige Aktiva	4.686	4.882	7.115	8.139	3.760	4.153	3.929	4.984
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und ver- bindlichkeiten — Bilanzverlust	3.101	10.279	14.004	8.931	8.913	—	8.931	—
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	118.669	121.945	115.588	124.963

PASSIVA

Banknotenumlauf	44.504	46.247	50.273	55.143	50.489	55.954	52.212	56.389
Einlagen von Kreditinstituten	46.388	51.913	46.504	44.591	43.576	44.340	40.232	47.930
auf Girokonten	46.364	51.892	46.483	44.563	43.550	44.307	40.210	47.897
sonstige	24	21	21	28	26	33	22	33
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	7.083	11.298	11.742	8.256	8.250	7.717	9.160	7.161
Bund	97	204	139	2.291	44	3.669	90	1.890
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	197	174	163	358	323	198	546	134
Länder	2.543	2.403	643	2.106	2.626	2.010	3.264	3.450
Andere öffentliche Einleger	58	51	44	46	26	35	29	33
Sondereinlagen	4.188	8.466	10.753	3.455	5.231	1.805	5.231	1.654
Einlagen von anderen inländischen Ein- legern	3.214	2.932	2.739	2.502	2.439	2.329	1.646	2.089
Bundesbahn	5	16	5	5	5	4	5	7
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	2.703	2.455	2.227	1.962	2.105	1.891	1.283	1.624
Sonstige Einleger	506	461	507	535	329	434	358	458
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot ...	1.336	244	127	256	93	258	117	226
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	916	918	1.284	840	1.157	662	601	456
Einlagen ausländischer Einleger	898	735	1.268	828	719	647	591	445
Verbindlichkeiten gegenüber dem Euro- päischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit .....	...	...	...	...	380	...	—	—
Sonstige	18	183	16	12	58	15	10	11
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonder- ziehungsrechte	1.855	1.747	1.600	1.665	1.600	1.665	1.600	1.665
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobili- sierungs- und Liquiditätspapieren	4.465	9.860	8.867	4.173	6.870	4.936	5.358	4.290
Rückstellungen	1.296	1.296	1.485	1.670	1.670	1.835	1.670	1.835
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	929	929	929	929	1.100	929	1.100
Sonstige Passiva	3.289	4.071	5.690	9.995	1.306	859	1.773	1.532
Ingesamt ...	115.716	131.745	131.530	130.310	118.669	121.945	115.588	124.963

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 6 juin	1976 4 juin	1975 7 juillet	1976 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.897
Devises	12.323	12.520	11.571	14.706	9.753	12.663	10.100	13.710
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.613	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	784	898	2.210	1.712	230	271	213	274
Bons du Trésor de la Confédération ...	152	200	484	227	16	—	16	—
Avances sur nantissement	419	558	700	200	11	33	21	27
Titres :								
pouvant servir de couverture	—	—	—	—	—	—	—	—
autres	—	—	92	3	5	6	—	53
Correspondants en Suisse	142	282	167	136	25	50	66	36
Correspondants à l'étranger	27	—	—	—	—	—	—	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.243	622	622	622	622	622	622
Autres postes de l'actif	89	66	94	64	93	130	90	95
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.051	31.071	28.424	32.117

PASSIF

Fonds propres	64	65	66	67	67	68	67	68
Billets en circulation	16.635	18.296	19.436	19.128	17.504	17.603	17.610	17.699
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	9.313	8.235	9.505	11.479	5.855	6.087	5.074	6.212
Autres engagements à vue	1.708	801	862	1.817	1.002	3.175	1.910	3.955
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	1.449	1.600	—	—	—	—	—	—
les engagements envers l'étranger	580	1.272	348	165	202	218	250	231
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	73	121	247	380	490	1.580	490	1.580
Comptes spéciaux	2	83	986	—	831	53	856	5
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	26	—	—	—	—	—	—
Autres postes du passif	1.514	1.774	1.786	1.930	2.100	2.287	2.167	2.367
Total ...	31.338	32.273	33.236	34.966	28.051	31.071	28.424	32.117

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 juin	1976 30 juin	1975 31 juillet	1976 31 juillet
I. Or	4.136	3.917	4.124	4.117	4.100	4.103
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	143	83	70	38	56	64
III. Bons du Trésor	515	363	364	164	488	164
IV. Dépôts à terme et avances	30.034	32.432	31.637	32.324	30.590	33.228
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	2	76	104	10	—	45
b) à plus de 3 mois	69	—	—	35	69	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	22.578	25.291	22.848	25.837	22.668	26.049
b) à plus de 3 mois	7.385	7.065	8.685	6.442	7.853	7.134
V. Titres à terme	8.253	5.761	4.831	4.389	4.598	4.399
a) à 3 mois au maximum	7.838	4.991	3.887	4.029	3.734	3.938
b) à plus de 3 mois	415	770	944	360	813	461
VI. Divers	80	159	177	297	173	353
<i>Total de l'actif</i> ...	43.161	42.715	41.203	41.329	40.005	42.311

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1974 31 décembre	1975 31 décembre	1975 30 juin	1976 30 juin	1976 31 juillet	1976 31 juillet
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	666	821	821	952	821	952
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	309	371	371	424	371	424
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	252	345	345	423	345	423
III. Dépôts (or)	3.572	3.370	3.563	3.426	3.501	3.392
1. Banques centrales :						
a) à vue	3.134	2.993	2.991	2.803	2.941	2.938
b) à 3 mois au maximum	199	345	411	590	390	421
c) à plus de 3 mois	206	—	128	—	137	—
2. Autres déposants :						
à vue	33	33	33	33	33	33
IV. Dépôts (monnaies)	37.479	37.064	35.400	36.146	34.345	37.194
1. Banques centrales :						
a) à vue	193	266	439	371	409	452
b) à 3 mois au maximum	29.092	31.807	26.851	29.795	26.424	30.603
c) à plus de 3 mois	7.173	3.298	7.171	4.059	6.536	4.269
2. Autres déposants :						
a) à vue	22	24	32	43	21	41
b) à 3 mois au maximum	877	1.515	599	1.374	733	1.535
c) à plus de 3 mois	122	154	308	504	222	294
V. Effets	667	641	673	—	625	—
a) à 3 mois au maximum	667	641	673	—	625	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	379	451	334	396	338	415
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet 1976	—	—	—	48	—	—
VIII. Provisions	97	67	84	60	74	57
<i>Total du passif ...</i>	43.161	42.715	41.203	41.329	40.005	42.311

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours des mois de juin et juillet 1976.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 6 avril 1976

portant approbation de l'Accord instituant un Fonds de Soutien financier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, et de l'Annexe, signés à Paris le 9 avril 1975, et modifiant l'arrêté-loi, n° 5, du 1^{er} mai 1944 (Moniteur du 11 juin 1976, p. 7915). (Voir aussi rubrique 2).

Article 1^{er}. — L'accord, instituant un Fonds de Soutien financier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques et l'Annexe, signés à Paris le 9 avril 1975, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 2. — A l'article 6, de l'arrêté-loi, n° 5, du 1^{er} mai 1944, relatif aux conditions d'achat et de vente d'or et des monnaies étrangères, modifié par les lois des 28 juillet 1948, 19 juin 1959, 9 juin 1969 et 7 juin 1973, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« La Banque Nationale de Belgique est chargée de l'exécution :

» — des accords internationaux de paiement, de change et de compensation conclus ou à conclure avec des pays étrangers;

» — des accords consacrés par l'acte final de la Conférence monétaire et financière de Bretton Woods, approuvé par la loi du 26 décembre 1945;

» — dans les limites de sa compétence statutaire, de l'accord instituant la Communauté économique européenne et de ses modifications successives, en ce compris l'exécution des décisions prises par les organes de la Communauté;

» — de l'accord créant un Fonds de Soutien financier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques. »

2° Le quatrième alinéa est complété comme suit :

« et comme membre du Fonds de Soutien financier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques ».

Arrêté royal du 1^{er} juin 1976

portant exécution de l'article 43 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 30 juin 1976, p. 8694). (Voir aussi rubrique 3).

Arrêté royal du 1^{er} juin 1976

déterminant les modalités selon lesquelles s'opère la déduction du montant immunisé en vertu de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 30 juin 1976, p. 8697). (Voir aussi rubrique 3).

Arrêté royal du 15 juin 1976

prorogeant l'aide régionale complémentaire prévue par l'article 2, b de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique (Moniteur du 26 juin 1976, p. 8608).

Arrêté royal du 15 juillet 1976

d'exécution de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique, dans les ministères et organismes d'intérêt public (Moniteur du 20 juillet 1976, p. 9277).

Arrêté royal du 19 juillet 1976

portant exécution de l'article 37, alinéa 2, de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 27 juillet 1976, p. 9479).

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté royal du 18 mars 1976

autorisant la Société nationale terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de deux milliards de francs (Moniteur du 18 juin 1976, p. 8270). (Voir aussi rubrique 3).

Arrêté royal du 29 mars 1976

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement à supporter par la Société nationale terrienne sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1976 (Moniteur du 11 juin 1976, p. 7944).

Article 1^{er}. — Sur les tranches de ses emprunts à lever durant l'année 1976, le taux de l'intérêt simple à supporter par la Société nationale terrienne est fixé à 6,25 p.c. l'an et ce, dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1977, la Société nationale terrienne supportera une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en trente ans.

Arrêté royal du 29 mars 1976

fixant les charges d'intérêt et d'amortissement, à supporter par la Société nationale du logement, sur les tranches de ses emprunts à lever au cours de l'année 1976 (Moniteur du 18 juin 1976, p. 8269).

Article 1^{er}. — Sur les tranches d'emprunts à lever par la Société nationale du logement au cours de l'année 1976, le taux de l'intérêt simple à supporter par ladite société est fixé à 2,50 p.c. l'an et ce dès la levée des fonds.

A partir du 1^{er} janvier 1978, la Société nationale supportera de ce chef une annuité comprenant l'intérêt ci-dessus et l'amortissement en soixante-six ans.

Arrêté royal du 29 mars 1976

confiant à l'Association belge des Banques et à l'Association des Caisses d'Epargne Privées la présentation de la liste double prévue au 2^e alinéa de l'article 37 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs (Moniteur du 13 juillet 1976, p.9109).

Loi du 2 avril 1976

portant élargissement des facilités d'accès au crédit en faveur des petits commerçants ayant subi, par suite de travaux d'utilité publique, une diminution importante de leur chiffre d'affaires (Moniteur du 2 juin 1976, p. 7495).

Loi du 6 avril 1976

modifiant le statut de l'Institut national de Crédit agricole (Moniteur du 3 juin 1976, p. 7589).

Article unique. — L'article 3, alinéa 2 de l'arrêté royal du 30 septembre 1937, relatif à la création d'un Institut national de Crédit agricole, modifié par les lois des 4 avril 1963 et 14 avril 1965, l'arrêté royal n° 57 du 10 novembre 1967 et par la loi du 18 mai 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements de l'Institut ne peuvent, à aucun moment, dépasser dix-neuf milliards de francs. Le Roi peut élever ce montant à vingt-cinq milliards de francs, par libération de trois tranches de deux milliards de francs chacune. »

Loi du 6 avril 1976

portant approbation de l'Accord instituant un Fonds de Soutien financier de l'Organisation de Coopération et de Développement économiques, et de l'Annexe, signés à Paris le 9 avril 1975, et modifiant l'arrêté-loi, n° 5, du 1^{er} mai 1944 (Moniteur du 11 juin 1976, p. 7915). (Voir texte rubrique 1).

Loi du 13 avril 1976

modifiant le statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel (Moniteur du 6 juillet, p. 8881).

Article unique. — L'alinéa 3 de l'article 7 du statut de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, annexé à l'arrêté royal du 2 juin 1956 portant refonte de ce statut modifié par la loi du 16 juillet 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Les engagements de la Caisse ne peuvent dépasser 48 milliards de francs. Toutefois, le Roi peut élever ce montant à 60 milliards de francs par libération successive de quatre tranches de 3 milliards de francs chacune. »

Arrêté royal du 4 juin 1976

fixant les cadres linguistiques de la Caisse Générale d'Épargne et de Rétraite (Moniteur du 5 juin 1976, p. 7696).

Arrêté ministériel du 7 mai 1976

modifiant l'arrêté ministériel du 23 septembre 1959 approuvant le règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959, modifié par l'arrêté ministériel du 21 février 1969 (Moniteur du 20 juillet 1976, p. 9276).

Article 1^{er}. — Le texte de l'article 7 du règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959 tel qu'il est modifié et complété par le texte figurant en annexe, est approuvé.

.....

ANNEXE

Article 7 du règlement fixant les règles et directives régissant l'intervention du Fonds, pris en application des articles 7 et 8 de la loi du 24 mai 1959

« Sauf dérogation préalable du Ministre des Classes moyennes, la garantie du Fonds au profit des établissements de crédit porte :

— soit sur une quotité ne pouvant dépasser 95 p.c. du solde débiteur. Dans ce cas, les premiers remboursements viennent en déduction de l'engagement du Fonds de garantie à concurrence de la quotité d'intervention;

— soit sur un certain nombre d'échéances dont le montant total ne dépasse pas 95 p.c. du montant du crédit. Dans ce cas, les premiers remboursements viennent intégralement en déduction de l'engagement du Fonds de Garantie.

Le produit de la réalisation, au jugement du Comité du Fonds, des garanties constituées, des biens du débiteur et des cautions dans la limite de leurs engagements, est affecté par priorité au remboursement, tant en principal qu'en intérêts et accessoires, de la partie du crédit dont l'établissement de crédit porte les risques. »

Arrêté royal du 10 mai 1976

portant modification du règlement du Comité de la Cote de la Bourse de Fonds publics et de Change de Bruxelles (Moniteur du 11 juin 1976, p. 7941).

Arrêté royal du 21 juin 1976

portant approbation de la modification aux statuts de la Société nationale d'Investissement (Moniteur du 28 juillet 1976, p. 9526).

Article 1^{er}. — La modification aux statuts de la Société nationale d'Investissement dont le texte est annexé au présent arrêté est approuvée.

.....

ANNEXE

L'article 6, premier alinéa, des statuts de la Société nationale d'Investissement est modifié comme suit :

Article 6, premier alinéa.

« Le capital social est fixé à sept milliards de francs, représentés par sept millions d'actions de 1.000 francs. »

Arrêté ministériel du 28 juin 1976

relatif à l'émission des bons d'épargne de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite (Moniteur du 1^{er} juillet 1976, p. 8770).

Article 1^{er}. — Le montant nominal des bons d'épargne que la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite est autorisée à émettre en vertu de l'arrêté ministériel du 28 novembre 1967, est porté à cent milliards de francs.

.....

Loi du 6 juillet 1976

portant approbation de l'accord constitutif de la Banque Interaméricaine de Développement, des Annexes A et B, faits à Washington le 8 avril 1959, et des actes subséquents (Moniteur du 31 juillet 1976, p. 9666).

Arrêté royal du 6 juillet 1976

concernant les modalités de paiement de la participation de la Belgique à la Banque Interaméricaine de Développement (Moniteur du 31 juillet 1976, p. 9716).

Article 1^{er}. — Le Ministre des Finances est autorisé à effectuer les opérations financières pour lesquelles l'intervention du Gouvernement belge est requise en vertu de l'Accord constitutif de la Banque Interaméricaine de Développement et de la Résolution AG 10.76 du 1^{er} juin 1976; intitulée « Normes générales régissant l'admission de pays extra-régionaux comme membres de la Banque ».

Il pourra notamment verser à la Banque Interaméricaine de Développement :

1^o Le montant de la souscription de l'Etat belge au capital, payable à la Banque Interaméricaine de Développement, conformément à l'article IIA, sections 1, 2 et 3, dudit Accord, et aux sections 1 et 2 de ladite Résolution.

2^o Le montant de la contribution de l'Etat belge au Fonds des Opérations spéciales, conformément à l'article IV, section 3, dudit Accord, et à la section 3 de ladite Résolution.

3^o Toutes sommes éventuellement dues à la Banque pour assurer le maintien en valeur-or de la souscription au capital de la Banque et de la contribution au Fonds, conformément à l'article V, section 3, dudit Accord, et à la section 3(h) de ladite Résolution.

Art. 2. — Le Ministre des Finances est autorisé à créer et à remettre à la Banque Interaméricaine de Développement des bons ou obligations du Trésor, non négociables, non productifs d'intérêts et payables à vue pour leur valeur nominale sur demande de celle-ci, conformément à l'article V, section 4, dudit Accord, et aux sections 2c(iv) et 3(e) de ladite Résolution.

.....

Arrêté royal du 8 juillet 1976

modifiant l'arrêté royal du 15 juin 1959 portant exécution de la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal (Moniteur du 21 juillet 1976, p. 9360).

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 18 mars 1976

autorisant la Société nationale terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de deux milliards de francs (Moniteur du 18 juin 1976, p. 8270). (Voir aussi rubrique 2.)

Loi du 12 avril 1976

contenant le budget des Affaires régionales wallonnes de l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 18 juin 1976, p. 8227).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses de la politique régionale wallonne afférentes à l'année budgétaire 1975, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	2.467,4	43,0	23,7
Dépenses de capital (Titre II)	1.563,2	1.432,7	628,1
Total ...	4.030,6	1.475,7	651,8

Arrêté royal du 11 mai 1976

relatif au Fonds et aux emprunts de consolidation des déficits des communes fusionnées (Moniteur du 9 juin 1976, p. 7789).

Loi du 12 mai 1976

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1976 (Moniteur du 13 juillet 1976, p. 9056).

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Travaux publics afférentes à l'année budgétaire 1976, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	15.481,7	561,5	500,0
Dépenses de capital (Titre II)	8.500,4	10.654,0	11.500,5
Total (Titres I et II). ...	23.982,1	11.215,5	12.000,5
Amortissements de la Dette publique	93,5	—	—
Total général ...	24.075,6	11.215,5	12.000,5

Arrêté royal du 1^{er} juin 1976

portant exécution de l'article 43 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 30 juin 1976, p.8694). (Voir aussi rubrique 1).

Arrêté royal du 1^{er} juin 1976

déterminant les modalités selon lesquelles s'opère la déduction du montant immunisé en vertu de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 30 juin 1976, p. 8697). (Voir aussi rubrique 1).

Arrêté royal du 30 juin 1976

modifiant l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 29 juillet 1976, p. 9581).

Loi du 2 juillet 1976

modifiant le Code des impôts sur les revenus en matière de majoration d'impôt en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé (Moniteur du 3 juillet 1976, p. 8834).

Arrêté royal du 2 juillet 1976

modifiant pour certaines catégories de contribuables le taux de référence visé à l'article 89 du Code des impôts sur les revenus (Moniteur du 3 juillet 1976, p. 8834).

9. — TRANSPORTS

Société Nationale des Chemins de Fer Belges

Participation à une augmentation du capital d'Eurofima (Moniteur du 17 juillet 1976, p. 9251).

Loi du 17 mai 1976

instituant un office de la Navigation et un « Dienst voor de Scheepvaart » (Moniteur du 30 juin 1976, p. 8691).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 28 février 1976

fixant les prix des spécialités pharmaceutiques. Annulation par le Conseil d'Etat (Moniteur du 6 juillet 1976, p. 8897).

Arrêté ministériel du 26 mai 1976

réglementant les prix des lampes à incandescence (Moniteur du 17 juin 1976, p. 8207).

Arrêté ministériel du 14 juillet 1976

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 24 juillet 1976, p. 9452).

**11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES
ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS**

Arrêté royal du 18 juin 1976

pris en exécution de l'article 46 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 29 juin 1976, p. 8664).

Arrêté royal du 7 juillet 1976

pris en exécution de l'article 42 de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique (Moniteur du 13 juillet 1976, p. 9111).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement du Conseil du 21 juin 1976 (76/1418/CEE)

portant organisation commune du marché du riz (Journal officiel du 25 juin 1976, n° L 166, p. 1).

Décision du Conseil du 29 juin 1976 (76/568/CEE)

relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté Economique Européenne (Journal officiel du 1^{er} juillet 1976, n° L 176, p. 8).

Directive du Conseil du 29 juin 1976 (76/580/CEE)

modifiant la directive 73/239/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie et son exercice (Journal officiel du 13 juillet 1976, n° L 189, p. 13).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juin 1976. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974:

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaumont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

050- 382.257. - 333.451.6
333.432.8 - 333.481.

08 - 331.157. - 331.162.21

COMMITTEE ON BANKING, CURRENCY AND HOUSING.

International Monetary Reform and Exchange Rate Management.

(Hearings before the Subcommittee on International Trade, Investment and Monetary Policy and the Subcommittee on International Economics, House of Representatives, 94th Congress, 1st session, July 17, 18, and 21, 1975.)

Washington, U.S. Government Printing Office, 1975, V+236 p.

VAN LANGENHOVE, F.

Maurice Frère. Ses luttes opiniâtres contre l'inflation.
(In : *Revue de la Banque, Bruxelles*, n° 3, mai 1976, pp. 167-174.)

BELG. 134

052. - 333.113.

306.111

de STAERCCKE, J. et SPITAELS, G.

Un holding public : le pour et le contre.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences, n° 392, février 1976, 53 p.

Le nouvel indice des prix à la consommation.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 23, 4 juin 1976, pp. 1-5.)

052. - 330.01

307.38 - 339.312.5 - 338.43

JANSSEN, D.

L'avenir des Belges dans le nouvel ordre économique mondial.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences, n° 391, janvier 1976, 37 p.

Les investissements industriels des provinces et des régions linguistiques de 1970 à 1974.

(In : *Bulletin de Statistique, Bruxelles*, n° 5, mai 1976, pp. 350-370.)

BELG. 44

052. - 331.31

330.3

LÖWENTHAL, P.

Faut-il renoncer à stabiliser l'économie ?

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences, n° 381, novembre 1975, 1975, 35 p.

GOUZEE-CERMAK, N.

Un nouveau modèle trimestriel belge : G.G.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 70, 1976, pp. 235-257.)

BELG. 44 E

330.40

331.30

Le statut actuel de la science économique.

(In : *Bulletin Economique et Financier - Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, Bruxelles, n° 1, 1976, pp. 1-10.*)

BELG. 27 E

Situation et perspectives de l'économie belge.

(In : *Bulletin Financier - Banque Bruxelles Lambert, Bruxelles, n° 19, 14 mai 1976, pp. 1-3.*)

BELG. 34 A

331.01 - 331.30

331.31 - 333.841. - 336.61

BAECK, L.

Dit is geen gewone recessie.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel, n° 5, mei 1976, blz. 415-423.*)

BELG. 71

Crisisbestrijding; een socialistische benadering.

Brussel, Emile Vandervelde Instituut, 1975, 95 blz.

331.155. - 331.156. - 331.157.
333.481. - 333.46

331.31

JANSSENS, V.

De Belgische frank; anderhalve eeuw geldgeschiedenis.

Brussel, Léon Dewincklear, 1976, 456 blz.

DE BRUYN, U.

De economische herstelwet : economische aspecten.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1976, blz. 233-239.*)

BELG. 48

331.30

331.31

DEQUAE, A.

Economische recessie en economisch herstel.

(In : *Ondernemen, Brussel, n° 5, mei 1976, blz. 221-225.*)

BELG. 48

EYSKENS, M.

Lessen uit de crisis.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 3, juni 1976, blz. 327-344.*)

BELG. 64 B

GOETHALS, H.

De economische herstelwet : sociale aspecten.

(In : *Ondernemen, Brussel*, n° 5, mei 1976, blz. 227-232.)

BELG. 48

JANSSENS, W.

Banksolvabiliteit.

(In : *Tijdschrift voor het Bankwezen, Brussel*, n° 3, mei 1976, blz. 184-195.)

BELG. 134

332.18 - 658.313.

333.110. - 333.111.7 - 333.106.
333.820.

La participation dans l'entreprise.

Actes du colloque organisé par l'Association des Diplômés en Droit de Louvain 12-13 mars 1976, Bruxelles.

(In : *Annales de Droit, Bruxelles*, n° 2, 1976, pp. 151-305.)

GREENBAUM, S.I.

Monetary Policy and Banking Profits.

(In : *The Journal of Finance, New York*, No. 1, March 1976, pp. 89-101.)

USA. 48

332.26

333.111.42

LINTERMANS, J.

Regionale loonverschillen in de Belgische nijverheid.

(In : *ERA-Berichten, Antwerpen*, n° 1, maart 1976, blz. 31-45.)

BELG. 65

WILLMS, M.

Die ökonomische Bedeutung der Devisenreserven der Zentralbanken.

(In : *Wirtschaftsdienst, Hamburg*, Nr 6, Juni 1976, S. 306-309.)

DEUTSCHL. 30 A

333.106. - 333.841.

333.12 - 333.112.1 - 333.712.1
338.43

EYSKENS, G.

Les banques et l'inflation.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*, n° 26, 25 juin 1976, pp. 1-3.)

BELG. 33

CORTENBOSCH, M. et DELEGLISE, Cl.

Les pouvoirs locaux et l'industrialisation. — Rôle du Crédit Communal de Belgique dans l'expansion économique du pays.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège*, n° 268, avril-juin 1976, pp. 221-266.)

BELG. 157

CALLEBAUT, P.

Promotion par la SNCI des sociétés industrielles et commerciales en Wallonie.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion*, Liège, n° 268, avril-juin 1976, pp. 209-218.)

BELG. 157

ROWIES, A.

De Belgische rentenmarkt : Actuele toestand en vooruitzichten.

Brussel, Studiecentrum voor bank- en financiewezzen, Voor- drachtenboekjes n° 263, juni 1976, 33 blz.

333.130. - 331:31

333.130.1 - 333.841. - 333.451.7

EYSKENS, M.

Lessen uit de krisis.

Brussel, Studiecentrum voor Bank- en Financiewezzen, Voor- drachtenboekjes, n° 260, april 1976, 28 blz.

Les banques, l'inflation et la spéculation.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque*, Bruxelles, n° 155, mai 1976, pp. 1-4.)

BELG. 27 C

333.130. - 333.70

333.137. - 333.101.

HACHEZ, A.

Le crédit bancaire, ses risques, ses garanties.

Bruxelles, Centre d'Etudes bancaires et financières, Cahier des conférences, n° 261, mai 1976, 27 p.

ALIBER, R.Z.

Towards a Theory of International Banking.

(In : *Federal Reserve Bank of San Francisco — Economic Review*, San Francisco, 1976, pp. 5-8.)

USA. 31 E

333.130. - 333.100.

333.137. - 339.113. - 347.720.1

HENRION, R.

Le banquier et son image.

Bruxelles, Centre d'Etudes bancaires et financières, Cahier des conférences, n° 262, juin 1976, 23 p.

LEES, F.A.

Foreign Banking and Investment in the United States.

London, Macmillan, 1976, X+165 p.

SPITZER, J.J.

The Demand for Money, the Liquidity Trap, and Functional Forms.

(In : *International Economic Review*, Osaka, No. 1, February 1976, pp. 220-227.)

JAP. 11

MORONEY, J.R. and WILBRATTE, B.J.

Money and Money Substitutes.

(In : *Journal of Money, Credit and Banking*, Columbus, No. 2, May 1976, pp. 181-198.)

USA. 29 D

333.403.3 - 333.451.1

333.432.7

MAGEE, S.P.

The Empirical Evidence on the Monetary Approach to the Balance of Payments and Exchange Rates.

(In : *The American Economic Review*, Menasha, No. 2, May 1976, pp. 163-170.)

USA. 1

FIELEKE, N.S.

International Monetary Reform : The Jamaica Composite.

(In : *New England Economic Review*, Boston, March-April 1976, pp. 57-62.)

USA. 34 A

333.423. - 333.421.1 - 333.421.4

333.432.7

CARRIERE, J.

L'or jaune et l'or noir.

Paris, Edit. du Seuil, 1976, 252 p.

TRIFFIN, R.

Reserve Creation, Adjustment Policies and Exchange Rates.

(In : *Monte dei Paschi di Siena Economic Notes*, Siena, No. 1, January-April 1975, pp. 25-32.)

ITAL. 13 C

333.423. - 333.452.1

333.432.8 - 382.257. - 333.451.6
333.481.

FREY, W.

What Will Happen to Gold When the IMF Unloads its Stocks ?

(In : *Euromoney*, London, May 1976, pp. 44-46.)

G.B. 20 A

BERNSTEIN, M. a.o.

Reflections on Jamaica.

(Essays in International Finance, 115.)

Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1976, IV + 63 p.

BIRD, G.

The Role of SDRs in Financing Commodity Stabilization.

(In : *Journal of World Trade Law*, Geneva, No. 4, July-August 1976, pp. 371-379.)

GEN. 10 D

Le franc et le serpent.

(In : *Banque de Paris et des Pays-Bas — Notes économiques*, Bruxelles, mai 1976, pp. 2-5.)

BELG. 64 D

333.432.8 - 333.423. - 382.257.
333.421.1 - 333.451.6 - 333.452.1

333.451.5 - 333.846.7 - 382.240.
333.454.1 - 333.825.

DUEVER, F.

Gold und Sonderziehungsrechte; eine währungstheoretische und währungspolitische Untersuchung.

Frankfurt/Main, Verlag Harri Deutsch, 1975, 248 S.

DECALUWE, B.

Le régime du double marché des changes; théorie et pratique; l'expérience de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

(Université Catholique de Louvain, Faculté des Sciences économiques, sociales et politiques, nouvelle série, 122.)

Bruxelles, Mecaprint, 1975, IV + 261 p.

333.44

333.451.7 - 333.451.3 - 333.451.6
333.454.1 - 333.451.5

Economies ouvertes face aux mutations internationales. 2^e Congrès des économistes belges de langue française.

(In : *Bulletin Economique du Hainaut*, Mons, n^o 24, 1^{er} trimestre 1976, pp. 31-36.)

BELG. 74 B

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

La protection de l'entreprise contre les risques de change.

Bruxelles, A.B.B., 1976, 206 p.

333.450. - 333.820.

333.451.7 - 347.720.1

DE GRAUWE, P.

A model of European Monetary Interdependence under Alternative Exchange Rate Regimes.

(International Economic Research Paper, 2.)

Leuven, Centrum voor Economische Studiën van de Katholieke Universiteit te Leuven, 1976, 46 blz.

LIEBERMAN, G.

Two Ways to Measure Foreign Exchange Risk.

(In : *Euromoney*, London, June 1976, pp. 30-36.)

G.B. 20 A

333.451.7

333.70 - 333.78 - 333.820.

333.110. - 333.111.7

KLEIN, J. et MAROIS, B.

Eviter le risque de change : les nouvelles stratégies.

(In : *Banque, Paris*, n° 352, juin 1976, pp. 628-650.)

FR. 6

Les instruments de politique monétaire et leur impact sur la gestion des banques.

(In : *Bulletin de la Société Générale de Banque, Bruxelles*, n° 156, juin 1976, pp. 1-6.)

BELG. 27 C

333.453. - 333.432.8 - 334.151.25

333.771.1 - 347.743.0

ASCHEIM, J. and PARK, Y.S.

Artificial Currency Units : the Formation of Functional Currency Areas.

(Essays in International Finance, 114.)

Princeton (N.J.), Princeton University Press, 1976, 33 p.

MACCARONE, S.

The international bill of exchange : verso una unificazione del diritto cambiario internazionale ?

(In : *Bancaria, Roma*, No 3, Marzo 1976, pp. 228-253.)

ITAL. 16

333.482. - 333.451.7 - 382.257.
333.420.1 - 347.446.1 - 382.242.4
333.432.8 - 333.164.0

333.771.3 - 347.747.

HORN, N.

Monetäre Probleme im internationalen Handel und Kapitalverkehr; rechtliche und wirtschaftliche Risikokontrollen.

(Wirtschaftsrecht und Wirtschaftspolitik, 45.)

Baden-Baden, Nomos Verlagsgesellschaft, 1976, 309 S.

SOCIETE GENERALE DE BANQUE.

Le chèque.

Bruxelles, Société Générale de Banque, 1975, 31 p.

333.482. - 347.446.1

333.820. - 333.846.0 - 333.110.
333.70

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Indexation des actifs financiers; nouvelles contributions relatives aux problèmes et aux expériences.

Paris, O.C.D.E., 1976, 101 p.

DE STRYCKER, C.

Expansion économique et politique monétaire.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège*, n° 268, avril-juin 1976, pp. 175-189.)

BELG. 157

333.820. - 333.846.0 - 336.61
330.3

333.841. - 333.842.

ROUZIER, Ph.

The Evaluation of Optimal Monetary and Fiscal Policies with a Macroeconomic Model for Belgium.

(Faculté des Sciences Economiques, Sociales et Politiques, nouvelle série, 123.)

Louvain, Université Catholique de Louvain, 1975, VI+156 p.

AUERBACH, R.D.

A Demand-Pull Theory of Deflation and Inflation.

(In : *The Manchester School of Economic and Social Studies, Manchester, No. 2, June 1976, pp. 99-111.*)

G.B. 34

333.825. - 333.451.6 - 334.151.22

333.841.

van YPERSELE de STRIHOU, J.

Le serpent monétaire européen : son importance, sa protection.

(In : *Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 268, avril-juin 1976, pp. 193-197.*)

BELG. 157

BOËDA, M.

L'industrie : frein ou moteur de l'inflation.

(In : *Economie et Statistique, Paris, n° 77, avril 1976, pp. 11-16.*)

FR. 33 A

333.831.0

333.841. - 333.403.0 - 333.482.
333.846.0

KAATEE, S.

Samenhang tussen enkele reële Westerse kapitaalmarktrentevoeten.

(In : *Maandschrift Economie, Tilburg, n° 7, april 1976, blz. 359-376.*)

NED. 5

GRIFFITHS, B.

Inflation : the Price of Prosperity.

London, Weidenfeld and Nicolson, 1976, XII+300 p.

333.831.0

333.841. - 333.482.

MUNTING, M. et LOEWENTHAL, P.

Les taux d'intérêt européens : les taux belges.

(In : *Service de Conjoncture de Louvain, Louvain, mai 1976, pp. 6-8.*)

BELG. 87

Inflation in Small Countries.

(Proceedings of an International Conference held at the Institute for Advanced Studies. Vienna, November 1974.)

Berlin, Springer-Verlag, 1976, VI+356 p.

333.841.

333.844. - 333.846.7

MELITZ, J.

L'analyse monétaire et l'inflation.

(In : *Economie et Statistique, Paris, n° 77, avril 1976, pp. 73-77.*)

FR. 33 A

DRAMAIS, A.

Effets macro-économiques d'un changement de parité du franc belge.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 70, 1976, pp. 259-263.*)

BELG. 44 E

333.841.

334.150.1 - 342.521.

OLIVE, G.

L'inflation : de quoi parlons-nous ?

(In : *Economie et Statistique, Paris, n° 77, avril 1976, pp. 5-9.*)

FR. 33 A

PARLEMENT EUROPEEN.

L'intégration européenne et l'avenir des parlements en Europe.

(Symposium organisé à Luxembourg les 2-3 mai 1974.)
Luxembourg, Office des Publications officielles des Communautés Européennes, 1975, 393 p.

333.841.

334.151.25

PANIC, M.

The Inevitable Inflation.

(In : *Lloyds Bank Review, London, No. 121, July 1976, pp. 1-15.*)

G.B. 31

MAGNIFICO, G.

L'unità di conto europea : considerazioni introduttive.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro — Moneta e Credito, Roma, N. 113, Marzo 1976, pp. 3-21.*)

ITAL. 15

333.841.

334.151.25

VEIT, O.

Internationale Inflation.

(In : *Zeitschrift für das gesamte Kreditwesen, Frankfurt/Main, Nr 12, 15. Juni 1976, S. 529-534.*)

DEUTSCHL. 35

PAPADIA, F.

L'unità di conto europea tipo paniere e i suoi usi nel sistema di cambio intracomunitario.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro — Moneta e Credito, Roma, N. 113, Marzo 1976, pp. 22-63.*)

ITAL. 15

VALCAMONICI, R.

L'unità di conto nella politica agricola comune.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro — Moneta e Credito*, Roma, N. 113, Marzo 1976, pp. 64-78.)

ITAL. 15

International Comparisons of Public Sector Financial Balances.

(In : *Economic Trends*, London, No. 271, May 1976, pp. 82-88.)

G.B. 19 A

334.151.25

336.453.

VALCAMONICI, R. et TUCCIMEI, E.

Unità di conto di bilancio.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro — Moneta e Credito*, Roma, N. 113, Marzo 1976, pp. 80-93.)

ITAL. 15

INSTITUT BELGE D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION.

La Cour des Comptes.

(Ce qu'il faut savoir de...)

Bruxelles, Institut Belge d'Information et de Documentation, 1975, 15 p.

334.151.26

338.43

de VALLOIS, C.

Free Movement of Capital Within the European Community.

(In : *Droit et Pratique du Commerce International*, Paris, n° 1, mars 1976, pp. 139-149.)

L'économie de la province de Liège. Mutations et perspectives.

(In : *Wallonie, Namur*, n° 3-4, août 1976, pp. 195-212.)

BELG. 186

334.153.0

338.43 - 338.32 - 338.70

FAUCOMPRET, E.

Europese associatie in de zee ?

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Antwerpen, n° 3, juni 1976, blz. 365-394.)

BELG. 64 B

La géographie de l'industrie.

(In : *Cahiers de la Wallonie*, Louvain-la-Neuve, n° 6-7, janvier-février 1976, pp. 2-31.)

BELG. 29

338.43

338.732.3

SPINEUX, A.

Les parcs industriels wallons et leur environnement socio-économique.

(In : *Wallonie, Namur*, n° 3-4, août 1976, pp. 213-225.)

BELG. 186

Le destin des sociétés charbonnières belges : 1966-1975.

(In : *Courrier Hebdomadaire du CRISP, Bruxelles*, n° 720, 14 mai 1976, 31 p.)

BELG. 28 E

338.43

338.732.3

STEWART, J.A. and BEGG, H.M.

Towards a European Regional Policy.

(In : *National Westminster Bank — Quarterly Review, London*, May 1976, pp. 34-44.)

G.B. 61

De ontwikkeling in de Kempense steenkoolnijverheid sedert de oprichting van de K.S. en de vooruitzichten.

(In : *Economie in Limburg, Hasselt*, n° 1, maart 1976, blz. 13-48.)

BELG. 93

338.70 - 306.12

338.753.2

Evolution de la production industrielle en 1975.

(In : *Bulletin de Statistique — I.N.S., Bruxelles*, n° 4, avril 1976, pp. 274-280.)

BELG. 44

GABET, M.

Le financement de l'industrie électrique.

(In : *Electricité, Bruxelles*, n° 162, mai 1976, pp. 3-9.)

BELG. 176

338.722.5

338.753.3

DELNOY, P.

Le salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture.

(In : *Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège*, n° 1-2, juin 1976, pp. 55-123.)

GOL, J.

L'implantation de centrales nucléaires sur des îles artificielles : le cas belge.

(In : *Annales de la Faculté de Droit de Liège, Liège*, n° 1-2, juin 1976, pp. 125-149.)

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Rapports de synthèse — Rapport final.

Bruxelles, Commission d'évaluation en matière d'énergie nucléaire, 1976, 2 vol., div. pp.

Les placements en actions et l'inflation.

(In : Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 24, 11 juin 1976, pp. 1-4 + 9-10.)

BELG. 33

339.311.0

L'épargne, pour quoi faire ?

(In : Bulletin Economique et Financier — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Bruxelles, n° 1, 1976, pp. 11-24.)

BELG. 27 E

342.4

MAST, A.

Overzicht van het Belgisch grondwettelijk recht.
5^{de} uitg.

Gent, Story-Scientia, 1975, XXVIII+482 blz.

339.4 - 333.138.1

Evaluation de performance appliquée à une série de fonds de placement en actions.

(In : Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 21, 21 mai 1976, pp. 1-8.)

BELG. 33

347.747. - 333.152.

OLIVIER, H.

Encaissement et compensation d'un chèque postal volé.

(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, mai 1976, pp. 221-226.)

BELG. 134

339.4

La performance des placements.

(In : Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 20, 14 mai 1976, pp. 1-4, 9-10.)

BELG. 33

368.42 - 332.822.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Rapport sur l'assurance maladie présenté par le Commissaire royal (J. Petit).

(Session 1975-1976, 26 mai 1976, document 892.)

Bruxelles, Chambre des Représentants, 1976, 535 p.

368.611.

382.240. - 382.250. - 333.432.8
382.257. - 333.451.0 - 333.421.1

GLIBERT, F.

L'Office National du Ducroire et les clauses de juridiction ou d'arbitrage.

(In : *Droit et Pratique du Commerce International, Paris, n° 1, mars 1976, pp. 167-174.*)

YEAGER, L.B.

International Monetary Relations : Theory, History, and Policy. 2nd edit.

New York, Harper and Row, 1976, IX+667 p.

368.611.

382.242.4

GODEFROID, F.

L'Office National du Ducroire.

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales, Bruxelles, n° 5, mai 1976, pp. 222-230.*)

BELG. 140

NANNI, C. e NANNI, S.

I « coefficienti di perdita » nel circuito dell' euro-dollaro.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro — Moneta e Credito, Roma, N. 113, Marzo 1976, pp. 94-117.*)

ITAL. 15

380.27 - 333.841.

382.242.4

Les prix à la consommation en 1975.

(In : *Bulletin du Statec, Luxembourg, n° 3, 1976, pp. 26-78.*)

LUX. 2 B

UGEUX, G.

Why a Eurobond Rating System Would Benefit Issuers and Investors.

(In : *Euromoney, London, June 1976, pp. 26-28.*)

G.B. 20 A

382.11

382.50 - 306.114.

DUMAS, M.

Qu'est ce que le nouvel ordre économique international ?

(In : *Tiers-Monde, Paris, n° 66, avril-juin 1976, pp. 265-288.*)

FR. 61

LAFAY, G.

Spécialisation internationale et retournement des termes de l'échange : une analyse géométrique.

(In : *Revue d'Economie Politique, Paris, n° 2, mars-avril 1976, pp. 195-213.*)

FR. 52

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. en 1975.

(In : *Bulletin de Statistique — I.N.S., Bruxelles, n° 4, avril 1976, pp. 281-293.*)

BELG. 44

657.2

ROCHETTE, J.

Vers le plan comptable belge : la loi du 17 juillet 1975.

Bruxelles, Association Belge des Banques, 1975, 34 p.

657.33

MUSIN, H.

Réévaluation ou indexation des bilans ?

(In : *Revue Belge des Sciences Commerciales, Bruxelles, n° 5, mai 1976, pp. 203-214.*)

BELG. 140

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Païement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Fournitures à facturer - Bulletin de la Banque Nationale de Belgique », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.
